LE FIGARO HISTOIRE

LE FIGARO HISTOIRE

AVRIL-MAI 2026 – BIMESTRIEL – NUMÉRO 85



À LA CONQUÊTE DU GROENLAND

DES VIKINGS À DONALD TRUMP

BEL : 12,20 € - CAN : 18,95 $C - CH : 18,50 FS - D : 12,20 € - DOM : 12,60 € - GRE : 12,20 € - LUX : 12,20 € - PORT CONT : 12,20 € - NC : 1 500 XPF - LIBAN : 15 €.

M 05595 - 85 - F: 11,90 € - RD

10ÈME ÉDITION ANNIVERSAIRE

NAVETTES ET PARKINGS GRATUITS

Du 10 au 12 avril 2026

Biot et les Templiers

La femme & le Templier

ENTRÉE LIBRE

® BIOT ET LES TEMPLIERS © SERVICE COMMUNICATION ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE DE LA VILLE DE BIOT ® PHOTO : JON KERSHAW

CONFÉRENCES · RECONSTITUTIONS · COMBATS · SPECTACLES ÉQUESTRES · MARCHÉ MÉDIÉVAL · MAPPING HISTORIQUE

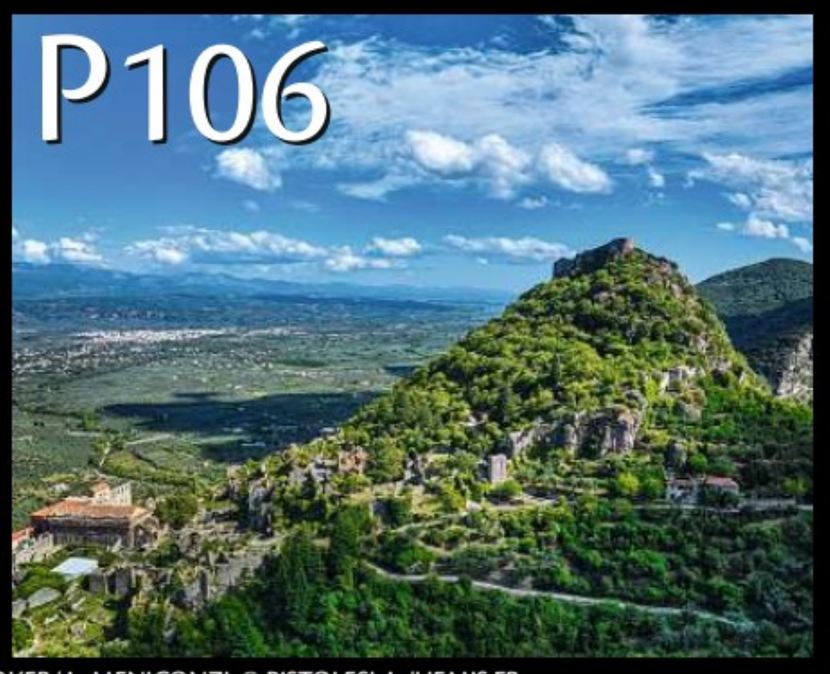
VILLE DE BIOT - CÔTE D'AZUR
WWW.BIOT.FR / WWW.BIOTETLESTEMPLIERS.FR

Retrouvez tout le programme de Biot et les Templiers en scannant ce QR code

GROUPE nice-matin · ici Radio TV Digital · CÔTE d'AZUR · DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES · biot l'art de vivre
ADMINVEST · AD Street · BestDrive Cagnes-sur-Mer · Event · Le Monde Histoire & Civilisations · impact Publicité · MOURATOGLOU INTERNATIONAL SCHOOL · groupe perfectmix photoffset







© PHOTO BY R. SCHMIDT/GETTY IMAGES NORTH AMERICA/GETTY IMAGES VIA AFP. © PHOTO12/IMAGEBROKER/A. MENICONZI. © PISTOLESI A./HEMIS.FR

AU SOMMAIRE

Actualité de l'histoire

8. De Tokyo à Téhéran *Par Gérald Olivier*
16. Derain, à l'insu de son plein gré *Par Isabelle Schmitz*
18. Le début de la fin *Entretien avec Jean-Philippe Rey, propos recueillis par Geoffroy Caillet*
22. L'Islam tous feux éteints *Par Geoffroy Caillet*
24. Les Anciens ont de l'avenir *Par Luc-Antoine Lenoir*
25. Côté livres
31. Le baiser de la mort *Par Eugénie Bastié*
32. Cinéma *Par Geoffroy Caillet*
34. Expositions *Par Luc-Antoine Lenoir*
36. Les carottes sont cuites *Par Jean-Robert Pitte,* de l'Institut

En couverture

40. La terre verte des Vikings *Par Stéphane Lebecq*
48. La longue marche des Inuits *Par Stéphane Coviaux*
54. Le joyau de la Couronne *Par Mikaa Blugeon-Mered*
66. Jean Malaurie, sentinelle du Grand Nord *Par Dominique Le Brun*
70. L'ami américain *Par Gérald Olivier*
78. Les possibilités d'une île *Par Philippe Boulanger*
84. Ils ont brisé la glace *Par Dominique Le Brun*
94. Le monde d'hier *Par Luc-Antoine Lenoir*
98. Fluide glacial
100. Terre de convoitises *Par Luc-Antoine Lenoir*

L'esprit des lieux

106. Des châteaux en Hellade *Par Jean Morel*
114. La Sixtine de l'art roman *Par Marie-Laure Castelnau*
118. Belle marquise *Par Émilie de Lépinau*
126. Inconnus à cette adresse *Par Sophie Humann*
130. Les nocturnes de Houellebecq *Par Vincent Trémolet de Villers*

Société du Figaro Siège social 23-25, rue de Provence, 75009 Paris.
Président **Éric Trappier**. Directeur général, directeur de la publication **Marc Feuillée**. Directeur des rédactions **Alexis Brézet**.

Le Figaro Histoire. Directeur de la rédaction **Michel De Jaeghere**. Directrice adjointe de la rédaction **Isabelle Schmitz**.
Rédacteur en chef **Geoffroy Caillet**. Enquêtes **Luc-Antoine Lenoir, Albane Piot**. Chef de studio **Françoise Grandclaude**.
Secrétariat de rédaction **Caroline Lécharny-Maratray**. Rédactrice photo **Carole Brochart**. Éditeur **Robert Mergui**.
Responsable pré-presse **Alain Penet**. Responsable de la fabrication **David Frappart**.

Le Figaro Histoire. Commission paritaire : 0624 K 91376. ISSN : 2259-2733.
Édité par la Société du Figaro. ISBN : 978-2-8105-1085-6. Rédaction 23-25, rue de Provence, 75009 Paris.
Tél. : 01 57 08 50 00. Régie publicitaire **MEDIA.figaro** Président-directeur général **Aurore Domont**.
23-25, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 26 26.
Imprimé en France par RotoFrance Impression, 25, rue de la Maison-Rouge, 77185 Lognes. Mars 2026.
Origine du papier : Finlande. Taux de fibres recyclées : 0 %. Eutrophisation : Ptot 0,002 kg/tonne de papier.
Abonnement un an (6 numéros) : 45 € TTC, deux ans (12 numéros) : 80 € TTC. Pour vous abonner :
du lundi au vendredi, de 7 h 30 à 18 h ; samedi, de 8 h à 13 h, au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr
Gérez votre abonnement sur votre espace client : www.lefigaro.fr/client

Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de Jean-François Chemain, Victoire De Jaeghere, Hélène Montjean, Éric Mension-Rigau, Émilie de Lépinau, Patrice Gueniffey, Marie-Amélie Brocard, Philippe Maxence, Arnould Guillotel, Henri-Christian Giraud, Charlotte de Gérard, Blandine Huk, Véronique Tran Vinh et Bruno Ménard, secrétaires de rédaction, Sophie Suberbère, rédactrice photo, Isabelle Juin, rédactrice graphique, Key Graphic, photogravure, Sophie Trotin, fabrication. En couverture : *Été sur la côte du Groenland vers l'an 1000,* par Carl Rasmussen, 1875 (collection particulière).
© Content_DFY/Aurimages.

Retrouvez *Le Figaro Histoire* sur www.lefigaro.fr/histoire et sur

Le Figaro Histoire est imprimé dans le respect de l'environnement.
PEFC 10-31-1557 Certifié PEFC Ce produit est issu de forêts gérées durablement, de sources recyclées et contrôlées www.pefc-france.org
FR LE TRI FACILE

Le Figaro Histoire

Conseil scientifique. **Président : Jean Tulard,** de l'Institut. **Membres : Simone Bertière,** historienne, maître de conférences honoraire à l'université Bordeaux-Montaigne et à l'ENS Sèvres ; **Jean-Paul Bled,** professeur émérite (histoire contemporaine) à l'université Paris-Sorbonne ; **Maurizio De Luca,** ancien directeur du Laboratoire de restauration des musées du Vatican ; **Alexandre Grandazzi,** historien et archéologue, professeur de langue et littérature latines à l'université Paris-Sorbonne ; **Barbara Jatta,** directrice des musées du Vatican ; **Thierry Lentz,** directeur de la Fondation Napoléon ; **Alexandre Maral,** conservateur général du patrimoine au Musée national des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau ; **Éric Mension-Rigau,** professeur d'histoire sociale et culturelle à l'université Paris-Sorbonne ; **Arnold Nesselrath,** professeur d'histoire de l'art à l'université Humboldt de Berlin, ancien délégué pour les départements scientifiques et les laboratoires des musées du Vatican ; **Dimitrios Pandermalis** (†), professeur émérite d'archéologie à l'université Aristote de Thessalonique, président du musée de l'Acropole d'Athènes ; **Jean-Christian Petitfils,** historien, docteur d'État en sciences politiques ; **Jean-Robert Pitte,** de l'Institut, ancien président de l'université Paris-Sorbonne ; **Giandomenico Romanelli,** professeur d'histoire de l'art à l'université Ca' Foscari de Venise, ancien directeur du palais des Doges ; **Jean Sévillia,** journaliste et historien.



© LEA CRESPI/LE FIGARO MAGAZINE

Et les violents l'emportent

Aristophane avait fait de lui sa tête de Turc. Il était le Paphlagonien brutal et illettré ; le démagogue aux paroles ronflantes ; le tanneur tout juste sorti de son échoppe puante, et parvenu, par fraude, à se hisser au sommet de l'élite athénienne ; le furieux qui ne s'exprimait guère que par rodomontades, grossièretés, mensonges, et qui répandait autour de lui des effluves de vieux cuir et de pets. Cléon avait, cinq ans durant, dominé l'Assemblée d'Athènes. Il occupe la scène de quatre comédies du dramaturge sous la forme d'un braillard vénal et ambitieux.

Aristote fait du moment où il avait pris l'ascendant sur le peuple athénien le symptôme d'un basculement : celui qui avait vu la république solaire dont Périclès avait été la figure tutélaire, lui qui, dit Thucydide, « *avait de l'influence en raison de la considération qui l'entourait et de la profondeur de son intelligence* », « *contenait la multitude qu'il menait, beaucoup plus qu'elle ne le menait* », et qui, « *n'ayant acquis son influence que par des moyens honnêtes, n'avait pas à flatter la foule* » (II, 65), sombrer entre les mains de nouveaux riches et de fauteurs de guerre aux mœurs brutales, étrangers au souci de la mesure comme aux délicatesses de l'esprit. Cléon, écrit le philosophe dans sa *Constitution d'Athènes,* fut celui « *qui paraît avoir le plus corrompu le peuple par ses emportements et qui le premier cria à la tribune, y employa les injures et parla tout en se débraillant* » (XXVIII, 3).

Nous avons revu cela depuis. Nous le voyons à vrai dire tous les jours, singulièrement dans la manière dont est exercée aujourd'hui la puissance impériale des États-Unis. Le précédent mérite qu'on s'y arrête. Il présente, avec notre histoire, de troublantes analogies.

Cléon apparaît à trois reprises dans *La Guerre du Péloponnèse* de Thucydide. La première, en 427-426 av. J.-C., à l'occasion du châtiment de Mytilène. La guerre oppose alors pour la cinquième année Athènes à Sparte. L'enjeu en est l'hégémonie qu'Athènes a imposée aux cités fédérées pour poursuivre, au lendemain des guerres médiques, la lutte contre les Perses, et qui s'est peu à peu traduite par leur transformation en cités sujettes, astreintes à lui payer, pour prix de sa protection et de la défense commune, un tribut. Périclès est mort depuis deux ans. Mytilène a quitté par surprise l'alliance athénienne en prenant contact avec Sparte et en tentant d'entraîner les autres cités de Lesbos avec elle. Les Athéniens l'ont investie à grand-peine, au terme d'un siège qui a mobilisé pendant un an pas moins de 40 de leurs navires de guerre. Ils délibèrent de l'ampleur de la sanction qu'il convient d'appliquer aux coupables. À l'initiative de Cléon, « *l'homme le plus violent de tous les citoyens et en même temps l'orateur alors le plus écouté du peuple* », écrit Thucydide (III, 36), l'Assemblée d'Athènes vote la destruction de la ville, la mort de tous les citoyens et la réduction en esclavage des femmes et des enfants, sans accepter de distinguer entre les instigateurs du renversement d'alliance et la foule innocente. Elle se ravisera, à son grand dam, le lendemain (III, 36-49).

La deuxième apparition du personnage pourrait être glorieuse : elle se situe en 425-424 av. J.-C. Les Athéniens ont établi et fortifié à Pylos, en Messénie, dans le sud-ouest du Péloponnèse, une tête de pont en pays ennemi. D'abord assiégés par les Spartiates, ils sont devenus assiégeants des 420 hoplites lacédémoniens qui se sont retranchés dans la petite île de Sphactérie. Atterrés de voir menacés, parmi eux, 180 jeunes guerriers qui font partie de leurs plus illustres familles (Sparte ne compte guère que 4 000 citoyens à part entière, les égaux ; elle est minée par sa propre oliganthropie), les Spartiates demandent une trêve et proposent à l'Assemblée d'Athènes de mettre fin à la guerre par une paix de compromis qui se traduirait par le partage, entre les deux cités, de l'hégémonie (IV, 20). Cléon s'y oppose avec virulence, exigeant des Spartiates d'outrageantes concessions. Aussi la trêve est-elle rompue. Mais le siège s'éternise et la position des Athéniens, mal ravitaillés, se détériore ; l'Assemblée regrette bientôt de ne pas avoir donné suite aux propositions conciliantes de l'ennemi. Cléon, dès lors, s'emporte, dénonce l'incurie des chefs militaires, fanfaronne, assure que s'il exerçait lui-même le commandement, l'affaire serait vite conclue. Ses adversaires le prennent au mot, et lui donnent, à son corps défendant, la direction des opérations. Lui, d'abord, recule, se dérobe. Mais les cris de la foule le sommant d'accepter, le naturel reprend le dessus. Il promet de rentrer vainqueur dans les vingt jours. La forfanterie est accueillie dans une hilarité générale (IV, 27-28). Mais l'extraordinaire est qu'il y réussit ! Secondé par un général exceptionnel, Démosthène, servi par la chance et les circonstances, le fier-à-bras parvient à obtenir, fait sans précédent, et qui frappe de stupeur le monde grec, la reddition des nobles hoplites de Sparte, réduits par la faim et encerclés à un contre trois sur un îlot dévasté par un incendie.

La troisième apparition sera la dernière. Élu stratège, Cléon part, en 422 av. J.-C., en campagne en Thrace contre le Spartiate Brasidas, qui retourne l'une après l'autre les cités alliées d'Athènes en se faisant le héraut de la liberté grecque. Le démagogue y trouve une mort sans gloire en attaquant de manière brouillonne la ville d'Amphipolis (V, 10).

Les contemporains ont été impitoyables avec sa mémoire. Thucydide fait de lui l'un des principaux artisans des errements d'Athènes, de sa corruption par la démesure et les rêves d'empire sans limites, en même temps que de l'exacerbation des conflits internes, de la brutalisation de la vie politique. Il estime qu'à Pylos, seul le hasard, contre toute attente, l'a servi. Et que son échec d'Amphipolis traduit en revanche la médiocrité de ses capacités militaires. Il aurait immédiatement tourné les talons en apercevant l'ennemi et il aurait été rejoint et tué dans sa fuite par un auxiliaire. Aristophane dénonce, dans l'affaire de Pylos, une victoire volée à son principal artisan, le stratège Démosthène.

Faut-il les croire ? La hargne du poète comique avait pu relever de la vengeance privée : Cléon l'aurait poursuivi devant l'Assemblée pour avoir, dans une pièce perdue, *Les Babyloniens,* fustigé en présence des alliés la politique impérialiste d'Athènes. Brossé à la fin de la guerre du Péloponnèse, le portrait pouvait chez Thucydide aussi avoir été marqué par le parti pris : la morgue d'un historien soucieux de défendre la mémoire de Périclès alors même que celui-ci avait, en se lançant dans la guerre contre Sparte, engagé Athènes dans un conflit ruineux, interminable, mortifère, dont elle n'était sortie, vaincue, qu'après avoir perdu son empire, ses remparts, sa liberté ; sa démocratie abrogée laissant place à la sanglante tyrannie des Trente, sous la surveillance d'une garnison spartiate. Aux yeux des aristocrates ralliés à la démocratie qui, comme Thucydide, avaient fait leur champion de l'Olympien, le bilan accablant de sa politique exigeait que ses successeurs soient traînés dans la boue. Que le cours funeste pris par les événements soit attribué à leurs manquements et à leurs dérives. Que leur noirceur relève, par contraste, son caractère et sa hauteur de vues.

Par Michel De Jaeghere

N'empêche : la personne de Cléon fait l'objet d'une impressionnante détestation dans les sources antiques. Toutes s'accordent pour dire qu'il fut l'« *abominable homme d'Athènes, le Père Ubu de l'Antiquité* » (Pascal Thiercy, *Aristophane et l'ancienne comédie*, 1999). Théopompe de Chios, Aristote, Diodore de Sicile, Plutarque : « *Tous les Anciens semblent unanimes*, observe Philippe Lafargue dans la thèse passionnante qu'il lui a consacrée : *Cléon est un "méchant homme", qui fait bien pâle figure à côté de son imposant prédécesseur* » (*Cléon, le guerrier d'Athéna*, Ausonius, 2013).

Tous ses contempteurs nourrissaient certes une même aversion pour la « démocratie radicale », celle qui avait confié, depuis la réforme d'Éphialte et la marginalisation de l'Aréopage, en 462 av. J.-C., le pouvoir sans réserve censitaire à la majorité : à la classe des thètes, « *ceux qui n'ont rien* » et, partant, rien à perdre aux politiques aventurées, aux spoliations des possédants, à l'irrespect du droit, aux guerres sans objectifs, déclarées pour le seul orgueil de faire la démonstration de sa force. Leur convergence a imposé à la postérité l'image d'un énergumène vociférant les invectives à la tribune de la Pnyx, un homme débauché, insolent, effronté, cupide.

George Grote fut, au XIXe siècle, le premier à relever pourtant ce paradoxe : les effets concrets de sa politique ne cadrent guère avec le portrait qu'ont brossé ses contemporains. À Mytilène, il n'avait préconisé la cruauté que dans une mesure analogue aux pratiques de Périclès (qui avait fait lui-même crucifier les marins de Samos après une défection similaire, en 439 av. J.-C.). Elle s'expliquait par la nécessité de châtier une cité puissante, qui avait joui d'une position privilégiée dans la Ligue, et qui avait trahi. Elle entendait avoir la valeur d'un exemple, dans une situation où Athènes avait tout à craindre d'une révolte générale de ses alliés. À Pylos et à Sphactérie, Cléon avait fait preuve d'une singulière énergie. Il avait remporté, en dépit des sarcasmes, l'une des plus grandes victoires d'Athènes en obtenant la reddition des hoplites de Sparte. Elle avait été célébrée par l'élévation sur l'Acropole du beau temple d'Athéna *Nikè*, et Cléon en avait lui-même été récompensé par l'octroi d'honneurs exceptionnels. « *Cet événement*, reconnaît avec équité Thucydide, *fut pour les Grecs le plus surprenant de toute la guerre. Nul n'imaginait que la faim ou quelque nécessité que ce fût pût contraindre les Lacédémoniens à mettre bas les armes* » (IV, 40). La captivité de leurs hoplites, désormais, pèserait lourd sur le moral des Spartiates. Leur défaite avait provoqué en retour l'installation sur place de leurs ennemis messéniens, encourageant quelques années plus tard Sparte à accepter de nouveau de faire la paix avec Athènes. À Amphipolis, Cléon était mort, entre-temps, les armes à la main, loin de l'image du va-t-en-guerre embusqué à l'arrière.

La sévérité du jugement de l'histoire à l'égard de l'orateur athénien (c'est l'objet de l'impeccable démonstration de Philippe Lafargue) peut paraître, dans ces conditions, partiale. Témoigner d'un préjugé de classe : celui de l'aristocratie à laquelle appartenait Thucydide devant la montée des hommes nouveaux, dont la richesse, moins ancienne, n'était pas assise sur la propriété foncière mais sur des entreprises industrielles et commerciales (Cléon n'était nullement tanneur, mais rentier), et qui entretenaient, avec le peuple, un rapport fondé sur une éloquence imagée et directe, parfois tourbillonnante, un langage cru, des mots simples, des saillies incisives, une capacité à jouer sur les émotions, le ressentiment, la peur, l'indignation, plus que sur le raisonnement ou le recours aux références littéraires. Ils étaient dénoncés comme « populistes » parce qu'ils se comportaient en meneurs capables de soulever l'enthousiasme des foules, tenaient à distance les notables et épousaient plus immédiatement la volonté populaire ; mais n'était-ce pas l'essence de cette démocratie dont s'enorgueillissait Athènes que de donner le dernier mot au peuple ? Et le jugement de Thucydide ne relève-t-il pas en définitive de l'idée, contestable, que son pouvoir n'est légitime que s'il s'exprime à travers le filtre d'une élite de possédants ?

Il serait pourtant imprudent de faire à l'historien ce procès d'intention. Car il a vu en réalité plus loin et plus haut. Par le portrait à charge qu'il a brossé de Cléon, ce qu'il a voulu mettre en lumière est d'un autre ordre. C'est l'impasse d'une politique de la force réduite à une brutalité univoque. Le discours qu'il prête à Cléon, dans l'affaire de Mytilène, n'a rien de caricatural. Il ne fait montre d'aucune vulgarité. Il est d'une cohérence très étrangère aux élucubrations du personnage d'Aristophane. Mais il est inspiré par une volonté de puissance qui congédie toute recherche de la justice. Il tient tout effort de l'intelligence pour un risque inutile, toute modération pour une faiblesse, toute pitié pour une dangereuse complaisance. Il proclame que les dirigeants doivent se faire en tout temps les agents des passions populaires, sans songer à les orienter vers le Bien, considère qu'un État peut légitimement mépriser ses alliés s'il dispose de la puissance nécessaire pour leur imposer sa volonté unilatéralement, et fait l'éloge de la loi du plus fort comme l'alpha et l'oméga de la politique étrangère.

À Pylos, la victoire éclatante de Cléon avait paru donner à cette doctrine la consécration des faits. Elle l'avait pourtant conduit à repousser la paix que proposaient les Spartiates et qui aurait été plus profitable, à long terme, à Athènes, que la trêve bancale et précaire qu'après une succession de hauts et de bas, de succès et de revers, négocieraient plus tard les deux belligérants. Elle avait justifié, à l'initiative de Cléon, un triplement du tribut réclamé aux membres de la ligue de Délos qui témoignait de la manière dont il considérait que les biens de ses alliés étaient à sa disposition. Elle avait, plus encore, donné un lustre sans pareil à une *hubris* qui conduirait plus tard Athènes à relancer imprudemment la guerre et les expéditions lointaines (la tentative d'envahir la Sicile, dont les Athéniens ignoraient, nous dit Thucydide, « *la grandeur de l'île et le nombre de ses habitants* », s'achèverait en désastre militaire) jusqu'à subir cette fois une défaite complète. Elle avait fait du recours aveugle à la force brute une tentation irrésistible sans pressentir qu'Athènes en serait elle-même un jour la victime.

L'histoire n'est pas un calque qu'on pourrait appliquer indéfiniment aux réalités changeantes de tous les temps. Aucun précédent n'est immédiatement applicable et Donald Trump n'est pas Cléon, quand même ses coups d'éclat, ses foucades, ses succès retentissants parfois, ses revers, d'autres fois, déguisés en victoires, ses perpétuels changements de pied, son mépris des convenances, sa manière d'insulter ceux qui le contredisent, de traiter ses alliés comme des domestiques ou de multiplier absurdement les superlatifs, présentent avec lui plus d'une ressemblance. Les épisodes du passé illustrent seulement les permanences de la nature humaine. Chacun d'entre eux est un rai de lumière qui peut nous aider à décrypter les complexités du réel.

ACTUALITÉ DE L'HISTOIRE



© PACIFIC PRESS/SHUTTERSTOCK/SIPA. © LAPI/ROGER-VIOLLET. © CC0 PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET. © PHILIPPE MAILLARD-MINISTÈRE DE LA CULTURE/DIRECTION GÉNÉRALE DES ANTIQUITÉS DU LIBAN.

8

De Tokyo à Téhéran

Le succès de la démocratisation de l'Allemagne et du Japon a convaincu les États-Unis que la guerre pouvait être une opportunité pour faire tomber les dictatures et imposer la démocratie partout dans le monde. Les résultats sont, depuis vingt-cinq ans, décevants.



16

Derain, à l'insu de son plein gré

Soucieux de favoriser la libération de confrères prisonniers en Allemagne, André Derain participa au voyage de propagande qu'organisa l'occupant outre-Rhin en 1941. Michel Bernard explore ses états d'âme dans un superbe roman.

18 Le début de la fin



Pour beaucoup d'historiens, la Révolution française commença en 1789. Dans *C'était déjà la Révolution !* Jean-Philippe Rey montre au contraire que c'est dès 1786, avec la tentative de réforme fiscale de Louis XVI, que fut allumée la mèche qui devait finir par tout embraser.

Et aussi

L'Islam tous feux éteints

Les Anciens ont de l'avenir

Côté livres

Le baiser de la mort

Cinéma

Expositions

Les carottes sont cuites



Envolée millénaire Ci-contre : *Vautour aux ailes déployées*, provenant du temple aux Obélisques de Byblos (âge du bronze moyen). Il fait partie des quelque 400 pièces de la somptueuse et émouvante exposition « Byblos, cité millénaire du Liban », à l'Institut du monde arabe, à Paris, jusqu'au 23 août 2026.

À L'AFFICHE

Par Gérald Olivier

De Tokyo à Téhéran

Si l'offensive israélo-américaine en Iran n'a pas officiellement pour but un changement de régime, elle s'inscrit dans une série de précédents qui remontent à la Seconde Guerre mondiale et qui ont vu les Américains y prétendre, avec des résultats contrastés.



PREMIÈRES VICTIMES Ci-contre : hommage du président Trump aux six soldats du 103e commandement de soutien tués par une frappe de drone iranienne, le 1er mars 2026 à Port Shuaiba, au Koweït, lors de l'opération « Epic Fury ». Page de droite : frappes des États-Unis et d'Israël contre des dépôts pétroliers à Téhéran, le 7 mars 2026.

Jusqu'où ira l'intervention israélo-américaine en Iran ? Lors du lancement de l'opération « Epic Fury », le président Donald Trump avait assuré que les objectifs américains étaient strictement militaires et n'incluraient ni un changement de régime ni une occupation du pays pour le reconstruire. Le secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth, l'a très officiellement confirmé. *« Ceci n'est pas une guerre sans fin… Ce n'est pas l'Irak en 2003… nos objectifs sont clairs et précis et n'incluent pas la reconstruction d'une nation. »* Trump sera-t-il pourtant en mesure de tenir cet engagement ? Son but de guerre est aujourd'hui d'affaiblir suffisamment l'Iran pour qu'il cesse d'être une menace pour Israël et pour ses voisins. Et d'affaiblir ses forces de sécurité pour rendre une révolution possible, celle-ci étant laissée à la diligence du peuple iranien. Mais les conflits armés ont une fâcheuse tendance à voir leurs objectifs évoluer au gré de nécessités imprévues et leurs conséquences dépasser ce qu'en avaient imaginé leurs initiateurs.

Le *nation-building* est une notion désormais familière à la politique étrangère américaine, qui consiste à reconstruire un pays après sa défaite militaire pour y favoriser l'essor d'une société et d'institutions compatibles avec les valeurs américaines. Elle est née du succès des politiques menées au Japon et en Allemagne après 1945. Elle a été discréditée depuis par les échecs de tentatives similaires en Irak et en Afghanistan après 2001.

De sorte que Donald Trump cherche, en Iran, une voie intermédiaire. Une voie qui éviterait aux Américains le risque d'enlisement, sans les priver du bénéfice de l'exercice de leur puissance. C'est l'idée de « la paix par la force », « *peace through strength* ». Terrasser l'ennemi et s'épargner le fardeau de sa reconstruction. Ce n'est pas sans risque. Notamment pour les pays visés, laissés libres de sombrer dans la guerre civile et l'anarchie, une fois vaincus, comme cela avait été le cas pour l'Irak, donnant lieu à l'émergence de l'État islamique ; en Afghanistan, où la guerre civile se conclut par l'arrivée au pouvoir des talibans ; comme ce fut également le cas pour la Libye, à la suite des bombardements ordonnés par le président Obama en 2011.

LA RÉGENCE DE MACARTHUR

Tout commence en 1945. Les États-Unis ont gagné la guerre. Mieux, ils ont libéré leurs alliés, et vaincu le fascisme en Italie, le nazisme en Allemagne et l'impérialisme au Japon. Le monde est en paix, et ils en sont les maîtres. Ils sont les seuls à disposer de la

bombe atomique dont la puissance a été démontrée à Hiroshima et Nagasaki (6 et 9 août 1945). Après cinq ans d'épreuves, le sentiment général est à l'optimisme.

La machine économique américaine, mise au service de l'effort de guerre, a tourné à plein régime. Pour qu'elle continue, il faut édifier une paix durable et un monde ouvert à l'économie de marché. C'est ce que les Américains vont s'attacher à bâtir au Japon et en Allemagne, les deux puissances vaincues, ainsi que dans le reste de l'Europe.

Immédiatement après sa capitulation, le 2 septembre 1945, le Japon est placé sous l'autorité du commandant suprême des forces alliées (Scap), le général Douglas MacArthur. La mention « forces alliées » est trompeuse. Officiellement, Britanniques, Russes, Chinois et Américains travaillent de concert. En vérité, les Américains décident et agissent seuls. Avec 430 000 GI, ils constituent l'essentiel des forces d'occupation. MacArthur va être *de facto* le dirigeant du Japon jusqu'en 1952. Or, sa mission ne se limite pas à veiller au respect des termes de la capitulation, elle inclut de transformer fondamentalement le gouvernement, la société et l'économie japonais pour garantir un avenir démocratique.

MacArthur a reçu de multiples directives : 1. démanteler l'armée et la police ; 2. juger et punir les criminels de guerre ; 3. préparer une nouvelle constitution ; 4. organiser des élections au suffrage universel ; 5. instituer une réforme agraire ; 6. réformer l'éducation et interdire le travail des enfants ; 7. garantir et encourager la liberté de la presse ; enfin, séparer la religion de l'État.

Cette dernière directive est réalisée la première. MacArthur met fin au shintoïsme d'État, le culte rendu à l'empereur. Le 31 décembre 1945, Hirohito renonce à son statut de dieu vivant. Il devient un homme comme les autres. Les Américains ont pris soin de ne pas l'emprisonner, ni de le faire juger. Encore moins de renverser la monarchie. Hirohito personnifie la nation. Sa seule autorité incite les citoyens à obéir au nouvel occupant. Il va donc devenir le relais des Américains. Il incarne la continuité entre l'ancien et le nouveau Japon et facilite l'acceptation des réformes

© PHOTO BY ROBERTO SCHMIDT/GETTY IMAGES NORTH AMERICA/GETTY IMAGES VIA AFP. © SASAN/MEI/SIPA.





© U.S. NATIONAL ARCHIVES AND RECORDS ADMINISTRATION, PHOTO N°535795-DOCUMENT COLORISÉ PAR © KLIMBIM. © AKG-IMAGES.

SUPRÉMATIE En haut, à gauche : le champignon atomique d'Hiroshima, le 6 août 1945. Après sa capitulation, le 2 septembre 1945, le Japon est placé sous l'autorité du général MacArthur, commandant suprême des forces alliées *(ci-dessus)*. Page de droite, en haut : *« Champ libre au plan Marshall »*, affiche de 1948 vantant les avantages du plan Marshall ; ici, la coopération transfrontalière entre les pays d'Europe occidentale. En bas : lors du blocus de Berlin par l'URSS, du 24 juin 1948 au 12 mai 1949, les puissances occidentales mettent en place un pont aérien pour ravitailler leurs garnisons et la population.

engagées. De fait, les actions de résistance seront quasi inexistantes.

Les Japonais sont aussi trop occupés à tenter de survivre pour lutter contre les Américains. Conformément à ses instructions, MacArthur a redistribué les terres agricoles et transformé des millions de métayers en petits propriétaires fermiers. Mais la nouvelle récolte n'est pas encore rentrée. Les premiers mois de 1946 sont particulièrement difficiles. Il faut des rations importées pour nourrir la population.

L'industrie a été détruite. La production est tombée à 10 % de son niveau d'avant-guerre ! Les grands conglomérats industriels, les *zaibatsu*, ont été démantelés et les syndicats autorisés, mais il faut du temps pour relancer la machine.

MacArthur s'attache à préparer une nouvelle constitution, dont l'article 9 prévoit que le Japon *« renonce à la guerre »* et au droit de maintenir *« des forces terrestres, navales et aériennes, ainsi que tout autre potentiel de guerre »* (plusieurs entorses à cette clause seront rapidement autorisées face à la menace communiste en Asie). La défense du pays sera assurée par les États-Unis. Le reste du texte établit les principes du parlementarisme en politique et du libéralisme en économie comme piliers du nouveau Japon, qui devient le porte-drapeau des valeurs américaines en Asie.

Cette intégration est scellée par le traité de San Francisco, signé le 8 septembre 1951, en même temps qu'un nouveau traité de défense entre les États-Unis et le Japon. En six ans, les ennemis sont devenus des alliés et des partenaires économiques.

Personne ne parle alors de *nation-building*. Il s'agit seulement d'une occupation réussie. Tout comme celle qui se poursuit en Allemagne.

Une Allemagne démocratique

À la sortie de la guerre, l'Allemagne fut occupée et divisée en quatre zones – américaine, russe, britannique et française. Sur 1,6 million d'Américains déployés pour vaincre Hitler, 350 000 demeurent comme force d'occupation, sous l'autorité du commandant suprême des forces alliées, le général Dwight D. Eisenhower. Ses instructions, transmises dans la directive JCS 1067 *(Joint Chief of Staff)* en avril 1945, sont de démilitariser le pays et d'empêcher toute résurgence du nazisme. Le parti nazi a été interdit, l'armée, démobilisée, et toutes les usines d'armement, fermées. Les mines de charbon de la Ruhr sont également closes.

Après deux ans de cette politique, l'Allemagne est exsangue. Sans aide alimentaire, la population succomberait à la famine. Aussi les États-Unis opèrent-ils alors une volte-face. En juillet 1947, JCS 1779 vient supplanter JCS 1067. La zone d'occupation est placée sous le commandement du général Lucius D. Clay, avec mission de reconstruire les infrastructures pour relancer l'économie.

Un mois plus tôt, en juin 1947, le secrétaire d'État George C. Marshall avait évoqué un vaste plan d'aide économique à l'Europe, l'European Recovery Program,

plus simplement appelé le « plan Marshall ». Il s'agissait d'une contribution de 13 milliards de dollars de l'époque (180 milliards de dollars d'aujourd'hui) pour aider le continent à se relever des dévastations de la guerre. Sa motivation était stratégique et économique. Les Américains avaient besoin de clients extérieurs pour soutenir leur machine économique et ils voulaient éviter que la pauvreté ne fasse le lit du communisme en Europe.

Dès 1948, l'Allemagne reçoit 1,4 milliard de dollars à ce titre. En juin, le Deutsche Mark vient remplacer le Reichsmark. Face au blocus de Berlin par Staline, un pont aérien est mis en place. Il symbolise l'ancrage de l'Allemagne à l'Ouest et participe à sa réhabilitation auprès des institutions européennes.

1949 voit la naissance de la République fédérale d'Allemagne (RFA), à partir des trois zones sous occupation occidentale. La structure fédérale des institutions a été imposée par les Américains. Sur leur propre modèle. Et pour éviter de reproduire la centralisation du pouvoir qui avait facilité l'ascension de Hitler.

L'Allemagne est divisée en États, les *Länder*, et le Bundesrat devient l'équivalent du Sénat américain, la Chambre des États dotée d'instruments de limites du pouvoir fédéral. La fonction présidentielle est purement cérémonielle, et la gestion des affaires est confiée à un chancelier sous le contrôle du Parlement. Les partis extrêmes sont interdits et l'économie est fondée sur le libre-échange. Une Cour constitutionnelle fédérale, avec mission de veiller au respect des lois fondamentales de la nouvelle République, vient compléter l'édifice institutionnel. Dès 1951, la RFA rejoindra la France dans la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca), esquisse de la future construction européenne.

Or, ces nouvelles institutions couplées avec l'assistance économique vont déboucher sur le *Wirtschaftswunder*, le miracle allemand. Une croissance forte, faisant de l'Allemagne l'un des moteurs économiques de l'Europe.

L'occupation cessa officiellement en 1955, année de l'intégration de la RFA dans l'Otan. En dix ans, l'Allemagne, ex-puissance ennemie, était devenue le pilier de la stratégie de défense américaine en Europe ; 250 000 soldats américains resteront sur place, répartis sur une dizaine de bases militaires, au titre de l'Otan, la plus forte concentration de soldats américains hors États-Unis ; 35 000 GI sont toujours stationnés en Allemagne, première présence américaine en Europe.



© BPK, BERLIN, DIST. GRANDPALAISRMN/IMAGE BPK. © AKG-IMAGES.

Nation-building

Au vu de ces réussites, l'idée que des nations pouvaient être aidées et guidées vers une économie de marché et des institutions démocratiques fit son chemin au sein des clubs de pensée américains. Elle fut popularisée d'abord par un professeur du Massachusetts Institute of Technology, Walt Whitman Rostow.

En pleine guerre froide et à l'heure de la décolonisation, Rostow voulait éviter que les nouveaux pays indépendants d'Afrique ou d'Asie ne cèdent aux sirènes marxistes et à l'Union soviétique. Il sera l'un des farouches partisans de l'engagement américain au Vietnam… ce qui ruinera sa réputation. Mais pas sa théorie.

Elle sera reprise en effet par les penseurs néoconservateurs après la chute de l'URSS, en 1991. Dans un monde désormais passé tout entier sous hégémonie américaine, les États-Unis devaient favoriser la reproduction de leur modèle. Sous la plume de Francis Fukuyama l'Histoire était arrivée « *à sa fin* », le modèle capitaliste américain avait gagné, il devait conquérir le monde…

En 1996, Robert Kagan et William Kristol, deux tenants du néoconservatisme appelèrent les États-Unis à exercer une « *hégémonie globale bienveillante* ». Il fallait promouvoir partout les principes américains : démocratie, libre-échange et libertés individuelles.

Quand les attentats du 11 septembre 2001 vinrent sortir tragiquement les États-Unis de ce rêve éveillé, les néoconservateurs de l'administration de George W. Bush sautèrent sur l'occasion.

Les représailles justifiées des États-Unis devaient servir à remodeler l'ensemble du Moyen-Orient, dirent-ils. L'ennemi n'était pas l'Arabie saoudite, pays d'origine de la plupart des terroristes du 11-Septembre, ni l'islam, la religion de tous ces terroristes, ni même l'islamisme, l'idéologie politico-religieuse qui les avait animés, mais le terrorisme lui-même, dont le terreau était la misère économique et le verrouillage politique des nations de la région. Pour vaincre cet ennemi, il suffisait d'ouvrir ces pays à la démocratie et au libre-échange…

L'Afghanistan serait le premier laboratoire d'expérimentation de ce *nation-building*.

Le laboratoire afghan

La guerre déclarée au régime taliban à Kaboul, le 18 septembre 2001, fut achevée dès le 21 décembre. Avant même la





fin des combats, la conférence de Bonn, en Allemagne, établissait les objectifs de la reconstruction, confiée à une coalition internationale, sous autorité américaine : mettre en place un régime et des institutions démocratiques durables.

L'affaire était complexe. L'Afghanistan est composé d'une mosaïque de populations, de langues et de religions différentes. Les Pachtouns, au sud, représentent 45 % de la population. Ce sont des musulmans sunnites, dont la langue est le pachtoune. Les talibans sont issus de leurs rangs. Les Tadjiks, au nord, comptent pour 25 % de la population, ce sont des musulmans sunnites de langue dari, identique au persan parlé en Iran. Au centre, on trouve une minorité chiite, les Hazaras, et à l'ouest et au nord-ouest, des Turkmènes et des Ouzbeks. Le défi des Américains était de construire des institutions où chaque groupe aurait une représentation équitable et satisfaisante. Il fallait à tout prix éviter que le pays ne retombe dans la guerre civile qui avait fait rage après le départ des troupes soviétiques en 1989.

Un président par intérim fut désigné, Hamid Karzaï, un Pachtoun modéré. Les ministères clés du gouvernement furent confiés à des Tadjiks de l'Alliance du Nord, alliés des Américains dans la guerre. Les chefs hazaras et ouzbeks se virent offrir des postes de vice-présidents assez symboliques, mais illustrant ce partage du pouvoir. Une force internationale fut constituée pour garantir la sécurité, l'International Security Assistance Force (Isaf), le temps que l'armée et la police afghanes soient formées.

Une fortune fut dépensée. Les Américains, à eux seuls, allaient engloutir 2 000 milliards de dollars en dix ans pour développer l'économie locale. Ils construisirent des routes goudronnées, des ponts, des aéroports, des centrales électriques, des centres de communication, des centres commerciaux, des écoles autres que coraniques, ouvertes aux jeunes filles, ainsi que des hôpitaux. Les femmes furent autorisées à travailler dans l'administration et obtinrent le droit de vote. Ils dépêchèrent des experts agricoles chargés de milliers de tonnes d'engrais pour proposer des cultures de substitution à celle du pavot. En vain !

La façade d'un processus démocratique en cours de construction se fissura rapidement du fait d'une corruption endémique, de la fraude électorale, de l'absence de sécurité, ainsi que des divisions ethniques. Dès 2005, les militaires sur place alertaient leurs supérieurs sur le fait qu'en dehors de Kaboul, la capitale, le gouvernement ne contrôlait rien.

Il faudra vingt ans et 2 400 soldats tués pour que les Américains renoncent à leur projet et se retirent, dans une totale confusion, laissant la place aux talibans, ceux-là mêmes qu'ils avaient vaincus et chassés en 2001. Un fiasco complet !

L'EXPÉRIENCE IRAKIENNE

L'Irak fut le second laboratoire de cette expérimentation, à partir de 2003. Rien n'obligeait les Américains à renverser Saddam Hussein. Vaincu en 1991, lors de la première guerre du Golfe, consécutive à sa tentative de s'emparer du Koweït, il était parvenu à rester à la tête d'un Irak affaibli. Toutefois, les Américains estimaient avoir une occasion unique de renverser son régime hostile et d'éliminer sa menace, puis de bâtir une démocratie exemplaire. « *Un nouveau régime en Irak constituerait un exemple spectaculaire et inspirant de liberté pour les autres nations de la région* », avait dit le président Bush, quelques jours avant le lancement de la guerre, le 19 mars 2003.

La campagne militaire fut un succès éclair, et les Américains entrèrent à Bagdad en libérateurs. Du moins le crurent-ils. Un proconsul fut désigné en la personne de Paul Bremer, diplomate chevronné, diplômé de Yale et de Harvard, ancien assistant de Henry Kissinger…

Bremer commença par démobiliser l'armée et limoger de l'administration tous les membres du Baas, le parti de Saddam Hussein. Du jour au lendemain, le pays fut sans défense et sans administration, des milliers de soldats et de fonctionnaires furent renvoyés chez eux. Bremer voulait une campagne de « dé-baassification » comme il y avait eu une campagne de « dénazification » en Allemagne.

C'était une double erreur. Elle désorganisa le pays et laissa penser à la minorité sunnite qu'elle serait exclue de sa reconstruction. Car l'Irak avait, lui aussi, une population divisée, avec 60 % d'Arabes chiites au sud, 25 % d'Arabes sunnites au centre, notamment la région de Tikrit, fief de Saddam Hussein, et des Kurdes au nord.

Malgré de nouvelles institutions reflétant cette diversité – président kurde, Premier ministre chiite, président du Parlement sunnite – et la stricte proportionnalité au sein du Conseil de gouvernement, l'Irak ne retrouva jamais un niveau de sécurité suffisant pour permettre sa reconstruction économique. Au contraire, le pays sombra dans la guerre civile dès 2004 avec l'émergence de mouvements djihadistes au sein de la minorité sunnite, appliqués à attiser les violences ethniques. Le principal était Al-Qaida, fondé par un terroriste jordanien, Abou Moussab al-Zarqaoui. Il sera tué par les Américains en 2006, mais son mouvement s'étendra pour devenir un « État islamique » voué au djihad international.

En 2011, le président Obama mit officiellement fin à l'occupation de l'Irak. Sans mettre fin à la guerre civile. Au contraire. Le retrait américain permit à un militant islamiste, Abou Bakr al-Baghdadi, de prendre la tête de l'État islamique, d'étendre sa présence en Syrie et de se déclarer « calife » en 2014. Al-Baghdadi a été tué



© ZABI KARIMI/AP/SIPA. © LAURENT REBOURS/AP/SIPA. © PHOTO BY ROBERTO SCHMIDT/AFP.

par les forces américaines en 2019, durant le premier mandat du président Donald Trump, mais 2 500 soldats américains sont toujours sur place.

Les Américains, qui avaient perdu moins de 200 soldats pendant les combats de 2003 ont perdu 4 700 hommes en Irak depuis, sans compter 35 000 blessés.

Printemps arabes

2011 fut également l'année des « printemps arabes ». Les peuples du Moyen-Orient étaient dans la rue pour demander la fin de l'autoritarisme, l'ouverture de l'économie, et plus de liberté politique. Partie de Tunisie en décembre 2010, la contestation avait gagné l'Égypte en janvier 2011, puis la Libye en février et la Syrie en mars. En Libye, les protestations se muèrent en rébellion, notamment dans la ville de Benghazi, et le colonel Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969, y répondit par la force militaire.

Barack Obama, le président des États-Unis, prit immédiatement la défense des peuples arabes, au nom de la liberté et des droits de l'homme. Le régime de Kadhafi ne représentait pas une menace pour les États-Unis. Il n'avait pas attaqué l'Amérique ni été vaincu, mais Obama décida d'y intervenir au nom du « *droit international* ».

Il réunit une coalition, incluant la Ligue arabe, sous la bannière de l'ONU, fit voter une résolution par le Conseil de sécurité (RCS 1973) autorisant « *toute mesure nécessaire pour garantir la sécurité de la population* » et appela au départ de Kadhafi. « *Le colonel Kadhafi doit se retirer du pouvoir et partir,* dit-il, le 4 mars. *Il a perdu la légitimité pour diriger.* » Dès le 19 mars 2011, la marine américaine déployée en Méditerranée envoyait une volée de missiles Tomahawk sur la Libye, et l'aviation lançait les premiers bombardements, aux côtés des forces aériennes françaises et britanniques. En plus de chasseurs-bombardiers F-15 Strike Eagle qui avaient décollé de la base d'Aviano en Italie, des bombardiers furtifs B2 traversaient l'Atlantique pour lâcher des munitions lourdes sur des bunkers souterrains abritant l'aviation de Kadhafi. À l'issue de cette première phase d'attaque, le commandement des opérations fut confié à l'Otan, au titre de l'opération « United Protector », et les Américains se limitèrent à un rôle de soutien logistique. Après cinq mois de bombardements et de destruction de son armée, le régime de Tripoli tomba. Fin octobre, Kadhafi fut capturé par des rebelles et lynché près de la ville de Syrte.

Mais loin de voir émerger une « Libye démocratique », le monde entier vit le pays sombrer dans l'anarchie et la guerre civile. Il n'existait aucune structure pour succéder au régime. L'effondrement de l'armée et de la police laissa un vide où s'engouffrèrent les milices locales, divisant le pays en d'innombrables factions et tribus qui se combattaient les unes les autres. Quant aux armes dont disposait le régime, elles

Illusions perdues
Page de gauche : après l'annonce du départ des Américains, les talibans reprennent le contrôle du pays, le 15 août 2021. En haut : les Américains sont arrivés à Bagdad en libérateurs. Ici, un caporal du 4e régiment de Marines en train de recouvrir le visage d'une statue de Saddam Hussein, en 2003. Ci-contre : un combattant rebelle au régime de Kadhafi gravit une dune où flotte un vieux drapeau libyen, en 2011.





© MUHAMMED MUHEISEN/AP/SIPA.

COMMUNICATION Ci-dessus : un rebelle syrien au quartier général de Maaret al-Ikhwan, près d'Idlib, en Syrie, en 2012. Le nouveau chef rebelle syrien, un général de l'armée qui avait fait défection et passé des mois en exil, affirme avoir commencé à opérer en Syrie pour unifier les milices autonomes antirégime dans l'espoir de lancer l'assaut final contre le président Bachar al-Assad.

furent revendues en Afrique, alimentant d'autres conflits locaux tandis que l'absence d'administration transformait le territoire libyen en plaque tournante d'une immigration sauvage vers l'Europe du Sud. Une catastrophe internationale !

Avant même la fin de son mandat, Obama qualifia l'absence de planification pour l'après-Kadhafi de « *pire erreur* » de sa présidence. Ce qui ne l'empêcha pas de commettre la même en Syrie.

LA CIA EN SYRIE

Là aussi, les manifestations liées au printemps arabe s'étaient muées en rébellion. Le département d'État américain, prenant le parti des rebelles, estima qu'ils ne parviendraient pas à renverser le régime de Bachar al-Assad sans soutien extérieur. Obama appela à son départ, comme il l'avait fait pour Kadhafi : « *Dans l'intérêt du peuple syrien, Assad doit partir* », dit-il, en août 2011. Toutefois, au lieu de bombardements, il se contenta de sanctions. Les Américains ne pouvaient pas passer par l'ONU : la Russie, alliée de Bachar al-Assad, y imposerait son veto à leurs initiatives. Plutôt passer par un canal plus discret, celui de la CIA.

Ainsi naquit le programme « Timber Sycamore », l'une des plus importantes « opérations secrètes » de la CIA au XXIe siècle. Elle a duré cinq ans, de 2012 à 2017. Elle a coûté 1 milliard de dollars à la CIA, et plus encore aux pays cofinanceurs (Arabie saoudite, Turquie, Jordanie, Qatar). Son objectif était d'armer et de former les combattants de l'armée libre de Syrie à la guérilla urbaine et au combat antichar pour renverser Assad.

Parce que les combattants syriens étaient plus familiers du matériel russe que de celui de l'Otan, la CIA se mit à racheter de vieilles armes soviétiques en Europe du Sud. Ce trafic alerta les services de renseignements adverses, et rapidement l'opération « Timber Sycamore » n'eut plus de secret que le nom. Moscou laissa faire jusqu'en 2015. Mais quand Vladimir Poutine mit son aviation au service du régime d'Assad, il visa principalement les groupes entraînés par la CIA qui furent décimés…

Donald Trump mit fin au programme « Timber Sycamore » en 2017. Bachar al-Assad est finalement tombé en 2024, mais sans l'aide des Américains. Mohammed al-Joulani (nom de guerre de l'actuel président syrien, Ahmed al-Charaa) et sa faction djihadiste Hayat Tahrir al-Cham avaient été jugés trop dangereux pour recevoir l'aide de la CIA.

Les raisons de ces échecs américains au Moyen-Orient sont multiples. Au contraire du Japon et de l'Allemagne, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye ou la Syrie ne sont pas des sociétés homogènes aux institutions séculaires. Ce sont des nations hétérogènes, sans structure administrative, composées de tribus, ethnies et religions multiples, marquées par des conflits séculaires. L'idée de « démocratie » est étrangère à leur culture.

Plutôt que d'investir des milliards de dollars dans la transformation de ces sociétés, sans garantie de succès, Donald Trump préfère désormais s'entendre avec elles. Il est disposé à vivre et à commercer dans un monde où la démocratie américaine n'est pas le modèle institutionnel unique. Tant que les autres modèles ne constituent pas une menace pour les États-Unis. Lors de sa visite en Arabie saoudite en 2025, il a d'ailleurs ironisé sur « *ces bâtisseurs de nations* » qui « *ont détruit beaucoup plus de pays qu'ils n'en ont construit…* ».

C'est précisément l'écueil qu'il voudrait éviter en Iran. Au risque de rendre quelque peu illisible sa stratégie.

À LIRE de Gérald Olivier



Cover up. Le clan Biden, l'Amérique et l'État profond
Konfident
244 pages
22 €

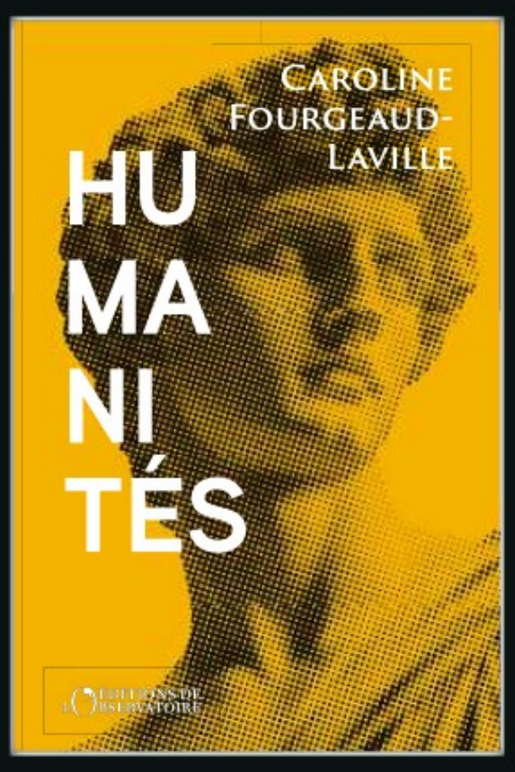
LE FIGARO HISTOIRE

ABONNEZ-VOUS !

ET RECEVEZ LE LIVRE

HUMANITÉS

de Caroline Fourgeaud-Laville



De l'IA aux neurosciences, des start-up aux champs de bataille, des cryptomonnaies à la culture, de l'économie à la défense, les humanités sont partout !

Contrairement aux idées reçues, les humanités – le grec et le latin, mais aussi la philosophie, la philologie, ou encore l'histoire antique – ne sont pas élitistes : elles démocratisent l'accès au sens des mots, déjouent les pièges de la novlangue, aiguisent l'esprit critique.

Nous faisant parcourir le monde, d'une école d'Irlande du Nord où Sénèque apaise les enfants en difficulté, aux vétérans américains qui se reconstruisent en lisant Sophocle, des campus de Princeton aux laboratoires qui percent les secrets des papyrus carbonisés d'Herculanum, l'auteur démontre leur actualité brûlante et leur modernité contre tous les préjugés.

Mêlant témoignages de terrain, décryptages géopolitiques et révélations archéologiques, elle nous offre un lumineux plaidoyer pour que les humanités redeviennent ce qu'elles n'auraient jamais dû cesser d'être: un fabuleux outil d'émancipation et de résistance démocratique, une véritable arme contre la barbarie.

240 pages - Format : 13 x 20 cm

OFFRE DU MOIS

1 AN
6 NUMÉROS
+ LE LIVRE
« *HUMANITÉS* »

64 € au lieu de ~~92,40 €~~*
SOIT **31 %** DE RÉDUCTION



NOUVEAU Inclus dans votre abonnement, les numéros du *Figaro Histoire* en version numérique

OU

1 AN (6 N^os^) **49 €** au lieu de ~~71,40 €~~* SOIT **31 %** DE RÉDUCTION

RAP26004

COMMENT S'ABONNER

PAR COURRIER affranchi**
Le Figaro Histoire, Abonnements
45 avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

PAR TÉLÉPHONE
01 70 37 31 70
du lundi au vendredi de 7h30 à 18h,
le samedi de 8h à 13h

PAR INTERNET
lefigaro.fr/
abo-histoire

Offre découverte réservée exclusivement aux nouveaux abonnés en France métropolitaine valable jusqu'au 31/05/2026. * Prix de vente au numéro.
Possibilité d'acquérir séparément le livre « Humanités » au prix de 21 € + 5 € de frais de port et chaque numéro du *Figaro Histoire* au prix de 11,90 €.
** Sur papier libre, inscrivez très lisiblement vos coordonnées complètes (civilité, nom, prénom, adresse, mail, numéro de téléphone portable), et joignez cette page ainsi que votre chèque à l'ordre du Figaro, dans une enveloppe affranchie que vous nous enverrez à l'adresse ci-dessus.
Photos non contractuelles. Conformément à l'article L-221-18 du code de la consommation, vous disposez d'un délai de 14 jours pour exercer votre droit de rétractation. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro et https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente.
Société du Figaro, 23-25 rue de Provence 75009 Paris - SAS au capital de 100 000 € - SIREN 542 077 755 - RCS Paris.

Par Isabelle Schmitz



© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

DERAIN, À L'INSU DE SON PLEIN GRÉ

Fin octobre 1941, André Derain et une dizaine d'artistes français participèrent au deuxième des fameux voyages organisés par la Propagandastaffel. Michel Bernard le relate dans son dernier roman, en un saisissant portrait de groupe.

Avant même de monter dans ce train, il avait su que c'était une erreur. Qu'il n'aurait jamais dû céder, que les motifs invoqués par ses proches ne suffiraient pas à le convaincre, au fond de lui, qu'il avait eu raison d'accepter l'invitation. Ni à le disculper aux yeux de la postérité. À présent, il était embarqué, le train roulait à pleine vitesse vers Munich et il se retournait sur sa couchette sans parvenir à trouver le sommeil. Il avait bien tenté, mais sans succès, de se dérober à la photo de groupe où l'on distinguait, sur le quai de la gare de l'Est, une petite troupe de Français, âgés pour la plupart, entourés d'uniformes allemands. Ces hommes qui, sous leur chapeau, lancent vers l'objectif un regard plus défiant qu'enthousiaste, étaient tous des artistes comme lui. Et pas des moindres. Paul Belmondo, Maurice de Vlaminck, Kees Van Dongen, Othon Friesz, Charles Despiau, André Dunoyer de Segonzac partaient pour un « voyage d'étude » en Allemagne. Paul Landowski, directeur de l'École des beaux-arts, avait lui aussi tergiversé jusqu'au dernier moment. Tous avaient fini par accepter l'invitation de plus en plus pressante des occupants à se joindre à la délégation française qu'ils promèneraient pendant deux semaines à travers l'Allemagne, pour leur en faire découvrir les richesses artistiques et resserrer la collaboration franco-allemande.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Et c'est bien ce qu'André Derain déplore, dans le brinquebalement du train qui ressemble à celui de sa propre vie. Lui qui s'est battu durant quatre ans, en 1914-1918, qui a choisi d'être dans les tranchées parmi les hommes du rang, plutôt qu'en usine comme Vlaminck ou, comme nombre d'autres artistes, à peindre des décors camouflés, se retrouve maintenant embarqué dans un voyage chez « les boches ». Après les souffrances inimaginables qu'il a endurées à Verdun et sur le chemin des Dames, la défaite de 1940 marque son effondrement intérieur, et le voyage d'octobre 1941 son désarroi. C'est cet épisode peu glorieux de la vie de Derain, une erreur d'appréciation qu'il portera toute sa vie comme une faute, que Michel Bernard a choisi pour toile de fond de son nouveau roman, *L'Automne d'André Derain*, dans lequel il entend rester au plus près de la vérité historique, en comblant les blancs, mais en n'inventant rien qui soit de nature à transformer les faits connus. Ce n'est pas un intérêt particulier qui l'a poussé à choisir cette période, dont la grisaille aurait plutôt tendance à le faire fuir, et qu'il n'évoque la plupart du temps que par petites touches, indirectement, en décrivant « *une France au crépuscule*, [qui] *sent la pénurie, la débrouille, la servitude* ». Le voyage en Allemagne offrait cependant au romancier une manne incroyable pour camper ses personnages, poser le dilemme moral de ces artistes et faire revivre l'entre-deux-guerres, ces années 1920 qui avaient vu l'explosion artistique dont Derain, Picasso, Matisse, Vlaminck, Apollinaire, Giacometti avaient été les plus vifs artificiers.

À l'époque où Montmartre et Montparnasse attiraient l'Europe entière, parmi les artistes anonymes et sans le sou qui y traînaient savate et chevalet dans l'espoir de capter un peu du génie des lieux, se trouvait Heinrich Ehmsen. Celui-là même qui, trente ans plus tard, recruterait pour ce voyage les peintres qu'il avait admirés comme des dieux, au détour de la Butte, au premier rang desquels Derain. Michel Bernard laisse entendre la situation ambiguë d'Ehmsen, artiste « dégénéré », dont certains tableaux acquis par la république de Weimar avaient été détruits par les nazis, mais auquel sa blessure et sa décoration récoltées au cours de sa Grande Guerre aux Éparges avaient probablement épargné les camps de concentration créés pour des rebuts de sa trempe. « *S'il y a un scoop dans mon livre, c'est celui-ci : l'un des responsables de la Propagandastaffel de Goebbels à Paris était en fait un peintre expressionniste dégénéré*, explique-t-il. *Sans doute, les autorités allemandes avaient-elles pensé que pour attirer les artistes français dans leurs filets, il leur fallait recruter un poisson qui leur ressemble.* » Derain avait, de fait, adhéré au Comité de soutien aux artistes persécutés par le nazisme, constitué avant la guerre autour du peintre Otto Freundlich. C'est en civil que le capitaine Ehmsen s'était présenté dans son atelier, au printemps 1941, pour le convaincre d'accepter l'invitation au voyage, en lui suggérant que sa maison de Chambourcy, le havre de paix dans lequel ce noceur impénitent avait enfin trouvé l'apaisement, pourrait lui être rendue, alors qu'elle avait été, depuis le début de la guerre, occupée et saccagée par les troupes françaises puis allemandes.

À cela s'ajoutait l'espoir de faire libérer 300 artistes français prisonniers. Le peintre Constant Le Breton avait remis à Derain une liste en quatre exemplaires. Dans *L'Art de la défaite (1940-1944)*, essai qui analyse le rôle et les enjeux de la vie artistique sous l'Occupation, Laurence Bertrand Dorléac rapporte l'existence d'un document



© LAPI/ROGER-VIOLLET.

QUAI DES BRUMES Ci-contre : le 30 octobre 1941, une dizaine de peintres et sculpteurs français posent, sur un quai de la gare de l'Est, avec des officiers nazis, avant d'embarquer pour un « voyage d'étude » de deux semaines en Allemagne. Parmi eux, Maurice de Vlaminck, en manteau noir *(au premier rang, au milieu)*, et, à ses côtés, le barbu Kees Van Dongen, derrière lequel André Derain *(cinquième à partir de la droite)* avait tenté de se dissimuler.

non signé, qui fait état de l'acceptation des artistes français de partir contre « *la promesse formelle d'une très large libération d'artistes prisonniers de guerre* ». Michel Bernard imagine que cette liste avait été transmise au cours de la réception dans l'atelier d'Arno Breker, camarade de la bohème parisienne d'antan, qui avait depuis épousé un ancien modèle de Derain, Demetra Messala, et qui était devenu le sculpteur favori du Führer. Breker obtint, de fait, la libération d'une trentaine de prisonniers. Pour le reste, les autorités allemandes prétendirent en avoir égaré les noms.

À lire ce roman en demi-teinte, partagé entre les années 1920, le début de la guerre, ce voyage insomniaque en train à travers la France et l'Allemagne dans lequel on souffre avec Derain, alors que le malaise de son choix se fait plus lourd d'heure en heure, et les mois qui suivent la libération de Paris, l'on est frappé par la nuance apportée à des réalités qui nous paraissent, avec quatre-vingts ans de recul, autrement tranchées. « *L'idéologie a horreur de la vérité, et réciproquement*, explique Michel Bernard. *Je pense que le roman aussi a horreur de l'idéologie, et que la fiction doit entretenir une relation très forte avec la vérité. On pourrait faire du personnage d'Ehmsen une caricature de nazi, alors qu'il est extrêmement complexe et que lui-même montra sa gêne face à certains comportements de ses compatriotes. Il en est de même pour ce voyage des artistes : assimilé à celui des écrivains, auquel participaient des figures de la collaboration comme Brasillach ou Drieu la Rochelle, ce deuxième voyage, organisé trois semaines plus tard, n'avait en réalité aucune teneur idéologique, si ce n'est, pour l'Allemagne nazie, celle de se targuer de la présence d'artistes français dans cette opération de séduction. La seule base de recrutement, à part leur popularité, était que ces artistes avaient tous choisi la figuration plutôt que l'abstraction.* »

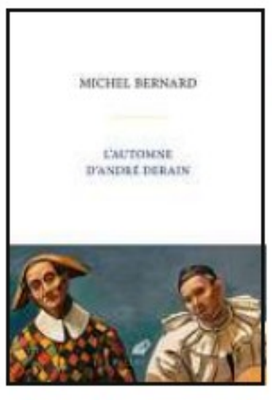
La réalité de ce voyage ne peut être décrite en noir et blanc, mais avec des nuances de gris qui l'approchent de notre humanité commune, tissée d'élans contradictoires, de lâchetés et de courage, d'égoïsmes bien compris et d'altruisme intermittent. Mais plus fascinant que le dilemme moral rétrospectif de Derain, c'est le mystère de sa peinture qui nous captive dans ce livre. Celui du tableau *Arlequin et Pierrot*, peint en 1924, image d'une fête triste : « *Les instruments n'ont pas de corde, les jambes gambadent, désunies, le chanteur semble égaré dans sa mélopée. (…) Ce devrait être léger et réjouissant, c'est bizarre, oppressant.* » Celui du *Bal à Suresnes*, croqué d'après une photo prise sur le vif pendant une permission : « *Un petit gars entreprenant, pantalon garance, vareuse bleu fer, képi rejeté sur la nuque, et une grande bringue à chignon lui mangeant la soupe sur la tête.* » Celui surtout de *La Déportée*, probablement peint en 1945, dont on ne sait rien à part son titre et son regard mélancolique, ce gouffre dans lequel on peine à ne pas se noyer : « *Elle est là sans l'être. Elle fut.* »

Mélancolique, André Derain l'est aussi, alors que les gens qui le croisent dans Paris changent de trottoir. Le soleil inonde Paris libéré, mais pour lui c'est toujours l'hiver. Pour avoir participé au voyage d'automne à Munich, il a été interdit d'exposition pendant un an. Son nom reste entaché par les infamies découvertes à la fin de la guerre. Quelques images tournées durant le voyage le montrent lors de la réception chez les Breker. « *L'opérateur l'avait saisi au moment où il faisait le clown avec Dunoyer de Segonzac, jouant à cache-cache derrière les testicules géants d'un cheval cabré, une commande du Reich. Au montage, les cinéastes avaient épinglé sa face hilare. Elle collait à merveille avec les objectifs de la propagande. Évidemment, cela avait produit un effet détestable sur le public : des artistes menaient joyeuse vie à Berlin, pendant que dans les camps…* »

Le plaidoyer qu'il avait rédigé pour justifier sa participation à ce voyage, après avoir pris conseil auprès de Camus, était finalement resté dans un tiroir. À quoi bon tenter de restaurer sa réputation… Le seul remède à son désenchantement fut la peinture : « *Quand ses mains saisissent une toile sentant le neuf, la calent sur le chevalet, elles ouvrent le château fort de lui-même.* » Interrogé sur son personnage, le romancier en formule le paradoxe : « *Le citoyen Derain m'apparaît comme un homme ordinaire, faillible comme tout le monde, mais l'artiste Derain est pour moi un héros, j'oserais même dire un résistant. Il résiste à la mode de son époque et à ce que l'on croyait être le sens de l'histoire, l'abstraction.* »

Refusant d'enfermer Derain sous l'étiquette réactionnaire de néo-académisme qu'on lui colle bien souvent, aggravée par le voyage de 1941, Michel Bernard en fait un précurseur d'un retour à la figuration, un défenseur de la peinture humaniste, de la noblesse du paysage humain. L'abstraction, raconte-t-il dans *L'Automne d'André Derain*, avait pour lui « *les séductions de l'innovation, mais, il le pressentait, cette totale liberté et le renoncement à la représentation du monde conduiraient la peinture à sa mort. Le cubisme dont il avait été un des précurseurs l'avait vite déçu, puis angoissé. Cette déconstruction-reconstruction des formes lui paraissait un exercice cérébral. Le métier allait se perdre* ». Pour Derain et pour quelques autres, la peinture ne peut avoir de mission que le dévoilement du monde. Michel Bernard l'exprime magnifiquement dans ce livre. Son plus bel hommage à l'œuvre de Derain tient en peu de mots : « *Un grand tableau est un miracle, une œuvre visitée par la vie, qui dit le passé et l'avenir.* »

À LIRE



L'Automne d'André Derain
Michel Bernard
Les Belles Lettres
180 pages
21,50 €

ENTRETIEN AVEC JEAN-PHILIPPE REY

Propos recueillis par Geoffroy Caillet

Le début de la fin

Dans *C'était déjà la Révolution !* Jean-Philippe Rey montre de façon décisive comment le processus révolutionnaire commença durant les trois années qui précédèrent l'ouverture des états généraux.

Emmanuel de Waresquiel a montré dans *C'est la Révolution qui continue !* (Tallandier, 2015) comment le processus révolutionnaire avait poursuivi sous la Restauration (1814-1830) son œuvre de recomposition politique et sociale de la France. En s'attachant à lui fixer un *terminus a quo*, Jean-Philippe Rey offre aujourd'hui, avec *C'était déjà la Révolution !* (Perrin), une passionnante perspective inversée de cette analyse. Agrégé et docteur en histoire, l'auteur d'une *Histoire du Consulat et du Premier Empire* explore par le menu le mouvement à trois temps décisif qui se joua au cours des années 1786-1789. À la révolution royale voulue par Louis XVI et son ministre Calonne pour promouvoir leur réforme fiscale répondit la contre-révolution aristocratique menée par les parlements pour la défense de leurs privilèges. La convocation des états généraux devait dénouer la situation. Mais en provoquant l'alliance de la noblesse libérale et de l'élite du tiers état, elle alluma la mèche. Dès lors, le cours des événements serait irrévocablement politique.



RÉFORMATEUR
Ci-contre : Jean-Philippe Rey. Page de droite : *Portrait de Charles-Alexandre de Calonne,* par Élisabeth Louise Vigée Le Brun, 1784 (Londres, Royal Collection). Face à l'ampleur du déficit, le contrôleur général des Finances de Louis XVI tenta, en passant par une assemblée des notables, de réformer le système fiscal et de créer des assemblées provinciales. En vain. Il devait être congédié en avril 1787.

Pourquoi les trois années qui précèdent la Révolution sont-elles selon vous volontiers ignorées par les historiens ?

Essentiellement, me semble-t-il, parce qu'elles sont écrasées par le poids des personnages et des événements qui suivront et par ce qu'ils représentent dans l'historiographie. Comparée à eux, la période qui précède peut paraître à la fois plus complexe et plus terne : les rebondissements sont moins nets, les épisodes moins tragiques. Après 1789, le fait politique prend une telle importance qu'on a le sentiment que les hommes sont les seuls acteurs des événements, ce qui est beaucoup plus satisfaisant à raconter. Avant 1789, le poids de chaque protagoniste est sans doute moins visible et moins admis, si ce n'est à travers la représentation caricaturale d'un Louis XVI faible et d'une Marie-Antoinette intrigante.

Comment expliquer les difficultés financières de la monarchie française à la fin de l'Ancien Régime ?

Elles viennent de loin et Louis XVI ne fait qu'en hériter à son avènement en 1774. Or, sa décision d'écarter la possibilité de la banqueroute est, avec celle de rappeler les parlementaires exilés par Maupeou, lourde de conséquences puisqu'il doit dès lors trouver une solution à la crise fiscale. D'une façon générale, les structures économiques et sociales du royaume souffrent d'archaïsme. Le système fiscal en particulier est grevé d'une faiblesse intrinsèque car le prélèvement de l'impôt, confié à des entrepreneurs privés, a un rendement faible, malgré une charge fiscale douloureuse pour une grande partie de la population. À partir de 1778, la participation de la France à la guerre d'indépendance américaine creuse encore la dette. Le *Précis d'un plan d'amélioration des finances* que le contrôleur général des Finances Calonne présente à Louis XVI le 20 août 1786 fait ainsi état d'un déficit d'au moins 100 millions de livres.



© SOURCE EDITIONS PERRIN. © AKG-IMAGES/FINE ART IMAGES/HIP.

Quelle conception le roi se fait-il de la monarchie qu'il entreprend de réformer avec Calonne ?

Bien instruit par le duc de La Vauguyon, Louis XVI a une vision classique de la monarchie absolue, c'est-à-dire administrative et centralisée, que ses ancêtres ont perfectionnée de règne en règne. Il ne veut donc voir l'autorité royale érodée d'aucune manière par les corps intermédiaires : le clergé, les villes et surtout les parlements, ces cours de justice souveraines qui aspirent depuis la Régence à se présenter comme les représentants de la nation, vue comme une entité dotée d'une volonté autonome. Malheureusement, Louis XVI n'a pas le tempérament nécessaire pour imposer cette autorité. Comme Turgot, l'un de ses prédécesseurs, Calonne est entièrement dévoué à la monarchie. L'étendue du problème financier l'a résolu à opter pour une réforme du système fiscal. Celle-ci doit cependant garantir l'autorité royale, sans la faire évoluer vers une monarchie à l'anglaise.

En quoi consiste la « révolution royale » que Calonne propose à Louis XVI le 20 août 1786 ?

Conformément aux vues du roi, c'est une révolution « par le haut » que propose Calonne. Elle comporte un aspect tactique : en passant par une assemblée des notables qui lui permettra de circonvenir les parlements et d'éviter le recours aux états généraux, l'exécutif garde la main. Quant à ses mesures, deux d'entre elles subvertissent profondément l'ordre social et politique établi. La première consiste à modifier le système fiscal en proposant la suppression du vingtième, impôt foncier auquel échappaient une grande partie des privilégiés, au profit d'une subvention territoriale qui reposerait, elle, sur la seule qualité de propriétaire, sans distinction d'ordre. Elle remet donc en cause le principal privilège du clergé et de la noblesse. La seconde mesure, qui vise à créer des assemblées provinciales, a le même effet puisque les électeurs chargés de les désigner seraient essentiellement les propriétaires, là aussi sans distinction d'ordre.

Le roi et son ministre concevaient-ils le paradoxe de leur révolution royale : renforcer la monarchie tout en renversant la société inégalitaire qui la justifiait ?

Il est difficile de dire à quel degré Louis XVI avait conscience qu'il s'attaquait à un ordre dont il procédait. Pour Calonne, les choses sont beaucoup plus claires, ce qui l'amènera,



CONTOURNEMENT Ci-dessus : *Assemblée des notables, à Versailles, en 1787*, anonyme, XVIIIe siècle (Paris, musée Carnavalet). Elle avait été convoquée par Louis XVI (*page de droite, par l'atelier d'Antoine-François Callet, vers 1786, Paris, musée Carnavalet*) afin de lui soumettre le programme de redressement financier proposé par Calonne en contournant l'autorité des parlements et en évitant le recours aux états généraux. Réunie le 22 février, elle fut dispersée le 25 mai, renvoyant la décision de nouveaux impôts aux états généraux.

lorsqu'il constatera la mauvaise volonté de l'assemblée des notables, à lancer en mars 1787 une sorte d'appel à l'opinion pour tenter de nouer une alliance entre la monarchie et le tiers état, qui permette de faire pression sur la noblesse. Necker et Calonne étaient partisans de ce pacte, mais Louis XVI s'y est refusé. Il aurait pourtant sans doute évité la coalition d'intérêts qui allait bientôt unir contre lui les privilégiés et le tiers.

Quelle forme prend, à travers les parlements, la réaction aristocratique ?

Calonne échoue à forcer la main aux notables et tombe au mois d'avril 1787. Louis XVI nomme alors Loménie de Brienne pour lui succéder. Le futur archevêque de Sens reprend la politique d'économie de Turgot, mais il vise surtout par ce moyen à pouvoir emprunter de nouveau. Incarnant lui aussi l'esprit de réforme, il adopte une position plus conciliante que Calonne face aux parlements pour ne pas les braquer : son projet d'impôt généralisé épargne relativement les propriétaires et les rentiers ; il renonce aussi à l'impôt de quotité – au montant indéterminé – au profit d'un impôt de répartition limité aux besoins reconnus de l'État. Dès lors, la révolution royale censée conforter la monarchie perd sa substance puisqu'elle accepte de soumettre ses recettes au jugement du Parlement.

Quant aux assemblées provinciales, qui devaient permettre de limiter les contre-pouvoirs comme les parlements et les états provinciaux, leur mode de désignation favorise à nouveau les privilégiés, ce qui limite leur efficacité pour consentir à l'impôt. Finalement, le refus catégorique du parlement de Paris d'accepter de nouveaux impôts, au motif que seuls les états généraux en ont le pouvoir, détermine Louis XVI à exiler à Troyes les conseillers au parlement de Paris au mois d'août 1787, avant que Loménie n'abandonne son projet de réforme fiscale et que le roi ne les rappelle trois mois plus tard sous la pression des parlements de province et de l'opinion.

Vous soulignez que les parlements sont parvenus à gagner l'opinion publique à leur cause. Qu'est-ce qui a rendu ce malentendu possible ?

La fausse coalition d'intérêts qui sous-tend cette victoire tient d'abord à ce que, par leur puissance, les parlements se posent comme les acteurs principaux de la confrontation avec le roi, ce qui leur attire les sympathies de tous ceux qui ont quelque chose à reprocher à la monarchie. Ainsi les avocats au Parlement et toute la basoche se font-ils auprès d'eux l'écho de la bourgeoisie parisienne. Une autre part non négligeable du tiers, artisans ou domestiques, vit de l'activité des parlements, qui participent activement, en province, à la vie locale. Enfin, les parlementaires entretiennent une ambiguïté lexicale en se présentant comme les défenseurs des « libertés », c'est-à-dire de leurs privilèges et des corps intermédiaires tempérant la monarchie, dans une sorte de nostalgie de l'époque féodale, pour mieux s'agréger les partisans de « la liberté », ceux qui militent pour une monarchie réformée qui s'appuierait sur une institution représentative de la nation.

Quel rôle joue la philosophie des Lumières dans le processus de réforme ou d'opposition à la monarchie ?

On l'a un peu oublié, mais les Lumières sont largement monarchistes. De nombreux penseurs du XVIIIe siècle sont séduits par ce qu'on a appelé le despotisme éclairé, qu'incarne, par exemple, l'empereur Joseph II, beau-frère de Louis XVI, en Autriche, et par le développement d'un mouvement de réforme qui s'accommode d'exécutifs forts et volontaires. L'esprit des Lumières fournit à la noblesse et à l'élite du tiers état une culture commune, mais celle-ci ne nourrit pas nécessairement un projet révolutionnaire, au sens de renversement de l'ordre politique. C'est surtout avec l'avènement de la République que les révolutionnaires vont se saisir des Lumières pour donner rétrospectivement un sens à leur action. Mais en 1786-1789, les ministres du roi ne cherchent pas à changer de régime.

Le paradoxe auquel ces ministres éclairés se heurtent est que leurs réformes libérales, comme la libéralisation du commerce des grains, leur semblent fondées rationnellement, mais se traduisent souvent à court terme par une inflation ou une tension des marchés qui sont très mal comprises par le peuple. Ce divorce entre le peuple et les élites, dont la volonté de bien faire est incontestable, contribue au soutien que les classes populaires urbaines

apportent aux parlements jusqu'en 1788. Il y a, dans la situation politique du monde occidental contemporain, quelque chose qui rappelle cette coupure entre les attentes réelles de la population et le souhait des élites, dont le langage n'est pas partagé par l'essentiel de la population.

Pourquoi Louis XVI nomme-t-il de nouveau Necker au ministère en 1788 ?

Au mois de mai 1788, le garde des Sceaux Lamoignon de Malesherbes échoue dans sa dernière tentative de réformer « par le haut » : la création d'une cour souveraine qui voterait les impôts et la réorganisation de l'appareil judiciaire entraînent la révolte des parlements, appuyés par le tiers. Le 5 juillet suivant, Louis XVI se résigne alors à lancer une consultation en vue de la convocation des états généraux, à repousser puis à ajourner la réforme de Loménie, enfin à rappeler Necker, qui avait déjà été directeur des Finances de 1777 à 1781. Il n'a pas d'autre choix : les caisses sont vides et la popularité du Genevois toujours très grande. Mais Necker, homme d'action qui rêvait de retrouver le pouvoir, se retrouve singulièrement empêché de faire quoi que ce soit. Les états généraux s'imposent en effet à la fois comme un horizon d'attente qui interdit d'engager toute réforme d'envergure et comme l'instance par laquelle la nation fera entendre sa volonté à un pouvoir royal en panne.

Pourquoi la convocation des états généraux fait-elle éclater le « front patriotique » qui s'était formé autour des parlements ?

Très vite, les parlements prétendent que les états généraux doivent se tenir selon l'antique forme de leur dernière réunion de 1614, c'est-à-dire avec un vote par ordre et sans le doublement du tiers réclamé par l'élite libérale. Leur masque réformateur tombe alors d'un coup et ils apparaissent pour ce qu'ils sont : des réactionnaires insensibles à la nécessité d'un changement. La révolution aristocratique était bien une contre-révolution, alors que la révolution royale, sans pour autant faire droit au désir de représentation des libéraux, répondait à certaines aspirations du tiers état. La convocation des états généraux a marginalisé, avec les parlementaires, les principaux acteurs de l'opposition à la monarchie et anéanti leur prétention à représenter la nation, tout en donnant l'avantage aux libéraux.

De fait, vous rappelez que la convocation des états généraux entraîne la politisation de la contestation.

En effet, dès l'amorce du processus électoral, l'opinion se polarise et la politisation des esprits s'affirme puisque, pour être élu, il faut faire campagne et donc définir ses positions. Dès lors, la dimension politique de l'engagement apparaît et, avant même qu'ils ne siègent sur les bancs de la future assemblée, les députés deviennent révolutionnaires. Cette politisation est l'affaire des élites : les cahiers de doléances rédigés par la plus grande partie du tiers état au printemps 1789 agitent, eux, des revendications sociales. Mais ses représentants aux états généraux sont surtout des magistrats et des avocats, qui forment désormais le gros des effectifs du parti national. La paysannerie ne compte qu'un seul député. À ce stade, le « peuple » ne joue donc pas encore le rôle d'acteur de premier plan qui sera le sien à partir des journées d'octobre 1789. La révolution de 1786-1789 est une révolution des élites.



PHOTOS : © CC0 PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET.

À LIRE



C'était déjà la Révolution ! 1786-1789
Jean-Philippe Rey
Perrin
336 pages
24 €

Par Geoffroy Caillet



© STÉPHANE CORRÉA/LE FIGARO.

L'ISLAM TOUS FEUX ÉTEINTS

Dans un essai fourmillant en forme de vaste panorama historique, Ferghane Azihari dresse un réquisitoire implacable contre l'Islam en tant que système religieux et culturel.

De l'Islam, il ne reste rien. Pas même la mélancolie qui sourd habituellement des ruines, avec son parfum d'éternels regrets. C'est à peu près le sentiment que l'on éprouve en refermant *L'Islam contre la modernité* (Presses de la Cité) de Ferghane Azihari, déjà auteur, en 2021, des *Écologistes contre la modernité*. Il faut dire qu'au fil des 400 pages qu'il consacre aux manifestations historiques de la religion de Mahomet, l'essayiste libéral ne cède pas un pouce au puissant courant politique et médiatique qui, pour des raisons où le calcul le dispute à la crainte, s'évertue à blanchir l'Islam de tous ses maux et à tenter de convaincre l'opinion occidentale de sa compatibilité avec la modernité. Depuis son apparition au VII^e^ siècle, il n'y a pour Azihari littéralement rien à sauver de l'Islam. Si ce n'est les musulmans eux-mêmes.

Sans être radicalement neuf, le propos est servi ici avec une densité étonnante et une plume incisive. Convoquant une variété prodigieuse de références passées et présentes, des penseurs musulmans médiévaux à Chateaubriand et à Ernest Renan, des islamologues contemporains à nos hommes politiques (le lecteur se pince en réentendant Lionel Jospin demander à une journaliste en 1989 : « *Qu'est-ce que vous voulez que cela me fasse que la France s'islamise ?* »), l'auteur se situe d'emblée sur le terrain de l'histoire et non sur le plan théologique, même si cette dimension n'est pas absente. On peut le discuter : ne se prive-t-il pas par là de souligner que, le Coran étant réputé « incréé », soumettre l'Islam à toute critique de fond ou velléité de réforme relève de l'impossible ? Mais ce serait aussi se perdre dans des distinctions guère plus significatives que celle qu'une pensée paresseuse s'échine à établir entre « islam et islamisme », quand il s'agit d'abord, comme Ferghane Azihari y invite le lecteur, de voir ce que l'on voit.

« *Non content d'avoir ruiné l'Orient et transformé le berceau de la civilisation en son tombeau, l'Islam exporte l'obscurantisme vers des sociétés qui ont mis des siècles à s'en affranchir.* » En une phrase, le mouvement du livre est donné. L'essayiste rappelle le fabuleux réservoir de civilisations que constituait l'Orient d'avant Mahomet. Égyptiens, Grecs, Romains, peuples autochtones en tout genre y avaient laissé la trace vivante de leur génie architectural et artistique, de leur insolente prospérité, de leurs prouesses technologiques : Khéops, le Parthénon, Palmyre, les ateliers de pourpre de Tyr et de Sidon, les chants d'Homère, la bibliothèque d'Alexandrie ou de Timgad (dans l'actuelle Algérie), les bouddhas de Bâmiyân… La religion inventée par « *un Bédouin illettré* » a si délibérément tourné le dos à ces siècles dont ils auraient dû se proclamer les héritiers que c'est, éberlués, que ses séides assistèrent, au XIX^e^ siècle, à l'arrivée d'Occidentaux avides d'en recueillir la moindre trace.

Du côté des réalisations, le bilan n'est guère plus satisfaisant. L'auteur démonte à frais nouveaux le mythe d'un âge d'or islamique, qui aurait vu naître une brillante civilisation *sui generis*. En réalité, l'épanouissement des lettres, des arts et des sciences du IX^e^ au XII^e^ siècle à Bagdad, au Caire, Ispahan, Cordoue, fut rendu possible par des individus souvent étrangers au monde musulman : ils venaient de l'Inde, de Byzance, de Chine. Les emprunts faits par l'Islam aux Grecs concernèrent les disciplines utilitaires, jamais la philosophie, l'histoire, le droit, la poésie, le théâtre. La plupart des savants musulmans refusèrent d'apprendre le grec, le latin, le copte ou le syriaque – langues d'infidèles –, et c'est bien la raison des traductions des textes antiques vers l'arabe, le plus souvent par des chrétiens.

Si l'Occident médiéval ne suscita aucun intérêt de la part des califes, la situation n'a guère changé : Azihari fait remarquer que la proportion de livres étrangers traduits aujourd'hui en langue arabe est infime. Et, bien qu'écloses dans le monde musulman, la philosophie d'Avicenne et la science de l'astronome Ibn al-Saffar ne doivent rien à l'Islam en tant que telles. Elles ont été pensées en dehors d'une réflexion théologique. Est-ce la raison pour laquelle l'accueil fait à leur œuvre dans le monde occidental reste infiniment supérieur à celui dont ils bénéficièrent chez eux ?

De fil en aiguille, Ferghane Azihari montre que l'Islam, parce qu'il repose sur un corpus doctrinal qui fonde à la fois une religion, une société et un État, a existé jusqu'aujourd'hui sans faire siens les principes de la modernité européenne : rationalisme critique, séparation des autorités religieuse et politique, importance de la personne. D'où cette série de « *rendez-vous manqués* » qu'il lit dans les blocages des sociétés musulmanes contemporaines : si elles représentent la plus grande concentration de régimes autoritaires au monde, seul 1 % de Prix Nobel en est issu. Tout aussi rares sont, en Islam, la liberté religieuse ou l'égalité entre hommes et femmes, pour ne citer que quelques exemples emblématiques.

La confrontation entre l'Occident et le monde musulman a exposé au grand jour ces blocages. D'abord au XIX^e^ siècle, qui mit aux prises un Empire ottoman exsangue, contraint de relâcher son étreinte sur la Grèce et les Balkans, et une Europe lancée à la conquête



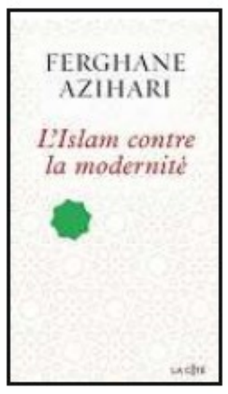
TRAITE *Le Marché aux esclaves*, attribué à James Webb, XIXe siècle (Bournemouth, Russell-Cotes Art Gallery and Museum). L'Empire ottoman s'accrochait à l'esclavage, qui était légitimé par le Coran.

d'empires coloniaux. Avec une différence notable : là où la seconde se décidait à interdire l'esclavage, le premier s'y accrochait mordicus, puisque le Coran le légitimait. Le second temps de la confrontation, amorcé avec la décolonisation, dure toujours. Il s'est traduit par l'arrivée massive de populations musulmanes sur le sol d'un Occident plongé dans une profonde crise morale, avec pour conséquence une incapacité à se pardonner quoi que ce soit (« *racisme, impérialisme, esclavage, génocides, dictatures, inquisitions, misogynie* ») et une propension pathologique à tout absoudre dans le monde exogène où il prétend s'abîmer. Ferghane Azihari montre le rôle central que la pensée post-marxiste a joué pour faire des musulmans les éternelles victimes de l'homme blanc (Engels, lui, voyait dans les habitants de l'actuelle Algérie « *une nation de voleurs* »). Le résultat est implacable : « *Violence, tribalisme et obscurantisme : les maux qui gangrènent le monde musulman ont été transplantés au cœur de l'Europe avec la bénédiction de ses dirigeants.* »

Alors que faire ? Balayant le mirage d'une réforme de l'Islam, laquelle reviendrait à réfuter le Coran, l'essayiste, qui a lui-même renoncé à la foi musulmane, s'en tient à Ernest Renan : « *Émanciper le musulman de sa religion est le meilleur service qu'on puisse lui rendre.* » Reste à savoir où celui-ci se réfugiera. La vision progressiste qui anime l'auteur l'amène à préférer au christianisme, qu'il exclut sans examen critique du cercle de la raison, le règne du monde moderne sécularisé, tout en reconnaissant que celui-ci a échoué à provoquer l'« *apostasie de masse* » qu'il appelle de ses vœux. Pourquoi cet échec ? Parce que ce monde « *a fini par douter de sa propre lumière* », répond Azihari. Et si ce n'était pas plutôt son absence de transcendance, cachée sous des atours messianiques, qui le rendait lui aussi incapable de répondre aux aspirations les plus profondes du cœur de l'homme ?

© RUSSELL-COTES ART GALLERY/BRIDGEMAN IMAGES.

À LIRE



L'Islam contre la modernité
Ferghane Azihari
Presses de la Cité
400 pages
22 €

LES RENDEZ-VOUS DE LA FONDATION NAPOLÉON

La Fondation Napoléon est une institution reconnue d'utilité publique de recherche et de diffusion de la connaissance historique, d'aide à la préservation du patrimoine et de services au public. Ses champs d'intervention couvrent les deux Empires français et, plus largement, le XIXe siècle, qui fut amplement celui des Bonaparte.

Partenariat avec le Service historique de la Défense (SHD)

• **Le 11 mars 2026, la Fondation Napoléon et le SHD ont renouvelé la convention de partenariat qui les unit et qui a donné lieu à des expositions, des colloques internationaux et des projets éditoriaux communs. Vont être mis en œuvre des projets scientifiques et éditoriaux fondés sur les riches archives du SHD. Les équipes du SHD jouent également un rôle essentiel au sein du comité scientifique des Rencontres militaires de *Napoleonica. La Revue*.**

Exposition « Dans l'intimité de Napoléon III »

• **Jusqu'au 21 juin 2026, la ville de Thonon-les-Bains présente à la Villa Eugénie une exposition consacrée à Napoléon III et à son entourage intime. Organisée en partenariat avec la Fondation Napoléon – unique prêteur –, avec le soutien du département de la Haute-Savoie, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et de France Nation Verte, elle réunit 22 pièces issues des collections de la Fondation, parmi lesquelles des objets de dévotion de l'impératrice Eugénie, un bronze de Carpeaux, *Le Prince impérial et son chien Néro*, un portrait de la princesse Mathilde, la ceinture-écharpe et les épaulettes de général de division de Louis-Napoléon Bonaparte, ainsi qu'une tabatière au portrait de Napoléon III.**
LIEU : VILLA EUGÉNIE, 14 ter, boulevard de la Corniche, 74200 Thonon-les-Bains.
Plus d'informations sur le site de la ville : ville-thonon.fr

Parmi notre cycle de conférences en avril-mai :

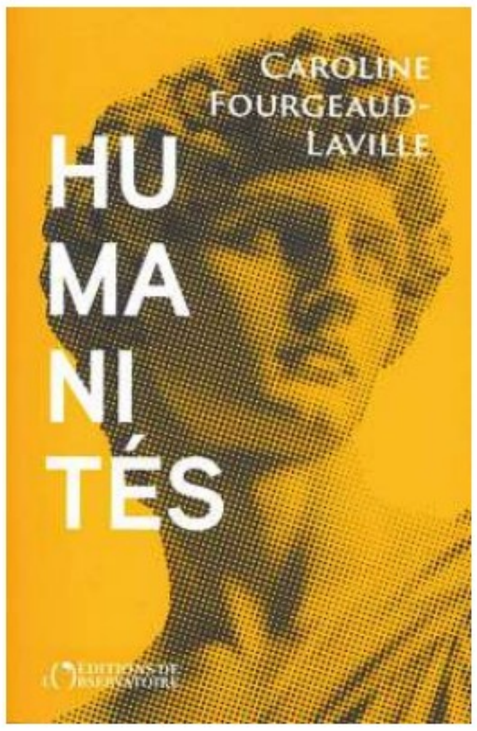
• **Mardi 7 avril, à 18 h : « Les Bonaparte en leurs palais », par Pauline Tekatlian.**
• **Mardi 12 mai, à 18 h : « Jacques-Louis David, l'empereur des peintres », par David Chanteranne.**
LIEU : FONDATION NAPOLÉON, 7, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris.
Sur inscription indispensable, contact : duprez@napoleon.org

Pour suivre nos actualités, abonnez-vous à notre lettre d'information hebdomadaire sur notre site www.napoleon.org

fondation NAPOLÉON
Le sens de l'histoire, ensemble.

À LIVRE OUVERT

Par Luc-Antoine Lenoir



Les Anciens ont de l'Avenir

Dans un livre personnel et enjoué, l'helléniste Caroline Fourgeaud-Laville souligne que les langues anciennes et leurs grands textes sont plus que jamais nécessaires à la société contemporaine.

On se dit, en ouvrant ces pages, que c'est peine perdue. Les humanités, à l'époque de TikTok et de l'anesthésie matérialiste ? Les langues anciennes à l'heure des « quoicoubeh », des « cheh » dans les cours d'école : ce vocabulaire instantané qui se réduit à l'effet et à l'onomatopée ? La rhétorique, à l'heure où la politique n'est plus que gestion (aléatoire), obsédée de procédures et de normes ? Latin, grec, déclinaisons : les mots eux-mêmes semblent appartenir à un monde en sépia, et l'on se rappelle l'intonation grave que leur donnait un vieux professeur de collège. Caroline Fourgeaud-Laville, alors, nous cueille à froid : elle s'avance sans nostalgie, avec un calme désarmant, pour certifier que les humanités ont de l'avenir. Son optimisme nous surprend. Avant de nous séduire et de nous enthousiasmer.

D'abord, parce qu'il ne repose sur aucune illusion. Si la langue se défait, si les élèves peinent à écrire et à comprendre, c'est que l'on a retiré ce qui en révélait l'ossature. Le grec et le latin, dans cette perspective, sont un fondement, alors que leur enseignement a été considéré comme un supplément, puis comme un agrément, enfin comme une survivance anachronique. Les grandes réformes qui ont suivi 1968 n'ont pas aidé les élèves en marginalisant ces apprentissages, et les études sur leurs bienfaits commencent à être écoutées, partout en Europe (si ce n'est en France), même si c'est très en retard.

La plume avance gaiement et méthodiquement, et prévient tout accès de défaitisme. Nous autres adultes sommes concernés par les humanités, non pour l'érudition mais pour le quotidien. Les Grecs ne doivent pas nous intimider, mais nous inspirer. Ils auraient tout inventé, tout découvert, et nous serions encore portés par l'inertie de leur génie ? Pardi ! Eux-mêmes ont naturellement copié, eux aussi, abondamment. L'Égypte, les peuples nomades, les Babyloniens. Le géographe Mégasthène a témoigné qu'il avait au IVe siècle avant notre ère trouvé en Inde tout ce que la philosophie disait chez lui. Mais nous héritons d'eux la conscience qui nous permet d'articuler les savoirs comme aucune civilisation ne l'a fait. Alors, le dialogue s'ouvre. Par dizaines, les auteurs nous divertissent et nous conseillent en amour comme en politique, plus encore lorsque l'on fait l'effort de les lire dans leur langue.

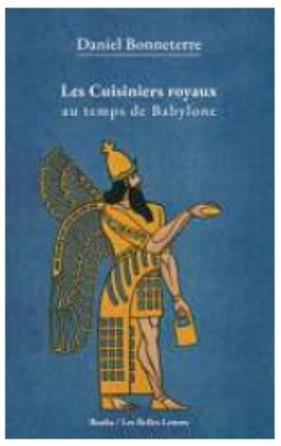
Un argument sous-tend ce magnifique plaidoyer : les humanités sont parvenues jusqu'à nous et appartiennent déjà, en réalité, à nos enfants. De quel droit rompre cette transmission ? Ces langues ont survécu à des hivers de la connaissance. Elles ont été conservées sous forme épigraphique sur des pierres elles-mêmes abandonnées, roulant sur des chemins… Mais, toujours, les textes furent sauvés : par les moines, les savants arabes, les Byzantins fuyant Constantinople, les penseurs comme Érasme, les imprimeurs comme Alde Manuce… Et nous ? On peut poser la question autrement : que restera-t-il de nous, chez ceux qui viennent, en l'absence de cette matrice ? Certes, il y eut d'énormes pertes : environ 2,5 % des textes antiques seulement seraient connus. Les voix d'immenses écrivains sont éteintes depuis des siècles. On s'alarme *in petto* de l'injustice de l'histoire, qui retient souvent les découvertes scientifiques mais pas toujours les leçons littéraires, et là encore Caroline Fourgeaud-Laville nous rattrape : la science, avec l'intelligence artificielle, s'apprête au contraire à déchiffrer des papyrus encore muets, à restituer des fragments.

Dans sa joie communicative, ce beau livre fait enfin un constat plus grave. À force de tenir les humanités pour secondaires, nous avons négligé ce qui comptait, sans même nous en apercevoir. Nous avons appris à fonctionner, à gérer, mais de moins en moins à juger, à nuancer, à habiter ce que nous pensons. Il nous manque cruellement une forme d'intelligence qui rende la vie heureuse pour ce qu'elle est et non pour ce qu'elle produit, lorsque l'homme devient autre chose que l'exécutant de ses propres réflexes. Lorsque, armé de ce bagage culturel et philosophique lentement acquis, il cesse de se disperser dans des curiosités multipliées à l'infini, pour enfin se rassembler, se ressembler. Il y a, dans ces pages, quelque chose d'une fécondité admirable, peut-être tout simplement un rappel de ce que vivre veut dire.

• ***Humanités*, de Caroline Fourgeaud-Laville, Éditions de l'Observatoire, 208 pages, 21 €.**

Côté livres

Par Jean-François Chemain, Victoire De Jaeghere, Geoffroy Caillet, Hélène Montjean, Éric Mension-Rigau, Émilie de Lépinau, Patrice Gueniffey, Marie-Amélie Brocard, Philippe Maxence, Arnould Guillotel et Henri-Christian Giraud



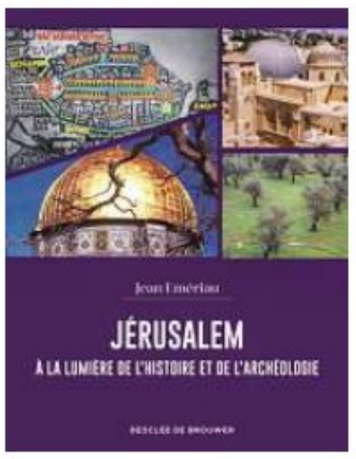
Les Cuisiniers royaux au temps de Babylone. **Daniel Bonneterre**

Dans les années 1930 furent découvertes, sur le site de la cité mésopotamienne de Mari, détruite en 1760 av. J.-C., des dizaines de milliers de tablettes d'argile couvertes d'inscriptions cunéiformes. Leur transcription a révélé de très nombreuses informations afférentes à la nourriture. Daniel Bonneterre réalise la performance de rendre accessibles à tous les fruits d'une recherche jusqu'ici affaire de spécialistes. Son livre révèle toute l'importance d'une question qui touche à la religion et au politique : les dieux et le roi sont garants de l'abondance, à laquelle on pourvoit par des sacrifices et un contrôle administratif tatillon. L'auteur régale le lecteur de détails sur les aliments, les boissons et leur sens dans une société où tout est symbole social et religieux. Il nous met l'eau à la bouche avec cette recette associant viscères de poisson, écrevisses, criquets, petits rongeurs et oiseaux, le tout longtemps macéré dans des jarres ! ***J-FC***

Les Belles Lettres, « Realia », 272 pages, 25,90 €.

Jérusalem à la lumière de l'histoire et de l'archéologie

Jean Émeriau



Plus auteur de guides que savant universitaire, Jean Émeriau nous offre un feu d'artifice atypique d'érudition vivante sur Jérusalem, abondamment illustré de cartes, monuments, documents, objets, mosaïques, fresques, émaillé de citations bibliques, littéraires, archéologiques… Le tout dans une présentation pédagogique et esthétique qui en rend la lecture aussi agréable que passionnante. Un long préambule présente la topographie et l'histoire de cette ville trois fois millénaire, ainsi que les conditions (difficultés, moyens nouveaux…) des fouilles archéologiques. Celles menées dans 38 sites (classés par ordre alphabétique) font ensuite l'objet d'une présentation complétée par des encadrés plus précis. D'importantes annexes (glossaire, bibliographie, chronologie, index des sites et des thèmes des encadrés) viennent parachever cette visite approfondie de la Ville sainte… sans quitter son fauteuil. ***J-FC***

Desclée de Brouwer, 397 pages, 29 €.

Reines carolingiennes. Berthe, Hildegarde, Judith et les autres (751-987)

Laurent Theis



Spécialiste du haut Moyen Âge, l'auteur présente un passionnant tableau des reines carolingiennes, soit neuf générations entre l'avènement de Pépin le Bref et la mort de Louis V, qui marque la fin de la dynastie. Trop méconnues, celles qui ne doivent leur statut qu'au fait d'être l'épouse de leur roi de mari sont pour la plupart issues de grandes familles aristocratiques franques, apportant de puissants appuis… mais surtout leur corps, apte, espère-t-on, à engendrer des fils. Maîtresses du palais, « influenceuses » de la politique de leur mari, surtout auprès de l'Église, ce sont plus rarement des femmes de pouvoir telles Engelberge ou encore Gerberge, reine combattante, *« fille, épouse, sœur, mère et veuve de rois »*. Leur statut s'améliore avec la codification du mariage chrétien, mais leurs ennemis ne manquent pas, armés de la classique accusation d'adultère. Leur plus beau rôle n'est-il pourtant pas spirituel ? *« Le mari qui ne croit pas sera sauvé par une épouse qui croit »*, disait-on alors. ***J-FC***

Perrin, 224 pages, 19,90 €.

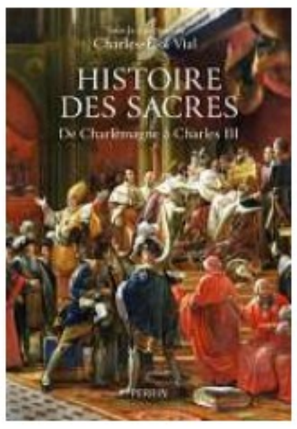


Des enfants instruits

Denis Kambouchner

Existe-t-il encore une véritable ambition politique pour l'école ? Comment cultiver le désir de savoir des élèves, doter culturellement les enfants, penser l'usage du numérique pour les adolescents ? Devant le marasme dans lequel les politiques publiques ont englué le système scolaire et face au double défi de la fragmentation sociale et de l'hyperconnexion généralisée, Denis Kambouchner réunit un ensemble de réflexions qui s'étendent de 1998 à nos jours sur l'éducation scolaire et la culture. Si son enjeu n'est pas de saisir la totalité des causes et des effets de la crise de l'école, ni son but de chercher des responsables, l'ouvrage s'attache à clarifier l'état des lieux, à lever le voile sur certains malentendus, à revenir aux sources de notre « détraditionalisation » qui détache l'individu du collectif et rend amer le goût de l'instruction. Bien qu'un peu abstrait, l'ouvrage a le mérite d'alerter sur le péril que courent les élèves français et de proposer des pistes de solutions précises pour qui veut voir fleurir à nouveau des enfants instruits. ***VDeJ***

Les Belles Lettres, 264 pages, 17,90 €.

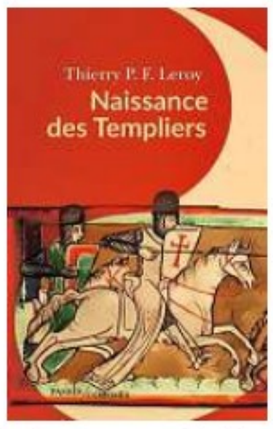


Histoire des sacres. De Charlemagne à Charles III

Charles-Éloi Vial (dir.)

Un an après la splendide exposition organisée par le Mobilier national pour commémorer le bicentenaire du sacre de Charles X, cet ouvrage collectif, dirigé d'une main très sûre par Charles-Éloi Vial, propose une synthèse passionnante sur l'évolution des cérémonies de sacre dans l'Europe monarchique sur plus d'un millénaire : sacre et non couronnement, soit une union politique entre un roi et son peuple, revêtue d'une onction d'huile sainte lui conférant une dimension religieuse. Du premier roi oint, Pépin le Bref, en 751, à Charles III d'Angleterre, en 2023, en passant par Marie de Médicis, des tsars de Russie aux ersatz imaginés par la monarchie de Juillet et le Second Empire, quinze historiens plongent ainsi le lecteur dans les variations multiples de ce moment singulier, à la fois rite religieux et instrument de communication politique, qui vise deux buts : la continuité dynastique et la légitimité du souverain. À voir la quête effrénée à laquelle les présidents de la République se livrent, à travers une série de rites de substitution, pour retrouver cette sacralité perdue, on comprend la gigantesque ombre portée que la cérémonie du sacre projette jusqu'aujourd'hui sur le suffrage universel. ***GC***

Perrin, 408 pages, 24,90 €.



Naissance des Templiers. **Thierry Leroy**

« *Non nobis, Domine, non nobis, sed nomini tuo da gloriam* » : la devise des Templiers se trouve dans la conclusion du *De laude novae militiae* de saint Bernard de Clairvaux. Écrite en 1129 en réponse au premier grand maître de l'ordre, Hugues de Payns, sa lettre est un plaidoyer en faveur de cette nouvelle chevalerie, armée d'élite composée de combattants laïques vivant comme des religieux. Ces deux personnages d'exception sont à l'origine de la création et de l'essor de la confrérie, dont la fin légendaire fut superbement décrite et enjolivée par Druon dans *Les Rois maudits*. Le mérite de Thierry Leroy, fin connaisseur de la Champagne féodale, est d'arriver à reconstituer les figures méconnues des premiers chevaliers champenois et l'importance des réseaux aristocratiques locaux, malgré des sources très lacunaires. Il dresse un état des lieux passionnant de la situation en Terre sainte et du rôle décisif des Templiers, qui passèrent en quelques années de la simple protection des pèlerins de Jérusalem à la mise en place d'un formidable réseau logistique en Occident pour soutenir l'effort de guerre, créant un pont entre les deux rives de la Méditerranée. ***HM***

Passés/Composés, 350 pages, 24 €.



Les Sermons. **Bossuet**

C'est avec des sanglots dans la voix, en août 1670, que Bossuet, qui allait devenir précepteur du Dauphin quelques jours plus tard, avait prononcé ces célèbres paroles lors de l'oraison funèbre de la belle-sœur du roi, Henriette d'Angleterre, morte soudainement : « *Ô nuit désastreuse ! ô nuit effroyable où retentit tout à coup, comme un éclat de tonnerre, cette étonnante nouvelle : Madame se meurt ! Madame est morte !* » Bossuet avait atteint ici le sommet de son art oratoire : l'assistance était non seulement en pleurs mais édifiée par l'exhortation à la conversion des cœurs. Cette édition reprend la totalité des manuscrits conservés à Versailles, soit l'intégralité des *Sermons* de Bossuet, y compris les *Panégyriques* et les *Oraisons funèbres*, en un lourd volume de 2 450 pages. Bossuet a prononcé son premier sermon à l'âge de 20 ans et a prêché toute sa vie devant un public varié, des courtisans, des religieux, des paroissiens modestes et Louis XIV, à qui il osait parler franchement dans un style éblouissant. Relire Bossuet, c'est, selon la magistrale préface du dominicain Renaud Silly, comprendre le lien étroit entre les textes sacrés et le Grand Siècle, en quoi le latin façonne la langue française, comment l'esthétique classique a porté à sa perfection l'élocution et la clarté des propos. Pour Bossuet, la prédication, « *mystère redoutable* », est prophétique : elle fait advenir la parole de Dieu au milieu du monde. Pour la postérité, elle consacre le prélat comme l'un des plus grands écrivains français. ***ÉM-R***

Les Belles Lettres, « Classiques favoris », 2 450 pages, 129 €.



24 heures de la vie d'une Parisienne au temps de Louis XIV. **Sabine Melchior-Bonnet**

Comment vit la Parisienne de la fin du XVII^e^ siècle ? Qui côtoie-t-elle ? Que lit-elle ? À quoi rêve-t-elle ? À travers le récit de la vie quotidienne de Jeanne-Charlotte, personnage fictif issu des témoignages et Mémoires des femmes de son temps, Sabine Melchior-Bonnet s'est livrée à une étude fine des idées et des mœurs de l'époque. Des tracas de la circulation parisienne – les carrosses à 5 sols imaginés par Pascal sont bondés – à la mode des animaux de compagnie moquée par les moralistes, en passant par les prêches de Bourdaloue, l'ouvrage fait revivre en leur ville ces femmes dont Marivaux et Molière firent des héroïnes. On retiendra qu'au temps de Mmes de Sévigné ou de Lafayette, les Parisiennes cherchaient à briller par leur esprit, leur tenue et leur conversation, et vécurent un certain âge d'or de l'amitié entre les hommes et les femmes. ***EdeL***

PUF, 200 pages, 18 €.

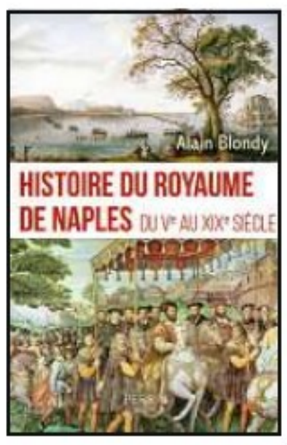


Les femmes entrent en Révolution. 5 et 6 octobre 1789

Loris Chavanette

La Révolution française n'a pas aimé les femmes. Le seul tribunal révolutionnaire de Paris envoya 334 d'entre elles à l'échafaud. Même celles qui ont pris le parti de la Révolution n'y ont pas leur place. Les « citoyennes révolutionnaires » à qui Sanson n'a pas coupé le cou finiront à l'asile. Et pourtant ! Sans la marche des femmes sur Versailles les 5 et 6 octobre 1789, la Révolution eût peut-être suivi un autre cours. Loris Chavanette consacre à ces « Journées » un récit haletant. Le monde de ces Dames de la Halle n'a pas de secrets pour lui. La légèreté de la Cour, dans ces heures tragiques, fait froid dans le dos. L'enquête est captivante. Figures connues et méconnues défilent, de Mirabeau à Reine Audu et de Stanislas Maillard à La Fayette. Mouvement spontané dicté par la faim ? Manipulation visant à livrer le trône au duc d'Orléans ? Au lecteur de juger. Un livre passionnant sur un épisode capital vite devenu la proie des fantasmes et des légendes. ***PG***

Tallandier, 416 pages, 23,90 €.

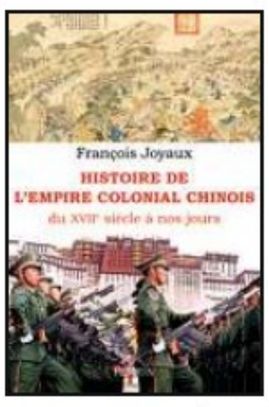


Histoire du royaume de Naples du Ve au XIXe siècle

Alain Blondy

Spécialiste de l'histoire du monde méditerranéen à l'époque moderne, Alain Blondy propose une fresque magistrale de près de quinze siècles d'histoire, retraçant l'évolution politique, culturelle et sociale de ce royaume emblématique du sud de l'Italie, qui fit la synthèse entre la Grande-Grèce et la Sicile, enjambant la mer depuis Naples pour s'épanouir en Sicile. Du monde grec à la fin du royaume des Deux-Siciles en 1860, il met en lumière les dynasties successives, les influences étrangères, ainsi que les bouleversements internes qui ont façonné l'identité d'un territoire mosaïque. Les Normands forgèrent un royaume si éblouissant qu'il suscita de nombreuses convoitises et fut rapidement dépecé. Tantôt séparées, tantôt réunies, les deux entités de l'Italie méridionale furent intégrées dans des domaines plus vastes. Le dernier souverain, François II, monté sur le trône à 23 ans, régna un peu plus d'une année. Il ne résista pas à l'élan de l'unité italienne, signe que la modernité se situait ailleurs, au nord. Alain Blondy raconte une histoire virevoltante dans laquelle les cultures s'amalgament et nous révèle le sens véritable de la célèbre citation de Lampedusa : « *Il faut que tout change pour que rien ne change.* » ***ÉM-R***

Perrin, 397 pages, 24 €.



Histoire de l'empire colonial chinois du XVIIe siècle à nos jours. François Joyaux

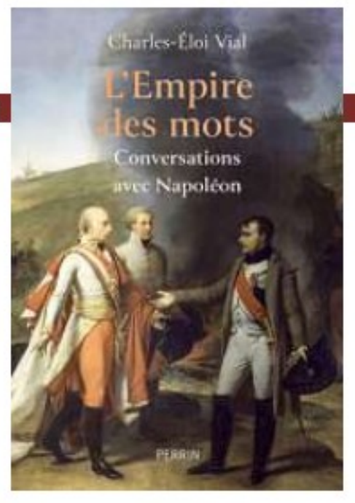
Jadis humiliés par les Occidentaux, et naguère communistes, les Chinois n'ont pas pu avoir, dit-on, d'histoire coloniale : l'auteur dément cette idée reçue. La moitié du territoire de la Chine a été prise à quatre peuples non chinois (les quatre petites étoiles de son drapeau) : Mongols, Turkmènes, Tibétains et Mandchous (pour ces derniers, c'est plus compliqué : c'est sous leur domination que la Chine a conquis son empire, avant de les conquérir eux-mêmes). Le tout à la même époque et avec les mêmes moyens que les colonies européennes. Voilà pour le passé. Aujourd'hui, la Chine considère comme « territoires perdus » d'anciens pays tributaires aussi éloignés que Ceylan ou Java. Elle se livre à une appropriation active de la mer de Chine méridionale au détriment des riverains. Le projet de « nouvelles routes de la soie » met en place une domination « semi-coloniale » sur les pays partenaires, en Asie et en Afrique, en s'appuyant sur une diaspora de plusieurs millions de personnes. La Chine s'est réveillée, le monde peut trembler ! ***J-FC***

Perrin, 382 pages, 24 €.

L'Empire des mots. Conversations avec Napoléon. Charles-Éloi Vial

« Je forme une entreprise qui n'eut jamais d'exemple… » Charles-Éloi Vial aurait pu reprendre l'incipit de Rousseau pour avertir ses lecteurs de la nouveauté et de l'importance de son projet. Archiviste et historien, conservateur à la Bibliothèque nationale de France, il a pris l'habitude d'y exhumer des trésors cachés. Parti à la recherche de la voix véritable de Napoléon éparpillée dans les sources et les réécritures, il livre un passionnant travail critique et des témoignages inédits. C'est ici *« une véritable autobiographie par la parole »* de l'Aigle, dans laquelle Vial dévoile toutes les facettes de son génie, mais aussi ses faiblesses et l'évolution despotique de ce brillant causeur, aux colères calculées et à la verve inépuisable. Ébloui, le lecteur assiste à ses conversations avec Roederer et Molé, la comtesse de Rémusat et Caulaincourt, Goethe, Metternich, Talleyrand ou Fouché. Stendhal a parfaitement résumé la puissance du verbe impérial : « *Comme à la guerre, il était fertile, plein de ressources, rapide à discerner et prompt à attaquer le côté faible de son adversaire.* » L'auteur nous gratifie en prime de portraits littéraires de l'Empereur signés Chateaubriand, Staël, Vigny, Stendhal, Gracq et Suarès, fruit parfois de leur imagination, mais toujours saisissants de justesse. ***HM***

Perrin, 656 pages, 32 €.



JEUNESSE DE L'HISTOIRE

Au sortir du mois de mars et de la Journée de la femme, voici quelques beaux modèles féminins de l'histoire à proposer à l'admiration des petites et jeunes filles de tout âge.

Blanche de Castille. Le long voyage d'une princesse. **Catherine de Lasa**

Depuis sa Castille natale, la jeune princesse Blanca raconte à son journal l'arrivée de sa grand-mère Aliénor d'Aquitaine qui, contre toute attente, la choisit pour épouser l'héritier de la couronne de France. S'ensuit le récit de son périple jusqu'à Paris où l'attend son destin de reine de France. Un voyage initiatique à lire dès la fin du primaire, raconté de façon charmante sous la forme d'un journal intime dans lequel déjà s'esquisse le caractère d'exception de cette enfant qui deviendra la mère de Saint Louis.

Pierre Téqui éditeur, 156 pages, 11,90 €.

Les Enlumineuses – 1. Il faut sauver Jeanne d'Arc. **Gaëlle Tertrais**

Orpheline de mère, Tara découvre à 12 ans qu'elle est l'héritière d'une lignée d'enlumineuses dont la mission est de sauvegarder la mémoire des grandes femmes. Une étrange forme d'enluminure qui l'emmène en réalité à voyager dans le passé pour préserver l'histoire et empêcher que le destin de Jeanne d'Arc ne soit effacé. Dans l'intimité de Jeanne, elle apprend alors à apprivoiser sa féminité et à en découvrir la valeur. Ce premier tome d'une série qui promet de s'intéresser aux belles figures féminines de l'Histoire annonce de belles heures de lecture pour les jeunes collégiennes.

Emmanuel Jeunesse, 384 pages, 24 €.

Madame Élisabeth. Une princesse au cœur de la Révolution

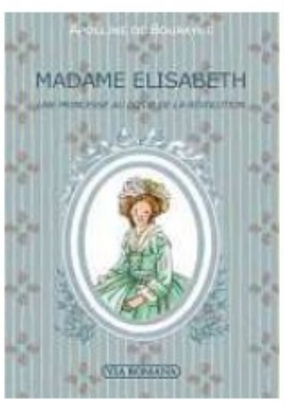
Apolline de Bourayne

Merveilleuse Mme Élisabeth. Les nombreuses petites filles, devenues jeunes adolescentes, qui ont découvert le plaisir de la lecture avec la série *Élisabeth, princesse à Versailles* d'Annie Jay, retrouveront avec bonheur la jeune sœur rebelle de Louis XVI dans cette courte biographie d'Apolline de Bourayne, qui inaugure avec talent la collection « Femmes d'exception » des éditions Via Romana. Une mise en lumière d'une personnalité aussi édifiante qu'attachante dont la courte vie s'illustre par une charité et une fidélité jusqu'à la mort. À lire en fin de collège ou lycée. ***M-AB***

Via Romana, 80 pages, 14 €.









Les Fers et le Fouet. Une histoire raisonnée de l'esclavage

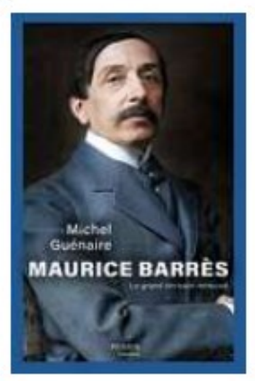
Vincent Hugeux

La question posée dans l'introduction : « *Peut-on porter sur l'esclavage un regard dépassionné ?* » situe immédiatement ce livre dans la catégorie des essais plus que dans celle des livres d'histoire. L'auteur enfonce le clou plus loin : « *Sans doute les pages qui suivent agaceront-elles les experts les plus aguerris* » pour ajouter : « *La prétention à l'exhaustivité serait ici risible.* » Le propos est donc de démythifier les questions vives liées à l'esclavage en s'appuyant sur la bibliographie existante : combien d'esclaves ? depuis quand ? qui sont les oppresseurs ? qui sont réduits à n'être qu'objets ? comment commémorer la mémoire de l'esclavage ? Malgré son sous-titre, il s'agit d'un livre d'humeur fort intéressant, mais qui ne conviendra pas à ceux qui cherchent une synthèse rigoureuse reposant sur une véritable réflexion historique. ***ÉM-R***

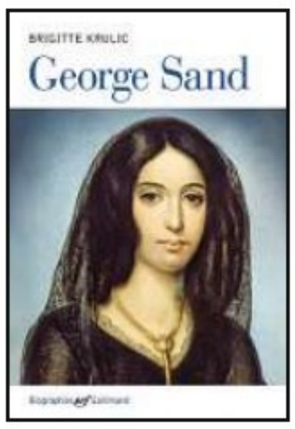
Perrin, 316 pages , 22 €.

Maurice Barrès. Le grand écrivain retrouvé. **Michel Guénaire**

Alors que Péguy reste plus que jamais vivant et que le nom de Maurras revient souvent (parfois à contresens) dans l'actualité, Maurice Barrès ne semble plus qu'un nom sur quelques livres poussiéreux reposant sur les rayons des bibliothèques. Oublié l'auteur du *Culte du moi* tout autant que la voix forte du député ou le chroniqueur engagé de *L'Écho de Paris*. Dans une société mondialisée, le chantre du nationalisme a été passé par pertes et profits. Admiré jusqu'à sa mort par les plus grands, survivant un temps dans la mémoire de certains – dont De Gaulle et Mitterrand –, Barrès valait bien d'être redécouvert, expliqué, compris. Le grand mérite du livre de Michel Guénaire n'est pas seulement de nous rendre Barrès vivant, mais d'offrir – enfin – une biographie à la hauteur de son sujet. ***PM***



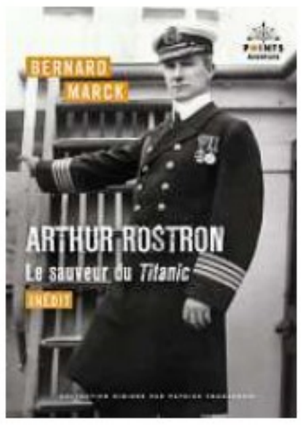
Perrin, 526 pages, 27 €.



George Sand. **Brigitte Krulic**

2026 marque le 150e anniversaire de la mort de George Sand. À Nohant, plusieurs expositions se succéderont à partir du printemps pour rappeler qu'elle fut non seulement un écrivain mais aussi une femme engagée, avocate de l'égalité, et une amoureuse du Berry, son refuge et sa source d'inspiration. Pour préparer une visite de la maison où elle vécut l'essentiel de sa vie, point de meilleure lecture que cette solide biographie, bien écrite et nourrie de toute l'œuvre de Sand, y compris de son abondante correspondance, ainsi que des témoignages de ses contemporains. Brigitte Krulic relate l'acharnement au travail de la romancière, aiguillonnée par le besoin d'argent, qui lui permet, dès 1832, avec *Indiana*, de s'imposer comme une personnalité majeure de la scène littéraire. Sans oublier ses amours avec Musset, puis avec Chopin, la genèse de ses idées politiques, l'élaboration de ses fictions rurales et sa vie quotidienne à Nohant où elle consacre sa vie à l'écriture, à sa famille et à ses amis. ***ÉM-R***

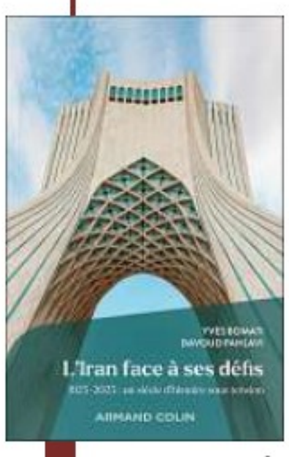
Gallimard, « NRF Biographies », 325 pages, 24 €.



Arthur Rostron. Le sauveur du *Titanic*. **Bernard Marck**

Tout le monde connaît la tragédie du *Titanic*. Mais qui se souvient du capitaine du *Carpathia*, qui se dépensa sans compter pour secourir ce paquebot qu'on avait bien mal surnommé « l'Insubmersible » ? Bernard Marck retrace ici l'opération de sauvetage miraculeuse, rondement menée par Arthur Rostron et son équipage, en cette nuit du 14 au 15 avril 1912, qui se traduisit par la survie de plus de 700 âmes sur 2 223. Seul à répondre à l'appel de détresse transmis par le *Titanic* sombrant peu à peu dans les eaux glacées de l'Atlantique Nord, Rostron lança en effet son paquebot à pleine vapeur dans un océan infesté d'icebergs, au péril de la vie de ses passagers, de son équipage et de la sienne. Au fil d'un récit parsemé d'anecdotes captivantes, l'auteur fait revivre l'histoire du *Titanic* en montrant les différents états d'esprit des naufragés, mais aussi la façon dont ce drame a également tourné à la formidable démonstration d'humanité et de solidarité. ***AG***

Points, « Points Aventure », 228 pages, 9,90 €.



L'Iran face à ses défis. 1925-2025 : un siècle d'histoire sous tension. **Yves Bomati et Davoud Pahlavi**

Rarement livre aura à ce point collé à l'actualité. Publié entre la répression du mouvement de contestation de janvier et le début de la guerre, *L'Iran face à ses défis* propose une analyse de l'histoire politique iranienne sur un siècle, de l'accession au pouvoir de Reza Shah, en 1925, à l'Iran contemporain. Mêlant la voix d'Yves Bomati, fin connaisseur du sujet, au témoignage personnel de Davoud Pahlavi, petit-neveu du fondateur de la dynastie, il raconte les tensions qui structurent l'histoire du pays, entre modernisation autoritaire, revendications sociales et pouvoir religieux, avant et après la rupture de la révolution de 1979, menée par Ruhollah Khomeini. Une passionnante approche croisée sur les défis politiques immédiats qui se posent sous nos yeux à un Iran plus que jamais voué à l'incertitude. ***GC***

Armand Colin, 368 pages, 23,90 €.

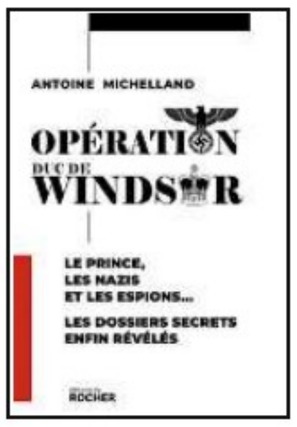


Le Général Catroux. Un militaire bien diplomate

François Cochet

Parce que la personnalité de Georges Catroux le rend parfois difficile à saisir, il ne reste de lui que l'image d'un brillant second du général De Gaulle, quand bien même il se dressa à plusieurs reprises contre des manières qu'il jugeait abusives. Mais là encore ses démissions à répétition restèrent de pure forme. Marqué à gauche, « républicain » dans le sens de la Troisième, il n'en cultiva pas moins le style « gentilhomme », au point de s'attirer cette réflexion de De Gaulle : « *Catroux, il lui faut des palais.* » Saint-cyrien, entré dans l'armée pour la revanche, mais fait prisonnier dès septembre 1914, il passa toute la Grande Guerre en captivité, et ce destin de guerrier contrarié prit alors une autre dimension, plus intellectuelle, d'autant que c'est à cette occasion qu'il connut, au fort d'Ingolstadt, le capitaine De Gaulle lui aussi prisonnier. Les relations qu'il noua avec lui commanderaient son ralliement à la France libre, dont il deviendra une figure majeure. Mais singulière, car, entre-temps, à l'école de Lyautey au Maroc, il s'était assuré, dans les années 1920-1930, une réputation de spécialiste des affaires arabes et de fin négociateur au Levant. Au fond, et c'est ce que montre bien cette biographie tout en nuances de François Cochet, ce militaire se voulait d'abord un diplomate et il cultiva une subtilité naturelle au point d'en faire un système. ***H-CG***

Perrin/Éditions Pierre de Taillac, 400 pages, 24,90 €.



Opération duc de Windsor

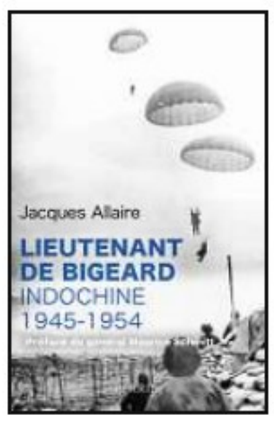
Antoine Michelland

Pendant des décennies, l'abdication d'Edward VIII, en 1936, a été présentée comme le fruit d'une intrigue politique suscitée par la romance d'un roi avec sa maîtresse. À en croire l'auteur, l'histoire n'est pas si simple. Dans cet ouvrage aux relents de roman d'espionnage, il montre certes la panique de l'*establishment* à l'idée de voir le prince régner. Avant de mourir, son propre père l'avait d'ailleurs fait mettre sur écoute. Mais Wallis Simpson n'en était pas la seule raison. Son immaturité et son attirance pour le nazisme jouèrent aussi un rôle déterminant, à tel point que sa passion amoureuse fut plutôt un prétexte pour le forcer à partir. Avec Antoine Michelland, le lecteur découvre les dessous d'une opération secrète, dévoilée avec brio et clarté. ***PM***

Éditions du Rocher, 480 pages, 21,90 €.

Lieutenant de Bigeard. Indochine 1945-1954. **Jacques Allaire**

C'était l'un des héros de Diên Biên Phu et un rescapé des camps de la mort vietminhs. Jacques Allaire n'aurait jamais dû devenir soldat, encore moins parachutiste, et surtout pas chez Bigeard, en raison d'une poliomyélite attrapée durant son enfance. La Seconde Guerre mondiale en décida autrement. Engagé dans un bataillon des Forces françaises de l'intérieur en 1944, il prend l'année suivante la direction de l'Indochine. Il y fera trois séjours, affichant une détermination de fer et un anticonformisme inhabituel dans son environnement. Ses Mémoires, attendus, n'ont pu être achevés, mais paraissent aujourd'hui avec les compléments nécessaires pour saisir cette destinée hors du commun, rappeler le souvenir des soldats d'Indochine et offrir une méditation sur la fragilité humaine. ***PM***



Perrin, 472 pages, 25 €.



Surveiller et punir en Chine. Laogai et technosurveillance, de 1946 à nos jours. **Jean-Philippe Béja**

Si le système de contrôle social chinois commence à être bien connu, peu s'imaginent combien il est consubstantiel au communisme de ce pays. L'histoire que relate ce livre à partir de nombreux témoignages de rescapés du *laogai* – le goulag chinois – montre comment Mao a su réprimer ses adversaires, à commencer par ses anciens frères d'armes, puis établir un système de vigilance des masses. Le Parti contrôlait ainsi la population à l'aide de comités de voisinage, les *danwei*, unités de travail qui prenaient en charge la vie entière des Chinois, et du *hukou*, système d'enregistrement social qui empêchait toute mobilité. Les récalcitrants qui n'étaient pas envoyés au *laogai* prenaient le chemin des *laojiao*, des centres de rééducation par le travail. La technologie en plus, rien n'a vraiment changé dans la Chine d'aujourd'hui. ***PM***

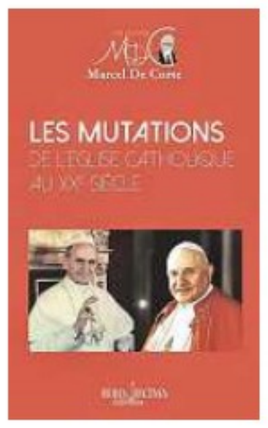
La Découverte, 320 pages, 23 €.



Les Oubliés de la Saint-Valentin. Des vies à l'ombre du mariage. **Romain Huret**

Dans les premières décennies du XX^e^ siècle, le cinéma muet met à l'honneur Charlot qui devient un célibataire mondialement connu. Victime du capitalisme, il mène une vie itinérante et précaire, sans famille, avec son chien pour seul compagnon, à l'image des millions d'hommes non mariés qui peuplent les cités des États-Unis, qui sont au chômage ou exercent des emplois manuels éprouvants. De leur côté, les « *Old Maids* » s'imposent par des métiers au service des autres et militent pour des causes diverses, dont la plus visible est celle de l'émancipation féminine. Romain Huret montre comment les fluctuations de l'histoire, le poids des guerres et les avancées législatives transforment le regard que l'on porte sur ces êtres dont on comprend mal la sexualité. Avec la contestation des années 1960, le célibat définitif devient un choix, une alternative assumée au mariage, voire un mode de vie revendiqué pour une avant-garde minoritaire vivant ouvertement en concubinage. Ce livre savant, qui s'appuie sur des documents éparpillés dans de nombreux fonds d'archives, offre un portrait original et authentique de la société américaine de la fin du XIX^e^ à la fin du XX^e^ siècle. Il se referme sur le constat d'un réveil de la défense de l'ordre matrimonial à chaque fois que les républicains sont au pouvoir. ***ÉM-R***

La Découverte, 323 pages, 22,50 €.

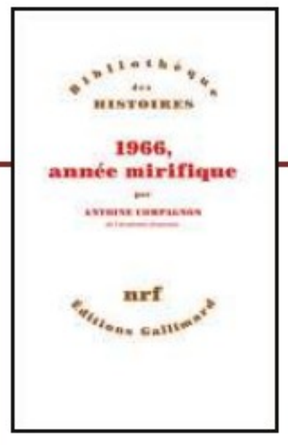


Les Mutations de l'Église catholique au XX^e^ siècle

Marcel De Corte

Nous voici revenus au cœur des années 1960, à l'ouverture du deuxième concile du Vatican. Nous découvrons ses préparatifs, assistons aux débats, observons, navrés, ses effets. Ce voyage dans le temps nous est offert par la plume de Marcel De Corte, professeur d'université, chrétien convaincu, amoureux de l'Église et chercheur de vérité. Mais il ne nous propose pas un récit et ne raconte pas une histoire. C'est véritablement une réflexion philosophique qui se déploie au gré de ses articles, une analyse qui remonte aux causes, aux sources profondes de la crise de l'Église, pour nous permettre d'en saisir toute l'actualité. Il ne s'agit pas alors d'observer ces mutations comme un spectateur demi-habile, mais de tirer de cette compréhension un principe pour notre action : « *Stare ac sperare* ». Marcel De Corte avait rassemblé en recueils nombre de ses articles dans ses ouvrages *L'Homme contre lui-même* (1962) et *L'Intelligence en péril de mort* (1969). Mais cela n'avait pas été fait pour ses textes portant sur ce tournant majeur pour l'Église que fut le concile Vatican II. Par les soins de la collection « Marcel De Corte », c'est désormais chose faite. Il ne reste plus au lecteur qu'à se plonger dans l'histoire des bouleversements religieux du XX^e^ siècle. ***VDeJ***

Hora Decima, « Marcel De Corte », 536 pages, 25,50 €.



1966, année mirifique. **Antoine Compagnon**

Le livre est l'histoire d'une année, placée sous l'égide du chapitre des *Misérables* consacré à « *l'année 1817* ». « *C'est de la physionomie des années que se compose la figure des siècles* », concluait Victor Hugo. 1966 est explorée dans ses recoins. Pourquoi cette année-là ? Les historiens de la France s'arrêtent sur 1958, 1962 ou 1968. Antoine Compagnon montre que 1966 fut une année majeure : dans la foulée de la première élection présidentielle au suffrage universel direct depuis 1848, en décembre 1965, survient la proposition de loi légalisant la contraception tandis que la société d'abondance devient une évidence, qu'est franchi le seuil des 400 000 étudiants, que se multiplient les maisons de la culture… L'ouvrage présente une remarquable synthèse des débats intellectuels et de la vie culturelle du milieu des années 1960 qui fut aussi le sommet des Trente Glorieuses. Il analyse finement l'apogée des quatre éminences de la culture (Mauriac, Aragon, Malraux, Sartre), le rayonnement des nouveaux maîtres à penser qui promeuvent le structuralisme ou la sémiologie, le triomphe de la société de consommation avec l'apparition du Kleenex, la mode du porte-clés publicitaire… et la révolution du livre de poche. ***ÉM-R***

Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 544 pages, 26,50 €.

Par Eugénie Bastié



© HANNAH ASSOULINE/OPALE.

LE BAISER DE LA MORT

Présentée comme une conquête de liberté, la légalisation de l'euthanasie pourrait bien être l'un de nos plus grands renoncements. Dans un ouvrage collectif, Dominique Reynié met en lumière les non-dits et les fragilités d'un projet de loi inutile et risqué.

Lors de ses vœux du nouvel an, le président de la République nous avait annoncé qu'il fallait faire de cette année une « *année utile* », en mettant en œuvre trois chantiers prioritaires, parmi lesquels… la loi sur la fin de vie. Il y a deux ans, en janvier 2024, le même président de la République alertait sur l'urgence du « *réarmement démographique* ». Sans aucun effet, puisque aucune mesure concrète n'a été prise et que le nombre de naissances a continué à s'effondrer. La mortalité semble plus facile à promettre que la natalité. Descendre la pente est toujours plus simple.

Alors que la France s'enfonce dans la gabegie financière et l'immobilisme politique, le sociétal est brandi comme remède à l'impuissance publique, et le « droit de choisir sa mort », rebaptisé « ultime liberté », donne l'illusion à des citoyens, par ailleurs dépossédés de véritable pouvoir, d'une autonomie jusque dans leurs derniers instants. Cet acharnement législatif, au moment même où notre pays semble être entré en soins palliatifs, a quelque chose de troublant.

Il est un homme qui, passionné de politique, prend ce sujet très au sérieux et se bat avec une volonté qui force l'admiration contre l'euthanasie : Dominique Reynié. Le directeur de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol) est plus habitué aux amphithéâtres de Sciences Po qu'aux couloirs d'hôpital. Avec Michel Houellebecq, il fait partie de ces figures surprenantes qu'on a vues se dresser avec obstination contre ce projet de loi mortifère, démontrant leur profondeur d'âme au milieu des indifférents.

Dans le livre collectif qu'il publie aux Éditions de l'Observatoire *Accompagner ou provoquer la mort ?*, Dominique Reynié récapitule avec méthode et exigence toutes les raisons qui légitiment son inquiétude. Cette loi sans nécessité est en effet à haut risque. Il n'y a pas de vide juridique en France : la loi Leonetti répond à l'écrasante majorité des cas en proscrivant l'acharnement thérapeutique et en préconisant la généralisation des soins palliatifs. Partout où elle a été légalisée, l'euthanasie échappe en revanche à tout contrôle : la banalisation est la suite logique de la levée du tabou anthropologique de l'interdit de tuer. Les non-dits économiques et sociaux du débat sur la fin de vie sont posés : dans une France surendettée, où le nombre de centenaires devrait augmenter de 351 % entre 2021 et 2050, où l'accès aux soins palliatifs demeure insuffisant, comment peut-on ignorer que la légalisation de l'euthanasie sera une pression sur les plus modestes et les plus faibles, poussés à partir parce qu'ils coûtent trop cher et qu'ils sont désormais inutiles ?

Face à la série d'arguments pesés, réfléchis, que rassemble ce livre, on est assez sidéré par la pauvreté argumentative des acharnés de l'injection létale, qui se résume à un slogan en deux mots – « ma liberté » – et à une notion, pour le coup religieuse, celle d'un sens de l'histoire progressiste. Dominique Reynié s'attache à balayer cette dernière raison, qui consiste à faire de la demande sociale d'euthanasie une force inexorable à laquelle les politiques seraient tenus de répondre. Dans une enquête beaucoup plus précise que les sondages commandés par l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, qui ne laissent le choix qu'entre la souffrance et la piqûre définitive, il montre que les Français seraient 52 % à préférer les soins palliatifs et 38 %, la mort administrée. On apprend au passage que les électeurs écologistes, censés être préoccupés par le soin du vivant, sont ceux qui s'inquiètent le moins que les personnes fragiles soient poussées à recourir à l'euthanasie. Le principe de précaution est à géométrie variable. Les jeunes, de tous bords, sont en revanche les plus inquiets.

En dépit des alertes, de la défiance du corps médical, des efforts d'argumentation de nombreux intellectuels, il semble que la loi sur la fin de vie ait de grandes chances d'être adoptée, qui plus est dans une version qui ferait de la France l'un des États les plus permissifs au monde. On ne pourra pas dire qu'on ne savait pas. Ce sera en toute conscience que les députés nous auront fait basculer dans un autre monde.

À LIRE



Accompagner ou provoquer la mort ?
sous la direction de Dominique Reynié
Éditions de l'Observatoire
360 pages
24 €

CINÉMA

Par Geoffroy Caillet



Entre chien et loup



PHOTOS : 2026 WAITING FOR CINEMA-CURIOSA FILMS-GAUMONT-FRANCE 3 CINÉMA.

À travers la trajectoire du journaliste Jean Luchaire et de sa fille Corinne, *Les Rayons et les Ombres* offre une puissante fresque en clair-obscur sur la collaboration et sur ce qui fonde les choix humains.

Xavier Giannoli aime filmer les chutes, les certitudes rongées de l'intérieur, les miroirs fissurés qui finissent par se briser en mille morceaux. Dans *Illusions perdues*, il avait fait voler en éclats la vitrine tapageuse de la presse parisienne sous la Restauration. Autre temps, autre fresque. S'il est encore question de Paris et de journalisme dans *Les Rayons et les Ombres*, ce n'est pas à Balzac, cette fois, qu'il emprunte le sujet de son film-fleuve au titre hugolien, mais à l'histoire. Et s'il pousse plus loin encore le fer dans la plaie, c'est qu'elle est vraie de bout en bout.

D'un côté, un patron de presse séducteur et viveur (Jean Dujardin), engagé dans la collaboration par les bonnes grâces de son ami, l'ambassadeur allemand Otto Abetz (August Diehl). De l'autre, une étoile oubliée, comme le cinéma en a créé et défait des milliers depuis les frères Lumière. Morte en 1950 de la tuberculose quelques jours avant ses 29 ans, Corinne Luchaire avait eu le temps de tourner une dizaine de films et d'écrire ses Mémoires. Incarnée par Nastya Golubeva, divine révélation d'une beauté fantomatique, c'est elle qui raconte ici, comme un chœur antique, la double tragédie où s'abîmèrent sa destinée et celle de son père.

Homme de gauche dans la lignée d'Aristide Briand, directeur de la revue pacifiste *Notre temps*, Jean Luchaire se lie à Otto Abetz en 1930 en militant dans un cercle pour l'amitié franco-allemande qui entend tourner le dos à l'animosité et à l'esprit de revanche auxquels on attribue la Grande Guerre. Trois ans plus tard, Hitler devient chancelier du Reich. Au nom de la paix, Luchaire n'y trouve rien à redire. Encore sept ans et c'est dans une France vaincue, soumise à l'occupation et engagée dans la collaboration avec son vainqueur, que Luchaire retrouve Abetz, devenu ambassadeur à Paris. Pour Luchaire, cette amitié va être le moyen de parvenir, entre financement de son journal *Les Nouveaux Temps*, *ausweis* pour ses amis et soirées mondaines à l'hôtel de Beauharnais, rue de Lille.

Pour Corinne, tout commence en 1938 lorsqu'elle décroche le premier rôle de *Prison sans barreaux*, de Léonide Moguy. De cette scène du film où elle hurle : « *Je suis innocente ! innocente ! innocente !* » avec des accents de conviction qui donnent le frisson, Giannoli fait une bouleversante mise en abyme de l'accusation qui la guette. Faut-il la croire ? Après tout, il s'agit de cinéma. Une vedette est née. Mais les feux de la collaboration brillent plus fort que ceux de la rampe. Comme son père qu'elle adore, elle les choisit par facilité. En y ajoutant, à titre d'excuse, la fraîcheur de ses 20 ans.

À rebours d'une certaine histoire officielle, Xavier Giannoli a compris avec Soljenitsyne que « *la ligne de partage entre le bien et le mal ne sépare ni les États, ni les classes, ni les partis, mais traverse le cœur de chaque homme et de toute l'humanité* ». La collaboration ne fut pas seulement le fruit de l'idéologie. Comme son modèle, le Luchaire des *Rayons et des Ombres* n'est pas plus nazi qu'antisémite. Il se dévoie par facilité. Il se perd en jouisseur. Jean Dujardin incarne à merveille cet homme de la compromission hédoniste, des idéaux frelatés ou ravalés, de la lâcheté à la petite semaine. Si le spectateur ne parvient pas à le détester complètement, c'est qu'il lui ressemble un peu. Il devrait se méfier : à travers ce film qui ne prétend pas donner de leçons, le cas Luchaire montre pourtant comment les travers de M. Tout-le-Monde peuvent, dans des circonstances tragiques, se colorer d'une noirceur qui n'a rien à envier à la pire idéologie.



On expectore beaucoup dans *Les Rayons et les Ombres*. D'abord Corinne, puis son père, puis l'un et l'autre, de plus en plus fort à mesure que les séances au sanatorium de la première se révèlent inefficaces et que le second s'enfonce dans la compromission avec l'ennemi. Giannoli filme des tuberculeux qui, pour y avoir consenti, ne peuvent plus expulser le mal. La faiblesse, c'est leur fort. Avec une différence : là où le père s'y jette aveuglément, sa fille a la jeunesse lucide. « *Où commence la collaboration ? En allant à des cocktails ? Peut-être* », s'interroge-t-elle en arrivant à une réception. Mais comment résister, quand la *dolce vita* à Paris lui va aussi bien que les robes de couturier que lui offre son père ?

Sous la caméra de Giannoli, la collaboration est une termitière. Tout semble se jouer loin du soleil. Les rois de Paris ne quittent jamais leurs intérieurs – bureaux, restaurants, salons, palais, et même les Invalides, où Giannoli filme, dans une séquence d'anthologie, le retour des cendres de l'Aiglon par une nuit sépulcrale et glacée de 1940, comme l'enterrement de première classe de la France. Soirées libertines et cocktails mondains s'enchaînent, flamboyants mais sans joie, sous des flots de champagne. Corinne les traverse, diaphane et romanesque, comme une apparition. Elle embrasse la décadence les yeux ouverts, avec cette vitalité prodigieuse qui est l'âme du cinéma de Giannoli. Il y a du Visconti dans la peinture à fresque de cette aristocratie dévoyée dansant sur un volcan : née la veille, elle chancelle aujourd'hui et mourra demain sans héritiers. Les Luchaire père et fille sont des *Damnés* français.

Parquets tachés, tables défaites, décors fanés, l'aube du jour d'après est livide. Cette fois, Jean Luchaire est entièrement dégrisé. Il s'est enfin fêlé la bonne conscience. Mais il est trop tard. « *Vivre, c'est se compromettre* », lance-t-il à Abetz en guise de défense. Cioran n'aurait pas dit mieux. « *Tout le monde n'a pas trahi, Jean* », veut croire l'ambassadeur du Reich, passé sans ciller de la social-démocratie au national-socialisme avec son idéalisme pour sauf-conduit. Bientôt, ce sera la fuite éperdue à Sigmaringen, l'exécution pour l'un, la prison pour l'autre, la mort de maladie pour la troisième. Il y avait des rayons et des ombres. Désormais, il n'y a plus que la nuit.



LA CHUTE Dans *Les Rayons et les Ombres*, Xavier Giannoli retrace le destin du patron de presse collaborationniste Jean Luchaire, incarné par Jean Dujardin *(en haut, au sein de la rédaction de son journal,* Les Nouveaux Temps, *le quotidien du soir qu'il avait créé le 1er novembre 1940 avec l'appui de l'ambassade d'Allemagne)*. Ce viveur arriviste va embarquer dans le tourbillon noir de la collaboration sa fille Corinne, jeune vedette de cinéma *(Nastya Golubeva, ci-dessus, divine révélation)*, dont Giannoli a choisi de faire la narratrice de cette histoire.

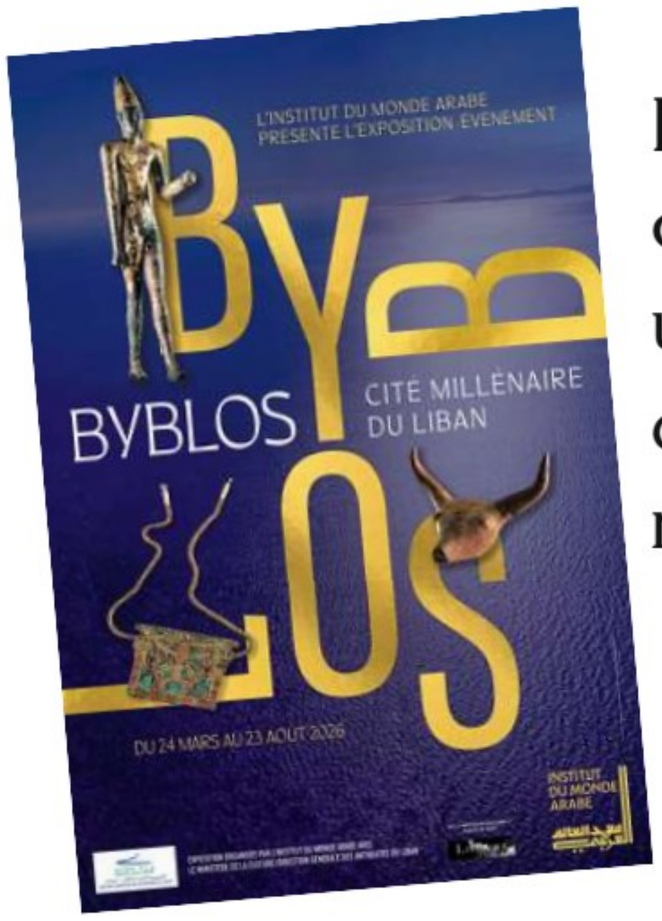
• ***Les Rayons et les Ombres*, de Xavier Giannoli, avec Jean Dujardin, August Diehl, Nastya Golubeva, 3 h 15.**

EXPOSITIONS

Par Luc-Antoine Lenoir



De mémoire d'homme



L'Institut du monde arabe consacre à Byblos, cité parmi les plus anciennes de l'histoire, une émouvante exposition. Neuf millénaires d'échanges avec tous les grands peuples méditerranéens s'y contemplent.



PHOTO © P. MAILLARD. MINISTÈRE DE LA CULTURE/DIRECTION GÉNÉRALE DES ANTIQUITÉS DU LIBAN,

La nature a été généreuse. Une petite baie, des forêts de cèdres parfumés à flanc de montagne, et des hommes, commerçants et marins, assez habiles pour les marchander loin sur la Méditerranée. Tout concourt, dès les premiers âges, au succès de ce carrefour. À Byblos, le bonheur de vivre semble aussi ancien que la ville elle-même ; il y a pris racine dès les premiers gestes. L'exposition de l'Institut du monde arabe « Byblos, cité millénaire du Liban » suit un fil long de neuf millénaires d'histoire en remontant les strates d'une ville qui n'a jamais cessé d'être habitée.

Sa redécouverte est déjà une aventure. Ernest Renan, venu au XIXe siècle dans le sillage de l'expédition de Syrie, puis Pierre Montet, Maurice Dunand dirigèrent des décennies d'excavation, de classement, de compréhension. Il en reste cette maison du conservateur, d'allure provinciale, comme un poste de veille et une présence française attentive sur l'acropole rendue au jour. Le parcours de l'IMA nous fait toutefois aborder la vieille cité par le port : des ancres de pierre datées pour certaines du IIIe millénaire avant notre ère, lourdes, évidées, œuvres d'art abstrait, nous accueillent sur leur lit de sable. Certaines deviendront des stèles, l'outil se chargeant peu à peu de sens et de sacré. On remonte ensuite aux premiers habitants. Vers 6900 av. J.-C., des jarres funéraires témoignent d'une occupation néolithique du site, d'une culture des morts, de premières formes données à l'absence.

Puis vint l'âge du bronze et la grande ouverture à l'Égypte, avec des temples, des offrandes, des objets votifs. Il manque, à l'heure où nous écrivons ces lignes, quelques œuvres, dont un important obélisque, retenues à Beyrouth par la guerre. Mais les figurines retiennent sans peine le visiteur. Il faut le dire et le redire : les admirer nous fait sentir combien nous n'inventons rien. Le geste, la précision, la part de rêverie inscrite dans la matière atteint déjà sa perfection. Ce petit vautour en or, cette boîte d'obsidienne au nom du pharaon Amenemhat IV ne datent pas d'hier ou d'il

y a quatre millénaires, mais de toujours ; et l'on cherche l'artisan d'aujourd'hui qui aurait la science d'une telle finesse. Misère du luxe industriel !

La cour des pharaons réclame des cèdres, droits et résistants, pour ses bateaux, pour les charpentes de ses palais. La ville s'enrichit. Mais le rêve se mêle aux affaires, et l'on n'oublie pas d'attirer aussi les pèlerins : ici, Isis est venue chercher Osiris, Gilgamesh a vu un lieu sacré. On vient prier Astarté depuis la Syrie. Les dieux trouvent un terrain d'entente. Avec de tels échanges, Byblos devient riche de mille savoirs. Les comptables du port et autres scribes, pour se faire comprendre, pour négocier et assurer les contrats, vont peu à peu attribuer des signes aux sons et non plus aux sens, comme le faisaient les hiéroglyphes : le premier alphabet naît, père de la plupart de ceux d'aujourd'hui. La ville finit par tirer son nom du papyrus (en grec ancien *búblos*) qu'elle exportait vers la Grèce pour la fabrication de ses livres.

Les siècles passent, les dominations se succèdent, achéménide, lagide, séleucide, romaine, croisée, sans jamais interrompre la fonction première de la cité, point de convergence du monde. Jusqu'à nous, la vie continue ; des immeubles modernes regardent désormais la vieille acropole, témoins du présent en lisière d'une mémoire exceptionnelle. Se dire que des bombes peuvent actuellement menacer ces millénaires d'humanité donne à cette visite toute sa gravité et son immense valeur.

● **« Byblos, cité millénaire du Liban », jusqu'au 23 août 2026. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris. Rens. : imarabe.org**

© ROBERT CAPA/INTERNATIONAL CENTER OF PHOTOGRAPHY/MAGNUM PHOTOS.

LIEUX DE CULTE Page de gauche, en haut : miroir à manche papyriforme en argent et or, issu d'une nécropole royale de Byblos (âge du bronze moyen). Au centre : figurines et statuettes votives en bronze et feuille d'or, retrouvées lors des campagnes de fouilles au temple aux Obélisques et datées de l'âge du bronze moyen. Page de droite, en haut : une photo prise par Robert Capa le 25 août 1944 à Paris, pendant les combats de la libération de la ville.

PLEIN CADRE



Rien ici ne cherche à impressionner ou à jouer sur le statut d'icône du photographe Robert Capa pour en dérouler la trajectoire fabuleuse. Tirages de presse, magazines, appareils Leica ou Rolleiflex sont présentés sans solennité : l'exposition prend le parti du travail quotidien. Les pages de *Vu* ou *Life* frappent par la modernité de leur maquette, les cadrages serrés, les détourages, le sens du récit. Dans ce parcours, il y a d'abord l'Espagne, bien sûr, avec sa fameuse image du combattant républicain qui tombe au front et d'autres clichés qui relèvent parfois de la mise en scène. Puis la Seconde Guerre mondiale, et surtout le 6 juin 1944, dont l'exposition confirme un point essentiel : contrairement à la légende, il n'y a sans doute jamais eu de clichés de l'assaut d'Omaha accidentellement détruits en laboratoire. Les dix photos que nous regardons depuis des décennies sont les seules du Jour J. Surviennent Paris, la Libération, l'épuration. Sur des films tournés le 25 août, on repère Capa, photographiant, discutant avec des prisonniers allemands devant le Palais-Bourbon. Son travail retranscrit le surréalisme du moment, la tension et le relâchement incrédule. Ensuite, ce sera la photographie de mode, Ingrid Bergman, les débuts de l'agence Magnum, qui institutionnalise son style. La naissance d'Israël, puis l'Indochine, où Capa avance encore autour des soldats, mais cette fois, ne revient pas. Une exposition au cadrage parfait.

● **« Robert Capa. Photographe de guerre », jusqu'au 20 décembre 2026. Musée de la Libération de Paris, 4, avenue du Colonel-Henri-Rol-Tanguy. Rens. : museeliberation-leclerc-moulin.paris.fr**

LE ROYAUME DES NUAGES

Au musée des Avelines, « Saint-Cloud dans les nuages » rappelle avec panache que la ville fut un terrain d'expérimentation et un berceau de l'aviation française. Le parcours joue habilement sur le registre de la technique, mais aussi sur toute une geste. En 1784, un ballon à hydrogène est baptisé *Caroline*. Au début du XX^{e} siècle, le (splendide) moteur V8 *Antoinette* propulse les premiers avions Blériot. On croise ici, au fil des tableaux, photographies et objets en tout genre, Santos-Dumont en dandy intrépide, les femmes de la Stella – le premier aéroclub féminin du monde –, et jusqu'à Marcel Dassault, qui entama à Saint-Cloud son épopée industrielle, dans un atelier qui a vu naître les avions de l'entreprise jusqu'au Rafale. Le monde des ingénieurs attire aussi celui des poètes : Gaston La Touche peint *Notre-Dame des Airs*, Puvis de Chavannes fixe un départ en ballon. Pour décoller, on a trouvé ici une recette très française : méthode, courage, style.

● **« Saint-Cloud dans les nuages. Une aventure aéronautique », jusqu'au 5 juillet 2026. Musée des Avelines, 60, rue Gounod, 92210 Saint-Cloud. Rens. : musee-saintcloud.fr**



Par Jean-Robert Pitte, *de l'Institut*



© H-K.

LES CAROTTES SONT CUITES

Cette racine orangée est un pilier de la gastronomie française.

La prétendue vertu des carottes vis-à-vis du caractère de ceux qui en consomment tient probablement au fait que les ânes – animaux rétifs et grincheux, qui en raffolent – avancent sans rechigner lorsque leur cavalier en présente une devant leur nez. En revanche, l'expression « *Manier la carotte et le bâton* » évoque le châtiment qu'encourent ceux qui ne sont pas assez sensibles aux promesses de récompenses. Autre effet de ces racines colorées : la jolie couleur rose qu'elles sont censées conférer aux cuisses ou aux fesses – en réalité, l'excès de consommation jaunit la peau –, mais qui permet d'inciter les enfants à en consommer, car la vitamine A qu'elle contient est un antioxydant, antidote de toutes les maladies. Aujourd'hui, 42 millions de tonnes de carottes sont produites chaque année, dont près de la moitié en Chine et, loin derrière, 6 % en Ouzbékistan et seulement 1 % en France qui en cultive de délectables, en particulier sur les sols sableux de l'Ouest flamand, normand, nantais ou landais, et dont la star est la carotte de Créances, dans le Cotentin, AOC depuis 1960.

Les graines parfumées de *Daucus carota sativus*, de la famille des Apiacées ou Ombellifères, sont utilisées en Asie centrale depuis le néolithique. Les Grecs et les Romains récoltaient et consommaient leurs racines pivotantes sauvages et les nommaient *karôton* et *carota*. La domestication véritable qui a entraîné l'allongement et le grossissement des racines semble ne remonter qu'au X^e^ siècle en Afghanistan et aux siècles suivants en Europe occidentale et en Extrême-Orient. Elles sont à l'origine blanches, jaunes, rouges ou violettes. C'est en Hollande qu'apparaît par croisement la carotte orange au XVII^e^ siècle : elle est plus tendre et plus douce ; c'est aujourd'hui la plus courante et la plus appréciée dans le monde.

La carotte est accessible à tous grâce à son prix modique. Elle tient une noble place dans la gastronomie française populaire et bourgeoise : en potage Crécy, en salade, en purée, en composante du pot-au-feu et du bourguignon, mais surtout en mariage d'amour avec les morceaux de bœuf à braiser. Le bœuf à la mode est un plat qui remonte à *La Cuisinière bourgeoise* (Menon, 1746) : on fait mijoter plusieurs heures du gîte ou de la culotte de bœuf avec des carottes en rondelles, des petits oignons, un pied de veau, un bouquet garni et du vin blanc. En 1792, les frères Méot ouvrent un restaurant très fréquenté au Palais-Royal, Le Bœuf à la Mode, qui fermera en 1936. La belle enseigne subsiste au 8, rue de Valois. Les inspecteurs de la police des polices ont l'art de cuisiner et de faire mijoter longuement leurs « clients », d'où le surnom de « bœuf-carottes », qui leur a été attribué par Claude Zidi dans *Les Ripoux* en 1984.



© AKG-IMAGES. © SUZANNE SUBERBÈRE

HAUTE EN COULEUR
Ci-contre : *La Nettoyeuse de carottes* (détail), par Gérard Dou, vers 1650 (Staatliches Museum Schwerin). Ce sont des horticulteurs hollandais qui ont obtenu la belle couleur orange des carottes en croisant plusieurs variétés.



LA RECETTE

LES CAROTTES RÂPÉES À LA PARISIENNE

Râpez à la grille fine de belles carottes juteuses. Assaisonnez-les d'une vinaigrette à l'huile d'olive et au vinaigre de vin rouge ou de Xérès, sel et poivre. Ajoutez un fin hachis de persil et d'échalotes, ainsi que des champignons de Paris en bâtonnets. Mêlez bien l'ensemble, laissez macérer et consommez cette salade rafraîchie quelques heures plus tard ou le lendemain, avec des filets d'anchois à l'huile. Servez en compagnie d'un vin blanc vif et léger (muscadet, touraine, sylvaner, aligoté).



PUBLIRÉDACTIONNEL

Sur la route de l'indépendance américaine

À l'occasion du 250e anniversaire de la Déclaration d'indépendance des États-Unis, Les Maisons du Voyage, spécialistes des voyages culturels depuis 35 ans, invitent les passionnés d'histoire à une odyssée exclusive : un circuit accompagné avec l'intervention de l'historien expert de la civilisation américaine Bertrand Van Ruymbeke, au fil des sites fondateurs de l'Amérique moderne.

Boston, Philadelphie, Washington, Charlottesville, Williamsburg… Sur les traces des Pères fondateurs, ce voyage, ponctué de conférences, offre une lecture éclairée de l'indépendance américaine. Une expérience rare pour remonter aux origines du pays et ressentir l'atmosphère des lieux où l'« American Dream » a pris racine.

Le charmes des escales, l'intensité d'une histoire en marche

Boston, première étape de ce parcours culturel, dévoile immédiatement les ferments de la Révolution américaine. Le long du Freedom Trail s'égrènent les sites emblématiques qui ont vu mûrir la contestation contre la Couronne britannique dès les années 1760. Et les quais évoquent la Boston Tea Party, prélude à l'insurrection d'un archipel de colonies qui s'est peu à peu imaginé en nation libre.

Puis, vient Philadelphie. Est-ce l'écho d'un débat enfiévré derrière les portes closes d'une assemblée ? Ou le silence solennel d'une salle où, le 4 juillet 1776, Jefferson, Adams, Franklin et leurs pairs signèrent un texte appelé à changer le monde ? Dans la quiétude de l'Independence Hall, le visiteur franchit le seuil de l'atelier d'un pays en devenir, là où fut adoptée la Déclaration d'indépendance, acte fondateur d'une nation construite non sur le privilège ; mais, sur les droits universels.

Le circuit se poursuit à Washington D.C., capitale conçue pour incarner l'ordre républicain. Ni métropole coloniale ni cité marchande, la ville donne à lire l'histoire américaine à ciel ouvert, du Capitole à la Maison-Blanche, en passant par les grands mémoriaux qui rythment le Mall et honorent les idéaux et les combats qui ont façonné le pays.

L'itinéraire se prolonge naturellement en Virginie. À Charlottesville, l'empreinte de la Révolution se lit à Monticello, la demeure de Thomas Jefferson, plume de 1776. À Jamestown, première implantation anglaise permanente (1607), se dessine l'amont colonial de l'histoire américaine. À Williamsburg se forge une élite coloniale acquise à la Couronne avant que la contestation ne gagne les Treize Colonies dans les années 1760-1770. Plus loin, à Yorktown comme à Appomattox, on touche du doigt les moments où l'histoire s'accomplit : de la victoire des insurgés en 1781, qui scelle l'indépendance proclamée à Philadelphie, à la capitulation confédérée de 1865, qui met fin à la guerre de Sécession et restaure l'unité du pays.



Grâce à l'intervention de Bertrand Van Ruymbeke, professeur de civilisation américaine, spécialiste de l'Amérique coloniale et de la Révolution américaine, les voyageurs bénéficient d'un éclairage unique. Ses conférences, pensées comme des clés de lecture, replacent chaque lieu dans son contexte intellectuel, religieux et politique, révélant les enjeux et les héritages de l'émancipation.

Le circuit des Maisons du Voyage ne se contente pas de montrer des lieux, il raconte une histoire. Celle d'une idée de liberté qui, au XVIIIe siècle, passa de concept philosophique à principe de gouvernement. Celle d'innovations institutionnelles qui feront de l'Amérique naissante une puissance en devenir dont les échos ne cessent de résonner dans le monde contemporain.

LES MAISONS du Voyage

250 ans des États-Unis : aux origines de l'indépendance :
Circuit accompagné - 13 jours / 11 nuits
Un départ « Millésime » exceptionnel pour revivre
les étapes décisives de la naissance des États-Unis.
Renseignements et réservations : Les Maisons du Voyage
maisonsduvoyage.com | +33 1 53 63 13 43

EN COUVERTURE



40

La terre verte des Vikings

Du Xe au XVe siècle, le Groenland fut colonisé par des peuples vikings, venus à la suite d'Erik le Rouge. C'est lui qui fit la promotion de cette « terre verte » et lui donna son nom.



54

Le joyau de la Couronne

La seconde colonisation du Groenland fut le fait du Danemark, qui administra et exploita son territoire tout en le protégeant des velléités d'autres puissances. Jusqu'à sa transformation politique profonde et son passage d'un régime colonial à une autonomie croissante.

© IMAGE COURTESY OF THE SEWARD HOUSE MUSEUM, AUBURN, NY. © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.
© PHOTO12/IMAGEBROKER/ALESSANDRA MENICONZI. © GETTY IMAGES/THOMAS BRAUCHLE.



70

L'ami américain

Tout commença en 1868, lorsque les États-Unis tentèrent une première fois d'acquérir le Groenland. Jusqu'à Donald Trump, nombreuses ont été les propositions et les pressions exercées sur le Danemark pour s'emparer de l'île. Avec des raisons stratégiques profondes.

À la conquête du Groenland

Des Vikings à Donald Trump



Et aussi

La longue marche des Inuits

Jean Malaurie, sentinelle du Grand Nord

Les possibilités d'une île

Ils ont brisé la glace

Le monde d'hier

Fluide glacial

Terre de convoitises

À VENT ET À VOILE
Ci-contre : *Erik le Rouge découvrant le Groenland*, par Jens Erik Carl Rasmussen, 1875 (collection particulière).
© CHRISTIE'S IMAGES/BRIDGEMAN IMAGES.

La terre verte des Vikings

Par Stéphane Lebecq

Peu avant l'an mille, le Norvégien Erik le Rouge,
banni d'Islande, abordait de nouvelles côtes vers l'ouest,
qu'il choisit de baptiser Groenland, « terre verte »,
pour y attirer d'autres Vikings. Ils en seraient
les premiers colons occidentaux durant cinq siècles.



Trois sources principales, toutes d'origine islandaise, évoquent la découverte du Groenland par les Vikings : la *Saga d'Erik le Rouge,* la *Saga des Groenlandais,* le *Dit des Groenlandais*.

Les plus anciens manuscrits qui en ont été conservés datent du XIVe siècle, mais, qu'ils aient été ou non précédés par une première mise en forme écrite, ils sont le produit d'une longue tradition orale qui remonte à l'origine des faits relatés, soit à la fin du Xe siècle, mais qui a été enrichie avec le temps, notamment après l'adhésion de la société islandaise au christianisme.

Si l'histoire a surtout retenu le nom d'Erik le Rouge comme découvreur et fondateur des premiers établissements du Groenland, il faut savoir qu'un autre Norvégien l'avait précédé dans ces lointains parages, à savoir un certain Gunnbjörn Ulfsson, qui, détourné de son cap par des vents contraires alors qu'il naviguait (vers 930 ?) au large de l'Islande, avait atteint des récifs qu'on pense situés quelque part sur la côte est du Groenland, et que ses contemporains avaient d'abord appelés, d'après son nom, les *Gunnbjarnarsker*. C'est environ cinquante à soixante ans plus tard qu'Erik, dit le Rouge à cause de sa chevelure et de sa barbe rousses, a atteint les rivages de la grande île.

La saga qui porte son nom raconte comment Erik, encore adolescent, avait dû quitter la Norvège avec son père Thorvald à la suite de règlements de comptes sanglants, et qu'ensemble ils avaient trouvé refuge quelque part sur le cap Horn *(sic)* à l'extrémité nord-ouest de l'Islande. Après la mort de son père, Erik partit s'installer avec les siens un peu plus au sud, dans la presqu'île des « monts des Neiges ». Mais c'est là qu'après une nouvelle rixe, tout aussi meurtrière, Erik – décidément une tête brûlée – fut condamné par le *thing* (ou assemblée des hommes libres) local à trois ans de bannissement, et contraint de fuir l'Islande. Il arma donc une flotte à destination, du moins l'espérait-il, des *Gunnbjarnarsker*. Il les atteignit en effet au bout de quatre jours de navigation (sans doute vers 985), et, après s'être posé dans un campement provisoire, il se lança à la découverte de l'extrémité sud de l'île, la seule zone qui ne fût pas recouverte par les glaces, et où avait vécu, plusieurs siècles auparavant, une population de chasseurs-cueilleurs appartenant à la culture dite « de Dorset » (du nom du cap Dorset dans le Nunavut, à l'extrême nord du Canada), qui y avait laissé de rares vestiges de son occupation, incluant des ruines d'habitat et un mobilier sophistiqué. Erik y identifia de nombreux points de repère – fjords, rivières, glaciers, montagnes, qu'il baptisa de noms originaux –, puis s'en retourna en Islande au bout de trois ans, emportant avec lui de nombreux « produits d'appel », tels que fourrures d'ours, peaux de phoques ou ivoires de morses, pour faire la promotion de la terre qu'il avait découverte, et que, de façon pour le moins paradoxale, il appela la « terre verte » *(Groenland),* pour que, suivant la *Saga, « les hommes aient envie de venir dans un pays qui avait un si joli nom »*.

Après avoir passé l'hiver en Islande, Erik reprit la mer avec ceux qu'il avait su convaincre ainsi que leur suite libre ou



PHOTOS : PHOTO12/IMAGEBROKER/ALESSANDRA MENICONZI.

CERCLE SACRÉ Page de gauche : reconstitution de la chapelle Sainte-Thjodhild, au bord du fjord Tunulliarfik (ancien Eiriksfjord), au sud du Groenland. Située tout près du site de Brattahlid, où Erik le Rouge s'était installé, elle fut probablement la toute première des églises d'Amérique. Selon les sagas, elle aurait été élevée par Thjodhild, la femme d'Erik, après que leur fils Leif fut revenu baptisé d'un séjour à la cour du roi norvégien Olaf Tryggvason en 999. Ci-dessus : la baie de Disko, sur la côte ouest du Groenland, à environ 1 000 km au nord de Brattahlid, où les hommes d'Erik le Rouge et leurs descendants se livrèrent à des campagnes de chasse au morse.

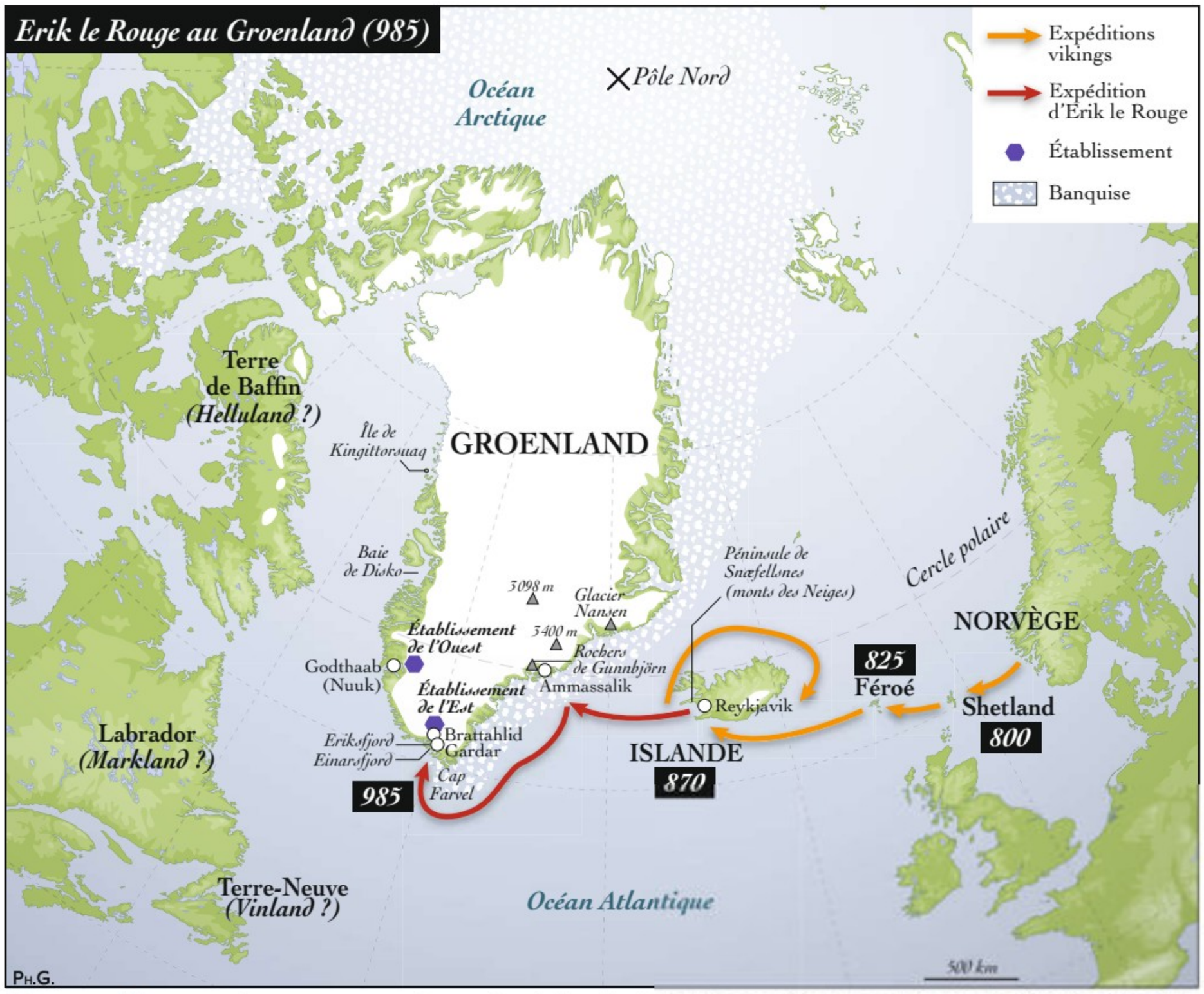
servile, répartis sur une flotte de 25 bateaux *(skipa*, pluriel de *skip)*, dont 14 seulement arrivèrent à destination, certains ayant fait demi-tour et d'autres ayant disparu corps et biens. Erik et les premiers colons (dont on évalue le nombre à 400 ou 500 individus) s'installèrent dans une zone côtière, pénétrée de nombreux fjords, à laquelle allait être donné le nom d'« Établissement de l'Est » *(Eystribygdh),* tout près du cap Farvel ou Farewell, ultime pointe méridionale de l'île (à environ 60° de latitude nord). C'est là qu'Erik édifia sa demeure, au fond du « fjord d'Erik » (Eiriksfjord, aujourd'hui Tunulliarfik), précisément à Brattahlid (« Raide pente »).

Quelque dix ans plus tard (soit autour de l'an 1000), plusieurs colons allèrent fonder, à environ 500 km vers le nord/nord-ouest, l'« Établissement de l'Ouest » *(Vestribygdh),* dans une région de fjords tout à fait comparable à celle où avait été créé le premier établissement, et assurément promise à un grand avenir, puisque c'est là qu'allait éclore bien plus tard (au XVIIIe siècle !) la capitale moderne du Groenland, successivement appelée Godthaab (« Bonne Espérance ») puis Nuuk (« le Cap »).

Des découvertes, souvent fortuites, suggèrent que des colons se sont risqués plus au nord, en particulier le long de la côte ouest de l'île, et cela jusqu'en plein XIVe siècle, non pas pour s'y installer à demeure mais pour s'y livrer à des campagnes de chasse ou de pêche saisonnières – ainsi dans la baie de Disko (à 70° de latitude nord), réputée pour ses nombreuses colonies de morses, où il n'est pas exclu qu'ils aient croisé des Inuits (ou Esquimaux, appelés en vieux nordique *Skraelingar*) venus du nord, qui y ont laissé des traces aléatoires de leur présence. Plus au nord encore, dans l'île côtière de Kingittorsuaq (à 73°), a été découvert en 1824 un cairn de pierres empilées dont un fragment portait une inscription runique citant les noms d'Erling Sighvatsson, Bjarni Thordarson et Eindridi Oddsson – des Scandinaves assurément, qui semblent avoir été contraints d'y passer l'hiver d'une année qu'on pense être 1333 !

Société et économie

L'archéologie permet d'en savoir plus sur les établissements scandinaves du sud de l'île, car, en ces contrées totalement dépourvues d'arbres, elle dispose ici d'un formidable atout : on y a beaucoup construit en pierre, à la différence de l'Islande ou de la Norvège, où les matériaux les plus utilisés dans les structures d'habitat ou d'exploitation rurale – bois et tourbe



NOUVEAU MONDE Ci-dessus : originaire de Norvège, la famille d'Erik le Rouge s'installa en Islande vers 960. C'est à la suite d'un crime que, banni d'Islande vers 985, Erik ferait cap vers l'ouest à la recherche d'un nouveau refuge. Page de droite, en haut : portrait d'Erik le Rouge, école danoise, extrait de *Gronlandia*, d'Arngrímur Jónsson, XVII[e] siècle (Copenhague, The Arnamagnæan Institute). Page de droite, en bas : pièces d'un jeu d'échecs trouvées sur l'île de Lewis, au nord de l'Écosse, XII[e]-XIII[e] siècle (Londres, The British Museum). La plupart de ces figurines ont été fabriquées en ivoire de morse provenant du Groenland, en Norvège probablement, royaume qui exerça sa souveraineté sur les Hébrides jusqu'en 1266.

en particulier – étaient périssables et ont donc disparu à tout jamais. Plusieurs campagnes de fouilles, conduites en particulier par le Danois Poul Nørlund entre 1921 et 1932, ont permis d'y dénombrer, le plus souvent cachés sous les buttes herbeuses qui se sont formées sur leurs ruines, 400 sites habités par des populations scandinaves entre le X[e] et le XIV[e] siècle, dont les trois quarts étaient des fermes, des plus modestes aux plus spacieuses, presque seigneuriales parfois. On en a ainsi identifié 190 dans l'Établissement de l'Est et 90 dans celui de l'Ouest. Parmi les sites fouillés figure la demeure présumée d'Erik le Rouge à Brattahlid, avec son grand hall, ses pièces d'habitation et ses diverses dépendances – puits, étables, greniers, silos… Le grand hall mesurait 14,7 m sur 4,5 m, et ses murs avaient entre 1 et 2 m d'épaisseur. L'entrée donnait sur le fjord, et on a retrouvé à l'intérieur les restes d'un foyer et d'une rigole couverte de pierres, destinée à y acheminer l'eau fraîche recueillie à l'extérieur.

Les fermes plus ordinaires étaient constituées de bâtiments dispersés à l'intérieur d'une clôture, où les structures résidentielles étaient parfois bâties en ces pierres plus ou moins appareillées dont il vient d'être question, mais où les dépendances étaient plutôt construites en matériaux vulgaires tels que des briques de tourbe, des blocs de pierre brute ou du bois flotté récupéré sur les rivages – sans parler des mottes de gazon qui, conformément à la tradition, assuraient la couverture. C'est à l'intérieur de l'enclos qu'étaient pratiqués un élevage intensif (qui pouvait inclure des chevaux nécessaires à la distinction sociale) et une agriculture rudimentaire, susceptible de fournir une très aléatoire production de céréales, tandis que les pâturages extérieurs, à l'horizon limité par les glaces omniprésentes, étaient livrés à la déambulation extensive des bovins, des ovins, des caprins – dont les premières générations, bien sûr, avaient été importées d'Islande.

En fait, l'essentiel des ressources était assuré par la récolte des plantes sauvages dans les prairies et le ramassage des algues sur les grèves ; par la pêche et surtout par la chasse, qui, grâce aux peaux ou à la graisse de phoques, à l'ivoire de morses ou aux dents de narvals, aux bois de caribous ou aux fourrures d'ours polaires, assuraient une monnaie d'échange dans les nécessaires contacts commerciaux avec l'Islande et la Norvège, et, par elles, avec le reste de l'Occident. Une source de la fin du XIV[e] siècle mentionne même la présence de faucons blancs du Groenland à la cour du duc de Bourgogne, tandis qu'une étude récente portant sur l'ADN des produits



© THE BRITISH MUSEUM, LONDRES, DIST. GRANDPALAISRMN THE TRUSTEES OF THE BRITISH MUSEUM. © SIGNAL PHOTOS/ALAMY STOCK PHOTO/HEMIS.FR

fabriqués avec de l'ivoire de morses recensés dans l'ensemble de l'Europe du Nord a montré qu'entre 1100 et 1400, c'est du Groenland, et plus particulièrement de la baie de Disko, que provenait la presque totalité de leur matière première !

C'est que les échanges n'ont jamais cessé depuis l'installation des premiers colons, qui étaient arrivés avec leurs navires et leur expérience de la mer, indispensable pour éviter les écueils et les glaces dérivantes. Ainsi la *Saga* dite *des Frères jurés* évoque-t-elle un certain Sküfr, *« natif du Groenland, c'était un marchand au long cours, un homme sage et apprécié de tous »*, qui faisait la navette entre la ferme de Stokkanes, dont il était propriétaire sur l'Eiriksfjord, donc tout près de Brattahlid, et la cour du saint roi Olaf de Norvège (1015-1028), dont il était devenu l'ami et l'obligé. Les sources permettent ainsi d'entrevoir les mouvements de bateaux qui se croisaient à la belle saison, dans des conditions relativement favorables, du moins jusqu'à la seconde moitié du XIII^e siècle – ceux qui étaient partis du Groenland avec une cargaison faite des produits les plus prestigieux de la pêche et de la chasse, et ceux qui étaient venus d'Islande et surtout de Norvège, remplis des produits qui faisaient le plus défaut au Groenland, tels que les métaux, fer notamment, le bois brut (indispensable, ne fût-ce qu'à la construction navale), le blé, le vin, voire certains articles textiles de luxe tels que, plutôt inattendus, les ornements liturgiques !

Christianisme et pouvoir

Il faut savoir en effet que parmi les structures bâties découvertes par les archéologues figurent de nombreuses églises, et même d'authentiques monastères. Il est vraisemblable que certains des premiers colons aient déjà été chrétiens, ainsi que le suggère la découverte dans les plus grosses fermes de modestes églises dont certaines paraissent remonter à la fin du X^e siècle. L'histoire « officielle », du moins telle qu'elle est rapportée par les sagas, raconte pourtant que c'est Leif dit le Chanceux, fils d'Erik le Rouge, celui-là même qui allait découvrir le « Vinland » du côté de Terre-Neuve, qui importa le christianisme au Groenland. C'est à l'occasion d'un séjour à la cour du roi de Norvège Olaf Tryggvason en 999 qu'il aurait été baptisé et se serait engagé à initier les siens à la foi du Christ. Il s'en serait retourné accompagné d'un prêtre, indispensable détenteur du pouvoir sacramentel, et susceptible de le soutenir dans son apostolat. Si, selon la saga, Erik résista quelque temps à la « bonne parole », son épouse Thjodhild accepta le baptême, et fit presque aussitôt élever une église à Brattahlid, où *« elle-même et ceux qui avaient accepté le christianisme venaient réciter leurs prières »*.

Cela ne serait en tout cas qu'un début, car d'autres églises furent construites dans l'Établissement de l'Est, comme ensuite dans celui de l'Ouest, parmi lesquelles on relève, preuve de la mise en place d'une première hiérarchie ecclésiastique, une véritable cathédrale qui a été édifiée à Gardar, au fond de l'Einarsfjord voisin de l'Eiriksfjord, et dont la fouille, conduite dans les années 1920, a révélé qu'elle s'intégrait dans un vaste complexe épiscopal, enclos dans une enceinte et doté d'une résidence, d'une tour et de nombreuses dépendances.

L'autorité, pour le moins morale, sur ses congénères du Groenland dont les sagas font crédit à Erik le Rouge fut léguée à ses héritiers ; à Leif d'abord, à Thorkell, fils de Leif, ensuite, puis, sans que l'hérédité soit assurée, à un certain Sokki Thorisson, puis à son fils Einarr, dont on sait qu'ils vivaient l'un et l'autre à Brattahlid





– comme si ce qui avait été la résidence d'Erik conférait d'elle-même à ceux qui l'occupaient une fonction *capitale,* mais en aucun cas souveraine. Comme le précise le *Dit d'Einarr Sokkason,* plus souvent appelé *Dit des Groenlandais,* Sokki et Einarr *« avaient un grand pouvoir au Groenland, où ils tenaient une place éminente »*. C'étaient eux qui prenaient les décisions qui engageaient l'ensemble de la communauté, mais ils devaient normalement le faire après la convocation et la consultation de l'assemblée des hommes libres, à savoir le *thing* copié sur le modèle islandais.

C'est ainsi que les choses se passèrent lorsque Einarr, fort de l'approbation du *thing* auquel il avait demandé son accord et sa contribution, résolut de donner un évêque à l'île et qu'il alla le chercher en Norvège. Comblé de présents, le roi Sigurdr le reçut et lui présenta *« un excellent clerc qui répondait au nom d'Arnaldr »*. Non sans hésitation, ce dernier accepta la mission, et, après avoir été consacré par l'évêque de Lund, il s'en repartit avec Einarr. C'est lui qui, aussitôt arrivé (soit vers 1124), choisit d'installer le siège épiscopal à Gardar, soit tout près de Brattahlid – ce qui n'est évidemment pas indifférent. Lui et ses successeurs allaient désormais exercer une autorité qui, de morale qu'elle fut au début, allait devenir quasiment politique, sur l'ensemble de la colonie scandinave de l'île.

En 1261, pourtant, les Groenlandais furent contraints de se soumettre à la Couronne norvégienne. Comme on l'a entrevu, Erik le Rouge, ses successeurs et les élites groenlandaises avaient toujours entretenu des liens avec la royauté de leur pays d'origine. Or, quand, en 1247, le nouveau roi Haakon revendiqua à l'occasion de son sacre la souveraineté de la Norvège sur l'Islande et le Groenland, il voulut persuader l'évêque Olaf de Gardar, présent à la cérémonie, de le faire savoir, de retour sur son siège, à ses administrés. Les résultats furent d'abord si peu encourageants qu'en 1257, le roi Haakon envoya ses ambassadeurs au Groenland. Ceux-ci y passèrent quatre hivers, tant ils eurent du mal à convaincre les Scandinaves de l'île de se soumettre à l'autorité royale et d'accepter le versement d'un impôt annuel auquel s'ajouteraient les réparations dues au roi pour tout assassinat. Le *thing* de Gardar donna finalement (en 1261 !) son accord, peut-être parce qu'alors la pression des Inuits, ou *Skraelingar,* venus du Nord, se faisait de plus en plus menaçante et que les insulaires éprouvaient le besoin d'une sécurité renforcée. Dans une loi du roi Magnus VI promulguée vers 1273-1274, il est dit que le royaume de Norvège s'étendait désormais à *« toutes les terres qui payaient des taxes »,* et la *Saga du roi Haakon* en rajouterait en prétendant que sa souveraineté incluait *« les froides terres du Nord, jusque sous l'étoile polaire »* !

Le temps du déclin

L'apogée démographique des colonies scandinaves de l'île allait être atteint vers le milieu du XIIIe siècle, avec une population qu'on n'estime guère supérieure à 2 000 à 3 000 habitants ! L'Établissement de l'Ouest semble avoir été définitivement abandonné vers le milieu du XIVe siècle, celui de l'Est ne lui survivrait qu'un siècle environ. Longtemps, les chercheurs ont incriminé une détérioration climatique qui aurait débuté dans les années 1250-1260. C'est alors qu'aurait commencé un « petit âge glaciaire », marqué par des étés froids et des hivers glacés, la multiplication des blizzards et des tempêtes de neige. Ce qui est sûr, c'est que les fermes les plus éloignées des comptoirs littoraux durent être abandonnées, et que, dans les autres, la part de l'élevage diminua ; les populations furent contraintes de se tourner davantage vers une alimentation d'origine marine : ainsi la chair de phoque tendit-elle à se substituer à la viande traditionnellement tirée du cheptel. En outre, les communications se firent de plus en plus difficiles. Des épisodes tels que celui, rapporté dans le *Dit des Groenlandais,* qui avait, pendant l'été 1130, empêché des bateaux norvégiens de quitter le comptoir de l'Ouest à cause de la banquise se multiplièrent désormais, la dérive des icebergs rendant les traversées beaucoup plus périlleuses. Comme l'écrirait le pape Alexandre VI en 1492, *« l'église de Gardar est au bout du monde, et la route maritime qui y mène est aussi tempétueuse que longue »* !

Mais la détérioration du climat et les difficultés des communications qui se sont ensuivies furent-elles, comme on l'a longtemps pensé, les seules causes de l'étiolement, puis de la disparition définitive des comptoirs scandinaves du Groenland ? Un chercheur norvégien, Arnved Nedkvitne, vient de proposer une explication alternative : c'est l'afflux, de plus en plus pressant, des *Skraelingar* dans l'île qui aurait conduit au départ des derniers survivants des comptoirs de l'Ouest d'abord, de l'Est ensuite. À la différence des Scandinaves qui avaient besoin des échanges pour survivre, les Inuits venus du Canada, de ses îles du Nord et de



© THE ÁRNI MAGNÚSSON INSTITUTE FOR ICELANDIC STUDIES/HANDRIT.IS © GIFT OF J. H. WADE/BRIDGEMAN IMAGES. © ARCTIC IMAGES/ALAMY STOCK PHOTO/HEMIS.FR



La croix du Nord Page de gauche, en haut : lettrine ornant le début de la *Saga du roi Olaf Tryggvason*, extrait du *Flateyjarbók*, manuscrit islandais du XIVe siècle (Reykjavik, The Árni Magnússon Institute). Page de gauche, en bas : panneau en ivoire de morse, représentant le Christ et les apôtres, provenant d'un autel portatif, trouvé dans la basse vallée du Rhin, 1050-1100 (Cleveland, The Cleveland Museum of Art). Ci-dessus : les ruines de la cathédrale de Gardar érigée par Arnaldr, premier évêque du Groenland, peu après son arrivée sur l'île vers 1124.

la mythique « Thulé » étaient autosuffisants. Depuis toujours, ils vivaient de la chasse, au phoque et à la baleine notamment, et le refroidissement climatique, qui n'avait pas modifié outre mesure leurs conditions de vie, les avait obligés à s'aventurer toujours plus au sud en quête d'une faune qui devenait de plus en plus rare dans les régions polaires du Grand Nord, et où ils entrèrent en concurrence, puis en conflit ouvert, avec les héritiers d'Erik le Rouge, qui avaient de plus en plus besoin des ressources de la chasse et de la pêche pour survivre. Si ceux-ci purent un temps compter sur le soutien de la royauté norvégienne, comme il en avait été convenu lors de leur ralliement à la couronne en 1261, les choses changèrent à partir de 1380, quand l'union de la Norvège avec le Danemark détourna les intérêts des Norvégiens du Grand Nord vers la Baltique.

En fait, les incidents paraissent s'être multipliés au XIVe siècle, tel celui relaté par les *Annales islandaises (Gottskalks Annall)* en l'an 1379, où on apprend qu'au terme d'un affrontement extrêmement violent, sans doute survenu quelque part au nord du comptoir de l'Est, 18 Scandinaves avaient été tués et deux de leurs jeunes enfants emmenés en esclavage par les *Skraelingar*. À cette date, l'Établissement de l'Ouest avait déjà été abandonné depuis vingt à trente ans, comme le suggère la relation qu'a faite de sa visite aux environs de 1350 un certain Ivar Bardarson, prêtre du diocèse de Bergen détaché à la cathédrale de Gardar, qui dit avoir trouvé les lieux totalement dévastés, vidés de leurs habitants, et où seuls déambulaient quelques animaux. Quant à l'Établissement de l'Est, le mot de la fin appartiendrait au pape Nicolas V, qui, dans une lettre adressée en 1448 à deux évêques islandais chargés d'installer un nouvel évêque à Gardar (où il n'y en avait plus eu depuis la mort du précédent en 1378), affirmerait que le comptoir avait été totalement *« dévasté par les païens »* ! La place allait être bientôt, et totalement, offerte à ces derniers.

Professeur émérite d'histoire médiévale à l'université de Lille, Stéphane Lebecq est spécialiste des peuples et cultures de l'Europe du Nord au haut Moyen Âge.

À LIRE de Stéphane Lebecq



Hommes, mers et terres du Nord au début du Moyen Âge
2 volumes
Presses universitaires du Septentrion
272 et 326 pages
25 € (chaque volume)

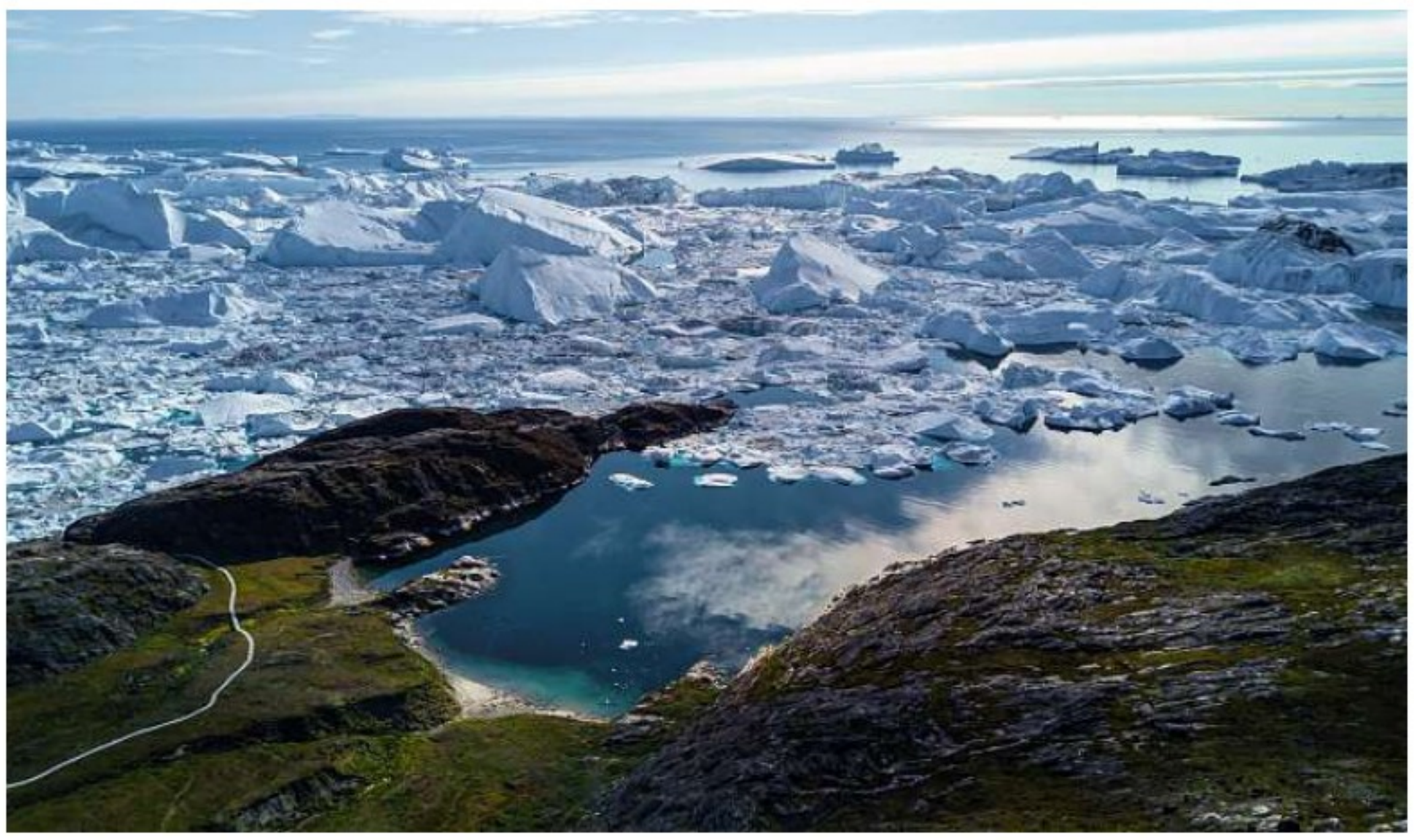
LE JOUR OÙ

Par Stéphane Coviaux

XIIIe SIÈCLE

La longue marche des Inuits

Les ancêtres des Inuits qui peuplent le Groenland posèrent le pied sur l'île à partir de 1200. Avant eux, des Paléo-Inuits s'y étaient succédé, portés par leur migration depuis l'Alaska.



© SHUTTERSTOCK/SHCHEKOLDIN MIKHAIL. © WORLD HISTORY ARCHIVE/AURIMAGES.

Le Groenland actuel est peuplé à près de 90 % d'Inuits. L'arrivée de leurs ancêtres, les anciens Inuits ou Thuléens, sans doute vers le XIIIe siècle de notre ère, constitua le point d'aboutissement d'une histoire plurimillénaire, hérissée, pour les archéologues qui tentent de l'écrire, de multiples difficultés.

La première tient au fait que les mouvements de population, dans l'Arctique nord-américain, sont souvent très difficiles à dater, si bien que, encore de nos jours, il n'existe aucun consensus sur la chronologie précise des phénomènes migratoires dont il fut le théâtre. Cette incertitude procède moins de la rareté des vestiges conservés que de la relative fragilité des méthodes de datation archéologique, et notamment du risque de distorsion induit par l'« effet réservoir marin », qui, dans le cas de datations au carbone 14, peut parfois conduire à antidater certains objets de plusieurs siècles.

La seconde difficulté relève de l'interprétation des traces matérielles laissées par les populations de l'Arctique, à partir desquelles on définit des « cultures archéologiques ». Elles consistent en des artéfacts (outils, armes, moyens de transport), en des structures d'habitat, révélatrices tant des modes de vie que de l'organisation sociale de ces populations, ou bien encore en des restes fauniques à partir desquels on peut retracer leurs stratégies de subsistance. Mais, en bonne méthode, on ne saurait tirer de conclusions hâtives sur les réalités ethniques auxquelles elles correspondent. Il demeure ainsi délicat de parler de « peuples » pour désigner les différents groupes de migrants qui s'installèrent au Groenland jusqu'à l'épanouissement de la culture de Thulé au XIIIe siècle.

L'Alaska, foyer des Paléo-Inuits

Les Thuléens ne furent pas les premiers habitants du Groenland. Sans même parler des Scandinaves qui, dans le contexte du *landnám*, caractéristique de l'époque viking, peuplèrent deux établissements situés au sud et au sud-ouest de l'île, à la fin du Xe siècle de notre ère, il faut savoir qu'elle avait accueilli, plusieurs millénaires auparavant, des groupes humains ayant traversé tout le continent américain d'ouest en est, et auxquels les archéologues donnent volontiers le nom de Paléo-Inuits.

Sans surprise, les contours exacts de cette vague migratoire restent partiellement flous. Ce que l'on en sait, c'est qu'elle eut pour foyer de départ l'Alaska, où vivaient, probablement depuis la fin du IIIe millénaire av. J.-C., des populations qui avaient franchi le détroit de Béring et avaient

GUEULE DE BOIS Page de gauche : vue du fjord Ilulissat, dans la baie de Disko, sur la côte sud-ouest du Groenland. Il abrite le site archéologique de Sermermiut qui a révélé une occupation par des Paléo-Inuits de la culture de Saqqaq. Arrivés au Groenland vers 2400 av. J.-C. par le nord-ouest, ces derniers disparurent entre 1000 et 600 av. J.-C., alors que de nouveaux flux migratoires depuis le Canada ouvraient la période des communautés dites de la culture de Dorset (800 av. J.-C.-1300 apr. J.-C.). Ci-contre : masque en bois des Ammassalimiut, peuple inuit de la région d'Ammassalik, sur la côte orientale du Groenland, expédition française de 1930-1934 (Paris, musée du quai Branly).



© NATIONALMUSEET, DANMARK, PHOTO ARNOLD MIKKELSEN. © MUSÉE DU QUAI BRANLY-JACQUES CHIRAC, DIST. GRANDPALAISRMN.

Chassé-croisé Ci-dessus, à gauche : élément d'un jeu de bilboquet de la période de Dorset, 800 av.-1300 apr. J.-C. (Copenhague, Nationalmuseet). Ci-dessus : masque en bois inuit provenant de la région d'Ammassalik, rapporté par la mission française conduite par Paul-Émile Victor et Robert Gessain en 1934-1935 (Paris, musée du quai Branly). Page de droite, en haut : les anciens Inuits prirent pied au Groenland à partir du début des années 1200. Ils rencontrèrent sans doute des Paléo-Inuits, qui les avaient précédés, mais aussi des Scandinaves installés plus au sud. Page de droite, en bas : *Ours volant ou flottant*, moyen Dorset, entre 1 et 500 apr. J.-C. (Gatineau, Musée canadien de l'Histoire).

développé une technologie fondée sur la pierre, dite « tradition microlithique de l'Arctique ». Aux alentours de 2500 av. J.-C., ou même plus tôt encore, selon certains spécialistes, des groupes humains en partirent, s'engageant dans une lente migration vers l'est, qui dura plusieurs siècles et qui conduisit au peuplement de tout l'Arctique nord-américain, jusqu'au Groenland. Sans doute les conditions climatiques n'y furent-elles pas étrangères, ce moment correspondant à la fin d'une longue période de réchauffement, l'optimum climatique de l'Holocène (7000-3000 av. J.-C.), qui dut ouvrir aux populations de l'Alaska de nouveaux horizons, notamment pour la chasse aux mammifères terrestres, placée au cœur de leurs stratégies de subsistance. Car ces groupes étaient à l'évidence constitués de chasseurs, utilisant arcs et flèches, lances et harpons pour se procurer une gamme variée de ressources alimentaires : oiseaux, poissons et mammifères, tels que phoques, caribous et bœufs musqués. Ils se déplaçaient lentement, à pied, leurs technologies de transport se réduisant à de simples traîneaux, pas encore attelés à des chiens.

Le mouvement, dont la chronologie exacte demeure incertaine, ne fut pas absolument continu. Au cours d'une première étape, les migrants occupèrent le sud de l'archipel arctique canadien et la partie adjacente du continent, du golfe d'Amundsen à la péninsule de Melville. Dans un deuxième temps, certains poussèrent plus à l'est, vers le Haut-Arctique et le Groenland. Ils y donnèrent naissance à deux cultures différentes, auxquelles on donne les noms d'Indépendance I et de Saqqaq. La première s'épanouit dans des conditions extrêmes, tout au nord de l'île, tandis que la seconde prospéra, dans une certaine mesure, au sud-est de celle-ci tout en ayant pour foyer principal la côte occidentale, du district de Thulé à celui de Nanortalik, les sites les plus importants, à savoir ceux de Sermermiut, Qajaa et Qeqertasussuk, ayant été mis au jour dans la baie de Disko. Les assemblages archéologiques révèlent l'existence de sociétés égalitaires, dont la subsistance était largement fondée sur la chasse aux mammifères marins, à commencer par le phoque, et aux mammifères terrestres (caribou), pour laquelle on utilisait des armes lithiques. Il s'agissait également de sociétés mobiles, dont l'habitat était constitué de tentes circulaires faites de peaux d'animaux, souvent dotées en leur centre d'un foyer et d'un passage délimitant un espace d'habitation et un espace de travail.

Sans qu'on en sache la raison, ces deux cultures groenlandaises semblent avoir disparu entre 1000 et 600 av. J.-C., ce qui coïncida avec de nouveaux flux migratoires venus de l'archipel canadien, plus précisément de la région d'Iglulik, entre 800 et 400 av. J.-C. Le Groenland entra alors dans la période de la culture de Dorset, qui s'y épanouit jusqu'à la fin de notre Moyen Âge, non sans connaître une étrange éclipse, *grosso modo* au cours du premier millénaire de notre ère. La présence humaine, dont on trouve trace, à l'origine, à peu près sur tout le pourtour de l'île, se cantonnait alors dans le seul Nord-Ouest. Les traces de cette culture, mises au jour par les archéologues, révèlent une société de chasseurs tirant parti de toutes les ressources de la faune sauvage, comme celles qui l'avaient précédée, tout en se singularisant par son organisation. Les formes d'habitat, ainsi, associaient des tentes circulaires et des maisons semi-enterrées, de forme globalement rectangulaire, sans doute destinées à abriter les familles pendant la mauvaise saison, et témoignant, à ce titre, d'une plus grande stabilité. Les Dorset furent également les



© PHILIPPE GODEFROY. © CANADIAN MUSEUM OF HISTORY.

premières populations groenlandaises à laisser des œuvres d'art, sous la forme de petites figurines animales en ivoire de morses ou en os, peut-être liées à des pratiques chamaniques.

La migration thuléenne

Le nord-ouest du Groenland était encore habité par des Dorset lorsque, au XIIIe siècle, il fut atteint par de nouveaux groupes de migrants, porteurs de la culture de Thulé, et que l'on désigne sous le nom de Thuléens ou d'anciens Inuits.

Cette deuxième grande vague migratoire, qui se produisit plus de trois mille ans après la première, reste partiellement obscure, les archéologues ne parvenant pas à s'entendre sur un scénario qui fasse consensus. Sa chronologie et sa durée sont ainsi encore en débat. Si on a, dans un premier temps, pensé, en se fondant sur des datations au carbone 14, que le phénomène avait commencé aux alentours de l'an 1000 pour durer ensuite environ trois siècles, le recalibrage de ces datations, à la fin du siècle dernier, a conduit à l'écriture d'un autre scénario, qui l'emporte encore largement dans l'historiographie actuelle : celui d'une migration très rapide, qui se serait produite en l'espace de quelques décennies, voire d'une génération, au cours du XIIIe siècle, ce que l'on met au crédit des moyens de transport dont disposaient les anciens Inuits.

Pour autant, la thèse d'une migration pluriséculaire a toujours ses partisans. Certains se fondent sur des datations au carbone 14 qui paraissent démentir le schéma dominant. C'est ainsi, par exemple, que des fouilles menées entre 2017 et 2024 sur l'île de Somerset, dans le Haut-Arctique canadien, suggèrent son occupation par des Thuléens dès le XIe siècle. Considérant que ces datations restent trop imprécises pour ne pas être sujettes à caution, certains spécialistes préfèrent invoquer d'autres arguments. Il leur paraît difficile d'imaginer que des migrants aient pu parcourir en moins d'un siècle plus de 5 000 km, non pas pour des raisons techniques mais pour des raisons culturelles. Une telle migration, estiment-ils, supposait nécessairement des phases d'arrêt et d'adaptation, les conditions de subsistance n'étant pas uniformes dans l'immense espace arctique nord-américain.

Il faut avouer que les origines du phénomène ne sont pas beaucoup plus claires que sa temporalité, même si l'on peut être certain qu'il se déroula pendant ou à la fin de « l'optimum climatique médiéval ». Mais celui-ci ne peut avoir été qu'un adjuvant, les véritables causes relevant soit de facteurs répulsifs soit de facteurs attractifs. Parmi les premiers, on invoque fréquemment l'instabilité politique qui aurait affecté l'Alaska au début du IIe millénaire, la multiplication des conflits poussant vers l'est des groupes de migrants. Mais il n'est pas impossible que ces départs aient aussi été liés à la quête de ressources, à commencer par les baleines boréales, tant prisées des anciens Inuits. On a aussi parfois évoqué leur désir d'obtenir du métal, sachant que le nord-ouest du Groenland, plus précisément la région du cap York, était riche en fer météorique. On imagine difficilement que tel ait





pu être le *primum mobile* de la migration, mais il n'est pas exclu que les Dorset, que les anciens Inuits rencontrèrent dans le Haut-Arctique canadien avant d'atteindre le Groenland, les aient informés de l'existence de cette ressource.

Si leur migration reste donc entourée de zones d'ombre, la culture archéologique associée à leur présence dans cette île, et plus largement dans l'Arctique nord-américain, permet de cerner assez précisément leur mode de vie et, en particulier, de mesurer à quel point il se distinguait de celui des Paléo-Inuits. À leur différence, par exemple, ils étaient capables de se déplacer très rapidement, à la fois sur terre et sur mer. Alors que leurs devanciers n'avaient recours aux chiens que pour la chasse, ils les utilisaient pour tirer leurs traîneaux, moyen de transport adapté aux longs mois pendant lesquels la terre était couverte de neige et de glace. Contrairement aux Dorset, qui ne connaissaient que le kayak, un bateau individuel, les anciens Inuits disposaient d'embarcations capables d'emporter une bonne dizaine de personnes, les *oumiat* (pluriel d'*oumiak*). Ces bateaux, faits de peaux de morses ou de phoques tendues sur des cadres fabriqués avec du bois flotté, étaient utilisés pendant l'été, lorsque la mer était libre de glace. Ils présentaient, certes, un certain nombre d'inconvénients : comme ils absorbaient facilement l'eau, il fallait régulièrement les faire sécher et les huiler ; par ailleurs, aussi bien les structures de bois que les peaux étaient fragiles, ce qui supposait de fréquentes réparations. Pour autant, ils leur permettaient de se déplacer rapidement et en groupes, de transporter de lourdes charges et, surtout, de pêcher la baleine boréale.

Les anciens Inuits étaient en effet de redoutables chasseurs, utilisant pour ce faire autant des instruments de métal que des instruments de pierre. Cette activité, dont ils tiraient à la fois leur subsistance et les moyens de leur existence quotidienne, conditionnait leur mobilité et leur rapport à l'espace. À l'arrivée de l'hiver, ils se réfugiaient dans des maisons semi-enterrées, auxquelles on donne, dans la langue des Inuits, le nom d'*iglu*. Elles étaient dotées d'un tunnel d'entrée pavé de dalles, d'une plateforme semi-circulaire pour le couchage, et d'une cuisine, souvent séparée de la maison par un court tunnel. Lorsque la glace de mer était suffisamment épaisse, les hommes partaient à la chasse aux phoques annelés, en les harponnant dans leurs trous de respiration ; ces activités supposaient l'aménagement de maisons de neige, les *igluviat* (pluriel d'*igluviak*), fabriqués avec des couteaux à glace adaptés. Au printemps et à l'été venaient le temps de la chasse aux oiseaux migrateurs (eiders et oies sauvages) et celui de la pêche à la truite. À la fin de l'été, ils chassaient la baleine boréale, en embarquant à bord de leurs *oumiat*, et le caribou, qui leur procurait de la viande séchée pour l'hiver et des peaux pour fabriquer des vêtements. C'est sans doute à cette activité que sont associés les villages de tentes (*tupit*) dont on a retrouvé les traces archéologiques.

Contact avec les autres populations

Arrivés au Groenland au XIII^e^ siècle, les anciens Inuits s'installèrent dans un premier temps au nord-ouest de l'île, avant de s'étendre vers l'est et vers le sud, qui les amena à entrer en contact avec les autres populations qui y étaient alors établies.

Sans doute rencontrèrent-ils des Dorset, et il n'est pas impossible, même si cela relève de la pure conjecture, que ces derniers leur aient fourni un certain nombre d'informations précieuses, pour s'adapter efficacement à ce nouvel environnement. Pour autant, les traces de contacts entre les deux populations restent très limitées, suggérant que les Dorset évitèrent soigneusement les Thuléens, en se déplaçant rapidement. Ils disparurent, apparemment, dans le courant du XIV^e^ siècle, sans qu'on en sache trop la raison.

Quant aux populations scandinaves établies au sud de l'île depuis la fin du X^e^ siècle, il est certain qu'elles avaient connaissance



ESPRITS DES LIEUX En haut : des Inuits du Groenland devant leur habitation en 1922. Ci-contre : momie d'un enfant inuit d'environ 4 ans, trouvée sur le site archéologique de Qilakitsok, près de la ville d'Uummannaq, sur la côte ouest du Groenland. Il fut enterré avec sa mère dans un tombeau en pierre, probablement vers 1475 (Nuuk, Musée national du Groenland). Page de droite : illustrations tirées de la *Galerie complète en tableaux fidèles des peuples d'Amérique et d'Australie*, de Friedrich Wilhelm Goedsche, vers 1820 (Ottawa, Library and Archives Canada).



© MARY EVANS/BRIDGEMAN IMAGES. © ROBERT HARDING/HEMIS.FR © LIBRARY AND ARCHIVES CANADA.

de l'existence aussi bien des uns que des autres. Plusieurs textes des XII^e^-XIV^e^ siècles les mentionnent en effet, tout en les affublant du qualificatif peu flatteur de *Skrælingar* qui, dans les *Sagas du Vinland*, désigne également les populations amérindiennes que Leif Eirikson et ses compagnons rencontrèrent sans doute au fond de l'estuaire du Saint-Laurent, au début du XI^e^ siècle. Cela suggère que les relations entre ces populations furent placées sous le signe de la méfiance, voire du conflit. C'est ainsi que les *Annales de Gottskalk*, rédigées en Islande, évoquent, sans le localiser précisément, un affrontement au cours duquel des *Skrælingar* – certainement des Inuits – tuèrent 18 personnes et réduisirent deux enfants en esclavage, en 1379.

Il n'est pas exclu que ces rencontres se soient produites au fil de voyages d'exploration que des marins scandinaves entreprirent en remontant vers le nord. La découverte d'une inscription runique datée de la fin du XIII^e^ siècle à Kingittorsuaq, dans le district d'Upernavik, peut en constituer le reflet. Pour autant, le plus vraisemblable est que ces contacts eurent pour théâtre la baie de Disko, un peu plus au sud. Les Scandinaves, qui lui donnaient le nom de Nordrsetur, la fréquentaient assidûment pour y chasser le morse, à partir de l'Établissement de l'Ouest, tandis que les anciens Inuits l'atteignirent au XIII^e^ ou au XIV^e^ siècle. Dans certains de leurs sites, on a d'ailleurs retrouvé des sculptures représentant vraisemblablement des descendants de Vikings.

Plus au nord, aussi bien au Groenland, par exemple dans le site de Ruin Island (district de Thulé), que sur l'île d'Ellesmere, de l'autre côté du détroit de Smith, les archéologues ont exhumé des objets de facture norroise : fragments de laine, de cottes de mailles, rivets pour construire les bateaux, pointes de harpon en fer, lames de couteau en fer et en cuivre, rabots de charpentier, etc. En revanche, les sites des Établissements de l'Ouest et de l'Est ont livré très peu d'objets inuits. On ne peut certes exclure, comme cela a été suggéré, que leurs habitants aient surtout attendu des anciens Inuits des produits destinés à l'exportation, comme de l'ivoire ou des peaux de morses, ce qui expliquerait ce manque. Pour autant, on doit bien reconnaître que, dans l'état actuel de nos connaissances, rien ne permet véritablement d'affirmer l'existence d'un commerce régulier entre Thuléens et Scandinaves du Groenland.

Spécialiste des mondes nordiques, Stéphane Coviaux est professeur d'histoire en classes préparatoires littéraires.

À LIRE de Stéphane Coviaux



Le Grand Atlas des Vikings, **Glénat, 224 pages, 39,95 €.**

Les Mondes du Nord. De la préhistoire à l'âge viking, **Tallandier, 656 pages, 29,90 €.**

Le Joyau de la Couronne

Par Mikaa Blugeon-Mered

La colonisation moderne du Groenland remonte au XVIII[e] siècle. Par les missions d'évangélisation et par le commerce, le Danemark a peu à peu imposé sa souveraineté sur l'île, jalousement gardée depuis.

À LA DÉRIVE Montagnes et icebergs le long de la côte est du Groenland.

© GETTY IMAGES/THOMAS BRAUCHLE.

Immense territoire grand comme quatre fois la France métropolitaine, avec plus de 2 millions de km², le Groenland reste encore aujourd'hui le plus souvent décrit comme en marge du monde, une terre lointaine, une curiosité glacée abritant une population réduite à l'extrême, emprisonnée entre une mer hostile et une calotte glaciaire écrasante qui peut faire jusqu'à 2 km d'épaisseur. Le Groenland – ou Kalaallit Nunaat, selon le nom groenlandais aujourd'hui remis en avant – s'approche depuis nos contrées tempérées comme une terre étrangère à l'Histoire, qu'il serait acceptable de ne regarder qu'à travers le prisme de nos besoins en ressources, en sécurité, ou les deux.

Et pourtant, les sources historiques racontent exactement l'inverse : archives missionnaires, correspondances marchandes, traités diplomatiques, documents militaires et traditions inuits montrent que le Kalaallit Nunaat fut, dès l'époque moderne, un espace disputé, administré, exploité et pensé par les puissances qui se partageaient déjà l'Atlantique Nord. On parle ici d'un temps pas si ancien où le royaume de France lui-même espérait imposer une taxe aux navires qui passaient par l'Arctique et appelait sa première colonie de la région : « France Arctique ».

L'histoire du Kalaallit Nunaat n'est donc pas simplement le décor d'une actualité stratégique contemporaine, mais celui d'une dynamique de souveraineté qui conditionne nos positionnements d'aujourd'hui. Entre les Vikings, les Portugais, le Danemark, la Norvège, puis les États-Unis, au fil des siècles, ce territoire, longtemps structuré par le monopole commercial danois et la mission luthérienne, s'est progressivement inscrit au cœur des enjeux d'une tout autre échelle. La Seconde Guerre mondiale puis la guerre froide ont fait du Groenland un avant-poste stratégique majeur dans l'Arctique qui, avant le XXe siècle, était d'accessibilité très contrainte, très saisonnière, très inégale. En parallèle, la société groenlandaise a engagé une transformation politique profonde, passant d'un régime colonial à une autonomie croissante. Retracer cette trajectoire permet de comprendre comment un territoire longtemps perçu comme périphérique s'est en fait révélé comme un acteur central des équilibres nord-atlantiques.



© AKG-IMAGES/DE AGOSTINI PICTURE LIB./A. DAGLI ORTI.

Qu'est-ce qui attire les Danois au

Pour les Danois des années 1600, le Groenland n'apparaît pas d'abord comme un territoire à peupler au sens classique du terme. Il se présente plutôt comme un espace de circulation et d'exploitation dans l'Atlantique Nord : un couloir maritime pris dans les rivalités de la chasse à la baleine, un littoral riche en phoques, en huiles, en peaux et, plus largement, un poste avancé dans une économie septentrionale alors dominée par la mer et rythmée par la saisonnalité de l'accès aux ressources. Autour du Groenland, les Anglais et les Hollandais mènent alors une activité baleinière intense, ce qui rappelle à la monarchie dano-norvégienne que cette île, longtemps sortie de son horizon pratique, conserve une valeur à la fois économique et stratégique.

Toutefois, on ne peut pas réduire l'intérêt danois à un simple calcul marchand. Il se nourrit aussi des premières tentatives de colonisation européenne du sud du Groenland ; une mémoire politique norroise qui suscite des fantasmes. Ce Groenland des anciennes implantations, disparu des circuits européens depuis des siècles, continue d'exister dans les imaginaires savants et monarchiques comme un espace anciennement rattaché à la Couronne.

C'est dans cette perspective que l'expédition du missionnaire Hans Egede, en 1721, marque un basculement décisif. Officiellement, il s'agit de retrouver les descendants supposés des anciens colons chrétiens et de les ramener dans le giron luthérien ; en réalité, la mission ouvre aussi la voie à une recolonisation effective. En fondant Godthaab (aujourd'hui Nuuk), Egede ne relance pas seulement une présence religieuse : il pose les bases de la nouvelle colonisation dano-norvégienne et d'un commerce structuré avec les populations inuits.



LE LONG DES FJORDS CLAIRS
Ci-contre : *Bateaux danois dans un fjord du Groenland*, par Clement Mogensen Clementsen, XVIIIe siècle (Copenhague, Orlogsmuseet). À partir du début du XVIIIe siècle, le Groenland devient la « chasse gardée » de la monarchie dano-norvégienne, puis uniquement du Danemark après la fin de l'union des deux royaumes en 1814.

Groenland à partir du XVIIe siècle ?

C'est là tout l'enjeu du XVIIIe siècle groenlandais : la mission sert de levier à la souveraineté. Dans cet univers que les Danois connaissent mal mais où ils essaient d'imposer leur mode de vie sédentaire à une population nomade, occuper, commercer, évangéliser et administrer relèvent d'un même mouvement pour transformer cette présence fragile en architecture coloniale. En 1774, l'État danois prend en main l'organisation commerciale du territoire ; puis, en 1776, un décret royal interdit le commerce non autorisé et accorde au dispositif d'État un monopole sur l'ensemble du commerce groenlandais. Ce monopole n'est pas un simple instrument économique : il devient la forme même du gouvernement colonial. Il permet d'encadrer les échanges, de limiter l'accès des étrangers, d'affirmer concrètement la souveraineté danoise et de faire du Groenland non plus seulement une marge exploitée, mais un espace administré. Cette approche perdure aujourd'hui, en particulier dans le secteur de la pêche et de la transformation des produits de la mer dont la quasi-totalité des exportations passent encore géographiquement et financièrement par le territoire danois.

Depuis 1721, point de départ de la colonisation moderne du Kalaallit Nunaat, ce qui attire la puissance danoise n'est jamais une seule chose : ce sont des ressources, bien sûr, mais aussi un titre, une présence à réactiver, un droit à faire valoir, un espace nord-atlantique à soustraire aux convoitises concurrentes, et aujourd'hui une identité arctique qui permet au Danemark de siéger dans l'organe diplomatique de référence de la région, le Conseil de l'Arctique. Autrement dit, le Groenland attire parce qu'il permet d'articuler le commerce, la mission et la souveraineté dans un même geste.

Quelle forme y prend la christianisation ?

Dans ce contexte déjà très géopolitique, la christianisation du Groenland ne fut pas un simple supplément d'âme de l'entreprise coloniale. Elle en constitua l'un des ressorts essentiels. Lorsque Hans Egede débarque en 1721, il ne vient pas seulement ouvrir un établissement ou reconnaître un littoral convoité : il vient d'abord au nom d'un projet religieux de la monarchie dano-norvégienne luthérienne. Officiellement, il s'agit de retrouver les descendants supposés des anciens colons norrois et de les ramener dans le giron de la vraie foi. Mais, très vite, l'évidence s'impose : les Norrois ont disparu, et la mission se tourne vers les Inuits. Ce déplacement est décisif, parce que la christianisation devient alors non seulement une œuvre de conversion, mais un mode d'installation durable, un langage de présence. Au fil du XXe siècle, cette christianisation deviendra presque une preuve de souveraineté par elle-même, aujourd'hui contestée aussi bien par des revendications d'Inuits qui ont maculé de peinture rouge la statue d'Egede sur le monticule dominant le bas-village de la capitale, Nuuk, que par l'administration Trump, qui nie au Danemark cette construction de souveraineté – quand bien même les États-Unis ont reconnu la souveraineté danoise sur l'île à maintes reprises.

Dans cette construction historique, l'impact de la Réforme est fondamental. Il ne s'agit pas seulement de baptiser, mais de traduire, d'expliquer, d'instruire et d'encadrer. Les missionnaires ont appris le groenlandais de l'ouest (le kalaallisut), s'appuient sur des interprètes autochtones, rédigent des textes religieux et cherchent à faire entrer la population dans un univers moral luthérien fondé sur la famille,

la discipline et l'intériorisation de la croyance. En ce sens, la mission est aussi une école, un instrument de normalisation sociale et, pour les Inuits, du passage du nomadisme à la sédentarité.

Cette dynamique ne fut d'ailleurs pas exclusivement danoise. Au XVIIIe siècle, les missionnaires moraves, venus de l'espace germanique, jouent eux aussi un rôle important, notamment avec la mission de Neu-Herrnhut établie près de l'actuelle Nuuk. Leur présence rappelle que le Groenland participe alors à un moment plus large de l'expansion protestante. Cependant, qu'elle soit luthérienne ou morave, cette christianisation a produit le même effet de fond : elle a contribué à restructurer les rapports sociaux, à modifier les pratiques culturelles et à insérer le Groenland dans un ordre colonial européen qui entend gouverner à la fois les corps, les âmes, les échanges et la relation à l'environnement, en insérant par exemple la notion de propriété privée, que les Groenlandais rejettent encore trois cents ans plus tard : on ne peut acquérir de terrain au Kalaallit Nunaat !



De quoi vivent les colons ?



Contrairement aux Vikings de l'an 1000 et à d'autres entreprises coloniales européennes, les colons modernes au Groenland ne vivent pas de la terre mais de la mer, du rivage, par adaptation aux pratiques de survie du peuple inuit et de ce que l'échange non marchand permet d'arracher à un environnement aussi rude que stratégique. Le Kalaallit Nunaat des années 1700 et 1800 n'est pas une colonie de peuplement comparable à celles que l'Europe développe alors sous des climats plus cléments car ni l'agriculture ni l'élevage ne peuvent fournir la base d'une installation massive et autonome. L'afflux européen reste donc faible, littoral, dépendant des saisons, des navires. L'économie est tournée vers les produits de la chasse et de la pêche plutôt que vers la valorisation de ressources naturelles pour l'exportation.

Dans ce système, les revenus coloniaux proviennent moins d'une production européenne locale que de la captation et de l'organisation de ressources déjà présentes dans l'espace groenlandais. Huiles, peaux, fourrures, produits marins, puis, plus tard, poissons, à mesure que les techniques de pêche autochtones sont rendues plus efficaces par les notions européennes d'ingénierie et de productivité, sont au cœur de l'activité. Mais cette économie ne fonctionne qu'à une condition, trop souvent oubliée – ou plutôt invisibilisée – dans les récits coloniaux classiques : les Danois dépendent en réalité profondément des savoirs inuits. Ce sont les Groenlandais qui connaissent les rythmes du climat, les trajectoires animales, les usages du littoral, les techniques de déplacement, de chasse et de survie dans un territoire que les Européens maîtrisent mal.

Autrement dit, les colons vivent du Groenland sans savoir y vivre seuls et y sont tolérés par les apports intellectuels et spirituels nouveaux qu'ils proposent.

C'est pourquoi la colonisation danoise prend ici une forme très particulière. Elle ne repose pas d'abord sur l'occupation démographique, mais sur l'intermédiation. Les Européens apportent des outils, des armes, du bois, du fer, des tissus, divers produits manufacturés ; les Inuits, eux, alimentent une grande partie des circulations économiques qui justifient la présence coloniale. Le rapport est profondément asymétrique, mais il n'est pas celui d'une substitution pure et simple. Il s'agit plutôt d'un système de dépendance encadrée, dans lequel la puissance coloniale s'efforce de contrôler les flux, les prix et les débouchés d'une économie dont elle ne produit pas elle-même la base matérielle.

À partir de la seconde moitié du XVIIIe siècle, cette logique s'institutionnalise pleinement. L'État danois reprend en main l'organisation du commerce groenlandais et fait du monopole la véritable colonne vertébrale du gouvernement colonial. Ce monopole n'a rien d'un simple détail administratif. Il fixe les termes de l'échange, choisit les points d'approvisionnement, verrouille l'accès des étrangers au territoire et dessine petit à petit la géographie utile du pays, celle des stations, des comptoirs, des circulations surveillées. Dès lors, vivre au Groenland comme colon, missionnaire, administrateur ou négociant, c'est vivre dans un espace déjà structuré par une machine commerciale centralisée, dont Copenhague entend faire à la fois un instrument de profit, de protection et de souveraineté.

Car c'est bien là toute l'ambivalence du dispositif danois qui perdure : le monopole se présente volontiers comme un rempart contre les abus extérieurs, contre l'anarchie marchande, contre les prédations étrangères susceptibles de déstabiliser la société groenlandaise. Et, de fait, il protège en partie le territoire contre certaines formes de concurrence brutale. Mais cette protection a son revers : elle produit une dépendance profonde, durable, systémique. Les revenus, les approvisionnements, les débouchés, la structure même de l'économie et de la gouvernance locale passent par l'appareil commercial et l'élite administrative danoise qui se met en place peu à peu. Les colons vivent donc moins d'une conquête directe du territoire que de leur insertion dans un ordre marchand administré, où commerce, encadrement social et souveraineté ne font déjà plus qu'un.

© INTERFOTO/LA COLLECTION.
© PHOTO JOSSE/BRIDGEMAN IMAGES.

Apôtre du Groenland Page de gauche, en haut : la statue de Hans Egede sur une petite colline de Nuuk, capitale du Groenland. Ce missionnaire dano-norvégien, surnommé « l'apôtre du Groenland », est à l'origine, à partir de 1721, du peuplement scandinave moderne du Groenland. En 2020, la statue a été maculée de peinture rouge par des Inuits exigeant le déboulonnage du monument qu'ils considèrent comme un symbole de la domination danoise. Page de gauche, en bas : *Vue de l'océan glacial, pêche au morse par des Groenlandais,* par François Auguste Biard, 1841 (Dieppe, château-musée).

Quelles relations le Groenland entretient-il avec le continent américain du XVIe au XIXe siècle ?

Bien avant que les États-Unis ne fassent du Groenland un avant-poste stratégique dans les années 1950, bien avant même que le Danemark n'y impose son architecture coloniale moderne, le Kalaallit Nunaat appartenait à un espace de circulation qui reliait l'Europe aux marges septentrionales du continent américain, notamment par les échanges avec les communautés inuits du Canada actuel. En cela, le Groenland n'est pas un isolat figé dans les glaces, mais l'un des éléments d'un Atlantique Nord en archipel, traversé par des navires, des savoirs, des cartes et des ambitions concurrentes.

Dès le XVIe siècle, la relation avec l'Amérique se dessina d'abord par la mer, dans un vaste ensemble de routes fréquentées par les pêcheurs, les baleiniers et les navigateurs qui croisaient entre l'Islande, le Labrador, Terre-Neuve et les détroits du Grand Nord. Nordiques, Anglais, Bretons, Normands, Basques, Ibériques, Lusitaniens, Néerlandais, Germains… tous naviguaient dans cet Atlantique Nord où les rivages du Groenland répondaient davantage aux rivages nord-américains et où la connaissance des colons progressait moins par conquête intérieure que par familiarisation côtière.

Puis, au fil des XVIIe et XVIIIe siècles, une relation géopolitique plus directe se construisit par la double action parallèle des Inuits et des colons. Les continuités humaines, environnementales et techniques partagées de part et d'autre de la mer du Labrador étaient perçues imparfaitement par les Européens. Mais les circulations inter-inuits les rendaient concrètes. Les mondes groenlandais n'étaient pas tournés vers Copenhague par nature ; ils s'inscrivaient dans un espace plus large, polarisé par la mer de Baffin et les routes dites « du Nord-Ouest » que les Danois, les Français et

surtout les Anglais tentaient d'explorer, le plus souvent sans succès. Cela ne signifie pas que le Groenland était « américain » avant l'heure, mais qu'il se trouvait déjà pris dans une géographie relationnelle qui débordait le cadre du royaume danois en dépit de la colonisation luthérienne.

Au XIXe siècle, toutefois, la géopolitique change de nature. Avec l'essor des explorations polaires, des expéditions scientifiques et des entreprises cartographiques, le Groenland devient un observatoire privilégié pour penser un espace arctique nord-américain distinct des espaces arctiques européen et russe. Les expéditions parties des États-Unis ou du Canada, souvent en quête du passage du Nord-Ouest (la voie maritime reliant l'Europe à l'Asie au nord du continent américain) ou d'informations sur les régions boréales, de même que la première Année polaire internationale de 1882-1883, contribuent à définir le Groenland comme une terre fixée dans un ensemble continental plus vaste. Peu à peu, l'île cesse d'être seulement une dépendance nordique lointaine : elle est de plus en plus fréquemment et précisément cartographiée et géopolitisée comme une charnière entre l'Europe et l'Amérique.

C'est justement cette position, à la fois périphérique et nodale, qui explique que les États-Unis proposeront au Danemark d'acheter le Groenland pour la première fois en 1868 ; puis, qu'au XXe siècle, les États-Unis ne regarderont plus le Groenland comme une curiosité septentrionale, mais comme un territoire décisif.



Comment le Groenland est-il disputé entre le Danemark et la Norvège ?

Avant les convoitises affirmées des États-Unis, un autre conflit territorial avait structuré la construction du Groenland. Lorsque l'union dano-norvégienne se défait en 1814, à la faveur du traité de Kiel, la Norvège passe sous couronne suédoise, mais le Groenland, comme l'Islande et les Féroé, demeure sous la couronne danoise. Pendant longtemps, cette continuité juridique suffit à fonder la position de Copenhague.

Mais cette approche passive se révèle fragile, car la souveraineté danoise s'exerce surtout en pratique sur la côte ouest, effectivement colonisée à la suite des missions d'Egede, tandis que l'est du Groenland demeure très peu administré. Ainsi, cet espace vu comme « vide » attire des chasseurs et hivernants norvégiens de plus en plus nombreux à la fin du XIXe siècle. Dans les années 1900 s'installe alors l'idée qu'il existerait sur cette façade orientale une zone insuffisamment occupée par le rival danois, donc potentiellement ouverte à une revendication concurrente, portée par un imaginaire national puissant : celui d'une Norvège polaire, bien plus légitime que le Danemark, incarnée progressivement par les grandes expéditions arctiques, les figures de Nansen et d'Amundsen, et tentée de traduire son savoir-faire septentrional en ambition territoriale au Groenland de l'Est comme sur le continent Antarctique.

Un épisode décisif se joue en 1916-1917. Au moment où le Danemark négocie avec Washington la cession de ses Antilles, les États-Unis font savoir qu'ils ne s'opposeront pas à l'extension des intérêts politiques et économiques danois à l'ensemble du Groenland. Le transfert des Antilles danoises devient effectif en 1917, mais l'essentiel, pour Copenhague, est ailleurs : au moment même où le royaume se déleste de son territoire caribéen, il consolide diplomatiquement sa position sur son grand espace ultramarin nord-atlantique. Le Groenland apparaît désormais comme un territoire à verrouiller juridiquement dans son intégralité. Quelques mois plus tard, en 1919, la déclaration dite d'Ihlen vient encore renforcer cette trajectoire : le ministre norvégien des Affaires étrangères laisse entendre que la Norvège ne fera pas obstacle aux prétentions danoises sur tout le Groenland. Cette formule, prononcée dans un contexte diplomatique plus large, pèsera lourd quelques années plus tard.

La crise éclate en 1931. En juin, puis officiellement le 10 juillet, des chasseurs norvégiens installés à Myggbukta proclament l'occupation, au nom du roi de Norvège, d'un tronçon de la côte orientale compris entre 71° 30' et 75° 40' de latitude nord. Ils baptisent cette zone la Terre d'Erik le Rouge, du nom du premier Norrois à s'être installé au Groenland, vers 985. Tout est dans le nom : il s'agit de convoquer la mémoire norroise pour donner à un geste contemporain une profondeur historique, comme si l'héritage viking pouvait rouvrir la question de la



souveraineté. Mais ce geste n'a de portée que parce qu'il cherche à transformer une présence de fait en argument de droit. En Arctique, planter un drapeau ne suffit pas ; encore faut-il convaincre que l'acte fonde une souveraineté légitime.

Le Danemark réagit immédiatement et porte l'affaire devant la Cour permanente de justice internationale. Son argumentation est simple dans son principe, mais décisive dans ses effets : dans un espace polaire immense, peu peuplé et inégalement administré comme le Groenland, la souveraineté ne peut être appréciée selon les seuls critères d'occupation dense valables pour des territoires européens compacts. Elle peut résulter d'un faisceau d'actes, de réglementations, d'expéditions, de continuités administratives et de reconnaissances diplomatiques. La Cour suit ce raisonnement et, le 5 avril 1933, donne raison au Danemark. La prétention norvégienne sur l'est du Groenland est invalidée et la Cour consacre la souveraineté danoise sur l'ensemble du territoire. Ce conflit entre la Norvège et le Danemark au sujet du Groenland montre parfaitement qu'en Arctique, la souveraineté ne s'est pas construite uniquement par l'exploration héroïque, mais aussi, derrière l'image romantique des chasseurs, des trappeurs et des terres glacées prétendument vides, par une bataille très moderne de titres, de preuves et de gestes symboliques.

© GRANGER COLL NY/AURIMAGES. © NORWEGIAN POLAR INSTITUTE.

ET FLOTTE LA BANNIÈRE Page de gauche : *Our new senators,* caricature tirée du *Frank Leslie's Illustrated Newspaper* du 27 avril 1867. Le président américain Andrew Johnson et son secrétaire d'État William H. Seward accueillent un représentant de l'Alaska que viennent d'acheter les États-Unis à la Russie. L'acquisition du territoire avait eu ses détracteurs, qui ne voyaient dans l'Alaska qu'un « *désert de glace* » sans intérêt. Mais dans l'esprit de Seward, l'Alaska et le Groenland, qu'il tenta d'acheter l'année suivante au Danemark, avaient une importance stratégique majeure. En haut : une cabane de l'*Eirik Raudes Land,* la « Terre d'Erik le Rouge », portion de territoire sur la côte est du Groenland occupée par les Norvégiens entre 1931 et 1933, qui en disputaient la souveraineté au Danemark. La Cour permanente de justice internationale trancha en faveur des Danois.

Quelle est son importance durant la Seconde Guerre mondiale ?

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, le Groenland n'est pas immédiatement un théâtre d'affrontement au sens classique du terme. Il ne devient ni un front terrestre ni un grand champ de bataille navale comparable à d'autres espaces de l'Atlantique. Et pourtant, c'est bien pendant ces années que l'île change brutalement de statut. Jusque-là colonie lointaine, administrée depuis Copenhague, le Kalaallit Nunaat se transforme en île-base militaire malgré elle, précieuse non pour sa population, encore très réduite, mais pour sa position, ses ressources et les fonctions stratégiques que cette guerre, plus mondiale et technologique que jamais, attribue soudain aux espaces polaires. La guerre ne crée pas l'intérêt pour le Groenland ; elle le révèle à une autre échelle.

Le basculement se produit en avril 1940, lorsque l'Allemagne envahit et occupe le Danemark. Du jour au lendemain, le Groenland se trouve coupé de sa métropole et présente, en pratique, un vide de souveraineté. Le territoire demeure juridiquement danois, mais le gouvernement danois, placé sous occupation allemande, n'est plus en mesure d'en assurer effectivement la défense ni même l'encadrement ordinaire. C'est dans cet interstice que se déroule l'un des épisodes les plus singuliers de l'histoire diplomatique groenlandaise : Henrik Kauffmann, ambassadeur du Danemark à Washington, refuse de se considérer comme lié par un gouvernement agissant sous contrainte allemande et prend sur lui de négocier directement avec les États-Unis un accord de défense signé le 9 avril 1941, la déclaration Kauffmann. Ce geste est considérable, et controversé jusque dans les milieux américains eux-mêmes,



Secrets glacés
Ci-contre : les garde-côtes du patrouilleur américain *Northland* (*à l'arrière-plan*) récupèrent les marchandises d'un navire allemand abandonné sur la côte est du Groenland, en 1944. Page de droite : la construction de Camp Century, en 1959. Située à plus de 200 km à l'est de Thulé, au nord-ouest du Groenland, cette base secrète américaine, installée sous la glace, fonctionnait avec un réacteur nucléaire. Avec le réchauffement climatique, ses déchets radioactifs menacent d'être libérés de la glace.

où certains reconnaissent qu'il relevait moins d'une négociation classique que d'une initiative politique exceptionnelle. Toutefois, il marque un tournant : pour la première fois depuis 1868, les États-Unis obtiennent un rôle direct au Groenland.

Cet accord fait entrer l'île dans l'architecture de défense continentale nord-américaine. Les États-Unis peuvent désormais y établir, entretenir et utiliser des installations nécessaires à la protection de l'île, et, au-delà, de l'Atlantique Nord. Le Groenland cesse d'être une dépendance danoise isolée pour devenir un maillon d'un système militaire à la fois continental et transatlantique en cours de formation.

La fonction de ses côtes change immédiatement. Elles servent à la surveillance des routes maritimes, à l'appui des traversées aériennes entre l'Amérique du Nord et l'Europe, à la collecte de renseignements météorologiques essentiels pour les opérations alliées, et à la sécurisation d'un espace où la guerre sous-marine allemande menace constamment les communications atlantiques. Dans cette guerre industrielle et logistique, les marges arctiques deviennent des pièces d'infrastructure.

L'un des exemples les plus frappants de cette nouvelle valeur stratégique est celui de la cryolite d'Ivittuut, dans le sud-ouest du Groenland. Ce minerai, dont le principal gisement mondial se trouve alors sur l'île, joue un rôle crucial dans la production d'aluminium. Or l'aluminium est l'un des métaux centraux de la guerre moderne car il entre dans la fabrication d'avions de chasse plus puissants, légers et robustes. Le Groenland devient donc un facteur de la supériorité industrielle des Alliés. Ainsi, protéger Ivittuut, ce n'est pas simplement sécuriser une mine lointaine, c'est défendre un maillon discret mais vital de l'économie de guerre. Les États-Unis l'ont parfaitement compris et installent à proximité des moyens militaires destinés à empêcher toute perturbation de l'extraction et de l'exportation, notamment la base navale de Kangilinnguit.

À cela s'ajoute une autre contribution du Groenland, moins visible mais décisive : la météorologie. Dans l'Atlantique Nord, disposer d'informations fiables sur le temps, les glaces, les vents et les perturbations n'est pas un luxe scientifique, mais un atout militaire. L'Allemagne nazie cherche elle aussi à obtenir de telles données et tente d'installer des stations météorologiques clandestines sur la côte est du Groenland. L'île devient ainsi un espace de renseignement. Qui contrôle les données polaires améliore ses capacités de navigation, de guerre aérienne et d'anticipation opérationnelle. Le Groenland se transforme donc, durant la Seconde Guerre mondiale, en poste avancé d'information dans un conflit où savoir avant l'autre vaut souvent presque autant que frapper avant lui.

1940-1945 redéfinit durablement la place du Groenland dans les équilibres nord-atlantiques. En le coupant de Copenhague, elle l'oblige à penser sa défense autrement ; en y faisant entrer les États-Unis, elle ouvre une séquence stratégique qui ne se refermera pas avec la paix ; en révélant la valeur de ses ressources, de ses routes et de ses données, elle fait du Kalaallit Nunaat non plus une simple dépendance polaire, mais un espace désormais inscrit au cœur de la sécurité occidentale.

Quel rôle le Groenland joue-t-il pendant la guerre froide ?

Pendant la guerre froide, le Groenland change de nature stratégique. Dans le face-à-face nucléaire entre les États-Unis et l'Union soviétique, l'île doit sa valeur à deux données presque abstraites, mais décisives : la géodésie et la géométrie. Vu de Washington, le plus court chemin vers le territoire soviétique passe par les hautes latitudes ; vu de Moscou, les trajectoires polaires ouvrent aussi la voie vers l'Amérique du Nord. Dès lors, le Groenland cesse d'être une périphérie coloniale lointaine pour devenir un avant-poste de la dissuasion et de l'alerte, au cœur d'un espace demeuré formellement danois, mais de plus en plus inséré dans la mécanique stratégique américaine.

Le tournant institutionnel est celui de 1951. Dix ans après l'accord de guerre signé par Henrik Kauffmann, Copenhague et Washington concluent, le 27 avril, un nouvel accord relatif à la défense du Groenland dans le cadre de l'Alliance atlantique. Le texte est très clair : il réaffirme la souveraineté du Danemark, mais autorise en même temps les États-Unis à aménager des zones de défense, à y construire et exploiter des installations militaires, météorologiques et de communication, à y stationner du personnel et à contrôler des infrastructures importantes pour la défense du Groenland et de l'ensemble de la zone Otan.

C'est dans ce cadre qu'est lancée l'extension spectaculaire de la base de Thulé, aujourd'hui Pituffik. Loin d'un simple aérodrome, la base devient un pivot du système américain : elle permet le soutien logistique des vols transpolaires, l'accueil de bombardiers stratégiques, la projection de personnels et de matériels, puis, surtout, l'installation des instruments de l'alerte précoce. À mesure que la technologie militaire évolue, le Groenland passe ainsi d'un rôle de profondeur stratégique à un rôle de projection et de premier rideau défensif. L'installation, à Thulé, du Ballistic Missile Early Warning System au début des années 1960 répond à cette logique : détecter au plus tôt une attaque de missiles venant de la sphère d'influence soviéto-communiste. Le Groenland n'est plus seulement utile parce qu'il est loin mais parce qu'il se trouve sur la ligne même du danger perçu.

Mais cette montée en puissance militaire est coûteuse. En 1953, pour permettre l'élargissement du complexe de Thulé, la population inughuit de la région est déplacée de force vers un village excentré. Au moment même où le Groenland est intégré constitutionnellement au royaume danois, les habitants de l'extrême Nord découvrent ce que signifie l'inscription de leur territoire dans la stratégie occidentale : la raison militaire prime sur l'ancrage local. Des décennies plus tard, les autorités danoises reconnaîtront le caractère illégal de ce déplacement. La guerre froide n'a donc pas seulement militarisé l'île ; elle a aussi déplacé le centre de gravité des rapports entre Copenhague, Washington et les Groenlandais eux-mêmes.

À cette dimension territoriale s'ajoute une dimension plus ambiguë encore : la question nucléaire. Officiellement, le Danemark affirme à partir de la fin des années 1950 qu'aucune arme nucléaire ne doit être stockée sur son territoire en temps de paix. Or, les documents américains déclassifiés ont montré que la réalité groenlandaise fut plus trouble. Les échanges diplomatiques de la décennie 1960 révèlent que le fonctionnement de la dissuasion américaine impliquait des survols du Groenland par des appareils emportant des armes nucléaires, et que la base de Thulé occupait une place sensible dans ce dispositif. Le scandale éclate après le crash, en janvier 1968, d'un B-52 américain près de Thulé, accident qui expose brutalement les contradictions entre la politique nucléaire affichée par Copenhague et les pratiques réelles de l'alliance. Le Groenland devient alors un point de friction entre souveraineté danoise, secret stratégique américain et mémoire politique groenlandaise.

Le cas de Camp Century éclaire cette logique jusqu'à la caricature. Sous couvert de recherche et d'expérimentation polaire, les États-Unis développent à partir de 1959 une base sous la glace, non loin de Thulé, alimentée par un réacteur nucléaire, officiellement présentée comme un laboratoire d'ingénierie arctique. L'expérience débouche en réalité sur le projet Iceworm, qui visait à évaluer la possibilité d'un déploiement de missiles sous la calotte groenlandaise. Le projet n'aboutit pas, mais il dit tout de l'imaginaire stratégique de l'époque : dans la guerre froide, le Groenland devient un espace de projection systémique, un territoire que l'on pense en tunnels, en radars, en couloirs aériens et en chaînes d'alerte. Même lorsque ces plans restent secrets ou inachevés, ils transforment déjà la place de l'île dans les représentations militaires occidentales.

C'est sans doute là le point essentiel. Pendant la guerre froide, le Groenland, longtemps perçu comme lointain, pauvrement peuplé et subordonné à des logiques de mission, de monopole ou de ravitaillement devient un centre nerveux du dispositif de sécurité nord-atlantique. La périphérie coloniale se change en centre militaire. Et ce basculement produit des effets durables : il renforce la dépendance stratégique du Danemark à l'égard des États-Unis, il nourrit chez les Groenlandais une mémoire vive des asymétries imposées au nom de la défense, et il prépare aussi, par contrecoup, l'émergence d'une conscience politique plus affirmée. En voulant faire du Groenland un système d'alerte, la guerre froide a contribué à en faire un sujet politique.



© PHOTO BY OFFICIAL COAST GUARD PHOTOGRAPH/ARCHIVE PHOTOS/GETTY IMAGES. © US ARMY.

Comment les Inuits ont-ils été traités par les Danois ?

Lorsqu'on demande comment les Inuits ont été traités par les Danois au Groenland, il faut se garder de deux pièges symétriques : le récit d'une colonisation douce, paternaliste, mais somme toute protectrice, et, à l'inverse, celui d'une violence coloniale uniforme qui n'aurait connu ni inflexions, ni contradictions, ni reprises politiques venues des Groenlandais eux-mêmes. L'histoire réelle tient à la fois de la tutelle, de l'encadrement, de l'acculturation, de la dépendance organisée, mais aussi de la politisation et de la reconquête institutionnelle. Autrement dit, le traitement des Inuits par le pouvoir danois ne peut être compris que comme une trajectoire en plusieurs temps, où la domination change de forme sans disparaître tout à fait.

De 1721 jusqu'à 1953, le Groenland est gouverné comme une colonie singulière, moins fondée sur une colonisation de peuplement massive que sur une combinaison de protection affichée, de contrôle économique et d'encadrement religieux. Le monopole commercial limite les contacts extérieurs, régule les échanges et prétend protéger les Groenlandais des prédations étrangères ; dans le même mouvement, il installe une dépendance structurelle à l'égard de Copenhague. La mission luthérienne, puis l'administration coloniale, introduisent l'école, la médecine rudimentaire, l'alphabétisation, mais aussi un nouvel ordre moral, de nouvelles hiérarchies sociales et une redéfinition profonde des rapports à l'espace, à la famille, au travail et à l'autorité. Ce système produit des formes d'adaptation, de métissage, de traduction et parfois d'appropriation locale. Mais son principe demeure asymétrique. Les Groenlandais sont administrés avant d'être consultés. Ils sont protégés, certes, mais dans un cadre qui les maintient durablement dans une position de minorité politique sur leur propre territoire.

Le second temps s'ouvre après 1945, et il est probablement le plus ambigu de tous, car il avance au nom du progrès. Après la guerre, dans un contexte mondial de décolonisation et de modernisation accélérée, le Danemark ne peut plus administrer le Groenland comme une colonie classique sans s'exposer aux critiques internationales. La solution retenue est donc moins une rupture qu'une requalification. Avec la réforme constitutionnelle de 1953, le Groenland cesse officiellement d'être une colonie et devient un *amt,* c'est-à-dire un comté intégré au royaume danois. Sur le papier, l'opération semble considérable : les Groenlandais deviennent des citoyens danois à part entière, et le territoire est présenté comme pleinement incorporé à l'ensemble national. Mais, en pratique, cette intégration juridique ne signifie pas l'égalité réelle avec la métropole ; elle inaugure surtout une nouvelle phase de l'exercice du pouvoir danois, que l'on pourrait résumer ainsi : moderniser, c'est « daniser ».

À partir de ce changement de statut, le Groenland fait l'objet de vastes politiques de transformation économique, sociale et spatiale. Deux cent cinquante ans après le début de la sédentarisation des années Egede, l'administration danoise encourage l'urbanisation en fermant des villages de force, regroupe les populations dans des localités jugées plus efficaces, développe les infrastructures, l'école, l'hôpital, le logement moderne, tout en imposant des normes conçues depuis Copenhague. La langue danoise progresse dans l'enseignement et dans l'administration ; les élites techniques et bureaucratiques danoises y occupent une place écrasante ; l'économie locale est réorganisée selon des critères de productivité et de rationalisation qui ne coïncident pas toujours avec les modes de vie groenlandais. Il ne s'agit plus d'évangéliser les Inuits, mais de les faire entrer, parfois brutalement, dans une modernité conçue ailleurs. La colonisation change de vocabulaire, mais elle continue d'agir sur les corps, les familles, l'habitat, la langue et les horizons sociaux.

C'est dans ce cadre qu'il faut replacer plusieurs blessures encore vives dans la mémoire groenlandaise. Le déplacement des Inughuit de Thulé en 1953, décidé pour permettre l'extension de la base américaine, a montré de façon éclatante que l'intégration au royaume ne protégeait pas les habitants lorsque les intérêts stratégiques supérieurs entraient en jeu. Plus largement, les politiques sociales danoises de l'après-guerre ont souvent traité le Groenland comme un laboratoire de transformation accélérée. Les controverses sur la séparation d'enfants envoyés au Danemark pour être « rééduqués », puis, plus récemment, les révélations sur les campagnes de stérilisation forcée, menées sur des jeunes Groenlandaises, à partir des années 1960, pour contrôler la croissance démographique du pays, jugée trop rapide par rapport aux ressources et aux infrastructures disponibles, ont rappelé avec brutalité que cette modernisation pouvait aussi se traduire par des intrusions massives dans l'intimité même de la population autochtone estimée à 56 000 habitants. Il ne s'agit pas ici de relire de façon anachronique toute l'histoire groenlandaise à l'aune de ces affaires, mais de comprendre qu'elles n'en sont pas des accidents étrangers : elles prolongent une logique dans laquelle l'État danois s'est longtemps pensé comme plus compétent que les Groenlandais pour décider de leur avenir.

Pourtant, c'est aussi dans cette période que mûrit la reprise politique groenlandaise. À partir des années 1960 et surtout 1970, une nouvelle génération de responsables, d'intellectuels, d'artistes et de militants commence à contester non seulement les effets sociaux de la danisation, mais son principe même. La revendication ne porte plus seulement sur de meilleures conditions de vie ; elle vise désormais le droit de parler en son nom, de gouverner dans sa langue, de définir ses priorités et de requalifier le rapport au Danemark. C'est dans ce contexte qu'aboutit le Home Rule Act de 1979, adopté après référendum. Pour la première fois, le Groenland obtient une autonomie politique institutionnalisée, avec un Parlement et un gouvernement propres, ainsi que le transfert de plusieurs compétences intérieures. L'événement est majeur. Il ne rompt pas avec le royaume, mais il met fin à l'idée selon laquelle le Groenland pourrait être administré durablement comme une simple périphérie modernisable depuis le centre.

Ce mouvement s'approfondit encore avec le Self-Government Act, l'autonomie renforcée, entré en vigueur le



MISSION PROTESTANTE
Ci-contre : une flottille de kayaks à Alluitsoq (Lichtenau), au sud du Groenland, vers 1910. Fondée dans les années 1770 par les Frères moraves, cette mission attira des Inuits de la côte est par la proximité de postes commerciaux qui leur donnait accès aux marchandises européennes. À partir de 1900, l'Église luthérienne danoise y prit le relais des Frères moraves pour l'évangélisation des Inuits. Le village est aujourd'hui en grande partie abandonné.

21 juin 2009. C'est un saut qualitatif car il ne se contente pas d'élargir l'autonomie ; il reconnaît explicitement que le peuple groenlandais est un peuple à part entière au sens du droit international, donc ayant droit à l'autodétermination.

De nouvelles compétences peuvent être transférées au fur et à mesure, y compris dans des domaines hautement sensibles, tandis que le Groenland obtient une voix plus affirmée dans les affaires extérieures qui le concernent. Le gouvernement autonome (Naalakkersuisut) ne vaut pas indépendance car le Danemark conserve notamment la responsabilité de la politique étrangère, de la défense, de la citoyenneté et d'une part importante de l'équilibre financier du territoire avec une subvention annuelle d'environ 600 millions de dollars. Mais l'esprit du texte est clair : le rapport entre Copenhague et Nuuk n'est plus censé relever de la tutelle. Il se veut incarner un partenariat entre entités inégales dont l'une est appelée, si elle le décide un jour, à aller plus loin encore.

Faut-il alors parler de décolonisation ? Oui, mais à condition de ne pas employer le mot comme une formule commode. Le Groenland n'est plus une colonie au sens juridique depuis 1953 ; il dispose depuis 1979, puis 2009, d'institutions propres, d'une capacité de décision croissante et d'une légitimité politique désormais reconnue. Mais il demeure inséré dans un ensemble de dépendances très fortes : dépendance budgétaire à l'égard de la subvention danoise, dépendance stratégique dans un espace où la défense reste décidée ailleurs, dépendance économique dans un territoire dont la base productive reste étroite et vulnérable, avec un PIB estimé à 3,3 milliards de dollars. La décolonisation groenlandaise est donc réelle, mais inachevée ; elle a déplacé le centre de décision sans faire disparaître toutes les asymétries héritées de la longue histoire coloniale. C'est précisément ce qui explique qu'au Groenland, l'autonomie ne soit pas un point d'arrivée, mais une question toujours ouverte.

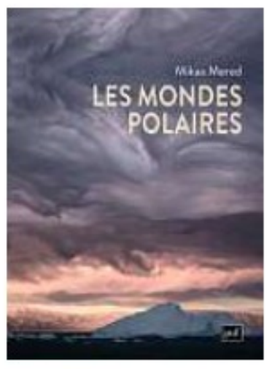
Au fond, l'histoire du Groenland oblige à renverser bien des évidences. Ce territoire que l'on persiste souvent à regarder comme une marge glacée, presque vide, fut en réalité l'un des lieux où se sont rencontrés, puis affrontés, plusieurs des grands ressorts de l'histoire moderne et contemporaine : l'expansion missionnaire, l'économie de monopole, les rivalités juridiques de souveraineté, la militarisation des espaces polaires, la logique impériale américaine, et enfin les formes lentes, complexes, parfois douloureuses de la décolonisation. Rien, dans cette trajectoire, ne relève du simple décor. Le Groenland n'a jamais été hors de l'Histoire ; il a au contraire souvent condensé, sous une forme extrême, des dynamiques que d'autres régions du monde ont connues sous des latitudes plus tempérées.

C'est peut-être là ce que révèle le mieux le cas groenlandais. Pendant des siècles, les puissances extérieures ont vu dans l'île une route, une ressource, une preuve de souveraineté, un glacis, un radar, une base, un flanc nord de la sécurité occidentale. Elles y ont projeté leurs besoins, leurs peurs, leurs stratégies et leurs mythes. Cependant, dans le même temps, la société groenlandaise n'a cessé de transformer cette histoire imposée en une histoire politique propre. Ce passage d'un territoire administré à un territoire qui se pense, se gouverne et se revendique lui-même, après trois cents ans de parenthèse coloniale, constitue le fait majeur des dernières décennies. Il ne supprime ni les dépendances ni les tensions mais change la question centrale. Le Groenland n'est aujourd'hui plus seulement un objet de convoitise ; il est devenu un sujet qui entend fixer, de plus en plus fermement, les termes selon lesquels le reste du monde pourra désormais le regarder. Mais, sans armée, sans prospérité économique suffisante, avec d'innombrables défis géopolitiques et des grandes puissances prêtes à tout, est-ce que le Kalaallit Nunaat pourra, un jour, être pleinement indépendant ?

Mikaa Blugeon-Mered, spécialiste du Groenland, est chercheur en géopolitique de la transition énergétique à la chaire de recherche du Canada sur l'hydrogène propre de l'université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

© AKG-IMAGES/ULLSTEIN BILD-HAECKEL ARCHIV.

À LIRE de Mikaa Blugeon-Mered



Les Mondes polaires
PUF
528 pages
25 €

PORTRAIT

Par Dominique Le Brun

JEAN MALAURIE Sentinelle du Grand Nord

De sa première mission au Groenland, en 1948, à sa mort, en 2024, Jean Malaurie n'a cessé de défendre la cause des peuples de l'Arctique menacés par la société industrielle.



L'auteur des *Derniers Rois de Thulé* approchait allègrement des 100 ans lorsqu'il me fit part de ses inquiétudes alors que nous évoquions ceux qu'il appelait *« les jeunes rois de Thulé »* : *« Ils sont en train de se laisser acheter par les Chinois. Je crains le pire. »* Le réel danger ne résidait pourtant pas là. Quelques mois plus tard, pour la première fois, le président des États-Unis annonçait au monde stupéfait son intention d'acquérir le Groenland. Et Jean Malaurie de revivre le choc qu'il avait ressenti en 1951 en découvrant la base secrète installée par l'US Air Force, et qui allait motiver toute sa carrière d'ethnologue.

La destinée arctique de Jean Malaurie commence dans les années d'après-guerre. Ce garçon de 22 ans sort de l'Occupation déçu par les élites françaises qu'il a vues se corrompre dans la collaboration. Lui-même a refusé le Service du travail obligatoire pour passer dans la clandestinité puis la Résistance. En 1948, diplômé de l'Institut de géographie de l'université de Paris tout en ayant suivi des études de géologie, il intègre le Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Ainsi, en 1948 et 1949, il conduit des études sur la géomorphologie comparée des déserts chauds et froids. L'hiver, il sillonne le Hoggar, notamment le massif de l'Assekrem où s'était retiré Charles de Foucauld. L'été, il travaille à Disko, sur la côte ouest du Groenland, où il rejoint les Expéditions polaires françaises (EPF) que Paul-Émile Victor vient de fonder. En Arctique comme au Sahara, il cherche à établir les règles qui président à la formation des éboulis.

Malaurie va pourtant se faire connaître comme ethnologue. D'où venait sa passion pour la géologie, et plus précisément la pétrographie ? *« Au Muséum*, dit-il, *j'ai été saisi d'émotion devant les coupes de pierres parce qu'elles nous font assister à la naissance de l'univers. »* Mais, à Disko, il apprend l'existence, dans l'extrême nord du Groenland, de communautés demeurées en dehors de la culture occidentale. *« Ces êtres humains aussi se trouvent comme à la naissance de leur histoire ; ce sont des esprits neufs qui vivent dans une extraordinaire précarité ; c'est pourquoi je veux les rencontrer. »* Dans la mesure où ce programme d'études ne concerne pas les EPF, il en démissionne et se tourne vers le CNRS pour monter *« une mission géographique française sur le territoire de cette tribu, avant que celle-ci n'entre en contact prolongé avec les Blancs »*. Encore lui faudra-t-il aussi convaincre les autorités danoises, particulièrement sensibles à toute présence étrangère dans leur colonie.

C'est ainsi que l'été 1950, chargé de la *« première mission géographique et ethnographique française dans le nord du Groenland »*, Jean Malaurie débarque à Thulé, nom attribué au village d'Uummannaq par l'explorateur danois Knud Rasmussen en 1910. Il est seul et l'équipement de son expédition tient

en quelques caisses et sacs. Le jeune chercheur estime en effet qu'en voyage, la solitude reste toujours le meilleur moyen de se faire accepter. Mais quelle n'est pas sa surprise d'être accueilli par un chaman qui lui affirme en substance : « *Je t'attendais, un grand danger nous menace et tu vas nous aider.* » Aurait-il rencontré un prophète ? Malaurie connaîtra la réponse onze mois plus tard. Pour l'heure, c'est 150 km plus au nord de Thulé que Malaurie hiverne, au sein de la communauté humaine la plus septentrionale au monde puisqu'elle vit par 77°47' de latitude. À Siorapaluk résident 302 Inuits ; comment intégrer ce groupe refermé sur lui-même ? Ses travaux de géocryologie vont l'y aider. Étudiant les phénomènes de gel et de dégel, il observe le comportement de l'eau dans les veines des pierres. « *Il y a des murmures dans les pierres*, explique-t-il. *Je les ai entendus, je les ai écoutés. Et les Inuits ont été impressionnés de me voir peiner dans les pierriers ; c'est en m'y voyant tendre l'oreille qu'ils m'ont surnommé "l'Homme qui parle aux pierres".* » Désormais accepté et dépassant l'obstacle de la langue, le Français parvient à analyser la sociologie et à établir la généalogie de la communauté de Siorapaluk sur quatre générations.

Ce n'est qu'un premier exploit. Au printemps 1951, lorsque la fin de la nuit polaire permet un raid d'exploration, Malaurie part vers l'extrême nord du Groenland. Entre les derniers jours de mars et la mi-juin, avec quatre compagnons inuits et trois traîneaux à chiens, il parcourt les terres d'Inglefield et de Washington, avant de franchir le détroit de Smith pour passer au Canada sur la terre d'Ellesmere. Pour accomplir son audacieux voyage, l'ethnologue parisien mute en Inuit, apprenant à se goinfrer de viande de phoque plus ou moins avancée. Car seule cette nourriture

PHOTOS : © COLLECTION INSTITUT OCÉANOGRAPHIQUE, FONDATION ALBERT IER, PRINCE DE MONACO/JEAN MALAURIE.

Briser la glace

Page de gauche : Jean Malaurie et ses amis inuits Kutsikitsoq et Qaaqqutsiaq, en juin 1951, à leur retour d'expédition dans l'extrême nord du Groenland. Ils viennent alors de découvrir la construction d'une base militaire américaine près de Thulé. Ci-contre : Jean Malaurie, en 1951.



L'ÎLE AUX BALEINES Ci-dessus : les traîneaux à chiens de l'expédition de Jean Malaurie en 1951. Le Français sera le premier Européen à atteindre le pôle géomagnétique Nord. En bas : Jean Malaurie en 1995. Page de droite : Jean Malaurie parmi les ossements de l'Allée des Baleines, en Russie. En 1990, l'explorateur s'était vu confier la première mission franco-soviétique sur ce site de Sibérie orientale, au sud-ouest du détroit de Béring.

grasse, huileuse, au goût puissant, permet de résister à la fatigue et au froid.

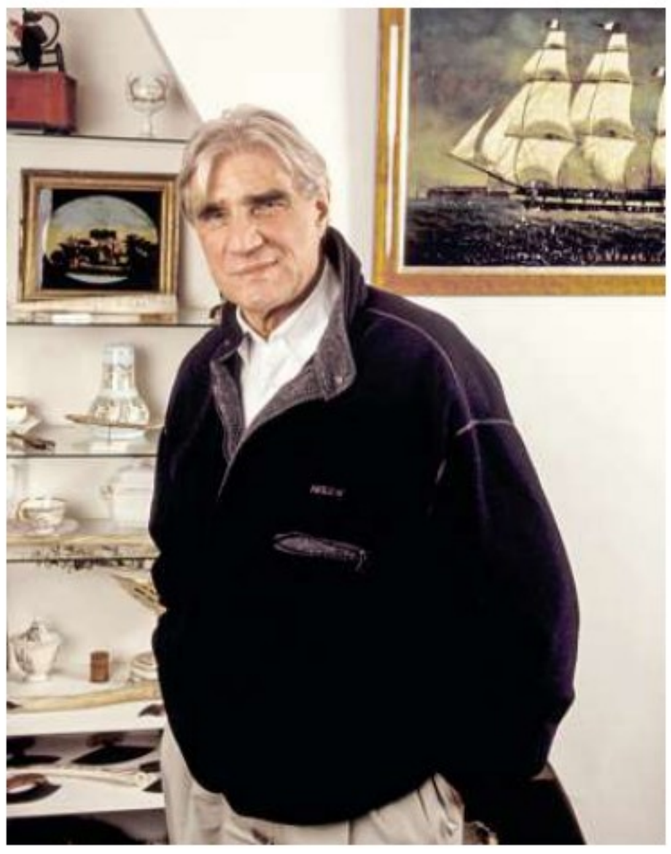
Le 29 mai 1951, Malaurie est le premier Européen à atteindre le pôle géomagnétique Nord. Mais ce qui apparaît dans son journal de route est moins l'exploit ainsi accompli que sa satisfaction d'être parvenu ce jour-là à « *observer le plateau d'Inglefield (…) en surplomb, et étudier le contact de la base d'inlandsis et du plateau précambrien* ». Car de son expédition va résulter une carte au 1/100 000 de 300 km de côtes sur une profondeur de 3 km dans les terres. Pourquoi ce détour par le Canada ? La grande histoire de l'univers, encore. Il s'agit en effet de déterminer si le littoral d'Ellesmere est plus élevé que celui du Groenland, dans la mesure où, voici de cela dix mille ans, les terres américaines ont été plus vite libérées du poids des glaciers. Avec cet explorateur, décidément, on voyage aussi dans la nuit des temps… C'est à la fin de cette ambitieuse mission géologique et cartographique que survient un événement capital, tant pour la communauté inuit que pour Jean Malaurie lui-même.

Alors que la petite caravane approche de Thulé, l'un des Inuits, qui est aussi un chaman, s'arrête soudain et écoute. Dans le grand silence blanc, il perçoit un message qui l'effraye au point d'improviser un chant d'appel aux esprits en utilisant comme tambour le couvercle d'une boîte métallique. Il affirme qu'un malheur terrible va s'abattre sur son peuple. Or, qu'avait donc affirmé cet autre chaman, voici de cela un an ? Comme les traîneaux atteignent une éminence, un nuage jaunâtre apparaît au-dessus de l'horizon. Malaurie, incrédule, constate qu'il s'agit de la poussière levée par le chantier géant qui s'active près de Thulé. Dès les approches du village, la neige est constellée d'emballages de cigarettes et de chewing-gums. Le Groenland serait-il devenu américain ? Aux manettes de son traîneau, chiens lancés au grand galop, longue chevelure flottant dans la brise, vêtu des fourrures qu'il n'a pas quittées depuis des semaines, Malaurie se dirige à toute vitesse vers le chantier. Évitant acrobatiquement les jeeps et les camions, il découvre d'énormes engins en train de disposer des enrochements destinés à aménager la baie de l'Étoile polaire en un port pour navires de gros tonnage. Quand enfin il identifie ce qui ressemble à un quartier général, des militaires interceptent le « sauvage ». Le voici pour ainsi dire en état d'arrestation. Alors Jean Malaurie décline sa qualité de citoyen français et de scientifique. Catastrophe ! Le chantier est celui d'une base ultrasecrète. Et puisqu'il se dit français, on le presse de déclarer s'il est ou non communiste.

Un grand danger

Malaurie l'ignore, mais en ce 16 juin 1951, le monde est susceptible de basculer dans une troisième guerre mondiale. En Corée, l'armée américaine ainsi que plusieurs corps expéditionnaires occidentaux sont missionnés par l'Organisation des Nations unies pour affronter les troupes nord-coréennes et chinoises. Or, ces dernières commencent à prendre le dessus, et Staline se dissimule à peine de vouloir en profiter pour mettre définitivement à bas le système capitaliste. Dans ce choc qui oppose le bloc communiste au monde occidental, les États-Unis s'organisent dans l'urgence en vue de parer à toute éventualité. Le Pentagone a mis sur pied l'opération secrète « Blue Jay », qui consiste à construire dans des délais déraisoires un aérodrome où seront positionnés des bombardiers nucléaires, et à déployer dans tout l'Arctique nord-américain un rideau de radars destinés à donner l'alerte en cas d'attaque par missiles. Une noria de navires transporte en quelques mois plus de 10 000 hommes, des centaines de véhicules, des tonnes et des tonnes d'équipements. En Occident, hormis sans doute les plus hautes autorités de l'État danois, personne ne se doute de l'existence de la base militaire secrète américaine de Thulé. Le personnel politique danois ne s'inquiétera d'ailleurs jamais du déménagement forcé des Inuits qui occupaient les lieux depuis des siècles. Les voici contraints de s'installer à Qaanaaq, une centaine de kilomètres plus au nord. Mais pour les États-Unis d'Amérique comme pour le Danemark, que peuvent bien importer une centaine de « sauvages » devant la menace d'un troisième conflit mondial ?

« *Un grand danger nous menace et tu vas nous aider* », avait dit le chaman. Il ne se trompait pas ; c'était bien un prophète. Afin de dénoncer l'expropriation de ses amis,



© JOHN FOLEY/OPALE.PHOTO.



PHOTOS : © COLL. INSTITUT OCÉANOGRAPHIQUE, FONDATION ALBERT IER, PRINCE DE MONACO/JEAN MALAURIE.

Jean Malaurie publie en 1955 *Les Derniers Rois de Thulé*, ouvrage pour lequel il crée la collection « Terre Humaine », aux éditions Plon. Ce livre devient l'ouvrage de référence mondial sur les Inuits puisqu'il est traduit en 23 langues, tandis que la collection devient l'un des fleurons de l'édition française.

En 1957, avec le soutien de Fernand Braudel et de Claude Lévi-Strauss, Jean Malaurie est élu à la première chaire de géographie polaire dans l'université française, au sein de l'École des hautes études en sciences sociales. Il y fonde le Centre d'études arctiques.

La dimension internationale de l'ethnologue apparaît dès 1960 lorsqu'il devient consultant sur la question des populations inuits auprès du gouvernement fédéral du Canada. Il interviendra par la suite auprès du Danemark (1967) et de l'Alaska (1978). Entre-temps, en 1968-1969, il préside la commission franco-québécoise pour la création du territoire autonome des Inuits, le futur Nunavut, créé en 1999.

En 1990, la publication d'*Ultima Thulé* donne aux *Derniers Rois de Thulé* un complément d'informations bienvenu. Dans son introduction, Malaurie le définit comme *« 170 années de relations entre le peuple le plus septentrional de la planète et ses découvreurs, partis à la recherche du pôle Nord et de ses mythes »*. Et de fait, cet album grand format apparaît comme l'ouvrage fondamental pour comprendre tous les tenants et aboutissants de l'exploration de l'Arctique et de la découverte du pôle Nord. Quant à Malaurie, après son aventure de 1950, il va effectuer plus de 30 missions en Arctique, au Groenland encore, mais aussi dans le Grand Nord étatsunien et canadien ainsi qu'en Sibérie.

Car en 1990, avec l'ouverture à l'Ouest de l'URSS amorcée par Mikhaïl Gorbatchev, Jean Malaurie se voit confier la direction de la première expédition internationale organisée depuis la révolution bolchevique. Il conduit une mission franco-soviétique vers l'Allée des Baleines, site archéologique fameux découvert en 1976-1977 au sud-ouest du détroit de Béring. Pour le chercheur français, ce haut lieu du chamanisme inuit constitue le *« berceau des Esquimaux d'Asie »*. L'Allée des Baleines se répartit sur deux rivages opposés des îles Yttygran et Arakamchechen, matérialisée par l'alignement de 47 crânes de baleines, tandis que 34 mâchoires inférieures dessinent des alignements déterminés par la position de certains astres. Mais pour Malaurie, la véritable allée est plutôt le détroit entre les deux îles, lieu de passage immémorial des baleines franches lors de leurs migrations annuelles.

Après cette expédition, en 1991, Malaurie est convié à participer à la fondation de l'Académie polaire d'État de Saint-Pétersbourg, destinée à former les cadres administratifs et politiques de la Sibérie moderne.

Dès lors, la reconnaissance de ses compétences aboutit à de nouvelles missions et de nombreux honneurs. Ainsi, en 2007, Jean Malaurie est nommé Ambassadeur de bonne volonté pour les régions arctiques auprès de l'Unesco, et en 2008, il accepte la présidence d'honneur de l'Uummannaq Polar Institute, dont la principale fonction est la préservation de la culture inuit.

Qu'importe son âge, il demeure vigilant. Ainsi, dans un direct sur France Inter en juillet 2018, il cite ce propos tenu par l'Italien Antonio Gramsci dans les années 1930 : *« Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres. »* L'année suivante, le président Trump annoncera pour la première fois son intention de se porter acquéreur du Groenland. Mort le 5 février 2024 alors qu'il entrait dans sa 102e année, Jean Malaurie ne connaîtra pas la deuxième menace.

Dominique Le Brun est spécialiste du monde maritime auquel il a consacré de nombreux livres dont *Arctique, l'histoire secrète* (Omnibus, 2018), et, chez Tallandier, *Les Pôles, une aventure française* (2020) et *Charcot* (2021).

À LIRE de Dominique Le Brun



Erik le Rouge
Tallandier
288 pages
20,90 €

Marché conclu
Ci-contre : *La Signature du traité de cession de l'Alaska en 1867*, par Emanuel Leutze, vers 1867 (New York, Seward House Museum). Il a été conclu entre William H. Seward *(assis, à gauche)*, secrétaire d'État du président Johnson, et Édouard de Stoeckl *(debout, la main sur le globe)*, ambassadeur de l'Empire russe.
© IMAGE COURTESY OF THE SEWARD HOUSE MUSEUM, AUBURN, NY.

L'Ami américain

Par Gérald Olivier

Les ambitions américaines sur le Groenland ne relèvent pas de la fantaisie de Donald Trump. Elles ont plus de cent cinquante ans.



Dès son premier mandat présidentiel (2017-2021), Donald Trump avait souligné l'intérêt des États-Unis pour le Groenland. La plus grande île du monde, avait-il déclaré, devait devenir américaine. C'était dans l'intérêt national des États-Unis. John Bolton, conseiller à la Sécurité nationale en 2018-2019, dit avoir émis l'idée le premier, en pointant le fait que le Groenland était un point faible dans le système de défense antimissile américain…

Trump avait d'abord signifié son intérêt de manière anodine, en réponse à une question de journaliste, un dimanche d'août 2019, à bord d'Air Force One, l'avion présidentiel, en route pour la Maison-Blanche, après une partie de golf dans son club du New Jersey. *« Monsieur le président, pouvez-vous confirmer que vous avez demandé à vos conseillers d'examiner la possibilité d'acquérir le Groenland ? – Le Groenland, je ne sais pas, c'est possible. C'est une rumeur qui a fuité… Nous en avons parlé. Officiellement, c'est une possession du Danemark. Nous sommes alliés avec le Danemark. Stratégiquement, c'est intéressant. Les États-Unis sont intéressés, mais ce n'est pas ma priorité aujourd'hui… »*

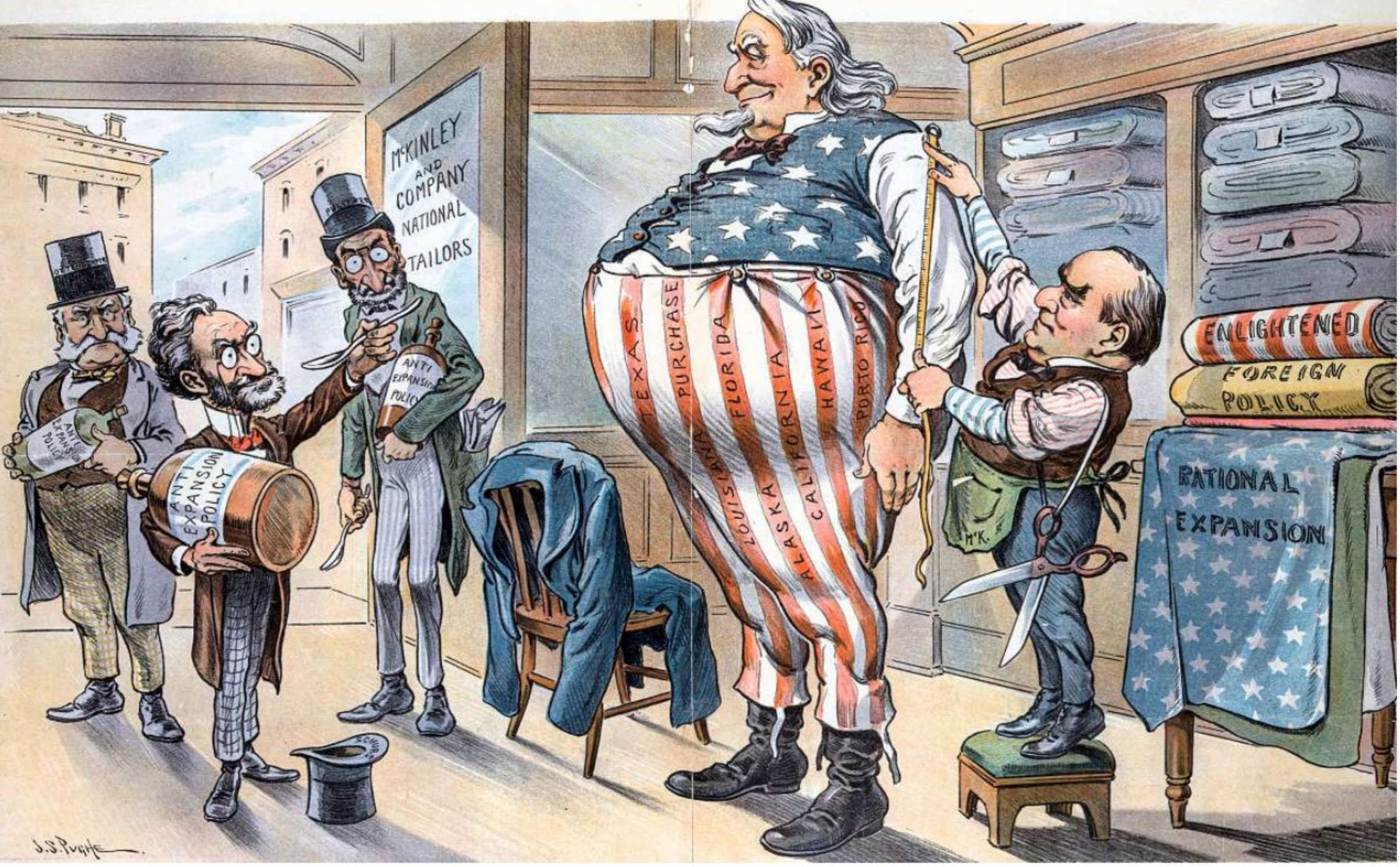
La désinvolture de la réponse cachait une détermination profonde. Détermination qui a refait surface avec le second mandat de Donald Trump. Le 22 décembre 2024, un mois avant sa seconde investiture, Trump annonçait sur son réseau Truth Social qu'il avait choisi Ken Howery, un entrepreneur dans les hautes technologies, pour être le nouvel ambassadeur américain au Danemark. Il ajoutait : *« Pour des raisons de sécurité nationale et pour la liberté dans le monde, les États-Unis estiment que posséder et contrôler le Groenland est une nécessité absolue. »* Les choses étaient claires. Trump voulait le Groenland.

En vérité, cela n'est ni étonnant ni original. Trump n'est pas le premier président des États-Unis à s'intéresser à la grande île de glace. Six présidents l'ont fait avant lui (Johnson, Taft, Wilson, Roosevelt, Truman et Eisenhower), et cela fait plus de cent cinquante ans que les États-Unis tentent d'acquérir le Groenland. En vain ! Ils ont fait de multiples propositions au Danemark, mené de nombreuses négociations, installé des bases militaires et assuré la sécurité de l'île, mais ils n'ont jamais obtenu la propriété du lieu. Le royaume du Danemark leur a toujours opposé un « non » poli mais ferme. Et cela continue.

Le pendant de l'acquisition de l'Alaska

La première tentative d'acquisition du Groenland par les États-Unis date de 1868. Elle est le fait de William H. Seward, secrétaire d'État du président Andrew Johnson. Les États-Unis sortaient alors de la guerre de Sécession (1861-1865). Leur expansion territoriale à travers le continent nord-américain était quasiment achevée. La Californie et l'Oregon, sur la côte Pacifique, avaient intégré l'Union en 1850 et 1859. L'État de Washington, issu de la moitié nord du territoire de l'Oregon, suivrait quelques décennies plus tard. Beaucoup, aux États-Unis, regardaient déjà au-delà des limites du continent nord-américain. Au nom de la « Destinée manifeste » et de la sécurité nationale. La Destinée manifeste est ce sentiment, à la fois politique et religieux, né dans les premières années de la conquête de l'Ouest, selon lequel la vocation des États-Unis était de s'étendre jusqu'au Pacifique, et même au-delà, pour répandre son idéal de liberté individuelle et d'égalité des droits, sous la bienveillance d'un Dieu protecteur…

William H. Seward, né en 1801, et dont la carrière politique avait débuté dans les années 1830, croyait farouchement en cette Destinée manifeste. *« Notre nation a une destinée à accomplir, une mission à remplir, un caractère à défendre »*, aimait-il dire. Cela répondait à un intérêt commercial et stratégique autant qu'à un devoir moral. L'océan Pacifique était pour lui, déjà, celui de l'avenir : *« L'océan Pacifique, ses côtes,*



© NORRIS NIMAN. © WORLD HISTORY ARCHIVE/AURIMAGES.

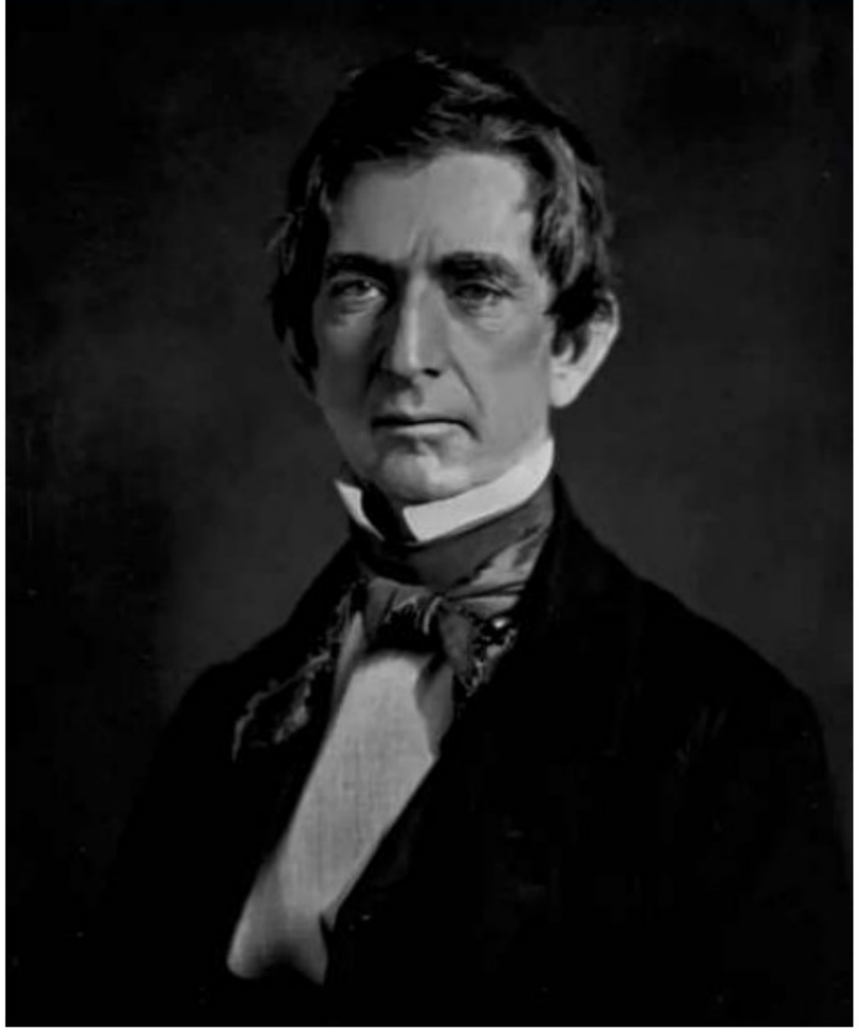
EMBONPOINT Page de gauche : paysage de la côte sud-est du Groenland. Ci-dessus : *« Declined with thanks »*, par John S. Pughe, 1900. Caricature de l'Oncle Sam se faisant tailler un nouveau costume, avec le président McKinley (1897-1901) qui prend les mesures. L'ancien sénateur républicain Carl Schurz, l'un des fondateurs de la Ligue anti-impérialiste, se voit poliment refuser sa cuillère de potion anti-expansionnisme. Les rayures du pantalon de l'Oncle Sam portent les noms des acquisitions et conquêtes américaines au XIXe siècle.

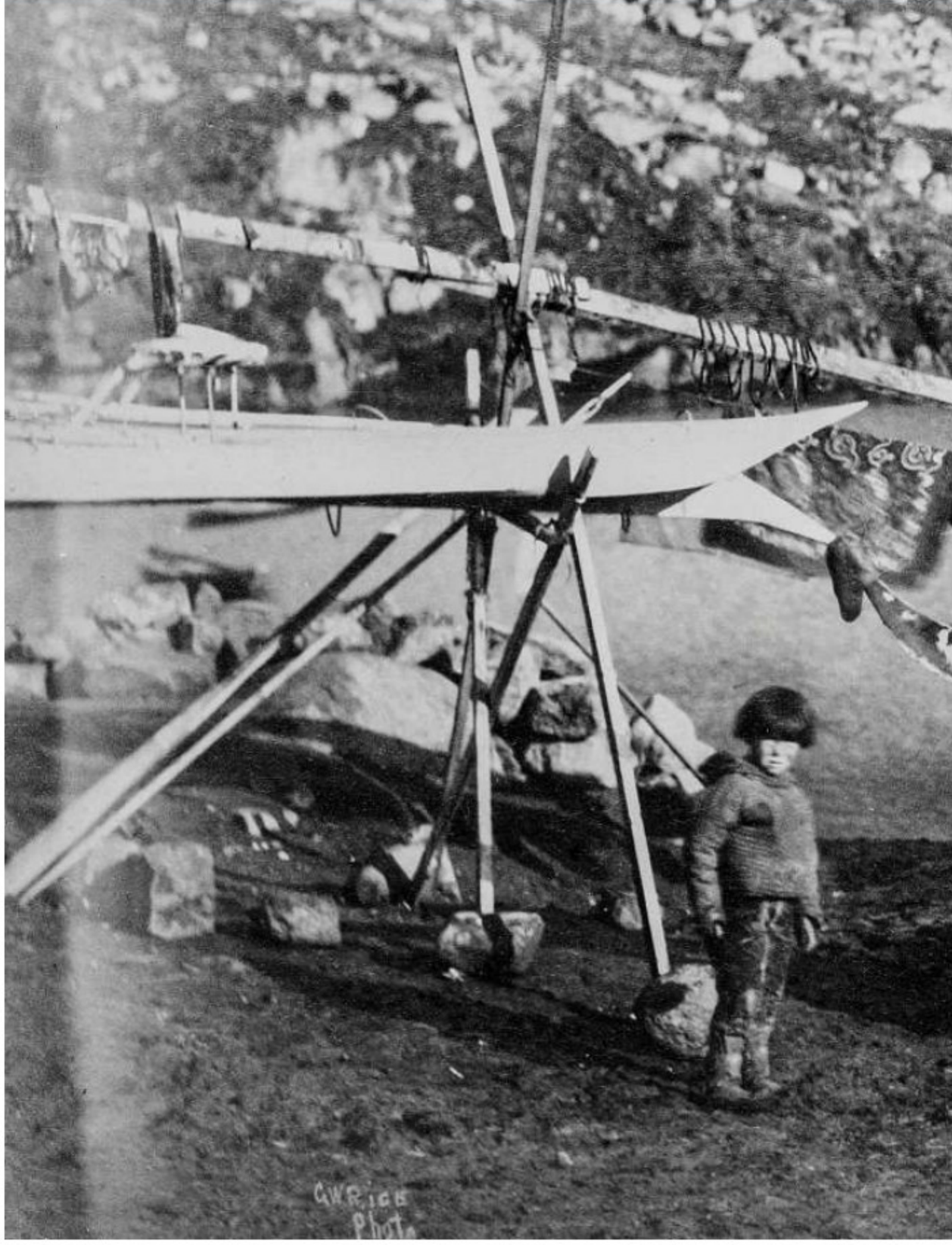
ses îles et les immenses territoires qui s'étendent au-delà seront le théâtre majeur des grands événements à venir dans l'histoire du monde », prédisait-il en 1860.

Il y avait aussi la question du Canada. Le 1er juillet 1867, l'Empire britannique avait fondé le « Dominion du Canada » réunissant plusieurs provinces de l'Est en une seule entité. Entité perçue comme potentiellement hostile par le gouvernement américain. L'Angleterre était l'ennemi historique, le grand rival commercial et le dernier obstacle à une hégémonie territoriale américaine sur leur continent. William H. Seward aurait bien voulu changer cela et intégrer les provinces canadiennes à l'Union américaine. Dans cette perspective, il comprit l'intérêt stratégique que représenterait pour les États-Unis l'acquisition à la fois de l'Alaska, à l'ouest, et du Groenland, à l'est. Ces deux territoires permettraient de contrôler des routes maritimes déjà essentielles et de prendre en tenailles tous les territoires situés entre les deux.

Des négociations étaient déjà en cours concernant l'Alaska, et l'affaire fut rapidement faite. Propriété de la Russie du tsar Alexandre II, l'Alaska était un territoire de 1,5 million de km², à la fois vide et glacé. On y dénombrait moins de 3 000 Russes, principalement des trappeurs faisant le commerce des fourrures, et 50 000 Inuits vivant de la pêche. Le territoire était voisin de possessions britanniques et indéfendable en cas d'agression. Plutôt que de perdre un conflit et de voir l'Empire britannique étendre sa domination jusqu'au détroit de Béring, soit en face de la Russie, le tsar préféra vendre aux Américains. Leurs ambitions territoriales étaient connues. Leur capacité à payer aussi. Et les caisses de la Russie avaient été vidées par la guerre de Crimée, quelques années plus tôt. Le tsar avait besoin d'argent. Le prix convenu fut de 7,2 millions de dollars, soit 5 cents l'hectare ! Seward voyait surtout dans l'Alaska une avancée vers l'Asie et une ouverture vers le commerce dans le Pacifique. Quelques grincheux virent plutôt *« un désert de glace »* et dénoncèrent *« la folie de Seward »*. Mais l'immense majorité des journaux de l'époque fut favorable à cette acquisition. Certains notèrent que, pour la première fois de leur histoire, les États-Unis avaient acquis un territoire non contigu… sauf à voir un jour la Colombie-Britannique entrer à son tour dans l'Union !

À l'opposé, l'achat du Groenland n'eut jamais lieu. Ce fut un acte manqué. Seward avait pourtant essayé de mettre tous les atouts de son côté. Pour commencer, il avait commandé deux rapports, un sur le Groenland, l'autre sur l'Islande. Il s'agissait de détailler et de vanter les ressources de ces territoires. Pour rédiger ces rapports, il fit appel à Robert J. Walker, un ancien secrétaire au Trésor, grand partisan de la Destinée manifeste. Walker s'attacha les services d'un géographe et d'un ingénieur des mines pour produire deux récits quasi féeriques sur les richesses extraordinaires de ces deux îles. Notamment le Groenland. Tout y était de *« la plus grande île du monde »* pour garantir la pérennité de ces richesses : les *« côtes, baies, îlots, rivières et fjords »*, les richesses halieutiques, *« baleines, morses, phoques, requins, morues, cabillauds, saumons, truites et harengs »*, jusqu'au *« nombre d'œufs qu'une morue femelle peut pondre »* (3,4 millions !). Sans oublier une faune foisonnante, *« renards, loups, rennes, ours, lièvres, canards royaux, pétrels, goélands, oies, etc. »* et les minerais dont le *« charbon et la cryolite »*. L'Islande présentait, en plus petit, les mêmes avantages,





PHOTOS : © LIBRARY OF CONGRESS PRINTS AND PHOTOGRAPHS DIVISION WASHINGTON, LC-USZ62-28476 ET LC-USZ62-138815.

avec même un mot sur sa population : *« une race magnifique, au visage franc et hospitalier. Les mœurs sont excellentes. Les crimes presque inexistants. Il n'y a ni soldats ni police »*.

En dépit de ces illusions, Walker était un visionnaire. Il voulait établir une route du commerce de l'Atlantique au Pacifique, en passant par l'océan Arctique, et avait compris l'intérêt stratégique que représentait le Groenland. C'était pour lui *« le Gibraltar de l'Arctique »*. Quiconque en serait maître contrôlerait le commerce et les communications par le Grand Nord. En conclusion, il recommandait vivement l'acquisition de ces deux territoires, surtout le Groenland. Au-delà de ses richesses, sa possession permettrait de *« flanquer l'Amérique britannique sur des milliers de miles au nord et à l'est »*, tout comme l'acquisition de l'Alaska avait permis de *« flanquer l'Amérique britannique sur l'Arctique et le Pacifique »* et *« d'accroître considérablement ses incitations à rejoindre pacifiquement et avec enthousiasme l'Union américaine »*.

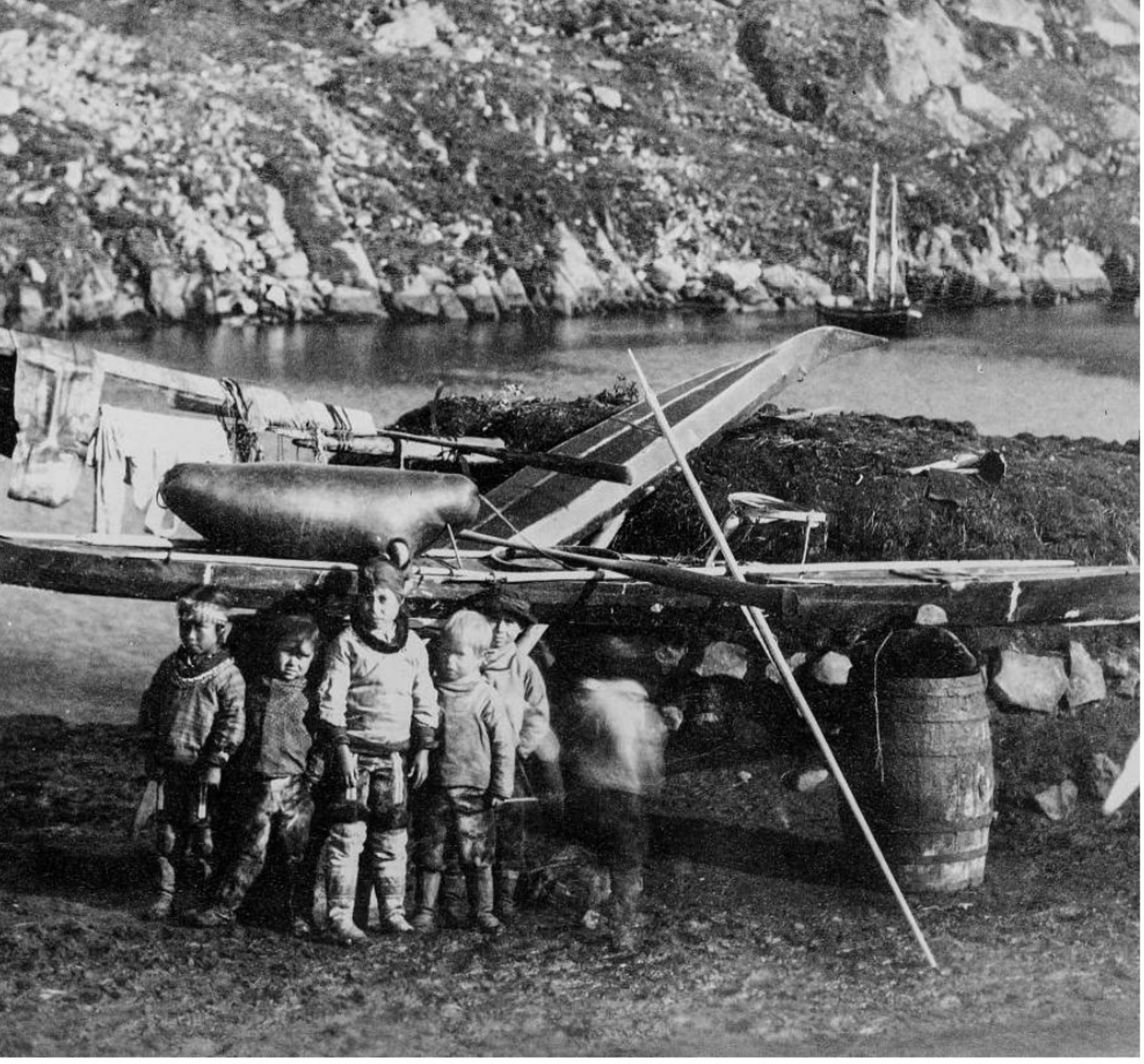
Ces rapports élogieux étaient destinés au président Johnson et au Congrès pour les convaincre de faire une offre d'achat au Danemark. Johnson fut intéressé. Les élus du Congrès, beaucoup moins. Le Sénat enterra les rapports et l'offre ne fut jamais formulée. Tous les élus ne partageaient pas l'enthousiasme et la vision de Seward et Walker. Pour eux, Seward avait déjà gaspillé l'argent des contribuables pour acheter *« un jardin pour ours polaire »* (l'Alaska). C'était assez. D'autant que le Groenland n'était pas la seule cible dans le viseur de Seward. Véritable chasseur de territoires, il regardait de tous les côtés, y compris dans les Caraïbes, pour voir tout ce qu'il y avait à acheter. Il avait même fait une proposition pour les îles Vierges (St John, St Thomas et St Croix) au Danemark, mais le Sénat avait rejeté son deal : *« Donnez-moi, cinquante, ou quarante, ou même trente ans à vivre encore et je vous donnerai le continent américain tout entier et le contrôle du monde »*, avait-il dit en 1867. Il n'eut pas le temps de réaliser ce grand dessein. Il mourut en 1872, et ses visées sur le Groenland et l'Islande disparurent avec lui.

Le carrefour de la grande stratégie

Elles refirent surface en 1909. Dans un contexte différent. Il ne s'agissait plus d'expansion et de Destinée manifeste, mais de sécurité et de stratégie dans un monde déjà en voie de globalisation. L'essor de l'aviation, du télégraphe, l'apparition du téléphone avaient changé la donne, nécessitant des câbles sous-marins pour les communications intercontinentales, jusqu'au développement de la flotte militaire et marchande des États-Unis requérant des routes commerciales ouvertes et sécurisées. La doctrine Monroe et son corollaire Roosevelt aussi étaient passés par là. Les États-Unis avaient acquis un droit de regard et même d'intervention sur tout « l'hémisphère occidental », qui inclut le Groenland. Or, il n'échappait déjà à personne aux États-Unis que si le royaume du Danemark venait à tomber sous le joug allemand, le Groenland tomberait avec et serait perdu pour les Américains…

À l'été 1909, le chargé d'affaires américain à Copenhague, Maurice F. Egan, informa son supérieur, le secrétaire d'État Philander C. Knox, que l'état des finances danoises justifierait qu'une offre soit faite au royaume, à la fois pour les îles Vierges, pour le Groenland et pour l'Islande… Washington, suggéra-t-il, pourrait même négocier cet achat en aidant le Danemark à récupérer le duché de Schleswig, perdu au profit de l'Allemagne, lors d'un désastreux conflit quelques décennies plus tôt. *« Pour les Danois, le Groenland et l'Islande ne font pas partie du royaume du Danemark,* assura-t-il. *Ils voient le premier comme un vaste territoire perdu et le second comme le havre d'une population turbulente prête à s'émanciper. »*

Rien n'advint des propositions d'Egan. En revanche, avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale le 3 août 1914 et l'ouverture du canal de Panama, le 15 août, les îles des Caraïbes gagnèrent en valeur stratégique et Robert Lansing, le secrétaire d'État du président Wilson, négocia avec succès l'achat des îles Vierges au Danemark, pour 25 millions de dollars, le 4 août 1916.



Destinée manifeste
Page de gauche : partisan farouche de la « Destinée manifeste », doctrine puritaine selon laquelle les États-Unis auraient la mission providentielle de s'étendre pour apporter le progrès et la civilisation, William H. Seward, secrétaire d'État du président Johnson, fut le premier, en 1868, à tenter d'acheter le Groenland. Ci-contre : l'expédition américaine de la baie de Lady Franklin (1881-1884), dans le nord-est du Canada, menée pour y installer une station météorologique. En bas : le président Harry S. Truman et son secrétaire d'État James F. Byrnes, voguant à bord de l'*USS Augusta* vers la conférence de Potsdam en 1945. Ils offriront, l'année suivante, 100 millions de dollars en or au Danemark pour le Groenland. Sans succès.

Un quart de siècle plus tard, le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et la chute du Danemark, occupé par l'Allemagne nazie dès 1940, présentèrent un défi plus urgent pour les Américains. Face à une possible occupation du Groenland par les Allemands, Washington invoqua la doctrine Monroe et déclara l'île « hors limite » des intérêts européens. Le Groenland proclama son autonomie et Washington y dépêcha aussitôt un corps expéditionnaire pour assurer sa protection. Pour maintenir l'illusion d'une neutralité américaine, les garde-côtes américains envoyés sur place furent démobilisés et engagés comme groupe de sécurité privé par le nouveau gouvernement du Groenland.

Un an plus tard, le 9 avril 1941, un accord officiel était signé avec l'ambassadeur du Danemark à Washington, Henrik Kauffmann, pour autoriser l'occupation américaine de l'île. Kauffmann signa l'accord sans consulter sa hiérarchie. Immédiatement rappelé au Danemark occupé, il préféra faire défection et passer le reste de la guerre aux États-Unis. Une fois la paix revenue, il put récupérer son poste.

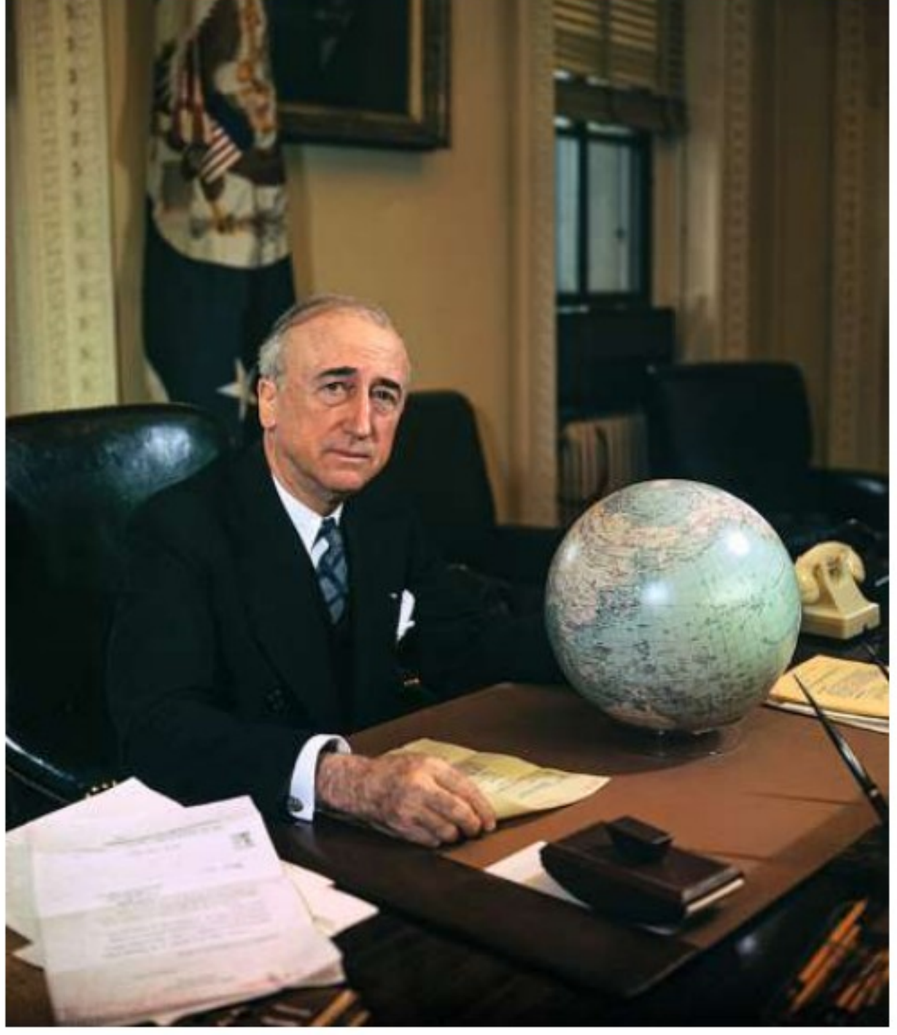
L'accord de 1941 autorisait les États-Unis à occuper le territoire, y construire des bases militaires, des ports, des aéroports, des stations météo, radio et d'écoute, ainsi que d'y cantonner des troupes. Le Groenland devint la ligne avancée des défenses américaines et un maillon essentiel de la chaîne de soutien logistique à l'Angleterre et à l'Europe. Au plus fort du conflit, en 1943, plus de 10 000 GI y étaient déployés.



© AKG-IMAGES.

Un après-guerre

Le conflit achevé, les Danois s'attendaient à un départ volontaire des Américains. À un retour à la situation d'avant-guerre. Mais les États-Unis décidèrent de rester sur place. Le Groenland était devenu une pièce maîtresse de leur « stratégie arctique ». Mieux, le secrétaire d'État du président Harry S. Truman, James F. Byrnes, fit, en décembre 1946, une offre de 100 millions de dollars en or pour l'achat du Groenland au ministre des Affaires étrangères du Danemark, Gustav Rasmussen. L'épisode est cocasse. L'accord d'occupation signé par Kauffmann en 1941 stipulait que celle-ci durerait jusqu'à ce que *« les menaces sur la paix et la sécurité du continent américain cessent »*. La guerre étant finie, ces *« menaces »* avaient cessé, dit Rasmussen, en visite à Washington. Pas du tout, répondit Byrnes, la guerre était, certes, finie, mais d'autres menaces persistaient ! Et de pointer du doigt la guerre froide naissante. Une vente, insista Byrnes, *« serait le meilleur arrangement possible »*. Elle éviterait au Danemark le *« poids économique que l'île représentait »*. *« Une île*



BUSINESS IS BUSINESS Ci-contre : le secrétaire d'État James F. Byrnes. Page de droite, en haut : ravitaillement de la base américaine de Thulé, au Groenland, en 1952. Page de droite, en bas : l'avion de l'homme d'affaires Donald Trump Jr., à l'aéroport de Nuuk, capitale du Groenland, le 7 janvier 2025. Deux semaines auparavant, son père, nouvellement élu à la présidence des États-Unis, avait clairement exprimé son intention d'œuvrer à l'annexion du Groenland par les États-Unis.

qui ne valait rien pour le Danemark, alors que les États-Unis en avaient besoin. » Magnanime, il offrit même au Danemark une participation à l'exploitation du pétrole de l'Alaska, ce qui représentait une rente de dizaines de millions de dollars supplémentaires. Rasmussen, pris de court, dit qu'il devait consulter sa hiérarchie. *« Prenez votre temps »,* répondit Byrnes, qui ne lui laissa néanmoins que trois options : un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans sur les bases déjà construites ; un accord de défense exclusif avec les États-Unis ; ou la vente !

Au contraire de 1868, l'ensemble de la classe politique et des médias américains étaient alors favorables à cette acquisition. La question avait été évoquée au Congrès. Le très influent sénateur du Maine, Owen Brewster, déclara que la possession du Groenland était une *« nécessité militaire »*. Une campagne de soutien fut organisée dans la presse. *Time Magazine* écrivit que le Groenland serait un *« nouvel Alaska »* soulignant que *« le Danemark a une dette envers les États-Unis »*.

L'offre pressante américaine mit le Premier ministre danois, Knud Kristensen, dans l'embarras. Car il n'avait aucune intention de vendre. Après l'occupation allemande, c'eût été une nouvelle humiliation nationale. Mais il n'avait aucun moyen de résister aux Américains, non plus, si ceux-ci décidaient de passer en force. De plus, le royaume avait besoin d'argent pour sa reconstruction… C'est là où les Américains commirent une erreur. Succédant à Byrnes au poste de secrétaire d'État en janvier 1947, George C. Marshall mit devant le Congrès un vaste plan d'aide pour la reconstruction de toute l'Europe, couvrant les besoins financiers de ses pays, le Danemark inclus. Se privant du coup d'un moyen de pression pour la vente du Groenland et laissant au Danemark la possibilité de faire traîner la transaction. C'est ce qui se passa jusqu'à ce que l'Otan apporte une solution pour la défense de l'île. En rejoignant l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, en 1949, le Danemark pouvait faire assurer la défense de l'île par les États-Unis eux-mêmes, qui, de leur côté, sans obtenir la propriété de l'île, pouvaient néanmoins l'incorporer dans leur stratégie de sécurité.

Au bout du compte, les Américains se contentèrent d'un accord de défense signé en avril 1951, dix ans après l'accord d'occupation. Amendé en 2004, il est toujours en vigueur et leur garantit de conserver leur base de Thulé (construite en 1951 et rebaptisée depuis Pituffik Space Base) et même d'en construire d'autres. Malgré cet accord très favorable aux Américains, le chef des états-majors interarmées, l'amiral Arthur W. Radford, émit, en 1955, une nouvelle recommandation au président Dwight D. Eisenhower en faveur d'un achat de l'île. Certes, les États-Unis avaient les mains libres pour leurs installations militaires, reconnut-il, mais *« seule la souveraineté garantit un accès ferme à un territoire et ses ressources »*. Cette fois, c'est le secrétaire d'État, John Foster Dulles, qui rejeta la proposition. *« Le temps d'un achat est passé,* fit-il remarquer. *Le Groenland appartient juridiquement et psychologiquement au Danemark. »* La priorité était de ne rien faire qui menace la cohésion de l'Otan. Ce fut la fin des velléités américaines sur le Groenland. Jusqu'à l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche.

Le coup de force de Donald Trump

Après une brève allusion à l'intérêt des États-Unis pour l'île lors de son premier mandat, Donald Trump monta véritablement au créneau à l'aube du second. Comme à son habitude, il commença par prendre ses interlocuteurs par surprise, et par semer l'effroi. À la suite de son message du 22 décembre 2024, il menaça de mettre en place des tarifs douaniers prohibitifs sur les produits danois si le Danemark n'approuvait pas la demande américaine pour un transfert de souveraineté. Groenlandais et Danois eurent beau lui répondre poliment que *« le Groenland n'était pas à vendre »,* rien n'y fit. Trump remit en question la légitimité de la souveraineté danoise et se refusa à exclure un recours à la force militaire pour parvenir à ses fins ! De quoi provoquer une onde de choc globale ! Jamais un allié n'avait menacé ainsi un autre allié. Surtout au sein de l'Otan. Était-il possible que les États-Unis de Donald Trump, qui critiquait ouvertement les Européens pour leur contribution insuffisante à la défense collective et menaçait de ne pas les défendre, en cas d'attaque, s'ils ne payaient pas, se muent en ennemi et envahissent le Groenland ? Certains y ont cru. D'autant que quelques mois plus tard, en novembre 2025, chacun put constater en découvrant la nouvelle Stratégie de sécurité nationale des États-Unis la manière dont le Groenland y était mentionné. Traitant de la *« prééminence des États-Unis dans l'hémisphère occidental »,* condition jugée *« indispensable à notre sécurité et à notre prospérité, et qui nous permet d'imposer notre présence, où et quand cela s'avère nécessaire dans la région »,* le document précisait qu'à ce titre, *« le Pentagone garantira l'accès militaire et commercial des États-Unis aux terrains stratégiques clés, en particulier le canal de Panama, le golfe d'Amérique* [golfe du Mexique] *et le Groenland »*.

« Terrains stratégiques clés » ! L'expression signifie que pour ces endroits, en matière de sécurité, les États-Unis passeraient outre les questions de souveraineté. Ces « terrains » font partie du périmètre de sécurité américain et les États-Unis s'y comporteront comme s'ils en étaient les propriétaires et maîtres ! Cela revenait à dire que le Groenland est *de facto* américain, faute de l'être, pour l'instant, *de jure* !



© BETTMANN ARCHIVE/GETTY. © SUPERSTOCK/AURIMAGES. © EMIL STACH/RITZAU SCANPIX/AFP.

Au cœur de l'hiver polaire, le coup de force américain contre Nicolás Maduro au Venezuela, début janvier 2026, fit froid dans le dos des Groenlandais ! Et si c'était leur tour, après… ? Ce n'étaient pas les chiens de traîneau envoyés par le Danemark, ni les deux douzaines de conseillers militaires dépêchés en catastrophe par les Européens qui allaient les protéger. À l'approche du discours de Donald Trump au sommet économique de Davos le 21 janvier 2026, chacun retint son souffle. Le président américain allait-il annoncer qu'il mettait la main sur le Groenland en défiant quiconque de l'en empêcher… ? Eh bien, pas du tout. Le sourire aux lèvres, Trump dit qu'il n'utiliserait pas la force militaire… Ce n'était plus nécessaire. Un excellent accord avait été trouvé, grâce à l'entremise du secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte. La possession du Groenland n'était même plus un impératif, car les États-Unis avaient déjà obtenu tout ce qu'ils souhaitaient.

Certains y virent l'un de ces reculs dont Trump est coutumier. Il n'avait pas osé. Ce sont eux qui avaient gagné. D'autres notèrent plutôt que l'accord évoqué par le président américain, dans ses grandes lignes, s'il est finalisé, donnera aux États-Unis un accès total à l'exploitation et au développement de l'île, ses ports en eau profonde, ses ressources minérales, dont les terres rares. Ils seront libres d'y étendre leurs installations militaires, notamment les systèmes de radar, de surveillance et d'alerte antimissile. Ils pourront y installer leur système de défense antimissile appelé « Golden Dome ». Toute prétention ou accès de la Chine ou de la Russie, sur une quelconque partie du territoire, seront exclus. Le Groenland sera intégré au système de recherche, de commerce et de défense arctique des États-Unis.

Le Groenland n'est toujours pas américain, mais les Américains y seront comme chez eux !



À LIRE de Gérald Olivier



Cover up. Le clan Biden, l'Amérique et l'État profond
Konfident
244 pages
22 €

Par Philippe Boulanger

Les possibilités d'une île

Le Groenland peut apparaître comme un désert de glace et une terre inhospitalière. Sa position géographique et ses richesses naturelles en font un enjeu géostratégique pour les grandes puissances.





La nouvelle a, d'abord, provoqué la stupeur : le lendemain de la capture du président vénézuélien Nicolás Maduro, le 3 janvier 2026, Donald Trump proclamait devant une assemblée de journalistes son intention de s'emparer, avec le Groenland, d'un immense territoire relevant de la souveraineté de l'un de ses partenaires de l'Otan, le Danemark. « *Nous avons besoin du Groenland. C'est une question de sécurité nationale* », a affirmé le président américain. Alors que la puissance militaire des États-Unis est déjà prépondérante sur toutes les mers et presque sur tous les continents, et qu'une telle revendication territoriale risquait de compromettre la cohésion de l'Otan, quel avantage pouvait bien en attendre le président américain ?

Au premier abord, le Groenland (« terre verte » en français) se présente comme une vaste calotte de glace d'une superficie de 2 166 000 km² bordée au sud par une frange littorale de largeur variable. Cette « île de glace » s'étend sur 24° de latitude depuis le cap Farvel, situé à une latitude comparable à celle d'Oslo, jusqu'à l'île d'Oodaaq, point le plus septentrional des terres émergées à 380 milles marins du pôle Nord. D'une distance de 1 000 km d'est en ouest et de 2 670 km du nord au sud, c'est une terre inhospitalière de glaciers d'une altitude moyenne de 2 000 m.

L'île suscite pourtant depuis longtemps des convoitises. Dès 2019, Donald Trump avait manifesté son désir d'en faire l'acquisition. Et il avait réaffirmé en décembre 2025, au moment de la publication des orientations de la nouvelle Stratégie de sécurité nationale, que « *pour la sécurité nationale et la liberté à travers le monde, les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue* ». Mais les États-Unis ne sont pas les seuls à lorgner sur lui. La Chine et, dans une moindre mesure, la Russie manifestent aussi leur intérêt pour ce « désert de glace », et plus largement pour la région arctique. « *Aujourd'hui, le Groenland est cerné de bateaux russes et chinois, et le Danemark ne peut pas s'en occuper*, a insisté Donald Trump. *Nous avons besoin du Groenland, et l'Union européenne a besoin que nous l'ayons.* » Le propos peut paraître caricatural. Il n'est pas aussi irrationnel que l'on pourrait le croire.

Un quasi-continent de glace

Le premier intérêt du Groenland tient à la position géographique de l'île, entre continents et océans, qui lui confère une vocation de pivot géostratégique dans les différentes compétitions mondiales depuis le XXe siècle.

Le Groenland est une région géographique qui possède globalement un caractère arctique, mais qui présente aussi des différences de milieux accentuées selon les zones. De manière générale, il se compose de trois

grands ensembles qui subissent tous des contraintes pour toute activité humaine.

Le premier est la coupole qui comprend un ensemble de glaciers s'étendant sur 1 700 000 km² environ, soit 80 % de la surface totale de l'île. Cette couche de glace peut atteindre plusieurs kilomètres de profondeur et s'élève au sud et à l'est, jusqu'au point culminant à 3 700 m le long du détroit du Danemark, sous la forme de pics dénudés. Génératrice de froid de latitude et d'altitude, la coupole est un pôle glacial, un désert blanc qui interdit toute implantation animale, végétale et humaine. Sa partie principale contient 2 600 000 km³ de glace, soit 8 % des glaces continentales et recouvre 12 % des terres englacées mondiales.

Le deuxième ensemble comprend une bande côtière discontinue dans sa partie méridionale, dont la surface s'étend sur 300 000 km² en dehors des nombreux glaciers qui la composent. Cette zone « libre de glaces » est en fait hétérogène, composée de fjords et de nombreuses îles. Elle est enneigée une grande partie de l'année avec un climat instable, un terrain accidenté et des montagnes au sommet arrondi par l'érosion glaciaire ou des massifs aux arêtes entaillées. Elle est aussi la partie la plus occupée et la plus propice aux activités humaines.

Enfin, le troisième ensemble est celui de la banquise qui s'étend le long des côtes. Les glaces jeunes ou vieilles se déplacent et se mélangent, parfois formées d'icebergs issus de la coupole. Ceux de la côte est dérivent vers le sud et repartent vers la mer de Baffin avec le courant. Ceux de la côte ouest se déplacent vers la mer de Baffin, puis la mer du Labrador. Une grande partie de l'année, le Groenland est dès lors enserré d'un anneau de glaces flottantes d'épaisseur variable, dont l'étendue tend toutefois à diminuer sous l'effet du réchauffement climatique. La calotte glaciaire groenlandaise aurait perdu 4,7 millions de milliards de litres d'eau entre 2002 et 2025. Les liaisons intérieures reposent sur des moyens motorisés (motoluges, chenilles), maritimes et aériens. Seul le Sud-Ouest jusqu'à Sisimiut (Holsteinborg) est cependant accessible toute l'année par voie maritime ; les autres côtes le sont par des moyens spécialisés sur des périodes limitées. Dans ce contexte, le transport aérien s'impose comme le mode de déplacement intérieur le plus fiable.

Ce qui confère à l'île, malgré ces contraintes naturelles, un atout géostratégique majeur est qu'elle constitue une plateforme entre les continents et les océans. C'est donc un avant-poste de l'Europe vers l'Amérique et réciproquement. L'île de glace est à quelques centaines de milles des deux continents, mais tout autant de l'Asie : seuls 1 000 milles séparent le cap Morris Jesup au nord et le cap Tcheliouskine en Russie.

Le Groenland est ainsi la voie d'accès principale à l'Arctique tout en étant le point de passage le plus direct qui relie les océans Arctique et Atlantique.

COURSE À L'ÉCHALOTE
Page de gauche, à gauche : Vladimir Poutine posant devant une photo du *Leningrad*, nouveau brise-glace russe à propulsion nucléaire, en 2024. Il constitue un outil majeur des ambitions russes en Arctique. Page de gauche, à droite : le vice-président américain J. D. Vance lors de sa visite de la base spatiale américaine de Pituffik, au nord-ouest du Groenland, en mars 2025. En haut : vue de Nuuk, capitale du Groenland.

© PAVEL BEDNYAKOV/SPUTNIK/SIPA. © JIM WATSON/AP/SIPA. © ROBERT HARDING/HEMIS.FR



La fonte de la banquise arctique contribue encore à renforcer les avantages de sa position. À proximité de la nouvelle « route du Nord », qui suit les côtes septentrionales russes, les navires commerciaux venant de Chine pour l'Europe pourraient longer les côtes du Groenland. Quelques ports (Nuuk, la capitale ; Qaqortoq-Julianehaab, pour les importations de pétrole ; Maamorilik, pour les exportations de minerais) et cinq aérodromes (principalement Kangerlussuaq, dont le trafic a été reporté sur le nouvel aéroport de Nuuk en 2024, et Narsarsuaq, qui doit être remplacé courant 2026 par le nouvel aéroport de Qaqortok) assurent les liaisons maritimes et aériennes avec le reste du monde.

Un nœud géostratégique

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le Groenland n'a d'ailleurs jamais cessé d'être considéré par les Américains comme un nœud géostratégique permanent. Restitué au Danemark en 1945, après une mise sous tutelle des États-Unis durant le conflit mondial, le Groenland abrite alors des bases militaires américaines. En 1951, un traité entre les États-Unis et le Danemark a autorisé l'armée des États-Unis à « *se déplacer librement* » sur l'île.

Au temps de la guerre froide, le Groenland a dès lors constitué un avant-poste militaire central dédié à la surveillance du pacte de Varsovie et une première ligne défensive dans l'aire arctique. L'armée américaine avait installé là plusieurs bases aériennes pour y positionner les bombardiers stratégiques : celle de Narsarsuaq (Bluie West 1) dont les activités furent intenses pendant la guerre de Corée (1950-1953), puis en déclin quand le rôle de ces bombardiers devint moindre du fait des progrès techniques des avions et des missiles intercontinentaux, au point de devenir l'aérodrome civil de l'île ; la base de Sondrestrom (aujourd'hui Kangerlussuaq), à proximité de la première, qui connut une vocation de centre logistique de quatre stations radar (deux sur la coupole, une à Sisimiut et une à Kulusuk) ; celle de Thulé, installée, à partir de 1951, au bord de la baie de l'Étoile polaire et accessible par mer, qui est devenue quant à elle la base majeure de l'aviation stratégique américaine avec ses infrastructures permettant d'accueillir 10 000 habitants ainsi que des bombardiers nucléaires.

Cette infrastructure stratégique de l'armée américaine comportait en outre la mise en œuvre d'un réseau permanent de surveillance acoustique sous-marine (Sosus) permettant de suivre les sous-marins soviétiques dans les différents accès de l'Arctique, notamment dans le détroit du Danemark.

Depuis la fin de la guerre froide, Thulé est restée l'une des trois bases (avec celles situées en Alaska et au Royaume-Uni) de détection avancée qui couvrent le territoire américain contre les missiles balistiques. Elle demeure la seule grande base militaire dédiée à la surveillance satellitaire intégrée au système de défense Norad (Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, créé en 1958 par les États-Unis et le Canada pour surveiller et défendre l'Amérique du Nord en menant des missions d'alerte aérospatiale, de contrôle aérospatial et d'alerte maritime), même si sa vocation défensive demeure relative par rapport aux puissants moyens militaires et technologiques employés depuis le territoire américain pour la surveillance des points stratégiques dans le monde.

Le lien entre le contrôle du Groenland et le système de défense antimissile américain « Dôme d'or », en cours de conception depuis janvier 2025, a été de son côté mis en avant par Trump, pour la première fois, le 27 janvier 2025, sans que l'intérêt géostratégique soit bien démontré.

Une terre de ressources

Car ce sont surtout ses ressources naturelles, dont l'exploitation deviendra bientôt plus rentable et accessible par transport maritime, par les effets du réchauffement climatique, qui constituent sans doute aujourd'hui le principal facteur d'accélération de la compétition des grandes puissances autour du Groenland.

Le territoire recèle en effet d'importants gisements miniers stratégiques, particulièrement convoités dans le contexte de la transition énergétique mondiale, ainsi que des réserves potentielles d'hydrocarbures. À l'exception de l'uranium, dont une loi

adoptée en 2021 a, à nouveau, interdit l'exploitation, le Parlement local a levé, en 2013, l'interdiction de 1988 relative à l'exploitation des terres rares. Le Groenland regorge de fer, nickel, rubis, métaux rares, hydrocarbures, farine de roche (boue riche en limons et potentiellement fertiles dans les terres arides). En 2023, l'Union européenne y a recensé 25 des 34 matières premières stratégiques. Parmi celles-ci, figurent 17 métaux fondamentaux pour le développement des nouvelles industries (voiture électrique, armement, etc.) à l'échelle mondiale. Leurs réserves sont évaluées à 36,1 millions de tonnes (MT) par le Service national de géologie du Danemark et du Groenland, dont 1,5 MT serait seulement exploitable selon l'Institut géologique américain.

Maîtriser ces ressources constitue donc un atout important, même si leur volume reste relatif. Les gisements de lithium, de graphite, de cuivre et d'uranium – métaux clés de la transition énergétique – suscitent une attention particulière, malgré des quantités limitées (environ 235 000 tonnes de lithium,



LE GRAND ÉCHIQUIER En haut : la base spatiale américaine de Pituffik (ancienne base aérienne de Thulé), au nord-ouest du Groenland. À droite : avec le réchauffement climatique et la réduction de la banquise, qui augmentent la durée de navigation, ouvrent de nouvelles routes commerciales et facilitent l'accès aux ressources, la région arctique est devenue le terrain de toutes les ambitions.

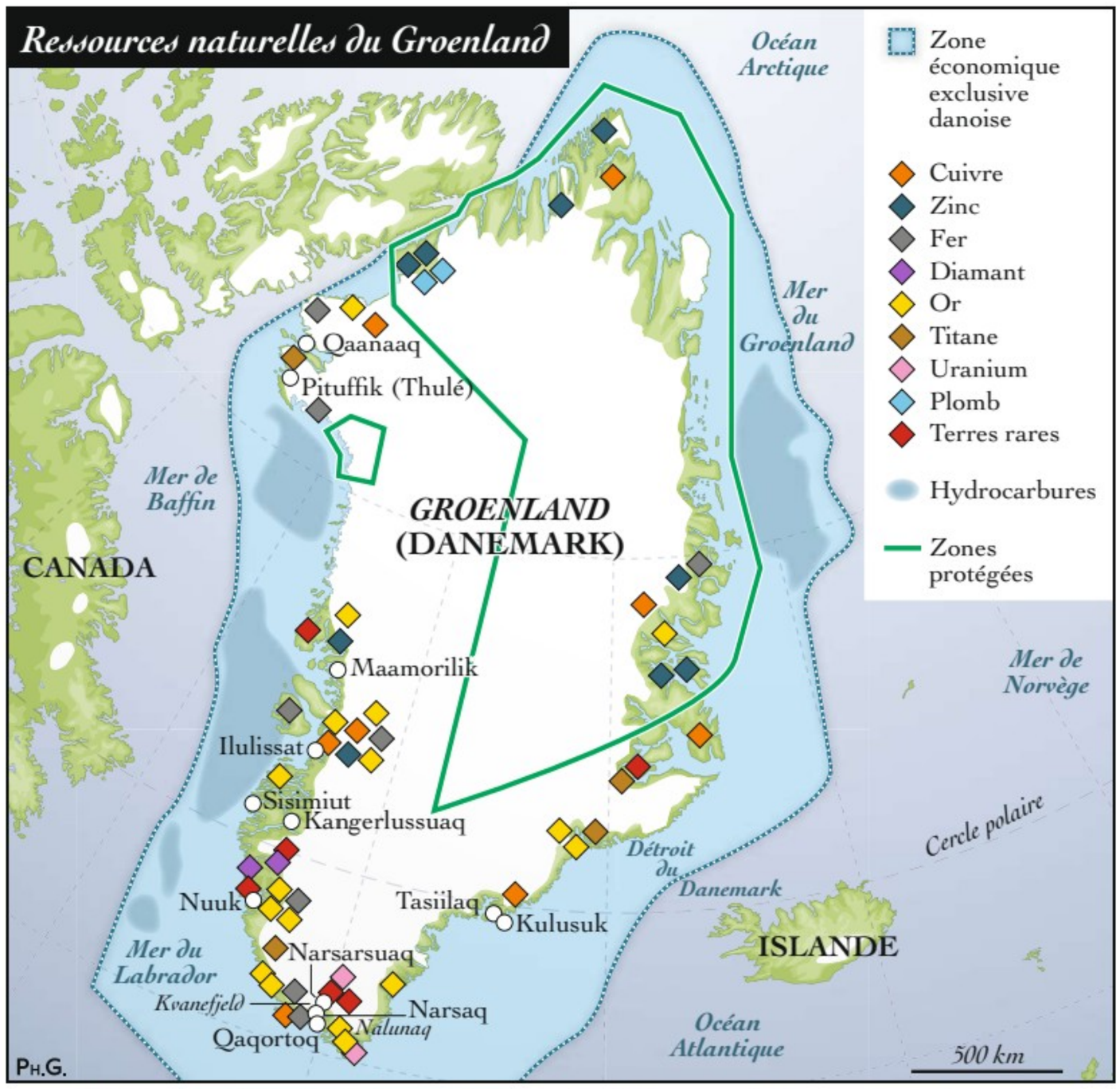
© OPERATION 2022/ALAMY STOCK PHOTO/HEMIS.FR © PHILIPPE GODEFROY.



soit 0,2 % des réserves mondiales, et 6 millions de tonnes de graphite en 2024).

Parallèlement, deux autres minerais sont exploités dans des volumes relatifs : l'anorthosite, sur la côte ouest depuis 2019 ; l'or, dans la mine de Nalunaq au sud. Quant aux hydrocarbures, les prospections accordées avant 2021 se poursuivent, leur rentabilité potentielle étant accrue par la fonte progressive des glaces.

Le Groenland est une terre de ressources, y compris d'eau pure avec la fonte des glaces, qui est considérée comme un véritable « or bleu » vendu dans le monde entier.



MÉTAUX PRÉCIEUX Ci-dessus : le Groenland disposerait d'un volume de terres rares, ces métaux essentiels dans le domaine des nouvelles technologies ou de la transition énergétique, représentant entre 12 et 20 % des réserves mondiales. Mais leur mise en exploitation reste délicate. À gauche : le site de Kvanefjeld, près de Narsaq, au sud-ouest du Groenland, est l'une des plus grandes réserves de terres rares et d'uranium au monde.

Le champ clos des ambitions

Dans ce contexte, les prétentions exprimées par Donald Trump en janvier 2026 relèvent moins d'une foucade irrationnelle du président américain que de la poursuite des objectifs économiques fixés par la nouvelle Stratégie de sécurité nationale de décembre 2025 : assurer la domination économique mondiale dans la sphère d'influence face au compétiteur chinois.

Car il est de fait que la Chine tente de s'implanter au Groenland depuis la fin des années 2010. En 2018, selon une méthode bien connue en Afrique, en Europe et en Asie depuis les années 2000, elle a proposé un prêt pour financer de nouvelles infrastructures, notamment deux nouveaux aéroports, projet qui n'a finalement pas été retenu. En 2025, elle a présenté un nouveau programme d'investissements dans l'exploitation minière avec des intérêts canadiens, qui a été rejeté par le gouvernement groenlandais le 14 août. En guerre économique avec les États-Unis depuis 2018, elle multiplie ainsi les initiatives pour renforcer son rayonnement et sécuriser ses approvisionnements, même si ses projets ont échoué du fait de la résistance du gouvernement autonome du Groenland, dirigé, jusqu'en mars 2025, par une majorité écologiste. En juillet 2021, celui-ci a interdit l'exploration et l'exploitation pétrolières afin de protéger l'environnement naturel.

La Russie voit de son côté dans le Groenland un territoire d'influence en périphérie de ses grands projets maritimes arctiques, sans manifester pour autant de revendication territoriale sur lui. Elle entend devenir un acteur central du commerce mondial entre l'Europe et l'Asie par l'Arctique, et le contrôle du Groenland ne serait pas sans effet pour assurer une stabilité du trafic (encore très relatif) de cette route maritime. D'autres intérêts d'ordre militaire sont aussi à prendre en compte. Depuis 2000, le gouvernement russe a fait rouvrir une dizaine de bases et de ports en Arctique. Le pays contrôle près de la moitié des terres et des eaux arctiques. Les sites de lancement de missiles intercontinentaux, installés dans



© OLIVIER LABAN-MATTEI/MYOP. © PHILIPPE GODEFROY. © LEON NEAL/GETTY IMAGES VIA AFP.



© BRIAN MÄRCHER/HO/AFP.

Bras de fer Ci-dessus : le patrouilleur océanique *Thetis*, de la marine danoise, et la frégate française *Bretagne*, dans le cadre de l'exercice « Arctic Endurance » mené par le Danemark et ses alliés européens, après les menaces de Trump, en janvier 2026. Page de gauche, en bas : les leaders des partis groenlandais participant au gouvernement de coalition, dirigé par le nouveau Premier ministre de centre droit Jens Frederik Nielsen *(deuxième à partir de la gauche)*, à l'issue des législatives de mars 2025.

la péninsule de Kola, qui cibleraient les villes américaines en cas de guerre nucléaire, traverseraient l'Arctique et le Groenland. Le retour de la puissance militaire américaine au Groenland constituerait donc une entrave à sa quête de puissance et une potentielle menace. Face aux projets de Donald Trump, elle n'en a pas moins affiché une position conciliante. Le 20 janvier 2026, le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov s'est montré favorable à la revendication de Trump de s'approprier le Groenland, en faisant un parallèle avec la Crimée en 2014 et l'Ukraine en 2022.

À la croisée des chemins

Le Groenland se situe ainsi à un tournant de son histoire. Déclarant renoncer fin janvier à l'occuper par la force, le président américain n'a pas abandonné l'idée d'en faire une terre avancée de sa défense, comme au temps de la guerre froide. D'autres options pourraient être suivies. Trump pourrait chercher à provoquer son indépendance en proposant un accord exclusif avec le gouvernement groenlandais ou faire pression sur les Européens, en menaçant d'abandonner l'aide apportée à l'Ukraine, pour s'en emparer.

Le contexte politique interne au Groenland crée en outre des conditions favorables pour y parvenir. Rattachée en 1776 au Danemark, qui interdisait jusqu'en 1953 les côtes aux puissances étrangères, puis devenue alors partie intégrante du royaume, l'île a reçu le statut de « territoire autonome » en 1979, à l'exception des questions de défense et de relations extérieures. Ce statut d'autonomie a été renforcé en 2009 par une loi qui accorde notamment aux Groenlandais la gestion de leurs ressources naturelles et inscrit leur droit de revendiquer leur indépendance, qui mettrait fin à la « colonisation » même si, à ce stade, aucun processus d'autodétermination n'est enclenché.

Faiblement peuplé, avec environ 56 000 habitants, le Groenland est un territoire sans poids politique qui reste dépendant des subventions versées par Copenhague – près de la moitié des finances publiques (soit 520 millions d'euros par an) – alors même qu'il a quitté la Communauté économique européenne par voie de référendum en 1982. Sa société souffre d'une identité sans perspective et d'un manque de tissu économique, en même temps que de fragilités sanitaires et sociales (corruption, taux de suicide élevé, alcoolisme) qui rendent incertain son avenir.

Les dirigeants européens, dont Emmanuel Macron, proclament aujourd'hui leur volonté de défendre le territoire contre toutes les ambitions. Mais sa position géostratégique le condamne à se trouver au cœur des rivalités entre les grandes puissances. Sa situation deviendra toujours plus difficile au fur et à mesure que l'environnement géopolitique sera dominé par leur compétition.

Professeur des universités en géographie à Sorbonne Université, Philippe Boulanger dirige le master Gaed Géopolitique-information géographique numérique (Geoint). Il vient de publier *Introduction à la géostratégie* (La Découverte, 2023), *Geospatial Intelligence. Geoint, un outil d'aide à la décision* (Armand Colin, 2024) et *Ukraine. Géostratégie d'une guerre moderne* (Armand Colin, 2025). Sa prochaine publication porte sur la *Géostratégie du monde contemporain* (2026).

À LIRE de Philippe Boulanger



La Géographie, reine des batailles, **Perrin/Ministère des Armées, 368 pages, 23 €.**
Introduction à la géostratégie, **La Découverte, 128 pages, 11 €.**
Ukraine. Géostratégie d'une guerre moderne, **Armand Colin, 224 pages, 23,90 €.**

Par Dominique Le Brun

Ils ont brisé la glace

Rien n'avait pu entraver la soif d'exploration et de découvertes des aventuriers du Grand Nord, au risque, pour certains, d'y laisser leur vie.



JOHN DAVIS (1550-1605)

Avec l'expédition qu'il conduisit en 1585, l'Anglais John Davis fit du Groenland le premier jalon d'une nouvelle route maritime entre l'Europe et la Chine : par le nord du continent américain, le passage du Nord-Ouest. Une association de négociants ayant financé l'armement de deux petits navires, il arrive en vue du Groenland au niveau du 60e parallèle, mais une banquise large et épaisse l'empêche de toucher terre. Il doit longer les glaces sur 400 milles nautiques avant de pouvoir enfin accoster. Davis débarque ainsi au niveau de l'actuel Nuuk, où il établit un premier contact, chaleureux, avec la population inuit. Puis, dès qu'un vent favorable permet de faire route à l'ouest, les deux navires prennent le large et retrouvent la terre devant eux : le détroit ainsi traversé reçoit le nom de Davis. Sur cette côte inexplorée, la découverte d'un fjord profond – baptisé Cumberland Sound – laisse espérer l'existence d'un passage susceptible de donner accès à la Chine. Cependant, la saison se trouve déjà bien avancée, aussi Davis choisit-il de revenir en Angleterre afin d'y préparer une nouvelle expédition, mieux équipée. En 1586, il repart à la tête d'une flottille de quatre navires. Les négociants anglais n'ont pas lésiné sur les moyens ! Mais les glaces lui interdisent l'exploration du Cumberland Sound. L'année suivante, ils ne sont que trois navires à se lancer dans une nouvelle tentative de trouver le passage du Nord-Ouest. Dans un premier temps, les vents conduisent Davis à longer la côte du Groenland, ce qui lui permet d'atteindre 72°12' N, c'est-à-dire Upernavik qui va devenir le point de départ de nombre d'explorations polaires par la suite. Là, le vent permet de mettre le cap sur le Cumberland Sound. L'absence de glaces cette année-là autorise une exploration qui malheureusement, s'achève sur un cul-de-sac. Davis, déçu et pressé par la mauvaise saison, renonce une fois encore, tout en se promettant de revenir. Mais jamais il ne trouvera de commanditaire pour une quatrième tentative.



ILLUSTRATIONS : © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.

HANS EGEDE (1686-1758)

Au début du XVIIIe siècle, le Danemark et la Norvège se trouvent réunis sous la couronne de Frederik IV. C'est pourquoi, en 1720, le culte luthérien des îles Lofoten est assuré par un pasteur formé à l'université de Copenhague : Hans Egede. Sans doute, le fort particularisme de l'archipel norvégien amène-t-il l'homme d'Église à se passionner pour la culture profonde de ses paroissiens dont les ancêtres, jadis, s'établirent en Islande, puis au Groenland. Il apprend ainsi que la communauté viking qui s'y est installée peu avant l'an 1000 sous la conduite d'Erik le Rouge a connu un triste destin : le climat, en se refroidissant, a rendu la « Terre verte » inhospitalière ; la colonie du Groenland s'est éteinte. Pourtant, des baleiniers qui y ont fait relâche rapportent qu'une population misérable s'accroche encore à cette terre ingrate. Le pasteur Egede, alors âgé de 34 ans, considère que s'il s'agit de chrétiens, il faut les convertir à la religion réformée ; et si ce sont des Inuits, les évangéliser. Il convainc ainsi sa hiérarchie de l'envoyer en mission.

Le 3 juillet 1721, le navire *Haabet* (Espérance) dépose la famille Egede sur le site de l'actuel Nuuk, peuplé d'Inuits. Egede se met en quête de l'hypothétique société norroise qui aurait survécu, mais à l'exception de quelques ruines, plus rien n'en subsiste. Alors le couple avec ses deux garçons et ses deux filles se font admettre dans cette communauté misérable parmi les misérables ; ils apprennent sa langue et entrent en guerre contre les chamans afin d'inculquer aux Inuits leurs propres religion et culture. En fondant la mission de Godthaab (Bonne Espérance), ils ouvrent la voie à la colonisation du Groenland par le Danemark. Sur cette terre ingrate, disettes et maladies ne manquent pas de se succéder. Rien n'est épargné aux Egede, comme l'épidémie de variole qui compte l'épouse du missionnaire parmi les victimes. Mais les épreuves ne font que renforcer la foi évangélisatrice de la famille danoise. Hans retourne à Copenhague demander la création d'un séminaire spécialement chargé de former des missionnaires pour le Groenland. Pendant ce temps, ses fils poursuivent son ministère avec une infatigable constance. Poul, l'aîné, se fait de plus ethnographe, naturaliste et philologue pour composer un ouvrage savant bientôt publié à Copenhague. Ce document, traduit en français sous le titre *Description et histoire naturelle du Groenland*, servira longtemps d'ouvrage de référence pour tous les voyageurs de cette partie de l'Arctique, dont Godthaab devient l'escale incontournable.



JULES DE BLOSSEVILLE (1802-1833)

Originaire de Rouen, ce jeune commandant plein d'audace est l'exemple type des officiers de la marine savante qui, entre 1820 et 1840, accomplit près d'une vingtaine de voyages d'exploration à travers tous les océans, et dont les états de service ne comportèrent aucun fait d'armes mais de belles réussites scientifiques. En 1832, le lieutenant de vaisseau Jules Poret de Blosseville lie connaissance avec l'explorateur polaire anglais John Franklin, alors bien connu pour ses explorations des rivages du Grand Nord canadien. De cette rencontre naît son attirance pour les mers arctiques. Sans plus attendre, Blosseville adresse à sa hiérarchie plusieurs projets de campagnes dans les contrées boréales. Et son enthousiasme est récompensé puisqu'il reçoit le commandement du brick *La Lilloise* pour une campagne d'assistance aux morutiers et aux baleiniers qui fréquentent le large de l'Islande et du Groenland. À cette mission s'ajoute un volet scientifique : effectuer des mesures magnétiques et lever une carte de la côte orientale du Groenland entre ses 65e et 69e parallèles. En juillet 1833, le jeune officier relève la terre de Blosseville, le mont Rigny, le pic Bréauté, la baie d'Aunay, les caps Beaupré, Tupinier, Daussy et Savary… Mais après une période de mauvais temps, *La Lilloise* est contrainte de revenir en Islande afin de consolider son gréement. Blosseville en profite pour adresser ses premiers travaux au ministère de la Marine et l'informer de son intention de repartir vers les côtes groenlandaises. À la mi-août 1833, *La Lilloise* appareille en annonçant un retour fin août. Elle ne donnera plus jamais de ses nouvelles.



LE PRINCE NAPOLÉON (1822-1891)

Napoléon Joseph Charles Paul Bonaparte, dit le prince Napoléon, est le cousin germain de Napoléon III (il est le fils de Jérôme Bonaparte, le roi de Westphalie). Homme politique aux multiples casquettes successives, c'est aussi un passionné de voyages, ce qui le conduit, en 1856, à emprunter le yacht impérial pour une croisière dans les eaux arctiques. Et qu'importe si *La Reine Hortense*, élégante corvette à trois-mâts dotée d'une machine auxiliaire, n'est pas le meilleur navire pour affronter les mers polaires. Car après une escale à Reykjavik, l'expédition met le cap sur l'île Jan Mayen. Située sur le 71e parallèle, 270 milles nautiques au large de la côte orientale du Groenland, cette petite terre est cernée par la banquise jusque tard dans l'été. *La Reine Hortense* tente pourtant l'approche en s'engageant dans les glaces jusqu'à s'y trouver bloquée. Par chance, elle retrouve l'eau libre sans qu'un glaçon ait percé la coque, mais l'alerte ne dissuade pas pour autant le prince de poursuivre son voyage au Groenland. Cap est mis sur son extrémité méridionale, le cap Farvel (Farewell) franchi le 22 juillet. La belle saison est donc déjà bien avancée tandis que la banquise ne permet pas encore de faire terre. De plus, il s'avère que les cartes dont dispose *La Reine Hortense* ne sont pas assez précises pour laisser une chance de trouver Frederikshaab (l'actuel Paamiut), but de la traversée. Peu après qu'on a identifié une pointe comme étant le cap de la Désolation – aimable présage – la mer se creuse tandis qu'un brouillard épais s'installe. Or, les soutes à charbon contiennent de quoi faire route pendant 48 heures tout au plus. Et si la visibilité s'améliore, c'est pour révéler une succession de fjords qui entaillent la montagne sans que rien ne permette de les distinguer les uns des autres. À petite vitesse, on longe la côte jusqu'à ce que – miracle ! – sur l'uniformité brune et grise des falaises éclate la tache rouge vif d'un pavillon. Dans les longues-vues, on identifie le drapeau danois. Bientôt, une flottille de kayaks se dirige vers *La Reine Hortense* : ils vont la guider vers le mouillage. Nous sommes le 25 juillet 1856 et, pour la première fois, un navire français fait escale à Godthaab…

GUSTAV HOLM (1849-1940)

En 1876, ce jeune officier de la marine danois est désigné pour participer à une mission géologique au Groenland en tant que cartographe. Séduit par le pays, pris de passion pour son histoire, il se joint au philologue islandais Finnur Jónsson et à l'archéologue danois Daniel Bruun dans leur travail d'identification des anciens sites vikings. En 1880 et 1881, par une confrontation méthodique des découvertes archéologiques, des sagas et des chroniques tenues par les premiers évêques du Groenland, ils relèvent les plans de plus de 40 sites totalisant environ 300 ruines ! En 1882, une mission géologique est l'occasion pour Holm d'accomplir la première ascension connue du cap Farvel (Farewell). C'est lors de cette expédition qu'il entend parler d'une communauté inuit vivant isolée sur la côte orientale du Groenland, au niveau du 66e parallèle. Cette contrée, bordée par une banquise alimentée par le courant marin descendant du pôle Nord, paraît pourtant trop inhospitalière pour abriter la moindre population. Le doute inspire une mission d'exploration du littoral, depuis le cap Farvel jusqu'au plus loin possible vers le nord. Holm en prend la responsabilité, secondé par Thomas Vilhem Garde, lui-même grand explorateur du Groenland. L'expédition comprend un botaniste, un géologue et un traducteur, avec une trentaine d'Inuits pour assurer la logistique. Tout le monde embarque dans des *oumiat*, grands canoës en peau de phoque capables de transporter jusqu'à dix personnes. Les étés de 1883 à 1885 sont ainsi consacrés à une exploration systématique du littoral, avec pour résultat la rencontre de 11 communautés inuits encore inconnues, et notamment celle d'Ammassalik (actuel Tasiilaq). Holm y reviendra en 1894 afin d'apprécier la possibilité d'installer une station que les débâcles estivales permettraient de ravitailler. Ce sera la dernière mission groenlandaise de l'officier de marine, qui achèvera une brillante carrière comme directeur des services hydrographiques danois.





ROBERT E. PEARY (1856-1920)

Célèbre comme vainqueur controversé du pôle Nord en 1909, l'Américain Robert Edwin Peary a fait ses premières armes polaires au Groenland après avoir lu le récit de l'expédition que Nordenskjöld, le découvreur du passage du Nord-Est, y avait effectuée en 1883. En 1886, Peary se fait déposer par un baleinier dans la baie de Disko. Accompagnée par un fonctionnaire danois et des Inuits conduisant un traîneau, la petite expédition se dirige vers l'intérieur des terres ; du 5 au 19 juillet, elle parcourt 150 km et atteint une altitude estimée à 2 500 m. Dès lors, Peary rêve d'aller plus loin. Et pourquoi pas au pôle Nord ? Mais voici que, en 1888, on apprend que le Norvégien Fridtjof Nansen a traversé le Groenland par le sud de sa calotte glaciaire. Robert E. Peary étudie alors une traversée de son extrême nord. Le projet devient réalité en 1891-1892. Le voyage commence très mal puisque, lors de la traversée depuis les États-Unis, l'explorateur se casse la jambe ! Mais la fracture est si bien réduite par le médecin de l'expédition, que quelques mois plus tard, Peary est en état de lancer son raid. Ce médecin n'est autre que Frederick A. Cook, l'autre futur vainqueur possible du pôle Nord ! Parti de la terre d'Inglefield en compagnie d'un Norvégien (Eivind Astrup), il se fait accompagner d'Inuits qui mènent un attelage de 14 chiens. Cette traversée de l'inlandsis (la calotte de glace qui recouvre 80 % du territoire) lui permet d'établir que le Groenland est une île, et non une extension d'un continent qui couvrirait le pôle Nord. De plus, selon lui, la partie nord du Groenland constitue elle-même une île qu'il baptise terre de Peary. D'autres expéditions (voir Mylius-Erichsen et Mikkelsen) prouveront par la suite qu'en réalité, la terre de Peary est une péninsule, mais pour l'heure, cette expédition offre un premier succès à l'explorateur, désormais reconnu. Les conférences qu'il donnera dès son retour du Groenland lui apporteront les fonds pour de nouvelles expéditions, autant d'entraînements pour tenter de conquérir le pôle Nord.

ILLUSTRATIONS : © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.



FRIDTJOF NANSEN (1861-1930)

Certains le connaissent comme prix Nobel de la paix, créateur du passeport pour apatrides au lendemain de la Première Guerre mondiale. À d'autres, le nom de Nansen évoque surtout l'explorateur polaire qui, entre 1893 et 1896, se laissa volontairement prendre dans les glaces de la mer de Laptev, après avoir longé la côte de Sibérie depuis son départ de Norvège, afin d'étudier la dérive de la banquise arctique. Pour ce faire, il avait spécialement conçu un voilier capable de résister à la pression de la glace : le *Fram*. C'est de ce navire que, le 14 mars 1895, lui et son coéquipier Johansen partirent vers le pôle Nord avec un traîneau à chiens, des skis et un kayak. Ils atteindront 86°13'6" N le 7 avril, avant de renoncer et d'entamer une interminable marche de retour qui les conduira sur l'archipel François-Joseph en juin 1896. Là, la rencontre improbable d'une mission scientifique anglaise autorisera un retour facile à la civilisation. Cette longue randonnée reste aujourd'hui encore le plus beau raid jamais accompli par une petite équipe en toute autonomie. Bien moins connue est la traversée du Groenland que Nansen accomplit en 1888. À l'époque, les seules expéditions menées sur l'inlandsis groenlandais sont celles de Nordenskjöld (1883) et de Peary (1886), plutôt modestes puisqu'elles n'ont pas dépassé 150 km depuis la côte ouest. Le projet de Nansen est plus ambitieux puisqu'il envisage une traversée de l'île. Et il partira de la côte orientale parce que celle-ci est d'accès difficile, parfois impossible : mieux vaut en effet ne pas réussir à prendre le départ, plutôt qu'effectuer la traversée et ne pas trouver de navire pour revenir à la civilisation. Nansen, champion de ski reconnu, prévoit que le matériel et les vivres seront transportés dans des petits traîneaux halés par les hommes. Une équipe de six skieurs expérimentés lui apparaît dès lors comme la meilleure formule. De fait, leur navire rencontre les pires difficultés pour franchir la banquise qui défend la côte orientale du Groenland. C'est pourquoi, au lieu d'effectuer la traversée entre le fjord de Sermilik (près de Tasiilaq) et la baie de Disko, le départ est pris plus au sud, dans la baie d'Umiivik, pour arriver à Godthaab (Nuuk). Nansen atteint son but au terme d'une traversée de 49 jours pendant laquelle son équipe a effectué des relevés météo et géographiques quotidiens. À l'exploit sportif s'ajoute ainsi un rapport documenté sur une partie du Groenland jusqu'alors inexplorée.

KNUD RASMUSSEN (1879-1933)

Né dans la baie de Disko d'un père missionnaire danois et d'une mère inuit, Knud Rasmussen est élevé dans une double culture. Il passe son enfance au Groenland où il s'initie à la conduite du traîneau à chiens et à la navigation en kayak, avant de partir au Danemark suivre des études. Sa formation intellectuelle occidentale explique qu'il dispose d'un recul suffisant pour s'attacher à collecter chants, légendes et traditions. Et c'est dans ce but qu'en 1902-1904, il conduit une mission baptisée « expédition littéraire » du Groenland, dont le récit connaîtra un grand succès au Danemark. L'intérêt que porte Rasmussen à la culture inuit n'est pas qu'intellectuel ; en 1910, il fonde un comptoir où les chasseurs inuits pourront négocier fourrures et ivoires dans des conditions équitables. Le site choisi est le village d'Uummannaq, dans la North Star Bay (76°30' N) ; voici donc le plus septentrional des établissements danois, rebaptisé Thulé, en référence au voyage accompli en Arctique par le Massaliote Pythéas, vers 350 avant notre ère. Thulé donne aussi son nom aux sept expéditions que Knud Rasmussen organise à partir de 1912. Deux d'entre elles méritent d'être soulignées. En 1912 et 1917, il traverse l'extrême nord de l'inlandsis, confirmant que la terre de Peary est bel et bien rattachée au Groenland (voir Peary, Mylius-Erichsen et Mikkelsen). Mais la plus extraordinaire se déroule entre 1921 et 1924, lorsque Rasmussen visite en un seul voyage toutes les populations inuits réparties entre la côte ouest du Groenland et le détroit de Béring. Il s'agit pour lui de déterminer les invariants et les différences que montrent les diverses communautés. Au printemps 1923, l'expédition se scinde en deux groupes : l'un étudie l'est du Grand Nord canadien tandis que Rasmussen part vers l'Alaska en compagnie de deux Inuits, Qaavigarsuaq Miteq et Arnarulunnguaq. C'est à la fin de l'été 1924 qu'ils atteignent Nome, à l'extrême pointe ouest de l'Alaska, avant de franchir le détroit de Béring en bateau afin de visiter les communautés de Sibérie orientale. Mais un problème de visa les oblige à gagner Seattle. Leur retour au Groenland via New York constituera pour les explorateurs inuits la plus exotique des expériences !



ILLUSTRATIONS : © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.



LOUIS-PHILIPPE ROBERT D'ORLÉANS (1869-1926)

Le prétendant au trône de France de 1894 à 1926 sous le nom de Philippe VIII fut aussi un grand voyageur et un explorateur polaire ! Entre déboires familiaux et démêlés politiques, il voyage dans le monde entier et se livre à sa passion pour la grande chasse, des États-Unis au Caucase en passant par l'Afrique. Puis il découvre le charme des croisières, armant le yacht à vapeur *Maroussia*, d'abord pour sillonner la Méditerranée, puis pour visiter les côtes d'Europe du Nord. C'est ainsi qu'en 1904, au cours d'une croisière en Norvège et au Spitzberg, il est pris d'une irrésistible attirance pour l'Arctique. Il achète alors le trois-mâts *Belgica* avec lequel Adrien de Gerlache a effectué une expédition audacieuse en Antarctique en 1898-1899, avec à son bord deux personnages voués à la célébrité : Frederick A. Cook et Roald Amundsen ! En 1905, son idée est d'approcher le plus possible du pôle Nord depuis le Spitzberg, mais il rencontre la banquise et se dirige alors vers le Groenland, qu'il touche par 73°37' N. De là, il parvient à s'avancer encore vers le nord, jusqu'à 78°16' N, latitude alors jamais atteinte dans ces parages. Il longe ainsi 200 km de côtes inconnues, baptisant de la sorte une île de France et une terre de France. Sans doute afin de couper court à d'éventuelles revendications françaises, les autorités danoises renommeront plus tard les lieux terre du Duc d'Orléans et cap Philippe. Quant au duc d'Orléans, en 1907, il tente d'emprunter le passage du Nord-Est pour rejoindre le Pacifique via le détroit de Béring. Malheureusement, les glaces lui interdisent de dépasser la Nouvelle-Zemble. Dépité, Louis-Philippe d'Orléans revient alors à son amour de la chasse, pratiquée sous des latitudes plus clémentes.



ILLUSTRATIONS : © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.

LUDVIG MYLIUS-ERICHSEN (1872-1907)

Journaliste, écrivain, ethnologue, ce Danois accompagne Rasmussen dans son « expédition littéraire » de 1902-1904. C'est ce qui le conduit, en 1906, à prendre la tête de l'expédition dite « Danmark », nom du navire qui la transporte au nord-est du Groenland. Elle a pour but de vérifier que la terre de Peary est bien une île, ainsi que l'affirme son découvreur ; si tel était le cas en effet, le Danemark pourrait craindre une revendication américaine. Au printemps 1907, après avoir hiverné au cap Bismarck (76°46'N), les cinq membres de l'expédition longent le nord-est du Groenland et atteignent le nord de la terre du Prince Christian. Ils se divisent alors en deux groupes. Johan Peter Koch et Alfred Wegener se dirigent vers le nord et atteignent le cap Bridgman en reliant leurs relevés topographiques à ceux de Peary, puis ils reviennent vers le sud. Mylius-Erichsen, Hagen et Brønlund vont vers l'ouest. Comme ils atteignent l'Independance Fjord, les trois hommes croisent Koch et Wegener sur le chemin du retour pour retrouver le *Danmark*. L'équipe de Mylius-Erichsen poursuit vers l'ouest bien que ses vivres soient réduits ; elle compte sur la chasse pour se nourrir. Malheureusement, les distances à parcourir sont plus importantes que ce que les relevés de Peary laissaient supposer. Arrive le moment où faire demi-tour s'impose, mais dès lors les difficultés s'accumulent. Le gibier se révèle inexistant et le terrain difficile ; on sacrifie un à un les chiens de traîneau ; on continue en se gelant les pieds. Le but est d'atteindre la terre de Lambert où, à l'aller, un dépôt de vivres a été constitué. Ils n'y arriveront pas. Fin novembre, Hagen et Erichsen meurent d'épuisement sur la côte de Holm. Brønlund atteint la terre de Lambert mais meurt aussi, à ce point épuisé qu'il ne parvient pas à accéder aux vivres. Pendant que les trois hommes agonisent, une expédition de secours quitte le *Danmark*, mais le mauvais temps la contraint à faire demi-tour. C'est seulement au printemps 1908 que Koch parviendra à atteindre la terre de Lambert où il trouvera le corps de Brønlund, et avec lui une partie des notes et des cartes relevées lors de leur expédition funeste. Hélas, ces documents ne suffisent pas à démontrer que la terre de Peary n'est pas une île.



EJNAR MIKKELSEN (1880-1971)

Une fois connu le drame de l'expédition « Danmark », les autorités danoises organisent une expédition chargée de retrouver le journal de Mylius-Erichsen. La mission est confiée au capitaine Mikkelsen qui possède une solide expérience de la navigation arctique. En 1909, il choisit ainsi de partir sur un petit voilier identique à celui que Roald Amundsen a utilisé pour franchir le passage du Nord-Ouest quelques années auparavant. Les glaces abondantes cette année-là l'empêchent de dépasser l'île Shannon (75°N). Une première reconnaissance jusqu'à la terre de Lambert ne permet pas, malgré une recherche scrupuleuse, de découvrir de nouveaux documents. Au printemps 1910, accompagné d'un jeune mécanicien enthousiaste, Iver P. Iversen, Mikkelsen part sur les traces de l'expédition disparue, dans l'espoir de retrouver les documents qui auraient été déposés dans des cairns, ainsi que procèdent à l'époque tous les explorateurs. Ils en trouvent deux, abritant des messages dont l'un expose clairement que le détroit de Peary n'existe pas. De fait, entaillée par le Victoria Fjord à l'ouest et l'Independance Fjord à l'est, la terre de Peary est reliée au reste du Groenland par un isthme large de 150 km environ. Les deux hommes peuvent désormais retourner sur l'*Alabama*. Malheureusement, tandis qu'ils arpentaient l'inlandsis, le petit navire a coulé au mouillage, victime d'une voie d'eau irréparable. Son équipage a utilisé le bois de l'épave pour construire une maison où, pendant l'été 1910, un baleinier de passage les a récupérés. Le 18 septembre 1910, lorsqu'ils atteignent, exténués, l'île Shannon, Mikkelsen et Iversen ne peuvent que constater leur abominable infortune. Alors commence l'attente d'un navire sauveteur, qui ne pourra de toutes les façons pas arriver avant l'été 1911. Or cette année-là, la banquise ne dégèle pas : c'est seulement en 1912 que le baleinier norvégien *Sjoblomsten* parvient à accoster l'île Shannon et à rapatrier les malheureux qui patientent depuis maintenant deux ans !



ALFRED WEGENER (1880-1930)
Astronome et géologue de formation, ce grand savant allemand fut aussi un chercheur passionné de météorologie. Et surtout, on lui doit la théorie de la dérive des continents, dont il exposa les principes dès 1912 et qui ne fut acceptée par l'ensemble de la communauté scientifique qu'à la fin des années 1960.
C'est la météorologie qui fait de Wegener un explorateur du Groenland, lorsqu'il est appelé à participer à la mission « Danmark » de 1906-1908, où il est le binôme de Johan Peter Koch (voir Ludvig Mylius-Erichsen). Les deux hommes repartent ensemble en 1912 avec pour programme un hivernage sur la côte est du Groenland, avant de traverser l'inlandsis dans sa plus grande largeur, afin de rapporter des observations météo réparties sur un vaste espace géographique. Puis survient la Première Guerre mondiale durant laquelle Wegener sert comme prévisionniste. La paix revenue, il enseigne à l'université de Graz et poursuit son étude de la dérive des continents.
Une nouvelle expédition est envisagée avec Koch, mais la mort subite de celui-ci amène Wegener à organiser lui-même, en 1930, une expédition allemande à double objectif. Le premier consiste à mesurer l'épaisseur de la calotte glaciaire du Groenland. Le second est d'établir trois stations météorologiques, en prévision de l'ouverture de routes aériennes transatlantiques qui seront fréquentées par les dirigeables dont l'Allemagne s'est fait une spécialité. La base météo ouest, implantée près de Nuuk, sert de point de départ pour gravir l'inlandsis et positionner au centre de l'île la station nommée Eismitte. C'est en effectuant une navette de ravitaillement entre ces deux établissements que, dans les premiers jours de novembre 1930, Alfred Wegener et son coéquipier groenlandais Rasmus Villumsen sont pris dans une tempête et meurent de froid.
Wegener a donné son nom à l'institut polaire allemand : Alfred-Wegener-Institut, Helmholtz-Zentrum für Polar und Meeresforschung.

JEAN-BAPTISTE CHARCOT

(1867-1936)

Fils du célèbre neurologue Jean-Martin Charcot, Jean-Baptiste effectue à son tour des études de médecine brillantes, même si sa vocation le guide plutôt vers la mer et la recherche. La fortune dont il hérite finance la construction d'un navire d'exploration polaire, *Le Français*, avec lequel il effectue une première mission en péninsule Antarctique (1904-1905). Surnommé « *Polar Gentleman* » par les Anglais admiratifs, il fait construire un bâtiment plus important, le *Pourquoi-Pas ?*, trois-mâts barque à machine auxiliaire sur lequel il repart en Antarctique (1908-1910). Aujourd'hui encore, le Muséum national d'histoire naturelle exploite les échantillons rapportés de ces deux missions ! Pendant la Première Guerre mondiale, le *Pourquoi-Pas ?* devient navire-école de la Marine nationale tandis que Charcot sert comme médecin, puis comme commandant d'un bateau-piège conçu pour couler les sous-marins ennemis. Au retour de la paix, le *Pourquoi-Pas ?* reprend les missions scientifiques, avec désormais le Groenland pour destination de prédilection ; dix expéditions se succèdent jusqu'en 1936. En 1926, il cartographie et étudie la côte de Blosseville, à l'est de l'île. En 1928, Charcot participe aux secours du dirigeable *Italia* qui s'est écrasé sur la banquise dans les parages du Svalbard, avant de rechercher l'hydravion engagé dans cette même mission et porté disparu avec, à son bord, le pilote pionnier de l'aéronavale René Guilbaud et l'explorateur Roald Amundsen. De 1931 à 1933, le *Pourquoi-Pas ?* assure le soutien logistique d'une mission française sur la côte orientale, entre le Scoresby Sund et la côte de Blosseville. Et en 1934, la mission scientifique programmée est mise à profit pour déposer la première expédition organisée par Paul-Émile Victor. En 1936, c'est après avoir déposé Victor vers Ammassalik (actuel Tasiilaq) où il hivernera dans une communauté inuit, que le *Pourquoi-Pas ?* est pris dans un ouragan devant les côtes d'Islande. Dans la nuit du 15 au 16 septembre 1936, il fait naufrage dans la baie de Reykjavik en ne laissant qu'un seul survivant. La France recevra la nouvelle comme une catastrophe nationale.

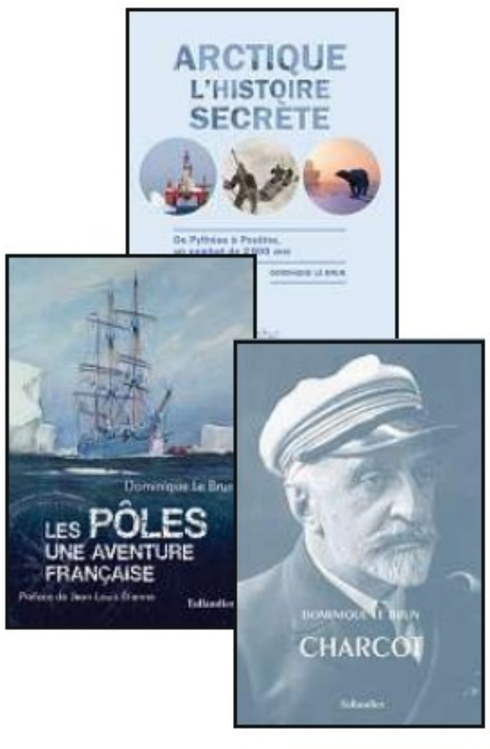


ILLUSTRATIONS : © XAVIER BESSE POUR LE FIGARO HISTOIRE.

PAUL-ÉMILE VICTOR (1907-1995)

En 1934, comme il se prépare à appareiller pour le Groenland à bord du *Pourquoi-Pas ?* de Charcot, Paul-Émile Victor a 27 ans et une vie déjà bien remplie. Ce Jurassien a « fait » Centrale à Lyon avant de devenir élève-officier de la marine marchande, puis obtenir une licence en sciences de l'Institut d'ethnographie du Trocadéro, futur musée de l'Homme. De l'été 1934 à l'été suivant, il séjourne à Ammassalik où ses travaux anthropologiques prennent une forme très concrète puisqu'il s'initie au subtil langage inuit, apprend à conduire un traîneau à chiens et à pagayer sur un kayak en peau de phoque. Lorsqu'il revient en France en 1935, il a interviewé environ 900 Inuits, parcouru un millier de kilomètres en traîneau et collecté 3 300 objets pour le musée du Trocadéro. Définitivement amoureux du Groenland, il monte un nouveau projet : une traversée ouest-est entre Christianshaab (actuel Qasigiannguit) et Ammassalik avec des traîneaux. À la suite de celle-ci, il passera un an dans une communauté inuit. La traversée est une réussite, et le séjour va inspirer un succès d'édition remarquable : *Boréal* suivi de *Banquise*. Survient la Seconde Guerre mondiale. Victor, qui possède par ailleurs un brevet de pilote, met ses compétences polaires au service de l'US Air Force : il devient conseiller pour la création d'escadrilles de recherche et de sauvetage des avions perdus en Arctique. C'est ainsi qu'il prend conscience de l'importance géostratégique tenue par le Groenland dans le face-à-face qui oppose les États-Unis et l'URSS. Il estime aussi que la France doit y prendre sa place ; c'est pourquoi il use de la notoriété acquise avant-guerre pour fonder les Expéditions polaires françaises (EPF) – missions Paul-Émile Victor. Cet organisme va centraliser l'organisation de la recherche polaire française, avec au programme l'installation d'une base scientifique au Groenland et l'exploration systématique de son inlandsis. Entre 1947 et 1976, lorsque Victor en abandonne la direction, les EPF organisent 150 expéditions scientifiques ; lui-même participe en personne à 14 missions au Groenland et 17 en terre Adélie. Après 1976, « PEV », ainsi qu'on le surnomme, se consacre à la défense de l'environnement tout en renouant avec sa première passion de jeunesse : la Polynésie, où il choisira de finir ses jours.

Dominique Le Brun est spécialiste du monde maritime auquel il a consacré de nombreux livres. Son dernier titre paru est *Erik le Rouge* (Tallandier, 2025).



À LIRE de Dominique Le Brun

Arctique, l'histoire secrète, Omnibus, 672 pages, 24 €.
Les Pôles, une aventure française, Tallandier, 336 pages, 20,90 €.
Charcot, Tallandier, 144 pages, 17 €.



PORTFOLIO

Par Luc-Antoine Lenoir



PHOTOS : © MUSÉE NATIONAL DU DANEMARK.

Le Monde d'hier

Les diapositives colorisées de la société Richter fixent le Groenland des années 1920 et 1930. Inuits, Danois, métis constituent une société tournée vers la mer, vivant encore de ses gestes anciens, avant le basculement de la modernité.



Aride Arctique
Page de gauche : comptoir dans une baie du nord-ouest du Groenland. Deux navires, dont vraisemblablement, au premier plan, le trois-mâts d'exploration *Godthaab*, ont ravitaillé les équipes sur place. Ci-contre : à la belle saison, les morues pêchées et salées sont séchées en plein air sur la roche, et doivent être protégées des éventuelles averses. Ci-dessous : la chasse à la baleine est une tradition séculaire inuit.



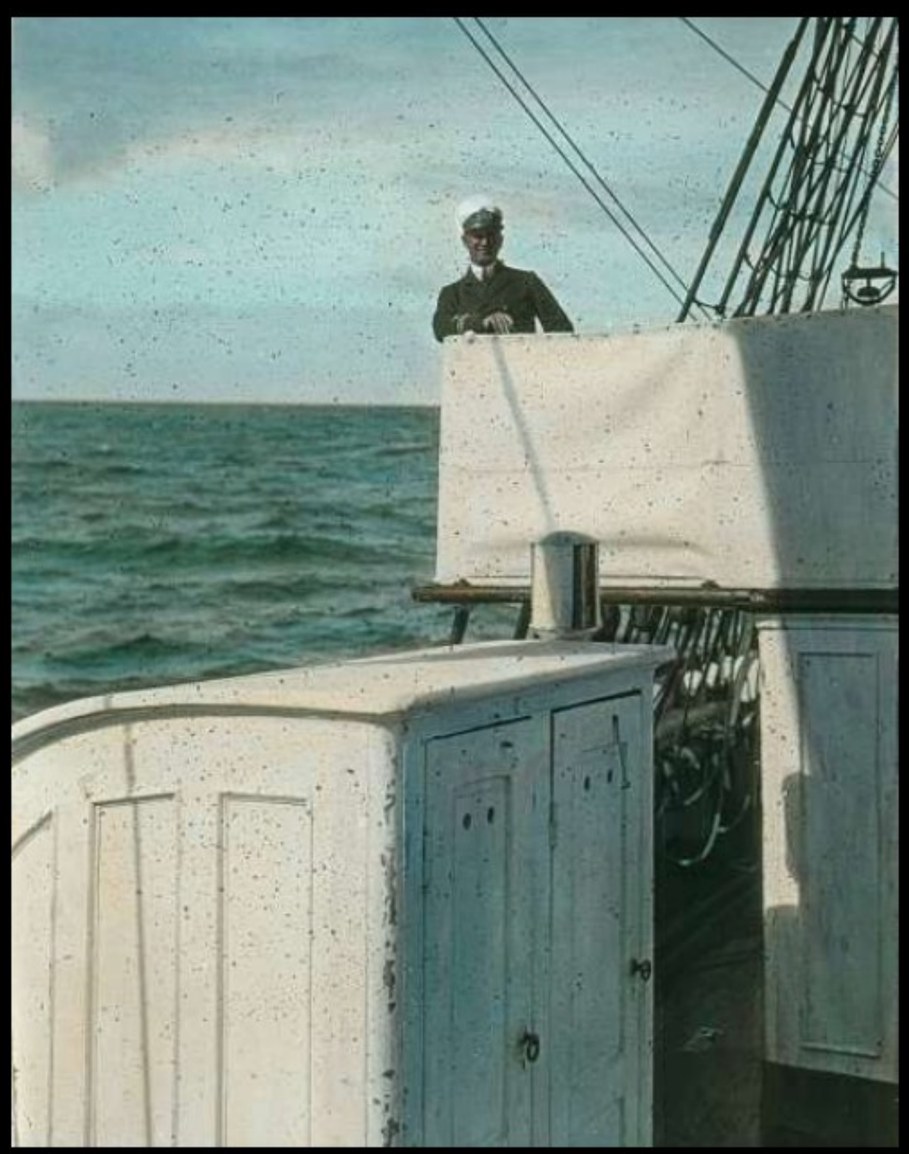
À quoi tient cette impression feutrée ? Au fait de se trouver, là-haut, aux confins du monde et comme en dehors, avec en contrebas le reste des nations, occupées à d'autres affaires ? Ou bien à cette lumière douce, forcément douce puisque le soleil, ici, est toujours oblique ? Les diapositives colorisées de la société Richter, de Copenhague, prises dans les années 1920 et 1930, conservées aujourd'hui aux archives de la Société royale de géographie danoise, fixent un Groenland encore immémorial et immobile.

Les autochtones inuits sont rassemblés pour que l'on voie bien leurs visages. Il y a dans ces regards un mélange de malice et de gravité. C'est peut-être le climat terrible qui parle : il faut l'affronter et profiter de chaque moment de calme pour rire. Les vêtements sont comme des provocations ; des couleurs vives adressées aux bleus sombres de la mer, au blanc des icebergs, au vert des maigres reliefs. Loin de distinguer les Esquimaux entre eux, ces nuances fortes les relient au contraire, en font le sel de cette terre. En uniformes sombres, il y a les Danois : depuis le XVIII^e^ siècle, leurs navires débarquent régulièrement, déposent bois, fer, nouvelles du reste du monde. Une administration s'est installée, un monopole, des comptoirs ; mais la vie quotidienne demeure tournée vers la mer, vers ce qu'elle donne et ce qu'elle reprend.

Sur l'eau, on utilise le kayak, fait de peaux cousues par les femmes. On le laisse glisser sur son erre, après une chasse au phoque, au béluga ou encore au narval. Il remonte à une histoire longue, celle des Thuléens, venus du Nord-Ouest il y a des siècles, qui apprirent à faire corps avec cette nature. Il n'est pas rare qu'un homme ne rentre pas, pris dans la tempête ou renversé par un cétacé. Sur la grève, des baleines boréales témoignent d'ailleurs d'un grand combat de chasse, parfois de plusieurs jours, et présagent du travail à venir pour en extraire la viande, les os, l'huile. Pour ces heures qui s'annoncent, il y a des chants prévus, et sinon le silence, dû à ces divines nourricières, profondément respectées. Comme c'est la belle saison, les morues sèchent en plein air. Comme le reste, elles vont permettre aux foyers et à leurs innombrables chiens de traîneau de passer l'hiver.

Quelques années plus tard, Jean Malaurie fera le portrait patient de ce monde ancien, déjà sur le fil. Il montera au Grand Nord rencontrer les « *derniers rois de Thulé* », écoutera les récits et décrira tout le Groenland, ses rites et ses savoirs, avec une précision inquiète. Car tout allait se défaire, ensuite : la guerre mondiale avait été lointaine, mais voilà que l'île se retrouvait entre les géants américain et soviétique. Ce Nord fut rattaché à l'Ouest. Des avions espions s'y posèrent, des casernes et des radars furent construits, le ravitaillement apporta des denrées nouvelles et remplaça la chasse poétique et meurtrière. Le Groenland revint sur la même planète que le reste des hommes.







COLORE LE MONDE
En haut et en bas : familles inuits rassemblées. Les motifs de l'habillement évoquent un folklore millénaire. Ci-contre : un marin danois à bord d'un bâtiment de ravitaillement en mer Arctique. À partir des années 1920, les Danois installèrent sur tout le territoire du Groenland des comptoirs, des stations ou même de simples dépôts d'équipement, pour marquer leur présence et lutter contre les velléités d'annexion des autres puissances régionales, notamment les États-Unis, intéressés par le territoire dès le XIX[e] siècle, ou encore la Norvège.



PHOTOS : © SOCIÉTÉ ROYALE DE GÉOGRAPHIE DU DANEMARK/MUSÉE NATIONAL DU DANEMARK. PHOTOS : © MUSÉE NATIONAL DU DANEMARK.

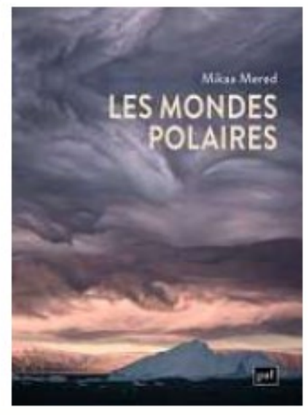


Sang et eau Ci-dessus : chasse au phoque en *kayak*, ou « bateau de l'homme » en inuktitut. Le chasseur repère le phoque quand il émet un panache de condensation en remontant pour respirer dans un trou de glace ou à la surface de l'eau. Pour éviter d'être lui-même trahi par son odeur, l'homme approche lentement, face au vent, puis utilise un harpon relié à une ligne de peau et parfois équipé d'un flotteur. L'animal est poursuivi et finit par s'épuiser. Sur cette embarcation étroite, le risque de naufrage est élevé, et souvent mortel dans les eaux glaciales. Une fois tué, l'animal est hissé sur le kayak, ou hâlé sur le côté jusqu'à la terre ferme. Il est entièrement utilisé par les familles inuits : peau (vêtements), os (outils), viande, graisse (pour l'alimentation ou les lampes à huile traditionnelles), etc.

LIVRES

Par Jean-François Chemain, Charlotte de Gérard, Geoffroy Caillet et Luc-Antoine Lenoir

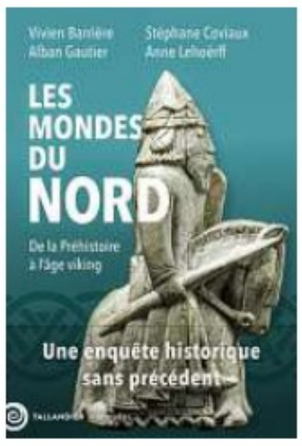
Fluide glacial



Les Mondes polaires. **Mikaa Mered**

Écrit par l'un des meilleurs spécialistes du sujet, ce manuel propose « *des clés de lecture et de compréhension* » des enjeux stratégiques liés aux pôles. Articulé en trois parties (Arctique, Antarctique, fiches stratégiques pour chacun des 32 pays qui y sont engagés), il montre comment la fonte des glaces redessine les routes maritimes et aiguise les rivalités entre puissances, que les ambitions renouvelées des États-Unis, par la voix de Donald Trump, ont soudainement remises en lumière. Il souligne également le rôle crucial des peuples autochtones et la nécessité d'une gouvernance internationale adaptée à ces espaces en perpétuelle mutation. Loin des fantasmes d'eldorado, une plongée éclairante dans la complexité des réalités polaires et des enjeux stratégiques du XXIe siècle. ***GC***

PUF, 2019, 528 pages, 25 €.



Les Mondes du Nord. De la préhistoire à l'âge viking

Vivien Barrière, Stéphane Coviaux, Alban Gautier, Anne Lehoërff

On a coutume de placer la Méditerranée au centre des cartes en tant que foyer de grandes civilisations, considérant le nord du 50e parallèle comme une « périphérie » qui n'avait que ponctuellement accès à l'Histoire. Les auteurs rendent justice à ce vaste espace, qui s'étend sur trois continents, possède deux mers intérieures propices aux échanges (mers du Nord et Baltique), et a connu de longue date une histoire « *riche, pleine et entière* ». Historiens et archéologues, ils savent, à travers 23 chapitres allant de la plus ancienne préhistoire jusqu'au XIIe siècle, présenter de manière vivante les découvertes les plus récentes, valorisées par les progrès scientifiques et technologiques de l'archéologie. Un exemple : l'étude génétique d'objets en ivoire de morses découverts à Kiev, montrant que ceux-ci provenaient de l'Atlantique Nord, élargit sensiblement le champ des routes commerciales… Cet ouvrage savant est ainsi accessible à tous les publics. Il a en outre le rare mérite de ne pas céder à la tentation des idées à la mode : enfin des universitaires qui ne sont pas obsédés par le genre ! ***J-FC***

Tallandier, « Humanités », 2025, 656 pages, 29,90 €.

Saga d'Eiríkr le Rouge, Saga de Hávardr de l'Isafjördr, Saga de Gísli Súrsson **(3 volumes)**. **Traduites par Régis Boyer**

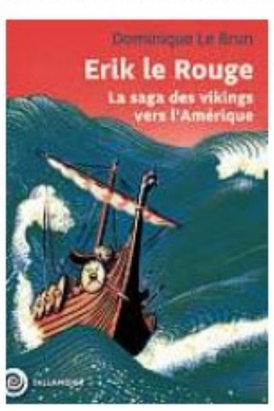
Fleurons méconnus de la littérature médiévale islandaise des XIIe et XIIIe siècles, les trois *Sagas* traduites ici par Régis Boyer relatent les aventures des Norvégiens des Xe et XIe siècles. Véritable vivier de mythes, ces récits épiques et envoûtants font défiler amour et vengeance, bravoure et trahison : autant de sentiments qui animent des héros perpétuellement forcés de choisir entre la soumission et le défi lancé au destin. Une lecture savoureuse et intemporelle. ***CdeG***



Gallimard, « Folio 3 € », 2023, 112 pages, 96 pages et 146 pages, 3 € chacun.

Erik le Rouge. La saga des Vikings vers l'Amérique. **Dominique Le Brun**

La « saga » du sous-titre n'est pas un abus de langage. Elle reprend fidèlement le terme désignant les textes islandais qui nous ont fait connaître le peuplement par les Vikings des terres septentrionales (Islande, Groenland, Vinland) à partir du Xe siècle. Elle mérite aussi ce nom pour le souffle avec lequel elle raconte la formidable aventure qui mena Thorvald, son fils Erik le Rouge et ses successeurs toujours plus à l'ouest de leur Norvège natale. Passant au crible ces sagas et leurs différentes traductions, croisant ses connaissances de la navigation et les découvertes archéologiques (il fallut celle de l'anse aux Meadows, en 1960, dans l'actuel Canada, pour attester l'arrivée des Vikings en Amérique, près de cinq siècles avant Christophe Colomb), Dominique Le Brun entraîne le lecteur sur les terres inviolées d'une épopée grandiose. ***GC***



Tallandier, 2025, 288 pages, 20,90 €.

Alors tu veux acheter le Groenland… Des Vikings à Trump

Elizabeth Buchanan

Le Groenland dépasse largement le Groenland. Dans ce livre tonique, au ton volontiers ironique, l'auteur, chercheuse australienne, montre comment cette île immense, souvent réduite à un désert de glace, est devenue un nœud stratégique du XXIe siècle. Routes arctiques, minerais : la question des ressources, étrangement peu discutée lors du récent coup de force de Donald Trump, est posée ici avec limpidité. Mais cet essai a aussi une autre vertu : rappeler qu'il existe des Groenlandais. Entre aspirations nationales et dépendance au Danemark, leur histoire et leur identité donnent sa profondeur au sujet. Toute puissance doit le savoir au moment de vouloir « acheter » le pays. Paru fin 2025, cet ouvrage appelé à durer explique comment le Groenland est devenu, à sa manière, un point chaud du globe. ***L-AL***



Saint-Simon, 2025, 144 pages, 21,80 €.



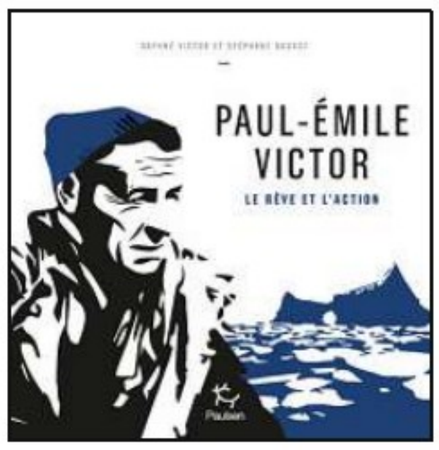
Les Derniers Rois de Thulé. **Jean Malaurie**

Avec un titre aussi splendide, il s'agissait de tenir ses promesses. Explorateur et scientifique en action, Jean Malaurie les dépassa lorsque fut publié – et bien vite salué – ce livre en 1955, récit d'une année complète chez le peuple le plus septentrional de la planète. De l'explorateur grec Pythéas aux nazis cherchant un berceau idéalisé de la civilisation aryenne, l'Occident n'avait cessé de rêver Thulé, l'île sur laquelle « *la nuit régnait cent jours de suite au moment du solstice d'hiver* » (César). Jean Malaurie la parcourut en traîneau à chiens, alliant le plus sérieux de l'ethnographie au plus romanesque de l'exploration, parmi les Inughuit (Inuits au nord-ouest du Groenland). Il dormit dans leurs maisons de glace, partit chasser avec eux, manqua mourir dans un effarant raid polaire. Il les aida, fixa leur généalogie pour empêcher les consanguinités. Dans ces pages, il étudie leur société ; raconte, aussi, leurs rêves, leur humour, leurs travaux et leurs jours. Il comprit que ce peuple était une civilisation, plus qu'un vestige. Il plaida pour lui lorsque l'Oncle Sam installa ses bases et bouleversa la région. Des décennies après, on continue avec lui d'écouter respirer le cosmos du Grand Nord ; on prête l'oreille aux chuchotements et aux rires feutrés par la neige. De la pure et grande littérature. ***L-AL***

Pocket, « Terre Humaine Poche », 2001, 864 pages, 14,50 €.

Paul-Émile Victor, le rêve et l'action

Daphné Victor et Stéphane Dugast



Il est des rencontres qui changent une vie. Ce n'est pas Paul-Émile Victor qui aurait dit le contraire. Celle qu'il fait avec le commandant Charcot en 1933 détermine l'étudiant en ethnographie qu'il est alors à s'embarquer l'année suivante pour la seule destination qui reste encore à découvrir : les pôles. D'abord le Groenland, qu'il traverse en traîneau à chiens d'est en ouest et dont il fait connaître la culture traditionnelle, puis la terre Adélie. Avant de s'installer en Polynésie, où il finira sa vie, sans jamais rompre toutefois avec les terres glacées. Sous la plume de sa fille, Daphné Victor, et du reporter Stéphane Dugast, cette biographie aussi riche que magnifiquement illustrée trace un portrait fidèle et attachant d'un homme, et d'un explorateur habité au plus profond par le sens de la transmission. ***GC***

Paulsen, 2020, 216 pages, 39,90 €.



Boréal. Une année en pays esquimau. **Paul-Émile Victor**

Publié en 1938, ce journal de l'expérience vécue par Paul-Émile Victor au Groenland vaut tous les livres d'aventure. De 1934 à 1937, l'apprenti explorateur, fraîchement débarqué du *Pourquoi-Pas ?* du commandant Charcot, fait trois séjours au milieu des Esquimaux d'Ammassalik, sur la côte est de la terre glacée. Il apprend leur vie, leur langue, leurs mœurs, partage en tout leur univers fait de fjords, de traîneaux et de chiens, de chasse au phoque, au narval, au requin, à l'ours, et connaît l'amour avec la jeune Inuit Doumidia. Si les observations scientifiques ne manquent pas, la valeur de son récit tient peut-être au regard passionné que Paul-Émile Victor pose sans cesse sur tous ceux qui l'entourent, trop heureux d'avoir abandonné ses arides cours d'ethnographie à la Sorbonne pour s'adonner à la grande aventure des relations humaines. ***GC***

Points, « Points Aventure », 2025, 432 pages, 10,20 €.



Les Pôles. Une aventure française

Dominique Le Brun

L'histoire des pôles, faite de glace, d'orgueil et de malentendus géographiques, est aussi largement française. Dès le XVII^e^ siècle, le marchand Balthazar de Moucheron imagine une route du Nord vers la Chine. Au XVIII^e^ siècle, Bouvet de Lozier croit distinguer le continent austral dans les brumes. Marion-Dufresne, Kerguelen poursuivent cette quête obstinée. Puis viennent d'autres figures et leurs découvertes plus concrètes : Blosseville, disparu dans les glaces, Dumont d'Urville, opiniâtre, Charcot et son épopée, Paul-Émile Victor, jusqu'à Jean-Louis Étienne et aux prochains, puisque les pôles se redessinent à la faveur du changement climatique. Avec nerf et panache, ce livre raconte le lien de la France et de ses marins avec les deux extrêmes du globe. Une ode à l'aventure et à l'ambition : la France d'alors n'hésitait jamais à prendre le large. ***L-AL***

Tallandier, 2020, 336 pages, 20,90 €.

Là où le temps et la glace sont les seuls maîtres. **Hubert Sagnières**

Au début du XIX^e^ siècle, les grandes nations veulent croire qu'au sommet du monde s'ouvre une mer libre. À la fin du même siècle, la « science du Nord » est acquise. Mais à quel prix ? Dans un superbe volume, Hubert Sagnières rend hommage à dix explorateurs ou équipages (britanniques ou français) lancés à l'assaut du passage arctique, de Parry à George Nares, en passant par la tragédie de John Franklin, dont la disparition obsède la Grande-Bretagne et provoque l'entêtement presque romanesque de Lady Franklin pour le retrouver. Vers ces espaces inhumains, ces marins partaient « *for glory, not gold* », et il fallait être un peu fou de gloire, ou fou tout court, pour embarquer. Une superbe lecture, un très bel objet d'édition : gravures colorisées, cartes, aquarelles, plans de vaisseaux… On en tourne les pages comme un journal d'expédition, avec ses tragédies multiples et l'inextinguible curiosité qu'il suscite. ***L-AL***



Flammarion, 2025, 400 pages, 75 €.



CHRONOLOGIE

Par Luc-Antoine Lenoir

Terre de convoitises

Longtemps considéré comme une terre lointaine, glacée et hostile, le Groenland commença à susciter un intérêt plus prononcé à la fin du XIXe siècle.

VERS 2500 AV. J.-C. OU AVANT Des groupes paléo-inuits, venus probablement du nord-est de la Sibérie, atteignent le Groenland depuis l'archipel arctique canadien, profitant de la période de réchauffement de l'optimum climatique de l'Holocène (7000-3000 av. J.-C.). Ils s'installent sur les côtes occidentales de l'île, exploitant les ressources marines et pratiquant la chasse au phoque et au caribou. Les communautés dites Saqqaq s'installent plutôt au sud et celles dites d'Indépendance I au nord. Leur culture matérielle repose sur des outils de pierre et d'os, tandis que leurs campements restent saisonniers et liés aux cycles de chasse. Des établissements se maintiennent sur les rivages occidentaux et méridionaux du Groenland.

ENTRE 1000 ET 600 AV. J.-C. Une nouvelle tradition culturelle, dite de Dorset, remplace progressivement la culture de Saqqaq. Les populations de la culture de Dorset perfectionnent la chasse aux mammifères marins et occupent une large partie des côtes groenlandaises. Leur mode de vie reste fondé sur la mobilité et l'exploitation saisonnière des ressources. En trois siècles, ces groupes dominent l'Arctique oriental, organisés en sociétés nomades vivant principalement de la chasse au phoque. Les communautés de la culture de Dorset occupent durablement les rivages occidentaux et septentrionaux du Groenland.

IER MILLÉNAIRE DE NOTRE ÈRE Les cultures paléo-inuits amorcent leur déclin. Dans le même temps, en Alaska, se développe la culture de Thulé, caractérisée par l'usage du traîneau à chiens, de l'*oumiak* (canoë) et d'outils plus élaborés.

XE SIÈCLE Les migrations thuléennes commencent à progresser vers l'est à travers l'Arctique canadien, prélude à leur arrivée future au Groenland.

VERS 985 Le navigateur norvégien Erik le Rouge, banni d'Islande pour meurtre, explore la côte sud-ouest du Groenland. Il reconnaît dans les fjords méridionaux des terres relativement favorables à l'élevage. Erik le Rouge retourne ensuite en Islande et organise une expédition de colonisation : 25 navires quittent l'île ; 14 atteignent les côtes groenlandaises. Les colons nordiques vont peu à peu créer deux établissements principaux : l'Établissement de l'Est, centré sur les fjords méridionaux, et l'Établissement de l'Ouest, plus au nord. La société coloniale reproduit les structures islandaises, fondées sur de grandes fermes d'élevage.

VERS 999 Sous l'influence du roi de Norvège Olaf Tryggvason, les colons groenlandais adoptent le christianisme. Des églises sont peu à peu construites dans les établissements. Le Groenland devient une base pour les expéditions vers l'Amérique du Nord. Les sagas islandaises relatent les voyages de Leif Erikson vers le Vinland.

XIE SIÈCLE Les colonies nordiques développent un commerce régulier avec l'Islande et la Norvège. Les exportations reposent principalement sur l'ivoire de morses, très recherché en Europe médiévale.

VERS 1124 Un évêché est créé à Gardar. Le Groenland dépend désormais de l'archevêché de Nidaros, en Norvège, ce qui marque son intégration institutionnelle dans la chrétienté scandinave.

XIIIE SIÈCLE Vers le milieu du siècle, les colonies nordiques atteignent probablement leur apogée démographique, avec plusieurs milliers d'habitants répartis dans plusieurs centaines de fermes. Dans le même temps, des groupes inuits appartenant à la culture de Thulé gagnent le Groenland depuis l'Arctique canadien et s'installent sur les côtes septentrionales.

VERS 1250-1260 Le début du « petit âge glaciaire » entraîne un refroidissement progressif du climat dans l'Atlantique Nord. Les conditions agricoles deviennent plus difficiles dans les colonies nordiques.

1261 Les colons groenlandais reconnaissent officiellement la souveraineté du roi de Norvège. Le territoire devient une dépendance de la couronne norvégienne.

VERS 1350 L'Établissement de l'Ouest est abandonné. Les causes demeurent incertaines : isolement croissant, difficultés économiques ou conflits avec les Inuits.

1380 L'union dynastique entre les royaumes du Danemark et de la Norvège place



Page de gauche : croix funéraire trouvée sur le site de Herjolfsnes, qui faisait partie de l'Établissement de l'Est fondé par Erik le Rouge au sud du Groenland, à la fin du Xe siècle (Copenhague, Nationalmuseet). Ci-contre : tête d'animal en bois, provenant du site de Sandnes-Kilarsarfik, dans la région de la capitale Nuuk. Ce site correspond au vestige d'une ferme viking de l'Établissement de l'Ouest, occupé entre le début du XIe siècle et le XIVe siècle (Copenhague, Nationalmuseet).

le Groenland sous l'autorité de la monarchie dano-norvégienne.

16 SEPTEMBRE 1408 Un mariage est célébré dans l'église de Hvalsey. Le document qui l'atteste constitue la dernière mention écrite connue de la présence nordique au Groenland. Les colonies nordiques disparaissent définitivement.

JUIN 1576 L'explorateur anglais Martin Frobisher aperçoit les côtes du Groenland lors de sa première expédition à la recherche d'un passage du Nord-Ouest vers l'Asie. Son voyage ravive l'intérêt européen pour les régions arctiques.

JUILLET 1585 Le navigateur anglais John Davis atteint la côte occidentale du Groenland au cours de sa première expédition dans le détroit qui portera son nom.

JUIN 1586 Au cours d'une nouvelle expédition, John Davis longe les rivages du Groenland et établit plusieurs contacts avec des Inuits de la côte occidentale.

JUIN 1587 La troisième expédition de John Davis confirme la séparation géographique entre le Groenland et l'Amérique du Nord. Les relevés réalisés améliorent considérablement la cartographie européenne de la région.

1605 Le roi Christian IV de Danemark-Norvège envoie une expédition dirigée par John Cunningham afin de retrouver les anciennes colonies nordiques et d'affirmer la souveraineté scandinave sur le Groenland.

1606 Une nouvelle mission exploratoire envoyée par la couronne dano-norvégienne confirme l'absence de survivants des colonies médiévales. L'année suivante, une troisième expédition ordonnée par Christian IV met fin aux recherches systématiques de descendants des colons vikings.

1612 Des baleiniers hollandais commencent à fréquenter les mers du Groenland pour la chasse à la baleine boréale. L'Atlantique Nord devient un espace d'exploitation économique saisonnière.

1711 Le pasteur norvégien Hans Egede présente au roi Frederik IV un projet de mission au Groenland destiné à évangéliser les Inuits et à restaurer une présence scandinave durable.

3 JUILLET 1721 Hans Egede débarque sur la côte occidentale du Groenland avec sa famille et une quarantaine de colons danois et norvégiens. Il fonde la première mission permanente de l'époque moderne. Des contacts réguliers sont dès lors établis entre les missionnaires et les communautés inuits de la région. Egede entreprend l'apprentissage de la langue groenlandaise.

1728 La colonie de Godthaab (la future capitale Nuuk) est officiellement fondée. Elle devient le centre administratif de la présence dano-norvégienne.

PRINTEMPS 1733 Une épidémie de variole introduite par les Européens frappe la côte occidentale du Groenland. Une grande partie de la population inuit locale disparaît. Les autorités dano-norvégiennes renforcent l'organisation missionnaire afin de stabiliser les populations touchées par l'épidémie. La même année, des missionnaires moraves obtiennent l'autorisation de s'installer au Groenland. Ils fondent plusieurs stations. Un séminaire destiné à former des catéchistes groenlandais est établi. Les autorités encouragent l'émergence d'un clergé local.

1760 Le réseau de comptoirs danois s'étend progressivement le long de la côte occidentale. Le commerce repose sur l'exportation d'huile et de peaux de phoque, de fanons de baleine, de fourrures arctiques et, plus marginalement, d'ivoire de morses, échangés contre du bois, du fer et des produits manufacturés importés d'Europe.

1774 La monarchie danoise crée la Compagnie royale du commerce du Groenland (Den Kongelige Grønlandske Handel), dotée du monopole des échanges avec l'île. Peu après, un règlement colonial limite strictement les relations commerciales avec les étrangers afin de protéger la population inuit et de maintenir le contrôle danois. Une réforme administrative divise ensuite le Groenland en deux grands districts coloniaux, Nord et Sud, chacun placé sous l'autorité d'un inspecteur. La présence danoise est solidement établie sur la côte occidentale du Groenland. Les missions religieuses, le monopole commercial et l'administration coloniale structurent désormais la société groenlandaise.

14 JANVIER 1814 Le traité de Kiel met fin à l'union entre le Danemark et la Norvège. Si la Norvège est cédée à la Suède, le Danemark conserve plusieurs dépendances de l'ancienne couronne norvégienne, dont le Groenland, l'Islande et les îles Féroé.

1818 Les autorités danoises lancent plusieurs expéditions destinées à explorer plus systématiquement les côtes orientales du Groenland, encore largement inconnues des Européens.

1828 Une mission d'exploration dirigée par le lieutenant Wilhelm Graah entreprend une reconnaissance de la côte sud-est afin d'évaluer la possibilité d'y établir des comptoirs. Ces explorations confirment la difficulté d'installer des colonies permanentes sur la côte orientale en raison des glaces et des conditions climatiques extrêmes.

AOÛT 1833 L'explorateur français Jules de Blosseville disparaît au large de la côte

PHOTOS : © MUSÉE NATIONAL DU DANEMARK, PHOTO LENNART LARSEN.

orientale du Groenland à bord de *La Lilloise*, partie reconnaître ces rivages encore très mal connus.

1856 Le prince Napoléon (Napoléon Joseph Bonaparte), cousin de Napoléon III, participe à une expédition scientifique française au Groenland occidental, à bord de *La Reine Hortense*. Le voyage ravive l'intérêt européen pour l'exploration des régions arctiques.

1861 Un règlement administratif précise les fonctions des conseils locaux groenlandais. Ces assemblées jouent un rôle dans la gestion des affaires communautaires.

30 MARS 1867 Les États-Unis achètent l'Alaska à la Russie. Dans le même contexte stratégique, le secrétaire d'État William H. Seward étudie la possibilité d'acquérir également l'Islande et le Groenland afin de renforcer la présence américaine dans l'Atlantique Nord, mais aucun projet concret n'aboutit.

1883-1885 L'officier et explorateur danois Gustav Holm dirige une expédition le long de la côte orientale du Groenland. Son voyage permet de cartographier une partie du littoral et d'établir des contacts durables avec les Inuits d'Ammassalik, jusque-là très peu connus des Européens.

JUILLET 1888 L'explorateur norvégien Fridtjof Nansen entreprend la première traversée de l'inlandsis groenlandais d'est en ouest pour démontrer que l'intérieur de l'île est entièrement recouvert par une immense calotte glaciaire. Le 3 octobre, Nansen atteint la côte occidentale après plusieurs semaines de progression sur la glace.

1891 L'Américain Robert E. Peary commence à son tour une série d'expéditions dans le nord du Groenland, contribuant à l'exploration des régions polaires. Il explore la région du cap York.

1905 L'indépendance de la Norvège vis-à-vis de la Suède ravive les ambitions norvégiennes dans l'Arctique, notamment dans les régions orientales du Groenland. Le Danemark renforce son administration afin de consolider sa présence. Des conseils provinciaux groenlandais sont institués. Ils rassemblent des représentants locaux et constituent une première forme de participation politique des Groenlandais à l'administration coloniale. Durant la même année, le prince Louis Philippe Robert, duc d'Orléans, mène une expédition scientifique dans l'Arctique à bord de la *Belgica*, explorant notamment les régions du nord-est du Groenland.

AUTOMNE 1907 L'explorateur danois Ludvig Mylius-Erichsen disparaît au cours de l'expédition Danmark, menée pour cartographier les côtes du nord-est du Groenland. Parti en reconnaissance avec deux compagnons, il meurt d'épuisement lors du retour à travers l'inlandsis.

1909-1912 L'explorateur danois Ejnar Mikkelsen dirige l'expédition Alabama dans le nord-est du Groenland afin de récupérer des documents laissés par l'expédition Danmark de Mylius-Erichsen. Après la perte de leur navire, Mikkelsen et son compagnon Iver P. Iversen survivent deux hivers dans une cabane sur l'île Shannon avant d'être secourus en juillet 1912.

1909 Des discussions diplomatiques entre le Danemark et les États-Unis sont ouvertes autour d'une éventuelle acquisition du Groenland. Elles ne débouchent sur aucune négociation formelle.

1910 L'explorateur danois Knud Rasmussen fonde le comptoir de Thulé dans le nord-ouest du Groenland. Ce poste devient un centre majeur d'exploration arctique.

AOÛT 1914 Le déclenchement de la Première Guerre mondiale perturbe les liaisons commerciales entre le Groenland et le Danemark. Le territoire reste à l'écart des combats.

4 AOÛT 1916 Les États-Unis et le Danemark signent le traité des Indes occidentales danoises. Washington achète les îles Vierges danoises. Dans les négociations, les États-Unis reconnaissent explicitement la souveraineté danoise sur le Groenland.

10 MAI 1921 Par un décret, le Danemark proclame sa souveraineté sur l'ensemble du Groenland, y compris les régions orientales peu occupées, afin de prévenir toute revendication étrangère. Des expéditions danoises, notamment la cinquième expédition de Thulé dirigée par Knud Rasmussen, établissent plusieurs stations et dépôts temporaires sur la côte orientale et dans le nord-est du Groenland, à partir d'Ammassalik.

1925 Après avoir effectué de grandes expéditions en Antarctique à bord du *Pourquoi-Pas ?*, l'explorateur français Jean-Baptiste Charcot se tourne vers l'Arctique et le Groenland, où il enchaîne une dizaine de missions pendant dix ans.

1930 Parti ravitailler une station météorologique installée au centre de la calotte glaciaire, le météorologue et géophysicien allemand Alfred Wegener meurt lors d'une tempête.

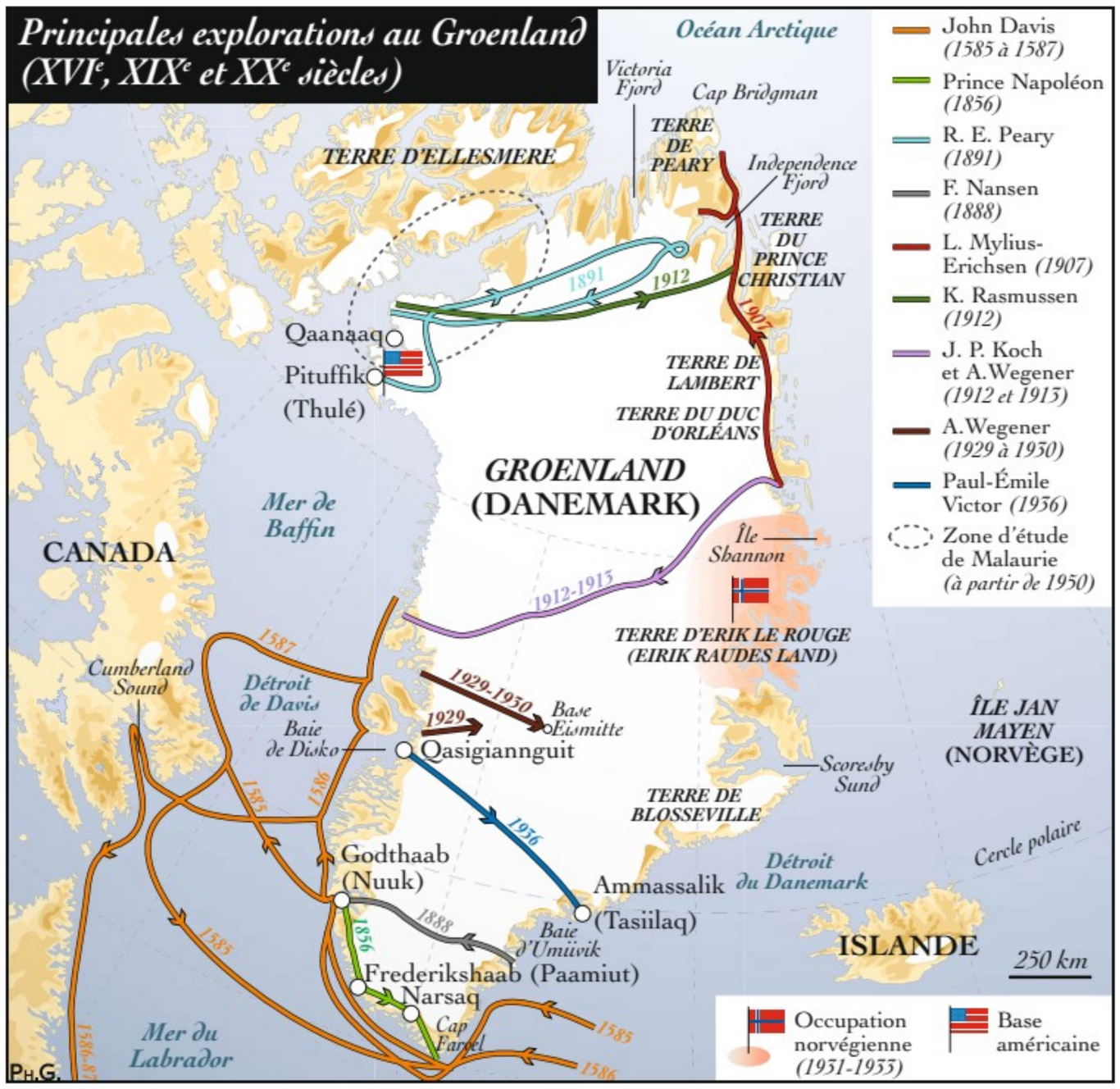
27 JUIN 1931 Un groupe de Norvégiens proclame l'occupation d'une partie de la côte orientale du Groenland, qu'ils baptisent « Eirik Raudes Land », la « Terre d'Erik le Rouge », contestant la souveraineté danoise. Le différend territorial entre la Norvège et le Danemark est porté devant la Cour permanente de justice internationale de La Haye, qui tranche, en 1933, en faveur du Danemark et reconnaît sa souveraineté sur l'ensemble du Groenland.

16 SEPTEMBRE 1936 Jean-Baptiste Charcot disparaît dans le naufrage du *Pourquoi-Pas ?* au large de l'Islande, au retour d'une mission scientifique dans les mers du



L'APPEL DU GRAND NORD Ci-contre : bâton épiscopal en défense de morse provenant d'une tombe d'évêque à Igaliku, Gardar, XIIIe siècle (Copenhague, Nationalmuseet). Page de droite : c'est au milieu du XIXe siècle, qu'une vague d'intérêt pour les régions inexplorées du Grand Nord va conduire un certain nombre de scientifiques européens et américains à sillonner le Groenland durant un siècle. Les Français ne sont pas en reste.

© MUSÉE NATIONAL DU DANEMARK/LENNART LARSEN/CC-BY-SA. © PHILIPPE GODEFROY.



Groenland. La catastrophe, qui ne laisse qu'un seul survivant parmi l'équipage, met fin à la carrière de l'un des grands artisans de l'exploration polaire française.

9 AVRIL 1940 L'Allemagne envahit le Danemark. Le Groenland est coupé de sa métropole et assure seul son administration. Le gouverneur Eske Brun organise la gestion autonome du territoire. Les autorités locales maintiennent leur fidélité à la couronne danoise malgré l'occupation allemande.

9 AVRIL 1941 Un accord est signé entre l'ambassadeur danois à Washington et les États-Unis autorisant l'installation de bases militaires américaines au Groenland afin de prévenir toute présence allemande. Des stations météorologiques et des installations militaires américaines sont construites le long de la côte occidentale.

1943 Des commandos alliés neutralisent plusieurs stations météorologiques allemandes installées clandestinement sur la côte orientale. La présence militaire américaine s'intensifie, avec la construction d'infrastructures aériennes destinées à sécuriser les routes transatlantiques.

8 MAI 1945 La capitulation de l'Allemagne met fin à la Seconde Guerre mondiale en Europe. Le Danemark reprend la pleine gestion du territoire groenlandais.

1946 Le secrétaire d'État américain James F. Byrnes propose officiellement au gouvernement danois l'achat du Groenland pour 100 millions de dollars en or. Copenhague refuse.

1947 Après avoir effectué plusieurs séjours au Groenland oriental entre 1934 et 1937, au cours desquels il vit parmi les Inuits d'Ammassalik et découvre les réalités de l'Arctique, l'explorateur français Paul-Émile Victor fonde les Expéditions polaires françaises (EPF). Cette institution organise durant les décennies suivantes de nombreuses missions scientifiques au Groenland et en Antarctique.

27 AVRIL 1951 Le Danemark et les États-Unis signent un accord de défense autorisant l'installation de bases militaires américaines au Groenland dans le cadre de l'Otan. La base aérienne de Thulé devient un élément central du système de surveillance arctique.

5 JUIN 1953 La nouvelle Constitution danoise entre en vigueur. Le Groenland cesse juridiquement d'être une colonie et devient une province du royaume du Danemark. Les Groenlandais obtiennent la citoyenneté danoise et une représentation au Parlement de Copenhague.

21 JANVIER 1968 Un bombardier américain B-52 transportant des armes nucléaires s'écrase près de la base de Thulé. L'accident provoque une contamination radioactive.

1ER JANVIER 1973 Le Danemark entre dans la Communauté économique européenne. Le Groenland, intégré au royaume, en devient automatiquement membre malgré l'opposition d'une partie de la population locale.

17 JANVIER 1979 Une loi d'autonomie interne entre en vigueur après référendum. Le Groenland obtient un Parlement et un gouvernement locaux dotés de compétences étendues dans les affaires intérieures.

23 FÉVRIER 1982 Un référendum organisé au Groenland approuve le retrait du territoire de la Communauté économique européenne, notamment pour préserver le contrôle local des ressources halieutiques.

1ER FÉVRIER 1985 Le Groenland quitte la Communauté économique européenne tout en conservant un statut de territoire associé permettant de maintenir des relations économiques privilégiées avec l'Europe.

25 NOVEMBRE 2008 Un référendum approuve une autonomie élargie du territoire. Le texte reconnaît les Groenlandais comme un peuple au sens du droit international et prévoit un transfert progressif de nouvelles compétences.

21 JUIN 2009 La loi d'autonomie renforcée entre en vigueur. Le groenlandais devient langue officielle et le gouvernement local obtient un contrôle accru sur les ressources naturelles.

AOÛT 2019 Le président américain Donald Trump évoque publiquement la possibilité d'acheter le Groenland. Le gouvernement danois rejette catégoriquement cette hypothèse, provoquant une tension diplomatique passagère.

ANNÉES 2020 La fonte accélérée de la calotte glaciaire et l'ouverture progressive des routes maritimes arctiques placent le Groenland au cœur des rivalités géopolitiques entre puissances, notamment les États-Unis, la Russie et la Chine.

2025 De retour à la Maison-Blanche, Trump relance publiquement l'idée d'un rachat stratégique du Groenland, affichant à nouveau l'intérêt des États-Unis.

JANVIER 2026 Les autorités danoises et groenlandaises réaffirment que le Groenland n'est pas à vendre, tout en reconnaissant l'importance stratégique accrue de l'île dans le contexte des rivalités entre grandes puissances dans l'Arctique.

L'ESPRIT DES LIEUX



106
Des châteaux en Hellade

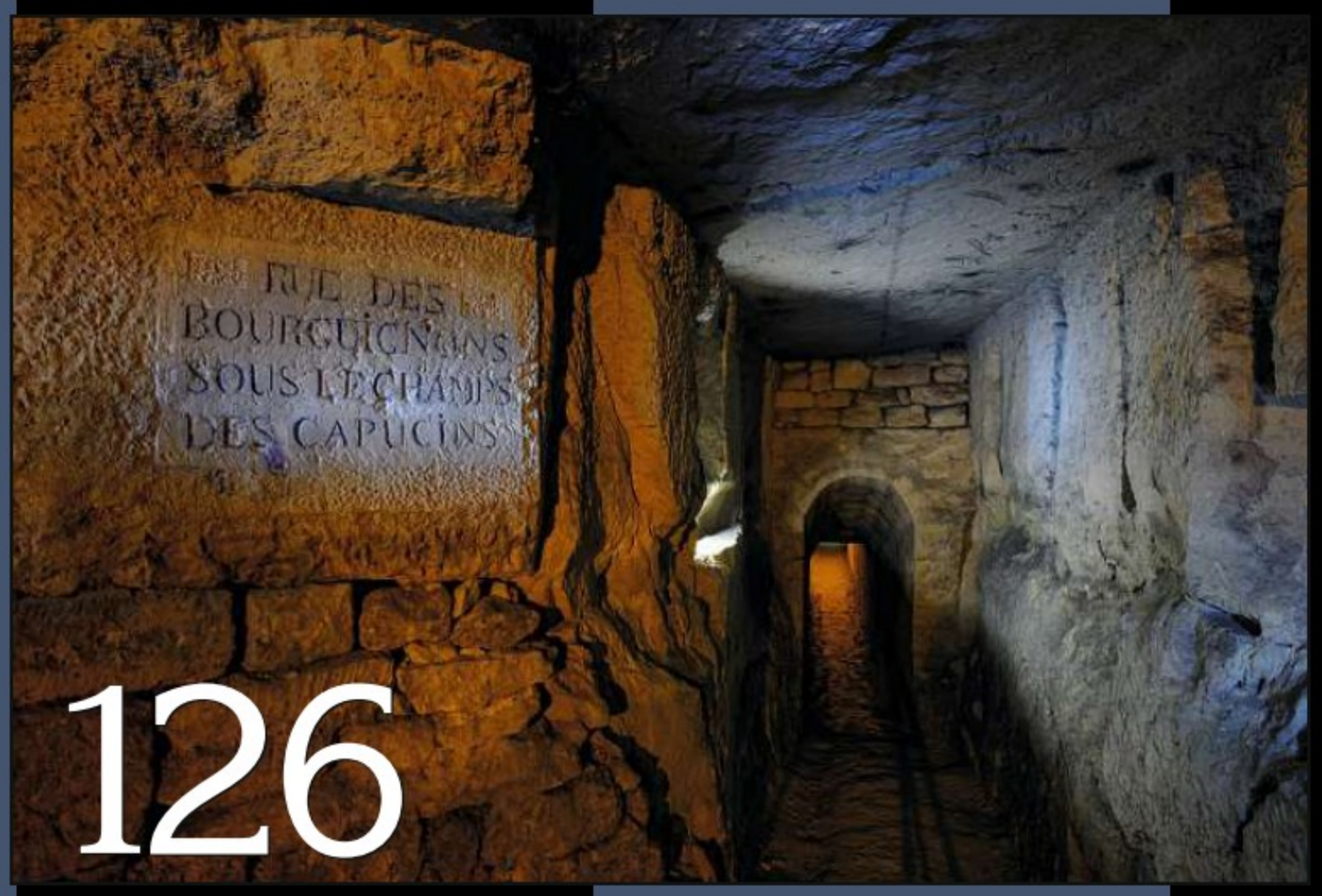
Sous l'impulsion des barons de la quatrième croisade, une principauté franque s'imposa en Morée. Les vestiges de ses châteaux dévoilent une Grèce insoupçonnée, au cœur du Péloponnèse.



114
La Sixtine de l'art roman

Si les églises romanes sont nombreuses à avoir été préservées en France, leurs fresques originelles sont rarissimes. Celles de l'église Saint-Martin de Vic, dans l'Indre, resplendissent à nouveau, après une restauration patiente et réussie.

© MARIANA IANOVSKA/ALAMY/HEMIS. © JEAN-PAUL DUMONTIER/LA COLLECTION. © RIEGER BERTRAND/HEMIS.FR © VILLE DE VITRÉ.



126

Inconnus à cette adresse

Les noms des rues de France témoignent des souvenirs communs de la nation, mais aussi des idéologies dominantes. Plongeon dans la richesse d'un patrimoine sous-estimé.





Et aussi

Belle marquise

Dans sa propre demeure devenue le musée Carnavalet, une passionnante exposition rend hommage à Mme de Sévigné. Au fil des salles, c'est la grâce et l'esprit de la célèbre épistolière qui se révèlent.

Des châteaux en Hellade

Par Jean Morel

Née de la quatrième croisade,
la Morée franque a laissé sous la domination
des Villehardouin le témoignage
d'un carrefour culturel entre Orient et Occident.

Sommet des dieux
La citadelle de Mistra, au sud du Péloponnèse, fut édifiée en 1249 par le prince d'Achaïe Guillaume II de Villehardouin, au sommet d'une colline surplombant Sparte. Occupée successivement par les Francs, les Byzantins, les Ottomans et les Vénitiens, elle recueille les échos de huit siècles d'histoire.
PISTOLESI ANDREA/HEMIS.FR



© MARIANA IANOVSKA/ALAMY/HEMIS. © AKG-IMAGES. © JEAN MOREL.





CLARUS MONS En haut : le château de Clermont (aujourd'hui Chlemoútsi). Bâtie entre 1220 et 1223 par Geoffroi I[er] de Villehardouin, cette forteresse surveillait à l'ouest la mer Ionienne et à l'est la plaine de l'Élide. Ci-dessus : les vestiges gothiques du chœur et des chapelles latérales de l'église Sainte-Sophie d'Andravida, fondée par les dominicains au milieu du XIII[e] siècle. Ci-contre : *Villehardouin*, gravure par Louis Jean Désiré Delaistre, d'après un dessin de Claude Jacquand, XIX[e] siècle (collection particulière). Sa chronique, *La Conquête de Constantinople*, est la principale source historique dont nous disposons pour la quatrième croisade et la prise de Constantinople en 1204, à laquelle il participa.

Il y a en Grèce, paraît-il, d'admirables ruines antiques. Il y en a d'autres qui n'intéressent personne (elles ne sont pas en marbre) et qui achèvent de se ruiner à l'abri des touristes : les châteaux francs du Péloponnèse. D'ordinaire, la domination franque de la Grèce de 1205 à 1430 est une page que l'on saute. On va droit au « miracle grec » en négligeant le miracle français. On oublie qu'au début du XIIIe siècle, des seigneurs bourguignons, champenois, comtois ont conquis cette terre à la pointe de l'épée, qu'ils y ont bâti leurs manoirs et leurs églises, instauré le régime féodal, versé leur sang pour la défendre.

À l'origine de cette « Francocratie », la prise de Constantinople par les croisés en 1204. Prestigieuse et embarrassante conquête, qui les rendait maîtres d'un empire trop grand pour eux. Après avoir saisi la ville, il restait à occuper son immense territoire… tâche folle, impossible, qui ne pouvait tenter que des Français. La Morée – nom médiéval du Péloponnèse – n'était alors qu'une province perdue de l'Empire byzantin. Deux seigneurs champenois, Guillaume de Champlitte et Geoffroi de Villehardouin, s'emparèrent par force de ce morceau. Ils étaient accompagnés de cinq cents ou six cents chevaliers, avides de gloire et sans doute un peu exaltés par la lecture de romans courtois. C'est ainsi qu'il y eut, au cœur de l'Hellade, une « nouvelle France » (selon les termes du pape Honorius III). Qui s'en souvient ?

« Quelle partie de l'univers n'avons-nous pas successivement possédée et perdue, écrit au XIXe siècle l'historien Jean Alexandre Buchon, *sans qu'il reste même dans notre mémoire le souvenir du nom des pays que nous avons régis, des hommes éminents qui nous les ont acquis, et de ceux qui ont consacré leurs talents à nous les conserver ! »* Buchon passa une partie de sa vie à exhumer les souvenirs de la Morée franque. Comme lui, nous voudrions parcourir le Péloponnèse, non pas avec Homère ou Pausanias sous le bras, comme les premiers touristes, mais avec la *Chronique de Morée*, récit anonyme du XIVe siècle consacré à l'épopée de nos chevaliers francs.

Par où commencer ? On n'a que l'embarras du choix : le Péloponnèse est couvert de châteaux. Si la plupart ne sont plus que de pauvres débris, ruines à l'état de ruine, certains ont encore fière allure. C'est le cas de Chlemoútsi ou Clermont. Dressée sur la plaine de l'Élide, cette forteresse médiévale imposante mérite bien son nom latin de *clarus mons* (« clair mont »). Geoffroi de Villehardouin la fit construire entre 1220 et 1223, une quinzaine d'années après la conquête. C'est un polygone parfait, sévère et nu, beau, si l'on veut bien trouver beau ce qui est simple. Témoin d'une époque plus soucieuse de former des guerriers que des artistes, il ferait honte à un château de la Loire. La *Chronique* nous dit que le fort de Clermont était tel que, *« au cas où les Francs viendraient à perdre la Morée, ils pourraient la reconquérir depuis cette place »*. Isolé sur sa butte, il semble attendre des occupants dignes de lui. Il n'est plus gardé que par un guichetier ronchon, qui se meurt d'ennui dans sa guérite.

Au centre de ce qui devait être la salle d'apparat, on voit encore la cheminée monumentale, où le prince, sur ses vieux jours, aimait à se faire raconter ses exploits de jeunesse. Se demandait-il parfois ce qu'il était venu faire ici ? Quel motif profond avait pu le décider à quitter sa Champagne pour aller s'exiler dans une Hellade inconnue, que n'auréolait pas encore le prestige de l'Antiquité classique ? La *Chronique* le dit en termes sobres et clairs : *« un homme qui porte les armes doit augmenter son honneur et sa richesse »*. C'est le goût de la gloire, le désir d'illustrer son nom par quelque haut fait, l'ambition de se tailler un beau fief, qui poussèrent nos chevaliers loin de chez eux. Et puis, ce que les historiens appellent l'« ardeur belliqueuse », c'est-à-dire l'amour de la guerre. Un Geoffroi de Villehardouin, un Guillaume de Champlitte, un Geoffroi de Brières – dont il sera question plus loin – sont essentiellement des guerriers. La paix les ennuie, le repos leur pèse. La guerre est leur principale occupation, la source de leur richesse, un « travail » et un plaisir, un divertissement et un devoir.

Andravida, ancienne capitale des Francs, se trouve à quelques kilomètres de Clermont. Pour l'atteindre, on traverse des vergers, des vergers et encore des vergers. Pourquoi, parmi toutes les régions du Péloponnèse, avoir choisi la moins belle ? Sans doute nos conquérants se fichaient-ils du pittoresque. Ce qu'ils cherchaient, comme les Achéens avant eux, c'étaient de grandes plaines où lancer leurs chevaux. On ne peut pas dire que les habitants d'Andravida croulent sous l'affluence touristique, mais ils sont habitués à indiquer aux quelques nostalgiques de passage les restes de l'église Sainte-Sophie. Perdue entre un café et une banque, entourée de platanes qui font bruisser leurs feuilles au cœur de sa nef éventrée, l'ancienne église des dominicains élève encore, huit siècles après sa construction, les voussures de ses croisées d'ogives sous le ciel de la Grèce.

À en croire la *Chronique*, c'est ici que les barons de Morée se réunissaient en conseil. Ils étaient douze, unis par le souvenir de la conquête, liés par une solidarité de race et de caste, par l'amitié et la fraternité d'armes. Ils avaient importé ici tout à la fois un ordre architectural et un ordre social : le gothique et la féodalité. Cette voûte de Sainte-Sophie, avec ses quatre arceaux réunis en une clé, leur fournissait-elle une image de ce qu'était pour eux, idéalement, la chevalerie ? Quatre principes sacrés – honneur, vérité, courage et loyauté – se joignant en une clé qui est le service du seigneur, en l'occurrence les deux fils

Il y eut, au cœur de l'Hellade, une « nouvelle France ».

de Geoffroi Ier de Villehardouin, Geoffroi II et Guillaume II, successivement. Le prince n'était pas un monarque absolu. Il n'était que le premier de ses pairs, il n'avait pas tous les droits.

Lorsque l'empereur Michel VIII Paléologue, ayant fait capturer le prince Guillaume en 1259, exige comme rançon la restitution de la principauté, voici la réponse que lui fait son prisonnier : « *Ce pays de Morée, Sire, je ne le possède pas comme un bien que je tiendrais de mon père ou de mon grand-père et que j'aurais le pouvoir de céder et d'offrir. Ce pays a été conquis par les nobles chevaliers qui sont venus de France jusqu'en Romanie, en tant qu'amis et compagnons de mon père. C'est à la pointe de l'épée qu'ils ont conquis le pays de Morée, avant de se le partager entre eux comme on pèse dans une balance.* » Écrite après la période glorieuse des Villehardouin, à une époque où la Morée n'était plus gouvernée que par des fonctionnaires ambitieux, la *Chronique* est pleine de la nostalgie d'un chef solidaire de ses vassaux, un seigneur qui soit à la fois un maître et un compagnon. Une clé de voûte.

Sainte-Sophie est une création insolite dans le paysage grec, car purement franque. Mais y eut-il des emprunts ou des mélanges entre les deux cultures, latine et byzantine ? Non loin d'Andravida se trouve un exemplaire d'une architecture bizarre, composite, commencée par les Byzantins et achevée par les Francs : le couvent des Vlachernes. Perdue au fond d'un vallon verdoyant, l'église est aujourd'hui entourée d'un hospice. On la visite au milieu de vieillards déconfits, dans un joyeux va-et-vient de blouses blanches affairées. À première vue, elle est d'apparence byzantine. Qu'on fasse quelques pas, et alors apparaissent des détails qui signent le passage des Francs : une fenêtre géminée, une porte à arc brisé, deux voûtes à croisées d'ogives dans le narthex. Les cisterciens qui se sont implantés ici ont dû se sentir à l'étroit dans cette bonbonnière à croix inscrite. Ils ont fait rehausser l'église d'un étage par des ouvriers indigènes. Les voûtes sont rudimentaires et sans grâce. Les tâcherons, à qui de nouveaux maîtres ont demandé de « parler » le gothique, ont fait ce qu'ils ont pu. Cela donne la même impression que des Allemands consciencieux qui s'appliquent, avec une bonne volonté touchante, à parler italien.

Cette église franco-grecque pose la question de la coexistence des deux peuples. Fut-elle pacifique ? Y eut-il cloisonnement ou métissage ? En l'occurrence, à Vlachernes, il n'y a pas fusion de styles en une création originale, mais superposition. Ce voisinage, dans un même édifice, de deux langages architecturaux différents, oriental et latin, symbolise la réalité de la vie quotidienne en Morée : on vit côte à côte, sans trop se mélanger. Qu'on lise plutôt la *Chronique*. Elle affiche un souverain mépris pour le Grec, dont le portrait moral rappelle ce que les Romains disaient des *Graeculi* mille ans plus tôt : les Grecs sont perfides,

© WWW.RELIGIOUSGREECE.GR © COLLECTION PRIVÉE. © HERCULES MILAS/ALAMY/HEMIS.





MÉLANGES Page de gauche : l'église du couvent des Vlachernes, non loin d'Andravida. Édifiée à la fin du XII[e] siècle comme une basilique byzantine, elle fut modifiée par les Francs qui intégrèrent des éléments architecturaux purement latins. Ci-dessus, à gauche : l'empereur Michel VIII Paléologue, miniature tirée d'*Historia,* de Georges Pachymérès, XIV[e] siècle (Munich, Bayerische Staatsbibliothek). Grand ennemi de Guillaume II de Villehardouin, il le fit prisonnier en 1259 après la bataille de Pélagonia et le libéra contre la cession des châteaux de Mistra, de Monemvasia et du Magne. Cette défaite signa la fin de l'âge d'or de la « Francocratie ». Ci-dessus, à droite : les vestiges de l'abbaye bénédictine Notre-Dame d'Isova, brûlée par les Byzantins en 1263. Les pierres portent encore les traces de l'incendie.

menteurs, sournois ; ils *« ne sont pas, comme nous, les Francs, des soldats que l'on combat en face, parce qu'ils sont fourbes et font la guerre avec ruse »*. Les historiens sont moins tranchés. Ils sont unanimes à souligner que le XIII[e] siècle fut paisible, que les « archontes », les grands propriétaires fonciers, avaient conservé sous les Francs leurs privilèges et étaient intégrés dans la hiérarchie féodale, que messires les barons vivaient en bonne entente avec leurs sujets, que certains Grecs même furent adoubés chevaliers. Un siècle paisible, on veut bien le croire… mais il y eut quand même de sacrées batailles.

La plaine de l'Élide est irriguée par l'Alphée, qu'il suffit de remonter vers le sud-est pour trouver, non loin d'Olympie, le site de la bataille de Prinitza. Si on racontait encore l'histoire de France comme un roman national, le nom de Prinitza figurerait dans tous nos manuels et serait connu des écoliers comme les Thermopyles français. Là, en 1263, dans le bassin de l'Alphée, les Francs résistèrent aux Grecs et aux mercenaires turcs de l'empereur byzantin Michel VIII Paléologue, qui cherchait à reprendre la Morée. *« Ils n'étaient que trois cents contre vingt mille »*, dit la *Chronique*, qui précise que la bataille eut lieu dans un *« petit défilé »*. J'ai cherché en vain ce défilé. Il est tout imaginaire : notre chroniqueur connaissait son Hérodote.

Trois cents cavaliers, donc, menés par Jean de Catavas, notre Léonidas. Voici sa harangue avant la mêlée : *« Seigneurs, mes amis et mes frères, mes chers compagnons, il faut nous réjouir et rendre grâce à Dieu de nous avoir conduits (…) face à des troupes si nombreuses (…). Que nul ne soit effrayé parce qu'il s'agit d'une immense armée. (…) Je vous rappelle aussi, mes frères, toute la peine que se sont donnée nos pères pour conquérir les contrées que nous possédons. Si nous ne prenons pas aujourd'hui la décision de lutter (…), nous ne serons plus dignes d'être regardés comme des guerriers, ni d'avoir fief et gloire. »* Jean de Catavas était podagre, *« tout impotent des mains et des pieds »*. Comme il ne pouvait tenir sa lance, il ordonna qu'on noue la bannière à son bras gonflé de rhumatismes et jura sur le Christ qu'il irait droit à la tente de son ennemi. Et *« si quelqu'un me voit hésiter ou avoir peur, je le tiens pour un ennemi du Christ s'il ne m'égorge sur-le-champ »*. Les hommes de cette trempe ne courent plus les rues. Déjà, sans doute, ils commençaient à se faire rares au XIV[e] siècle, et c'est pour cette raison que la *Chronique* fut écrite : tromper son inaction en admirant de l'héroïsme.

Quand il vit débouler Jean de Catavas et ses trois cents chevaliers, le commandant suprême des armées impériales eut un commentaire qui dit bien sa suffisance et sa sottise : *« on nous a servi un petit déjeuner fort léger »*. Ce petit déjeuner allait pourtant lui rester sur l'estomac : *« Ils fauchèrent les Grecs comme la faux fauche l'herbe du pré. »* Ces soldats chrétiens tuaient sans pitié et ne

tendaient pas l'autre joue. Une sincère dévotion à Notre-Dame ne les empêchait pas de vouer un culte à cette autre déesse, l'Honneur. Plus loin dans la *Chronique*, on voit le prince Guillaume faire à ses compagnons l'injonction suivante : *« Nous devons nous aimer les uns les autres, car si nous sommes unis par un tel amour, chacun d'entre nous vaudra deux cents de ceux qui viennent ici nous combattre. »* Curieuse harangue, où le commandement évangélique est subordonné aux exigences de la guerre.

De ces années violentes et glorieuses, il reste un beau vestige non loin de Prinitza. L'ancienne abbaye bénédictine Notre-Dame d'Isova, incendiée par les Byzantins, se dresse en contrebas du village de Trypiti. Ici, même saisissement que devant Sainte-Sophie : par quelle magie un coin de Normandie se trouve-t-il transposé sur les bords de l'Alphée ? Deux façades pointent vers le ciel l'angle aigu de leur pignon gothique, et nous voilà en France. Mais une France qui, malgré tout, est en Grèce. Impression rare, délicieuse, que d'être dépaysé à l'étranger par son propre pays. Devant ce paysage atypique, on est un peu perdu. On se demande si l'on est venu chercher les vestiges historiques de la Morée franque ou des souvenirs idéalisés de la France en Grèce.

Mais revenons à la *Chronique*, qui nous apprend que Jean de Catavas était cocu. Alors même qu'il repoussait les Grecs, sa femme menait joyeuse vie dans les Pouilles avec un autre chevalier, Geoffroi de Brières. Lui aussi mériterait qu'on lui rende une petite visite. Cela tombe bien : sa baronnie de la Skorta se trouve à une journée de cheval, mettons quarante-cinq minutes en voiture. Pour atteindre le village de Karytaina, cœur de la Skorta, on longe le cours tortueux de l'Alphée. Le château est là, juste là, mais la route s'amuse en circonvolutions. On s'en approche, on s'en éloigne, on tourne autour, on l'admire sous toutes ses faces. C'est une forteresse hautaine. Elle semble sortir toute taillée de la roche, comme un cristal jaillissant de sa gaine. Si elle pouvait parler, voici ce qu'elle dirait : *« Je suis forte, je suis inexpugnable, regardez vous-mêmes : je tiens. J'ai résisté aux trébuchets des Byzantins. J'ai résisté aux canons d'Ibrahim Pacha. Ce qui me tue, ce qui m'achève, c'est votre "culture" mortifère qui fait de moi un musée. »* Elle emploierait, en somme, le langage même de la *Chronique*, où affleure partout la conscience tranquille d'une supériorité de caste : *« Eux* [en parlant des ennemis], *ils sont frapaille et chetive gent (…) ; et nous, nous sommes bonne gent eslite »*.

Son premier occupant, Geoffroi de Brières, était *« uns moult vaillans homs »*. Il avait des défauts, mais des défauts qui n'étaient qu'un excès de qualités courtoises : brave jusqu'à la témérité, dévoué aux siens jusqu'à trahir son suzerain en cas de dilemme, capable d'amour, et même de « fol amour ». Messire de Brières fait partie de ces hommes qu'il est impossible de ne pas aimer. On lui passe tout. Et avec quelle grâce il demande pardon ! Il faut le voir implorer miséricorde, à genoux et corde au cou, pour avoir volé la femme de Jean de Catavas, son homme lige. *« Les prélats et tous les autres chefs (…) s'agenouillèrent eux aussi. Ils adressèrent au prince cette requête :* "Par le Christ, pardonnez-lui, sire, et si jamais il faute de nouveau, faites-lui trancher la tête." » À sa mort en 1275, *« tous, petits et grands, le pleurèrent. Même les oiseaux (…) gémirent sur son sort. (…) Qui ne fut affligé ? En lui les orphelins trouvaient un père, les veuves un époux et les pauvres un seigneur pour les défendre »*. Les habitants de Karytaina n'ont pas oublié ce prud'homme. La nuit, paraît-il, on entend sa fille chanter sur le donjon. Je ne me suis pas attardé à vérifier cette légende, car il est attesté que Geoffroi mourut sans descendance.

L'absence d'enfants est d'ailleurs une cause bien connue de la décadence franque. Passé les trois premières générations – celles des héros –, les grandes familles de barons ne font plus assez de petits : les Villehardouin n'ont pas d'héritier mâle ; Gautier de Rosières n'a qu'une nièce ; Narjot de Toucy meurt sans enfant ; le dernier Chauderon n'a qu'une fille… Dès le premier tiers du XIVe siècle, la Morée perd peu à peu sa cohésion et s'épuise en querelles intestines. Sans réaction, comme un fromage mou, elle se laisse pénétrer par les Catalans, les Italiens, les Byzantins. Voilà l'histoire de la Morée : un court éclat, suivi d'une longue agonie. Faut-il regretter que les Francs n'aient pas cherché à mieux s'assimiler ce peuple qu'ils avaient vaincu ? Ont-ils été trop fiers ? *« Vous avez l'arrogance propre à ce peuple*, dit Michel VIII Paléologue à Guillaume dans la *Chronique*. *Car c'est l'arrogance qui toujours perd les Francs et cause la ruine de tous leurs projets »*. On sait, cependant, que des Francs prirent pour femmes des Grecques. Leur union donna un peuple métis qu'on appela « Gasmules ».

> Voilà l'histoire de la Morée :
> un court éclat, suivi d'une longue agonie.

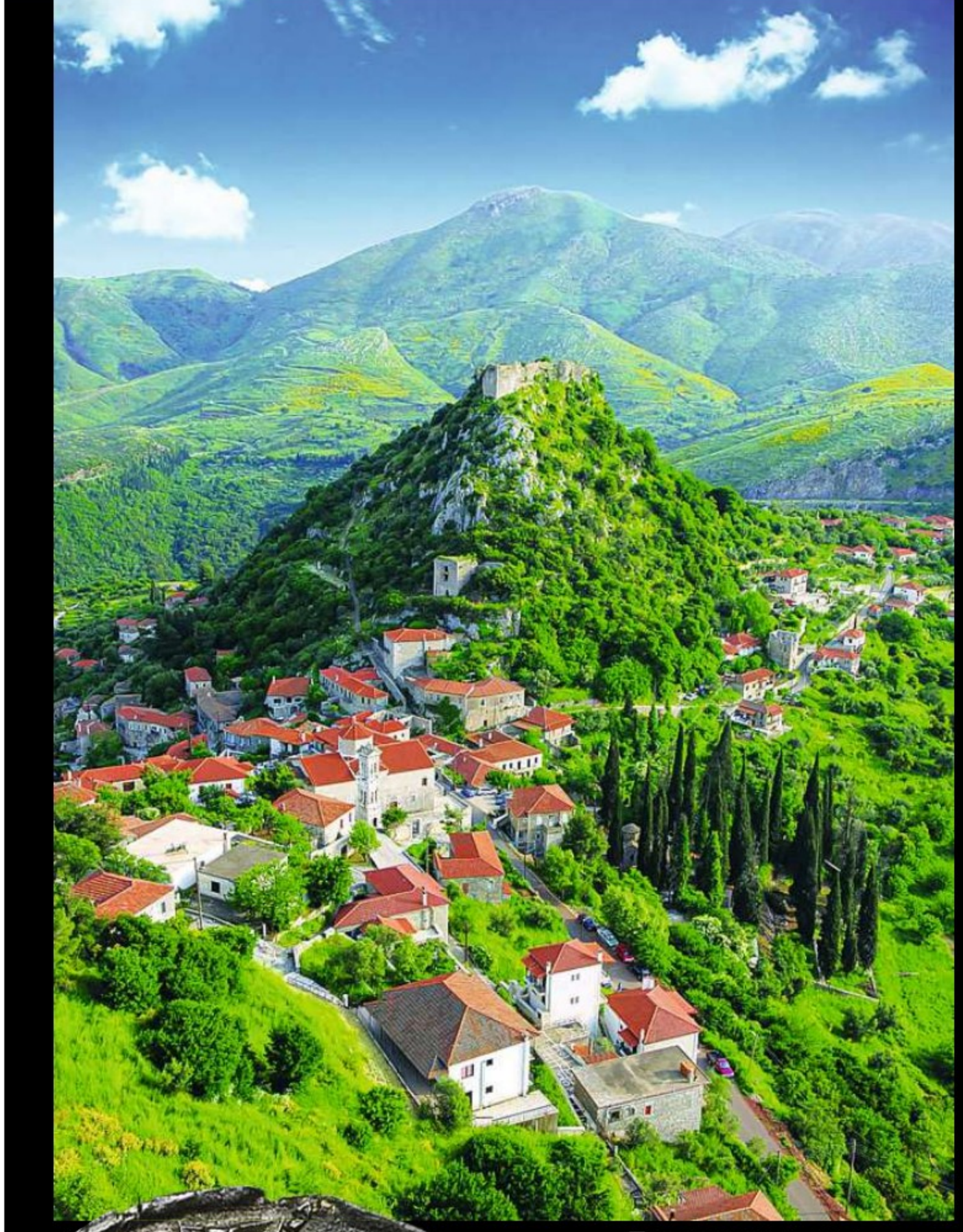
Il y a un lieu tout indiqué pour évoquer cette race hybride, une montagne baignée de légendes, dont le nom rugueux semble tiré d'un roman de Tolkien : Mistra. Qu'on se figure un Machu Picchu byzantin, un Pompéi couvert de lierre et parsemé de chapelles. Étalé sur les pans d'un piton à l'entrée du Taygète, ce cadavre de ville offre à la plaine de Sparte le spectacle de ses entrailles de pierres. Là-haut, tout là-haut, quelques crénelures se détachent contre le ciel : la forteresse du prince Guillaume édifiée en 1249. Les Byzantins l'en délogèrent en 1262. Puis vinrent les Ottomans, les Vénitiens… On recommande ce site aux voyageurs désireux de méditer sur la valse des civilisations, leur gloire, leur inexorable déclin.

Guillaume était le second fils de Geoffroi Ier de Villehardouin. Mais, à la différence de son frère Geoffroi II, né en

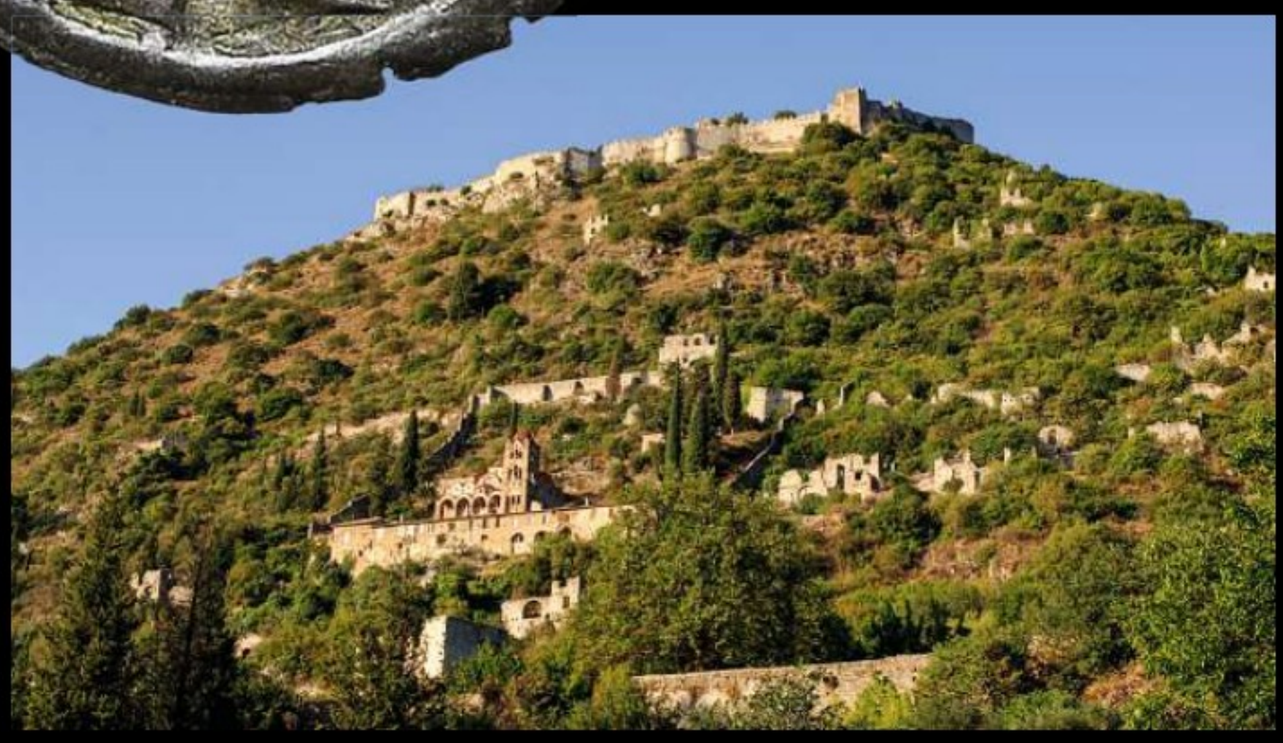
France et venu rejoindre son père après la conquête, il était né en Morée, dans le château de Kalamata, dont les ruines surplombent encore aujourd'hui le golfe de Messénie. Il appartient à cette première génération de chevaliers francs natifs de l'Hellade. C'est un Moréote pur jus, *born and raised*. Il fit plus tard un « mariage mixte » en épousant Anne Ange Comnène, fille du despote d'Épire, *« belle*, nous dit un chroniqueur, *comme une seconde Hélène de Ménélas »*. Il parlait le grec et la *Chronique* nous apprend qu'il connaissait *« les stratagèmes et les ruses employés par les Grecs et les Turcs »*. Ce personnage fascinant, alliant l'impétuosité franque à la cautèle byzantine, était bien fait pour inspirer les poètes. Transposée dans l'esprit de Goethe, l'anecdote devient fable. De cette union d'un chevalier franc et d'une princesse épirote, Goethe fit le mariage de Faust et d'Hélène, synthèse enfin réalisée du génie gothique et de la grâce hellénique.

À Mistra, on voit pousser des orangers sur des ruines médiévales. *Suave austero*… ce que la Méditerranée a de doux, ce que le Nord a de grave se fondent ici en une délicieuse et incomparable harmonie. Faut-il s'étonner que Maurice Barrès, de passage à Mistra en 1900, ait lui aussi été enchanté par cette autre *« colline inspirée »* ? Le « chantre du nationalisme » avait été enthousiasmé par ces ruines composites. Elles lui avaient paru symboliser la richesse d'un héritage qui permettait de concilier en soi le Barbare et le Grec, le Celte et le Romain, le païen et le chrétien, l'*Iliade* et l'Évangile, le « gothique » et le « classique ».

La synthèse était à ses yeux le signe même de la force, de la santé, de l'audace. Qu'avaient fait les croisés après avoir envahi Athènes en 1205 ? Avaient-ils gratté la terre à la recherche de beaux cailloux ? Transformé l'Acropole en musée ? Non, ils avaient fait des Propylées un palais et du Parthénon une cathédrale. Le « temple de Minerve » rebaptisé « Notre-Dame », l'antique et le chrétien rejointoyé par la foi.







Enchantement Ci-dessus : au cœur de l'Arcadie, sur une route stratégique entre la Messénie et l'Élide, Karytaina était l'une des douze baronnies de la principauté de Morée. Ci-contre : denier de billon à l'effigie du prince d'Achaïe Guillaume II de Villehardouin, second fils de Geoffroi I[er]. En 1249, il fit construire la forteresse de Mistra *(ci-dessous)*. De sa visite à Mistra Maurice Barrès garde un souvenir ébloui au point de parler d'*« enchantement d'amour »*.

© WWW.VISITPELOPONNESE.COM © JEAN ELSEN & SES FILS S.A., BRUXELLES, VENTE 150, 18 MARS 2022, LOT 547. © MATTES RENÉ/HEMIS.FR



LIEUX DE MÉMOIRE

Par Marie-Laure Castelnau



La Sixtine de l'art roman

L'église Saint-Martin de Vic, en Berry, abrite un ensemble rare de fresques romanes, redécouvertes par hasard en 1849. Après dix ans de restauration, ces œuvres majeures de l'art médiéval ont retrouvé leur éclat.



PHOTOS : © VALÉRIE COUTERON. EN BAS : © ARC&SITES ARCHITECTES – PHOTO. JALLARDEAU/SP.

Élan tumultueux Les murs de l'église romane Saint-Martin de Vic, près de Nohant *(page de gauche, en bas)*, sont couverts de splendides fresques figurant des scènes de l'Ancien et du Nouveau Testament *(page de gauche, en haut, le baiser de Judas lors de l'arrestation du Christ ; ci-dessus, la Cène)*, ainsi que celle de l'enlèvement du corps de saint Martin, patron de l'église. Peintes dans la troisième décennie du XIIe siècle par le « Maître de Vic », elles témoignent de la fougue et de la passion du mouvement qui animaient cet artiste.

Le 6 décembre 1849, un simple clou a changé le destin d'une église oubliée. Nommé curé de Vic, l'abbé Jean-Baptiste Périgaud entreprend ce jour-là de déposer un vieux retable. En retirant la pointe de métal, des plaques de badigeon tombent. Sous la chaux, surgit une scène peinte à fresque. « *Je les ai soulevées à l'aide d'une pointe de couteau et, à mon grand étonnement, je me trouvais en présence d'une scène de la Passion de notre Seigneur Jésus-Christ* », note-t-il dans son carnet. L'édifice est alors « *dans l'état le plus complet de désolation et de détresse* ». On y entre comme dans une grange – ce en quoi elle avait été transformée à la Révolution. Mais la muraille parle. L'abbé gratte, dégage, insiste. En quelques jours, un cycle presque complet de peintures murales du XIIe siècle, masqué depuis environ six cents ans, renaît à la lumière.

Saint-Martin de Vic avait été bâtie à la fin du XIe siècle. Elle relevait alors de la puissante abbaye bénédictine de Déols, dans le Bas-Berry, à laquelle elle avait été donnée entre 1092 et 1099. Selon l'analyse de l'historien d'art et archéologue Jean Hubert, l'église primitive se composait d'une nef et d'un chœur terminé par un mur droit ; l'abside semi-circulaire serait postérieure. Les premières fresques auraient été réalisées dans la troisième décennie du XIIe siècle.

Un nouveau décor est peint cependant au XIIIe siècle sur le mur sud de la nef. « *Il en subsiste des fragments, où l'on observe nettement la différence de qualité et de style avec celle du XIIe siècle* », commente Annick Dussault, actuelle directrice du service tourisme à la communauté de communes de La Châtre et Sainte-Sévère. Mais les altérations médiévales se succèdent : agrandissement d'une fenêtre dans l'abside, percement d'une large ouverture vers une chapelle sud, destruction partielle des décors, agrandissement d'une baie. En 1485, la voûte est couverte de lambris. Puis vient le long effacement : un épais badigeon blanc recouvre l'ensemble des fresques, peut-être accompagné d'un décor ultérieur.

La découverte de 1849 aurait pu rester locale. Elle devient affaire nationale grâce à George Sand qui habite à 2 km de là. Depuis Nohant, la romancière s'enthousiasme. « *Notre nouveau curé, en grattant les murs, a découvert des fresques romanes. (…) Toute l'église en est bariolée* », écrit-elle. Convaincue de l'intérêt de les conserver – « *tout est histoire* », dit-elle –, elle use de ses relations pour attirer l'attention sur « *ces curieuses peintures* ». Elle alerte alors Prosper Mérimée, inspecteur général des monuments historiques. Et le classement intervient le 7 février 1850, deux mois après la découverte ! « *Cet édifice*, dit la note du 7 février, *renferme des peintures intéressantes, qu'il importe de conserver* ».



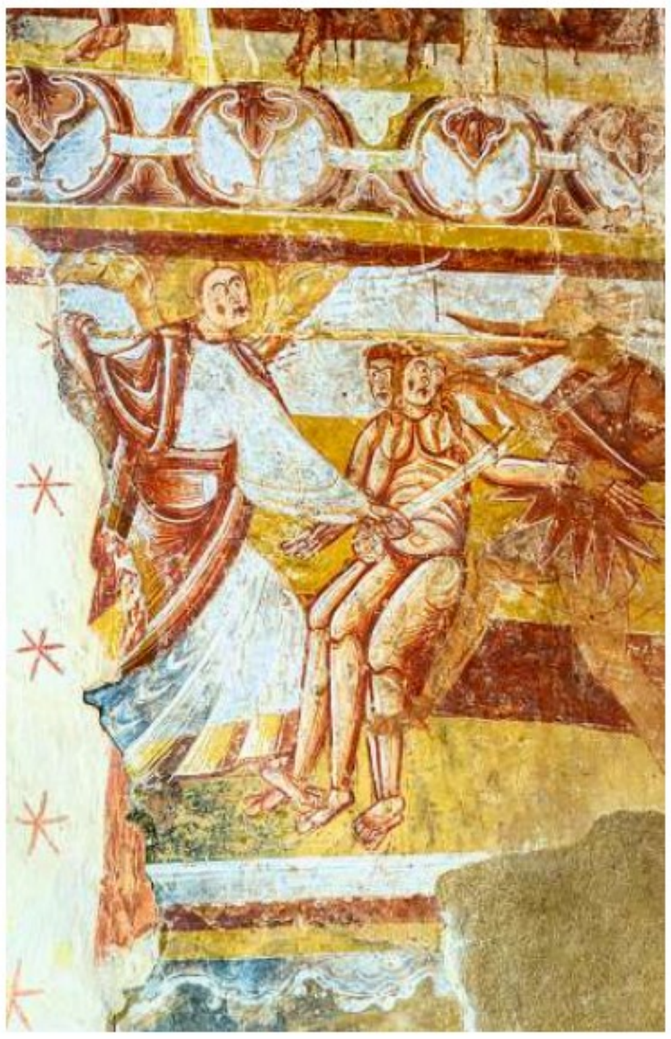
Élève à l'atelier de Delacroix, le fils de George Sand, Maurice, exécute les premiers croquis des fresques. Ces relevés, dont certains ont été redécouverts récemment, constituent aujourd'hui les premières images fidèles du cycle.

En 1853, George Sand finance des fouilles autour de l'église : des sarcophages en pierre sont exhumés et disposés autour de l'édifice. La romancière décrit aussi l'état alarmant du bâtiment : *« Un pauvre petit monument qui souffre de la pluie, du dégel. »* Confiés à l'architecte Victor Regnault-Bréon, les travaux vont modifier profondément le bâtiment. Celui-ci fait en effet démolir le clocher en bois au-dessus de l'abside et érige un clocher-porche en pierre ; une absidiole complète l'ensemble. *« L'édifice que nous voyons aujourd'hui date de cette campagne »*, précise notre guide.

L'artiste auquel on doit les fresques romanes demeure anonyme. Les historiens parlent du « Maître de Vic ». *« La singularité de ce décor est telle qu'à ce jour, nous n'avons pas d'équivalent en France »*, souligne l'historienne d'art médiéval Cécile Voyer. Peintes dans la troisième décennie du XII^e siècle, les fresques de Vic forment un ensemble d'une *« très grande complexité »* et *« extrêmement accompli »*. Le programme iconographique, presque complet, couvre Ancien et Nouveau Testament. Il vaut désormais à l'église de Vic d'être surnommée la « Sixtine de l'art roman ». La nef, espace des laïcs et associée à l'existence terrestre, est sobre et présente peu d'images ; le chœur et l'abside, espaces du divin réservés aux clercs, sont saturés de scènes et de couleurs. À l'intrados de l'arc triomphal, des Vertus terrassent les Vices, marquant symboliquement le passage vers le sacré.

Le style se distingue par son expressivité. Les « bons » sont représentés de face, et les « méchants », de profil. *« Le peintre de Vic a une passion du mouvement, une fougue tout à fait extraordinaires au XII^e siècle*, écrivait l'historien d'art Émile Mâle. *Les apôtres assis aux côtés du Christ ne se résignent pas à rester immobiles, ils causent entre eux et gesticulent. Rien de plus tumultueux que le baiser de Judas. Judas se rue sur Jésus-Christ pendant que les soldats l'entraînent brutalement. »* Dans l'arrestation du Christ, les visages tendus, les drapés amples, le mouvement des corps traduisent l'intensité dramatique.

La palette se limite à des ocres jaunes et rouges, à du blanc de chaux, à du noir de charbon. Mais l'artiste suggère volumes et gestes par la seule modification des tons. La purification des lèvres d'Isaïe par le feu est une scène rare dans l'art monumental. Elle frappe par son audace : un séraphin approche un charbon ardent ; une petite cavité, entre ses doigts, abritait sans doute un bout de verre ou de métal qui captait la lumière, donnant à la scène



© VALÉRIE COUTERON. EN HAUT : © J.-P. DUMONTIER/LA COLLECTION.

LA BIBLE ILLUSTRÉE Malgré une palette de couleurs restreinte (ocre jaune, ocre rouge, noir et blanc), le Maître de Vic réussit à suggérer les volumes par la seule juxtaposition des tons (*en haut, l'entrée triomphale du Christ dans Jérusalem ; ci-contre, un ange attaquant le démon qui s'en prenait à Adam et Ève, deux fresques peintes sur le mur sud du chœur*). Page de droite : vue de l'arc triomphal qui sépare la nef du chœur. En haut, de part et d'autre du Christ en majesté, sont figurés les apôtres. Dessous, de gauche à droite, se succèdent l'arrivée puis l'adoration des Mages, l'accusation de la Vierge et l'Annonciation. En bas, la présentation de Jésus au Temple et la déposition de Croix.



© ARC&SITES-ARCHITECTES/SP.

un éclat particulier. Plus rare encore, le vol des reliques de saint Martin, patron de l'église : les Poitevins dorment main sur la joue ; les Tourangeaux, unis par la couleur de leurs robes, passent le corps du saint par une fenêtre. Une scène théologique et politique à la fois : « *Montrer un vol de reliques dans un édifice qui ne les conserve pas est un choix fort, rappelant la puissance symbolique – la* virtus *– du saint* », souligne Annick Dussault.

Au XXe siècle, les interventions se succèdent. En 1929-1930, certaines peintures sont déposées, fixées sur toile, puis remises en place après la restauration des murs. Le procédé Knapen insère des siphons en terre cuite pour lutter contre l'humidité. En 1939-1940, des copies sont réalisées pour le musée des Monuments français. Elles sont toujours visibles, grandeur nature, à la Cité de l'architecture et du patrimoine à Paris et au musée d'Art Otsuka à Naruto, au Japon. La Cité prépare d'ailleurs un nouveau dispositif numérique de médiation consacré à Vic, dans le cadre du programme « Architecture augmentée ». Durant les années 1970, le laboratoire de recherche des monuments historiques étudie la stratigraphie des peintures et la climatologie de l'édifice. Robert Baudoin restaure successivement les murs du chœur et de la nef.

Jamais pourtant l'ensemble n'avait bénéficié d'une intervention globale.

En 2013, la communauté de communes de La Châtre et Sainte-Sévère confie la maîtrise d'œuvre à l'agence Arc & Sites. Les diagnostics relèvent une forte humidité qui rongea les murs, des joints en ciment favorisant les transferts de sels, des couvertures colonisées par de la mousse et des lichens.

Deux campagnes majeures ont été menées : restauration du clos et du couvert en 2019, restauration de l'intérieur et de la scénographie en 2024. Les restaurateurs ont purgé les enduits altérés, traité les sels par compresses, consolidé les couches picturales, supprimé les repeints oxydés. « *On ne rétablit pas des choses qui ont disparu, on conserve le passage du temps* », explique l'un d'eux, Frédéric Quily, de l'atelier Moulinier.

« *Aujourd'hui, le public peut découvrir des décors dans leur splendeur d'origine* », s'enthousiasme cependant Bertrand Joubert, architecte du patrimoine et maître d'œuvre de cette restauration. Le chantier, d'un montant de près d'un million d'euros, a mobilisé plus de dix entreprises spécialisées et près de vingt mois d'intervention. Il a bénéficié du soutien de l'État, de la région, du département, de l'Europe et de fondations privées. Une maison berrichonne attenante a été restaurée pour accueillir un centre d'interprétation, avec dispositifs numériques et éclairages dynamiques. Une vidéo très pédagogique raconte l'histoire de la découverte des fresques et leurs restaurations.

Dans le « pays » de George Sand, entre bocages et chemins creux, les fresques de Vic sont devenues une étape majeure après la visite de Nohant. Dans le chœur, un dispositif audio discret décrit les peintures. « *La motivation première était de donner à lire et à comprendre ces fresques au public* », rappelle la communauté de communes. Car « *elles nourrissent l'âme et nous permettent de cheminer au cœur de notre foi* », ajoute l'actuel curé Vincent Béguin. À Vic, la pierre est modeste, le village discret. Mais derrière la chaux tombée d'un mur, un monde s'est levé. Le Maître de Vic demeure sans nom. Mais son geste, lui, a traversé neuf siècles. Un clou l'a réveillé. La lumière, désormais, ne s'éteindra plus.

• À voir : Église Saint-Martin de Vic, 36400 Nohant-Vic. Rens. : pays-george-sand.com



© CC0 PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET-HISTOIRE DE PARIS. © BENJAMIN GAVAUDO/CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX. © CC0 PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET.

Par Émilie de Lépinau



Belle Marquise

Pour le 400e anniversaire de la naissance de Mme de Sévigné, le musée Carnavalet consacre à la célèbre épistolière une exposition pour honorer sa postérité et le regard singulier qu'elle jeta sur le Paris du XVIIe siècle.

« *Le musée Carnavalet (…) est installé dans l'ancienne maison de la marquise de Sévigné – vous savez bien, cette dame du temps de Louis XIV qui écrivit de si jolies lettres à sa fille, Mme de Grignan. La Ville de Paris, qui est propriétaire de cet hôtel, y a réuni des tas de vieilles choses.* » C'était le 9 février 1939, et « Miquette, guide amateur » présentait le noble établissement dans les *Âmes vaillantes*. Est-ce pour être à la hauteur de la réputation que Miquette lui a faite ? Le musée Carnavalet offre, à l'occasion du 400e anniversaire de la naissance de Mme de Sévigné, une exposition dont l'ambition est de comprendre la postérité de la célèbre épistolière et de retracer sa traversée du Grand Siècle. Avec plus de 200 œuvres, peintures, objets et dessins rassemblés, les commissaires Valérie Guillaume, directrice du musée, Anne-Laure Sol et David Simonneau proposent un voyage dans son univers.

En septembre 1696, quand paraissent *Les Mémoires* de Roger de Bussy-Rabutin, cousin de la marquise, cinq mois après la mort de celle-ci, le grand épistolier, aux yeux de ses contemporains, c'est lui. Pourtant, les quelques lettres de Mme de Sévigné, divulguées pour la première fois dans cet ouvrage, font très vite leur effet. Lui-même le pressentait, ce caustique cousin, qui, quelques années plus tôt, avait refusé de les retoucher : « *Le Brun ne toucherait pas à un original du Titien* », s'était-il écrié. Et dès 1699, Vigneul-Marville, moine et homme de lettres, livrera son jugement : « *Mme de Sévigné (…) fera dire à la postérité que la cousine valait bien le cousin.* »

L'avenir lui donnera raison. Des éditions subreptices des lettres de la marquise, en 1725 et 1726, contrarient sa petite-fille, Pauline de Simiane, qui charge alors Perrin d'en établir une édition, ce qui sera fait dès 1734. Ces lettres qui n'étaient pas destinées à être publiées – « *être entre les mains de tout le monde* » horrifiait Mme de Sévigné – rencontrent un grand succès. La « sévignémania », que retrace le début de l'exposition, est lancée. La renommée se mue en culte lorsque Horace Walpole, un aristocrate lettré, pèlerine sur ses traces en 1766 et commande au peintre Nicolas Raguenet une vue de l'hôtel Carnavalet pour orner une section consacrée à Mme de Sévigné dans son manoir gothique de Strawberry Hill à Twickenham.

ÉCRIN LITTÉRAIRE Page de gauche : *Marie de Rabutin-Chantal, marquise de Sévigné,* par Claude Lefèbvre, vers 1665 (Paris, musée Carnavalet). En haut : *Roger de Bussy-Rabutin en armure de lieutenant général du roi,* attribué à Claude Lefèbvre, vers 1673 (Bussy-le-Grand, château de Bussy-Rabutin). Fin lettré, ce cousin de l'épistolière fut le premier à révéler plusieurs de ses lettres dans ses *Mémoires*. Ci-dessous : *Cour d'honneur de l'hôtel Carnavalet,* par Antoine-Julien Hénard, 1843 ou 1847 (Paris, musée Carnavalet). La marquise y vivra de 1677 à 1694.





La copie réalisée par Gerard Westermann pour le tricentenaire de 1926 nous rappelle cet hommage qui fonda le culte sévignéen.

L'exposition présente ces traces étonnantes de la vénération portée aux objets attachés à Mme de Sévigné : des fragments de sa robe mortuaire, son bureau, une pièce rare de mobilier, réalisé en Chine, portant les armes Rabutin et Sévigné, dont une étude approfondie en 2025 a remis pourtant en cause l'authenticité.

La statuomanie des années 1870-1914 n'est pas en reste, et l'on peut voir la marquise de pierre, pour toujours une plume dans une main, une lettre dans l'autre, les traits fixés par le dessin qu'en fit Robert Nanteuil.



Le personnage se prête à une appropriation nationale : elle est d'une probité incontestable, d'un grand intérêt historique et d'une admirable qualité littéraire. Des rues, places et écoles porteront désormais son nom. Aux *enfantina,* ces beaux livres de la fin du XIXe siècle propres à l'édification et à l'instruction de la jeunesse, succèdent des journaux. Du *Figaro illustré* à *La Semaine de Suzette* en passant par *Line, le journal des chics filles,* leurs unes surannées consacrées à la marquise s'étalent sous les yeux du visiteur. Rapidement, la notoriété déborde le champ culturel ; outre les tasses et tabatières à son effigie, la marquise de Sévigné devient une marque : de chocolats, de remèdes et d'objets de papeterie, dont les Sévigné Paper, très appréciés de Proust.

Approchant du tableau de *La Place Royale* qui ouvre la suite de l'exposition, on croit encore entendre les rires venant de l'hôtel particulier des Coulanges, les grands-parents maternels de Marie de Rabutin-Chantal, chez qui elle naquit et vécut son enfance. *« Jamais il ne fut une jeunesse si riante que la nôtre »,* dira celle qui fut orpheline à 7 ans, mais connut une enfance baignée d'affection et d'allégresse. L'exposition consacre une part importante à l'environnement parisien de l'épistolière : sa famille était son monde, le Marais son univers. Déambulant dans le Paris de son enfance, au milieu des *Farces de la rue Saint-Antoine*



et des portraits de ses cousins, on aperçoit aussi sa grand-mère paternelle, Jeanne de Chantal, fondatrice de l'ordre de la Visitation, qui la surnommait affectueusement Cantaline.

De cette jeunesse pleine d'eutrapélie en somme, Mme de Sévigné gardera une aptitude au bonheur : *« la joie est l'état véritable de* [son] *âme »,* dira son amie Mme de Lafayette. Dans cette famille très cultivée, on porte une attention peu commune à l'éducation de la jeune fille : on lit, on apprend, on rit, on « rabutine » même, cette manière spirituelle de dialoguer en plaisantant, inventée avec son cousin Roger de Bussy-Rabutin.

Le portrait que peint d'elle, ravissante et richement vêtue, Jean Nocret l'année suivant son mariage avec Henri de Sévigné en 1644 sonne le glas de l'enfance et de la vie parisienne. Mais pour un temps seulement, car à peine ses enfants nés, Françoise en 1646 et Charles en 1648, la voilà veuve en 1651, après la mort d'Henri en duel. *« Enfin me voilà de retour à la bonne ville »,* dit-elle en s'installant rue du Temple avec sa tante Henriette et ses enfants. Son intelligence, sa parfaite civilité et son art d'animer les conversations lui ouvrent toutes les portes et notamment celles des « ruelles », ces nouveaux lieux de savoir et de culture où des femmes de haute naissance reçoivent dans leur chambre à coucher une assemblée composite de gens instruits qui lisent, pensent et échangent. Voilà la fameuse « chambre bleue » de la marquise de Rambouillet qui revit grâce au portrait de son hôtesse par Philippe de Champaigne et par une édition du

La « sévignémania » En haut, à gauche : timbre à l'effigie de Mme de Sévigné, par Achille Ouvré (graveur) et Paul Pierre Lemagny (auteur), 1950. En haut, à droite : « La ruelle », estampe tirée de *Faramond ou l'Histoire de France,* de Gautier de Coste, sieur de La Calprenède, 1661-1670 (Paris, BnF). Cette gravure illustre la pratique alors répandue chez les salonnières parisiennes de recevoir allongée sur un lit, les invités s'asseyant dans la ruelle. Ci-contre : *Madame de Sévigné,* par Emmanuel Dolivet, étude préparatoire, 1909 (Vitré, château des Barons, musée d'Histoire). Page de droite : *Marie de Rabutin-Chantal, marquise de Sévigné,* par Jean Nocret, vers 1645-1650 (Vitré, château des Rochers-Sévigné).



© COLLECTION PRIVÉE. © VILLE DE VITRÉ. © BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE. © VITRÉ, CHÂTEAU DES ROCHERS-SÉVIGNÉ/CLICHÉ PHOTOPLUS/MAIGNAN.



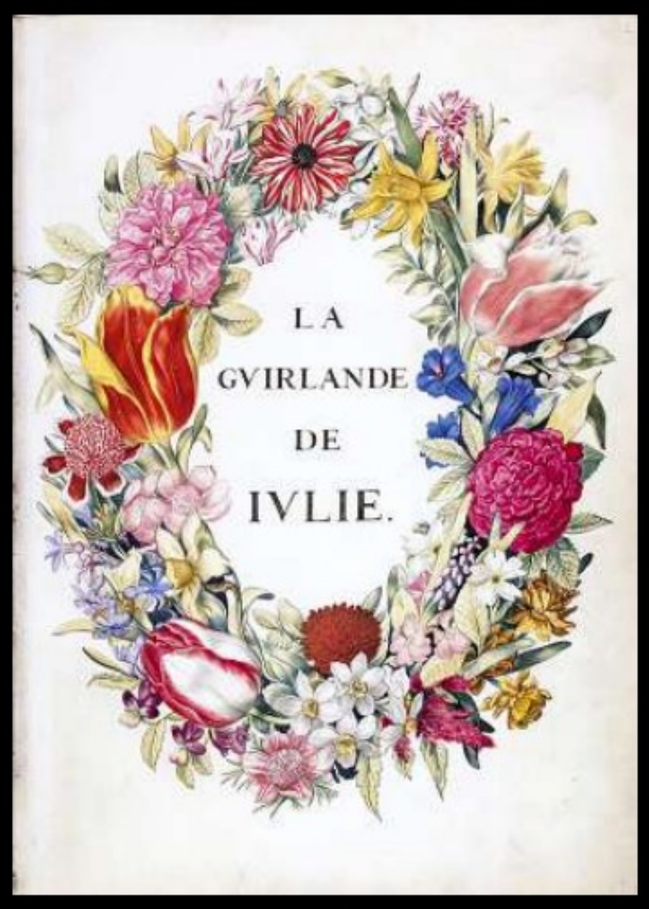
© CC0 PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET. EN BAS : © BIBLIOTHÈQUE INTERUNIVERSITAIRE DE LA SORBONNE. EN HAUT : © BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE.© JDANIEL GUILLOU PHOTOGRAPHIE.

DE PLUME ET D'ESPRIT Ci-dessus : *Marie de Rabutin-Chantal, marquise de Sévigné*, par Robert Nanteuil, vers 1666-1671 (Paris, musée Carnavalet). Âgée de 40 ans, elle est alors veuve et mère de deux enfants. Page de droite, en haut, à gauche : *La Guirlande de Julie. Pour Mlle de Rambouillet*, par Nicolas Jarry et Nicolas Robert, 1641 (Paris, BnF). Cette anthologie de poèmes allégoriques est l'un des joyaux de la culture galante de l'époque. À droite : *François VI, duc de La Rochefoucauld, prince de Marcillac*, par Pierre Mignard, après 1662 (La Rochefoucauld-en-Angoumois, château de La Rochefoucauld). L'auteur des célèbres *Maximes* était un proche de Mme de Sévigné. En bas : *La Carte de Tendre*, par François Chauveau dans *Clélie, histoire romaine*, de Madeleine de Scudéry, 1666 (Paris, Bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne). En la peignant sous les traits de Clarinte, Mlle de Scudéry contribuera à la consécration de la marquise.

roman *L'Astrée*, dont cette société adopte les codes galants.

Parmi les joyaux de l'exposition, *La Guirlande de Julie* rend compte du raffinement et de la perfection auxquels aspirent les membres de ces nouveaux cénacles. En 1641, le marquis de Montausier offre à Julie d'Angennes, fille de la marquise de Rambouillet, une anthologie des poèmes allégoriques célébrant ses vertus sous la figure de fleurs, composés quelques années plus tôt par Montausier lui-même et des familiers de l'hôtel de Rambouillet. Ces 61 madrigaux, calligraphiés sur vélin par Nicolas Jarry, le plus couru des maîtres écrivains parisiens, et décorés de 31 planches peintes par le miniaturiste Nicolas Robert, constituent un luxueux hommage amoureux, sans doute le plus emblématique de la culture galante, qui n'aura pas été vain puisque, quatre ans plus tard, le marquis de Montausier épouse « l'incomparable Julie ».

Les nombreux portraits de ceux qui peuplèrent la vie parisienne de Mme de Sévigné auraient sans doute un peu chagriné Pascal, qu'elle admirait beaucoup et qui rappelait que la modestie impose d'y renoncer. Parmi les peintres, quelques atticistes, Laurent de La Hyre et Jacques Stella, mais aussi





Claude Lefèbvre, l'un des meilleurs portraitistes du XVII^e siècle, et le pastelliste Robert Nanteuil, qui tous deux représentent Mme de Sévigné dans la seconde moitié des années 1660, en veuve d'âge mûr. Dans son portrait par Claude Lefèbvre, qui signe l'affiche de l'exposition, Mme de Sévigné n'est plus la jeune mariée peinte vingt ans auparavant par Nocret, mais elle a toujours son regard lumineux et son teint frais. On la croirait en pleine conversation, son index levé en suggérant la haute volée. Sur le pastel de Robert Nanteuil, elle a désormais les cheveux gris, couverts d'une coiffe de veuve. Elle nous regarde et semble même nous parler, grâce aux enregistrements sonores de la *Correspondance* dont les extraits diffusés permettent de savourer l'art de conter de l'épistolière.

Pendant quelques décennies, le raffinement de la peinture rejaillit sur celui de la langue, et le portrait écrit tend à concurrencer le portrait peint, comme l'illustre le recueil orchestré en 1659 par la Grande Mademoiselle, *Divers portraits,* dans lequel Mme de Lafayette dépeint son amie : *« je m'en vais vous peindre bien hardiment (…), combien vous êtes aimable et charmante quand vous parlez »*. Dans *Clélie, histoire romaine,* publié entre 1654 et 1660, Madeleine de Scudéry brosse elle aussi le portrait de Mme de Sévigné, sous les traits de Clarinte : *« J'oubliais à vous dire qu'elle écrit comme elle parle, c'est-à-dire le plus agréablement et le plus galamment qu'il est possible »,* et l'exposition s'attarde sur cette œuvre en nous présentant *La Carte de Tendre,* gravure de François Chauveau qui en illustre la première partie. Dans sa galerie des affections, il y a aussi François de La Rochefoucauld, ici peint par Pierre Mignard, grand portraitiste et ami de Mme de Sévigné. Il est celui qui influence son écriture sur le fond, par sa pensée empreinte d'augustinisme, et sur la forme, par ses formules brèves et éloquentes, souvent imitées par l'épistolière.

Accueilli par *Spes Gallica* et *Securitas Publica,* les statues de la porte Saint-Antoine érigées en 1660 par François Anguier et restaurées pour l'occasion, le visiteur pénètre dans le quartier que Mme de Sévigné habita toute sa vie et dont elle tint la chronique, au temps du procès Fouquet notamment, qu'elle commenta grâce aux informations transmises sous le manteau par son parent, Olivier d'Ormesson. Sa relation ambivalente à la Cour tient aussi de la gazette tant





elle en observe avec lucidité, distance et ironie les splendeurs et misères, pour conclure : *« c'est un pays qui n'est point pour moi »*. Elle en est proche pourtant, et y est en grâce, au nom du souvenir de l'amitié de sa grand-mère Jeanne de Chantal avec Anne d'Autriche.

Ainsi assiste-t-elle aux fêtes grandioses données par Louis XIV, et sa fille Françoise, *« la plus jolie fille de France »*, peinte par Mignard, y danse avec le roi, ne le laissant pas insensible, comme l'évoque La Fontaine dans *Le Lion amoureux*. Mais la belle Françoise épouse en 1669 le comte de Grignan et part régulièrement pour de longs séjours en Provence, ce qui attriste la marquise, très attachée à sa fille, mais suscitera une correspondance intense, facilitée par le service postal régulier mis en place par Louvois en 1672, dont l'exposition rappelle l'efficacité.



En retrait de Versailles, Mme de Sévigné mène une existence citadine, qu'il nous est permis d'imaginer par les représentations du Paris du quotidien : *Le Marchand d'oublies, Le Marché aux fleurs,* la vie grouillante sur le Pont-Neuf, l'installation de l'éclairage public, grâce auquel elle raccompagne un soir Mme Scarron – la future Mme de Maintenon – au faubourg Saint-Germain et revient *« gaiement, à la faveur des lanternes et dans la sûreté des voleurs »*. Elle baguenaude ainsi, dans les quartiers prisés ou plus secrets, et s'en va *« un peu trotter pour en apprendre davantage »*. Dans ce quotidien de maîtresse de maison de « la Carnavalette » où elle s'est installée depuis 1677, les soucis d'intendance et de santé n'effacent pas son attention à sa domesticité, dont une simple parole *« vaut mieux que toutes les phrases du monde »*.

La dernière partie de l'exposition amène le visiteur auprès d'une marquise de Sévigné en proie aux réflexions sur la fragilité de l'existence. *« Je suis embarquée dans la vie sans mon consentement ; il faut que j'en sorte, cela m'assomme. »* Dans cette ultime étape de sa traversée du Grand Siècle, elle ne se départit pas de ses habitudes : *« Quand je veux nourrir mon esprit et ma pauvre âme, j'entre dans mon cabinet. »* Par sa passion pour la lecture, tout à la fois divertissement et exercice de l'esprit, Mme de Sévigné est portée à l'admiration, cette *« subite surprise de l'âme »*, des auteurs comme Pascal et Nicole. Elle continue de jeter son regard badin sur le monde : les processions à sainte Geneviève pour *« faire cesser la pluie et venir le chaud »* l'enchantent, les prédicateurs l'enthousiasment, et elle ne se lasse pas d'*« aller en Bourdaloue »* (pour évoquer son assiduité aux sermons du fameux jésuite) comme l'on irait au théâtre. Tout ou presque de ce qu'elle a observé, contemplé, fréquenté, aimé, et qui fut le creuset de sa *Correspondance,* se trouve là, exposé dans cette Carnavalette, qui rend un bien bel hommage à son illustre locataire.

• « Madame de Sévigné. Lettres parisiennes », du 15 avril au 23 août 2026. Musée Carnavalet-Histoire de Paris, 23, rue Madame de Sévigné, 75003 Paris. Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h 45. Tarifs : 15 €/13 €. Rens. : carnavalet.paris.fr

À LIRE



Catalogue de l'exposition
Sous la direction d'Anne-Laure Sol et David Simonneau
Paris Musées
240 pages
39 €



PHOTOS : © CCO PARIS MUSÉES/MUSÉE CARNAVALET-HISTOIRE DE PARIS.

CITADINE Page de gauche, en haut : *Les Farces de la rue Saint-Antoine,* projet de feuille d'éventail, vers 1680 (Paris, musée Carnavalet). Mme de Sévigné passa toute son existence parisienne dans le Marais, où elle aimait à baguenauder. En retrait de la Cour, elle tenait la chronique de son quartier. En bas : bureau dit « de Madame de Sévigné », Chine et Europe, vers 1730-1750 (Paris, musée Carnavalet). Une étude approfondie réalisée en 2025 révélera qu'il n'a pas pu lui appartenir. Ci-dessus : *Françoise-Marguerite de Sévigné, comtesse de Grignan,* attribué à Pierre Mignard, vers 1669 (Paris, musée Carnavalet). Après son mariage avec le comte de Grignan, en 1669, la fille de la marquise vécut souvent en Provence, ce qui attrista sa mère, mais suscita la célèbre et intense correspondance.



TRÉSORS VIVANTS

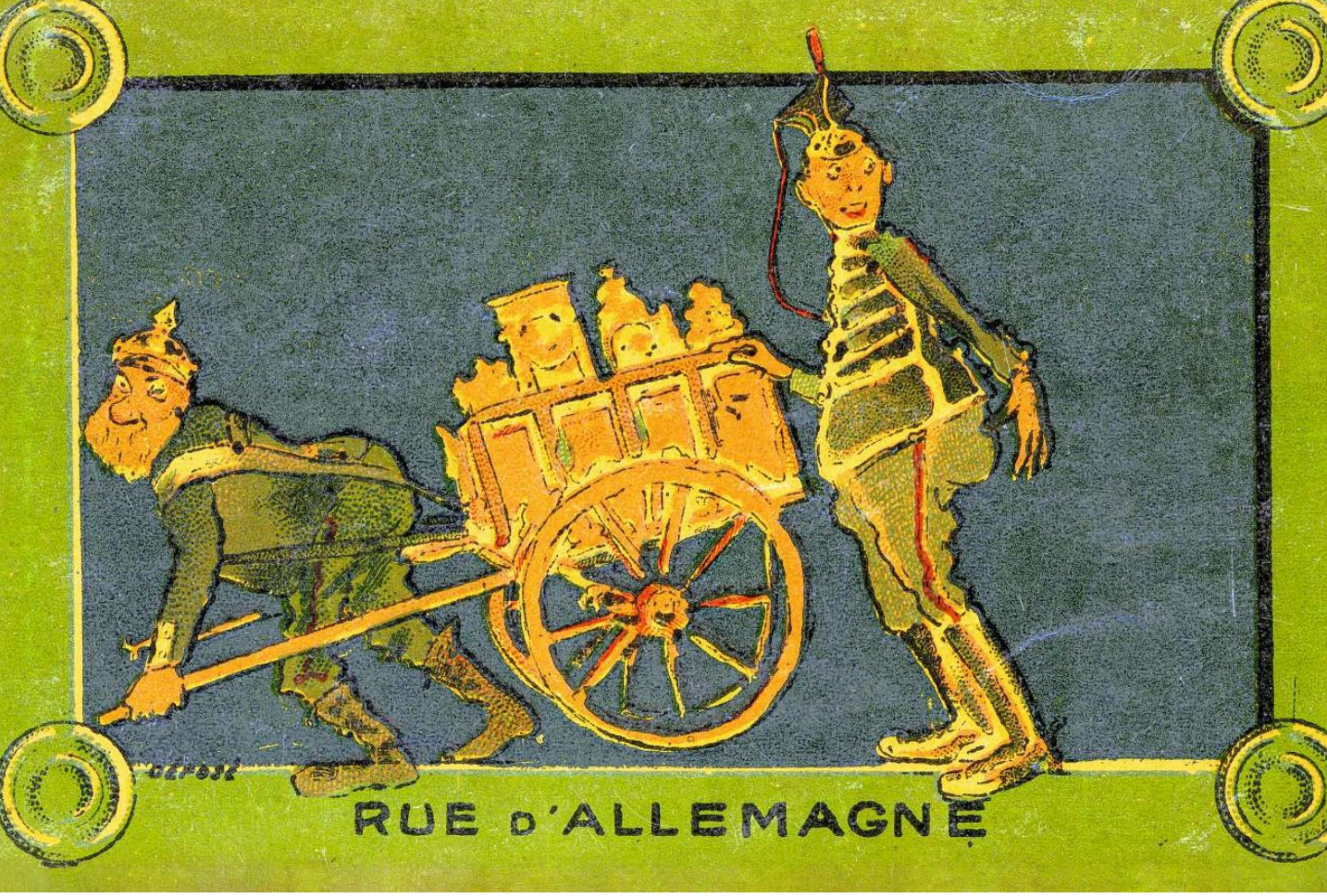
Par Sophie Humann

Inconnus à cette adresse



© MOURA/ALPACA/ANDIA.FR

Alors que les petites communes de France achèvent de donner une adresse à tous leurs habitants, retour sur l'histoire des noms de rues, champ d'étude peu prisé des chercheurs.



DÉNOMINATION Page de gauche : l'île de la Cité et la rive gauche, détail du plan de Paris, par Olivier Truschet et Germain Hoyau, vers 1550 (Bâle, Universitätsbibliothek). Ci-dessus : *Rue d'Allemagne*, illustration en forme de plaque de rue pour une carte postale vers 1910. Deux soldats allemands y tirent une voiture à bras. Page de gauche, en bas : le linguiste Jean-Claude Bouvier. Il s'est spécialisé dans l'odonymie, l'étude des noms de voies de circulation.

© VRIJE UNIVERSITEIT AMSTERDAM/CC0. © J. VIGNE/LA COLLECTION.

Le 1er juin 2024, les rues sans nom ni numéro ont officiellement disparu de France. Depuis cette date, en application de la loi 3DS du 21 février 2022 – différenciation, décentralisation, déconcentration et simplification pour une meilleure efficacité de l'action publique locale –, les communes de moins de 2 000 habitants sont en effet dans l'obligation de l'adressage. Elles ont dû nommer chaque lieu-dit, chemin, sente et voie, y compris les voies privées ouvertes à la circulation, et numéroter chaque construction située sur le territoire de la commune. Le but de ce quadrillage : améliorer l'accès des secours en cas d'accident, des livreurs de colis, du facteur remplaçant quand l'habituel est en vacances, et permettre le déploiement de la fibre sur tout le territoire.

Quelque 200 000 voies étant concernées, cet adressage a représenté un travail coûteux de plusieurs mois dans les petites communes rurales, qui possèdent de nombreux hameaux et où maires et adjoints sont déjà débordés. Au 1er janvier 2026, un cinquième des communes concernées environ n'avaient d'ailleurs pas encore mis à jour la base de données BAL (pour « Base adresse locale »), pilotée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Les habitants, consultés par les conseils municipaux, ont souhaité à une immense majorité conserver les anciens noms des lieux-dits et des chemins, qu'ils soient présents sur le cadastre ou transmis oralement. Et tant pis si la « route du Gros-Chêne » n'est plus ombragée par un arbre : c'est leur identité profonde, même si, ici ou là bien sûr, les communes rurales ont parfois souhaité honorer la mémoire d'un ancien élu ou d'une célébrité locale. En décembre 2025, les chiffres du fichier des entités topographiques sont éloquents. Le nom le plus populaire est « rue (ou route, etc.) de l'Église » (24 277 occurrences), suivi de « Village » (16 516), « Moulin » (16 270), « Bourg » (13 455), « Château » (12 609)… Loin derrière viennent les grands hommes : Charles De Gaulle, en tête avec 3 871 voies à son nom, suivi de Louis Pasteur (3 355).

Après avoir choisi les noms, il a fallu commander tous les panneaux et les plaques indiquant les numéros, installer les premiers et distribuer les secondes aux habitants, chaque numéro correspondant à la distance entre la maison et le début de la voie. On peut donc passer du 501 au 1 343, route de la Mare… Heureusement, un logiciel a permis aux élus de calculer la longueur de tous les chemins ! Mais, autre difficulté, à la campagne, les codes postaux sont partagés par plusieurs communes. Il fallait donc traquer les doublons dans le nom des voies, pour éviter la confusion.

Ce patrimoine constitué par les noms des rues, places et autres chemins fut défendu il y a plus de cent ans déjà par l'historien Camille Jullian dans une conférence intitulée « Ne touchez pas aux noms des rues », qu'il donna le 27 janvier 1923,





© JACQUES PIERRE/HEMIS.FR © RIEGER BERTRAND/HEMIS.FR © GROB/KHARBINE/LA COLLECTION.

Au fil du temps Ci-dessus : la place Bellecour à Lyon. Son nom a varié en fonction des régimes politiques passant de place Louis-le-Grand à place de la Fédération, de l'Égalité, Bonaparte, Napoléon, et enfin Bellecour depuis la III[e] République. Ci-contre : on retrouve dans les anciennes carrières souterraines des Capucins, à Paris, le nom des rues qu'il y avait à la surface. Le « champ des Capucins », vaste terrain autrefois planté d'arbres, disparut lors du percement du boulevard de Port-Royal. Page de droite, en bas : fin 1940, on multiplie les plaques de rue au nom du maréchal Pétain.

à l'occasion du 25[e] anniversaire de la Commission du Vieux Paris. « *Je n'entends parler ici qu'en historien curieux des choses du passé, désireux de rafraîchir de vieux souvenirs*, déclare Jullian. *Je désire donc, au nom de ce passé, qu'on ne change jamais un vocable de rue, qu'on le laisse tel que les générations disparues l'ont créé, transformé, déformé même. Pour moi, le nom d'une rue est comme celui d'une ville, comme celui d'une famille ; il est l'œuvre du temps, qui l'a façonné pour celui qui le porte ; il a pris ses racines sur le sol ou dans la famille, il faut l'y laisser, il ne nous appartient plus.* »

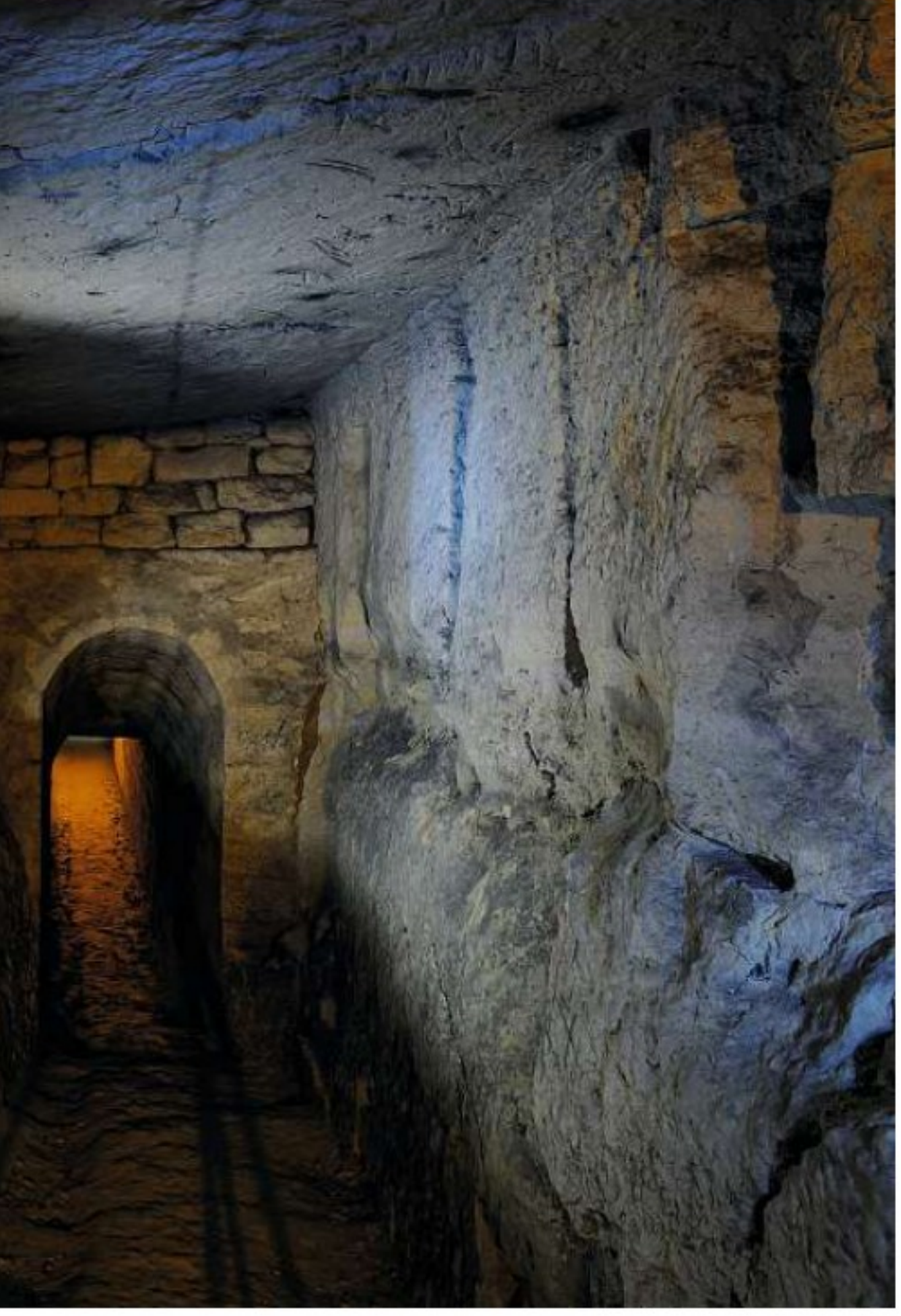
En France, c'est à partir du XII[e] siècle que l'on voit apparaître dans les archives les premiers noms de rues. Auparavant, seuls les quartiers sont nommés. De l'essor progressif des villes naît le besoin de s'orienter, et des noms liés aux usages sont alors donnés aux rues par la population, la plupart du temps oralement, avant que la collectivité ne se les approprie. « *Si vous avez en France, dans nos vieilles communes, tant de "rue Neuve"*, dit Camille Jullian, *c'est parce qu'au XII[e] siècle, de nouveaux faubourgs se créèrent aux portes des cités épiscopales. L'histoire de ces rues a fait leur nom.* »

Le linguiste Jean-Claude Bouvier est l'un des rares chercheurs en sciences humaines à avoir étudié l'odonymie, cette branche de la toponymie qui consiste à étudier les noms de voies de circulation (ou odonymes). Pour rédiger son ouvrage *Les Noms de rues disent la ville* (Éd. Bonneton, 2007), il a épluché les monographies locales écrites depuis la fin du XIX[e] siècle, en les complétant par les bases de données de Microsoft et de La Poste, ce qui lui a permis de classer tous ces noms d'usage. Il y a, par exemple, ceux qui proviennent de la forme de la rue (« rue de la Montée », « rue Longue »), de la présence d'eau (« rue de la Source », « rue du Puits », « rue de l'Abreuvoir »…), d'arbres (« rue de l'Arbre-Sec »…), de croix, de champs de foire, de marchés, de moulins. Les métiers tiennent une place importante (« rue des Bouchers », « des Ferronniers », « des Orfèvres »…), tandis que les édifices importants (châteaux, remparts, palais de justice) servent de repères, tout comme les immeubles religieux : on ne compte plus les rues « de l'Hôtel-Dieu », « de la Cathédrale », « de la Charité », « du Presbytère »… Dans la ville médiévale et pendant tout l'Ancien Régime, rappelle le chercheur, les enseignes sont nombreuses et jouent un peu le même rôle que les numéros de rue aujourd'hui. L'usage attribuait aussi leur nom à leur rue, d'où ces noms charmants de « rue de la Tête-d'Or » ou « rue du Chapeau-Rouge », dont certaines subsistent encore.

« *Issue du latin* insigne, *qui signifie "signal", "distinction" et "décoration"*, précise Émilie Gandon, responsable du département des sculptures et du patrimoine architectural et urbain du musée Carnavalet, et donc de l'incroyable collection d'enseignes, *l'enseigne, placée en devanture d'un commerce, avait pour fonction de le signaler. Elle facilitait aussi le repérage dans la ville, à une époque où les adresses n'étaient pas encore individualisées. Le musée ne conserve pas d'enseigne qui aurait donné son nom à une rue parisienne, à l'instar de l'enseigne À l'arbre sec, conservée au musée Le Secq des Tournelles de Rouen, qui ornait à l'origine la boutique d'un marchand drapier et aurait donné son nom à la rue de l'Arbre-Sec, dans le I[er] arrondissement de Paris.* »

À partir du début du XVII[e] siècle, se développe le processus d'affirmation de la monarchie en tant que pouvoir central. Les dénominations deviennent alors un monopole public et royal, et la « rue Dauphine », la « rue Richelieu » apparaissent bientôt. Les premières plaques sont posées à Paris en 1728 et, dès 1779, sous l'influence de l'esprit des Lumières, quelques rues se voient attribuer le patronyme de gloires littéraires : Montaigne, Montesquieu, Rousseau ou Voltaire.

La Révolution transfère le monopole royal de la nomination des rues aux conseils municipaux, qui utilisent largement l'odonymie pour exprimer les utopies et les valeurs révolutionnaires. Les premiers changements de noms apparaissent. Les « place Royale » deviennent « place de la Liberté ». La « place Louis XV », inaugurée en 1772 à Paris, est renommée « place de la Révolution » en 1792, puis « place de la Concorde » sous le Directoire en 1795. Elle changera à nouveau de nom en 1826, Charles X voulant rendre hommage à son frère Louis XVI, avant de reprendre son nom précédent en 1830. À Lyon, la « place



Louis-le-Grand » va devenir « place de la Fédération », puis « place de l'Égalité », « place Bonaparte », et enfin « place Bellecour » sous la IIIe République.

Dans les grandes villes, chaque nouveau régime politique valorise désormais ses figures et supprime les noms mis en place par les régimes précédents. Cette vaste tendance du XIXe siècle se poursuivra jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Le Premier Empire donne à quelques avenues le nom de ses victoires et de ses généraux. L'époque romantique offre une poignée de rues aux écrivains et aux artistes. Sous le Second Empire, l'urbanisation galopante entraîne la création de nombreuses rues qu'il faut nommer, en fonction de leur usage ou pour mettre en valeur un savant, un artiste, voire le propriétaire du terrain. Mais c'est surtout la IIIe République qui va utiliser l'odonymie pour s'inventer une tradition, rebaptisant les rues aux noms symboliques de ses événements et de ses gloires. Entre 1870 et 1940, fleurissent ainsi dans toutes les villes de France les « rue du 4-Septembre »,



« Adolphe-Tiers », « Léon-Gambetta », « Félix-Faure », « Raymond-Poincaré », « Casimir-Perier », « Jules-Ferry », « Jean-Jaurès »… Les changements de régime se traduisent par des changements de nom. La Libération voit celui des innombrables avenues du Maréchal-Pétain.

Le phénomène s'est ensuite atténué, les anciennes dénominations subsistant malgré les nouvelles, comme une marque de résistance à l'esprit du temps : quel Parisien parle-t-il de la place Charles-De-Gaulle en se référant à la place de l'Étoile ? Depuis les années 2000, on assiste à une nouvelle tendance, portée par des mutations sociales. Nombre de rues se voient ainsi attribuer des noms de femmes célèbres, largement absentes dans l'espace public. Entre 2010 et 2025, 748 rues de France ont été appelées « rue Simone-Veil » ; 304, « rue Lucie-Aubrac » ; 249, « rue Marie-Curie » ; 241, « rue Olympe-de-Gouges » ; et 224, « rue George-Sand ».

La relecture politique du passé colonial de la France soulève aussi de nouveaux débats sur le nom des rues. Depuis 2021, une liste, établie sous la direction de l'historien Pascal Blanchard, de 318 personnes « issues de la diversité » est disponible sur le site du ministère de la Cohésion des territoires. L'an dernier, après vingt ans de débats, l'avenue Bugeaud, dans le XVIe arrondissement de Paris, a été débaptisée au motif de la brutalité extrême – déjà dénoncée à l'époque – du maréchal lors de la conquête de l'Algérie.

Pour l'historienne Danielle Tartakowsky, qui fut présidente du Comité d'histoire de la ville de Paris et a dirigé en 2022 l'ouvrage collectif *Histoire de la rue* (Tallandier), les débaptisations ne vont pas de soi : « *Cela pose déjà un problème technique, puisque toutes les entreprises et les particuliers doivent changer d'adresse*, explique-t-elle. *Il y a aussi un débat entre historiens pour savoir s'il faut débaptiser les noms de rues ou non. La majorité plaide pour le maintien des noms, qui font partie des strates de l'Histoire, tout en ajoutant des éléments explicatifs pour donner à réfléchir à nos concitoyens.* » Reste à s'accorder sur le contenu de ces explications !

LE FIGARO HISTOIRE

1 AN
D'ABONNEMENT
6 NUMEROS

49€ au lieu de ~~71,40€~~



OU

2 ANS
D'ABONNEMENT
12 NUMEROS
88€ au lieu de ~~142,80€~~

10 € DE RÉDUCTION

ABONNEZ-VOUS

PAR TÉLÉPHONE
01 70 37 31 70
avec le code RAP26003

PAR INTERNET
lefigaro.fr/abo-histoire

ou scannez ce code ▶

PAR COURRIER
en adressant votre règlement de 49 € ou 88 € à l'ordre du Figaro à :
Le Figaro Histoire Abonnement,
45 avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/05/2026. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 101 rue de l'Abbé-Groult, 75015 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées postales soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection commerciale postale, cochez cette case ☐. Photos non contractuelles. Vous disposez du droit de saisir la CNIL de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro et https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente.

AVANT, APRÈS



© FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO.

Par Vincent Trémolet de Villers

Les nocturnes de Houellebecq

« *Comme un étang qui se referme / Une fois la barque engloutie / Ma vie s'approche de son terme / Comme une anecdote aplatie.* » « *Anecdote aplatie* », tout Houellebecq repose dans ces deux mots : l'humour du désespoir (on songe à Cioran), la lucidité du moraliste (façon Flaubert) et cette façon unique de saisir l'époque, de l'incarner presque physiquement dans sa vacuité tragique. Quatre ans après *Anéantir*, son dernier roman, l'écrivain publie un recueil de poèmes, *Combat toujours perdant*, méditation éprouvante de vérité sur la vieillesse, la solitude et la mort. Depuis toujours, Houellebecq classe la poésie au sommet de l'exercice littéraire. Dans ses vers, on entend des résonances baudelairiennes, on retrouve par endroits la force granitique de Charles Péguy : « *Nous voulons retourner dans l'ancienne demeure / Où nos pères ont vécu sous l'aile d'un archange* », écrivait-il, magnifiquement, il y a quelques années.

Cette fois, il accompagne son recueil d'un disque où, derrière les arrangements musicaux, surgit partout la poésie. Celle d'un homme en proie aux angoisses de plus en plus partagées : extinctions, affrontements, disparition de ce que nous sommes. « *Alors s'établira / Le dialogue des machines / Et l'informationnel remplira / Triomphant / Le cadavre vidé / De la structure divine / Puis il fonctionnera / Jusqu'à la fin des temps.* » Le basculement démographique, l'intelligence artificielle, la guerre civile… les gravités du monde côtoient, dans ces pages, les angoisses et les plaisirs intimes. Le poète de nos vies moyennes ne détourne pas les yeux de ce qui caractérise l'existence commune : les agents immobiliers, les zones de tourisme, les obsessions (et les déceptions) sexuelles. Son génie ? Saisir sur un motif prosaïque, les illusions de la modernité, la nostalgie des liens des sociétés anciennes, la solitude des villes, le pouvoir mortel du virtuel et l'espérance secrète d'un Dieu qui, comme chez Rembrandt, prendrait, avec une affection presque maternelle, l'enfant prodigue dans ses bras. Ce n'est pas la lutte de Jacob avec l'ange, mais le combat du dernier homme face à la grande conjuration qui voudrait le vider de son humanité. « *Je suis le dernier des vivants / Et je me souviens du royaume / (…) De l'inutile éclat du psaume.* »

Houellebecq n'est pas misanthrope. Depuis Raphaël Tisserand, l'antihéros poignant d'*Extension du domaine de la lutte*, il est le porte-voix d'une humanité quelconque, la nôtre, égarée dans un monde, une époque, où elle a de moins en moins sa place. Houellebecq aime la vie mais la voudrait plus longue, plus riche et plus pleine : « *Non, cette vie n'est pas suffisante, elle ne peut contenir la millième partie de nos rêves.* » Houellebecq n'est pas toujours désespéré : dans la nuit opaque de ce recueil brillent quelques petites lucioles. Deux pages en prose dévoilent nos oscillations intérieures devant la mort. Durant les obsèques catholiques, « *le fait est qu'on y croit, on y croit absolument le temps de la cérémonie* ». L'angoisse de la mise en terre : « *non, ce cadavre que nous aimons ne va pas renaître* » ; l'espérance mystérieuse de la visite au cimetière : « *Ce qui a vécu une fois, est-il impensable que cela revive ?* » C'est à la lueur de ces nocturnes, prolongation de toute son œuvre, que l'on comprend la position courageuse et radicale de l'écrivain sur l'euthanasie. Le domaine de la lutte (c'est-à-dire la loi du marché), écrivait-il, il y a trente ans, n'épargne pas l'amour ; désormais, il pourrait s'étendre au dernier sanctuaire encore protégé : la mort.



PHOTO PHILIPPE MATSAS © FLAMMARION.

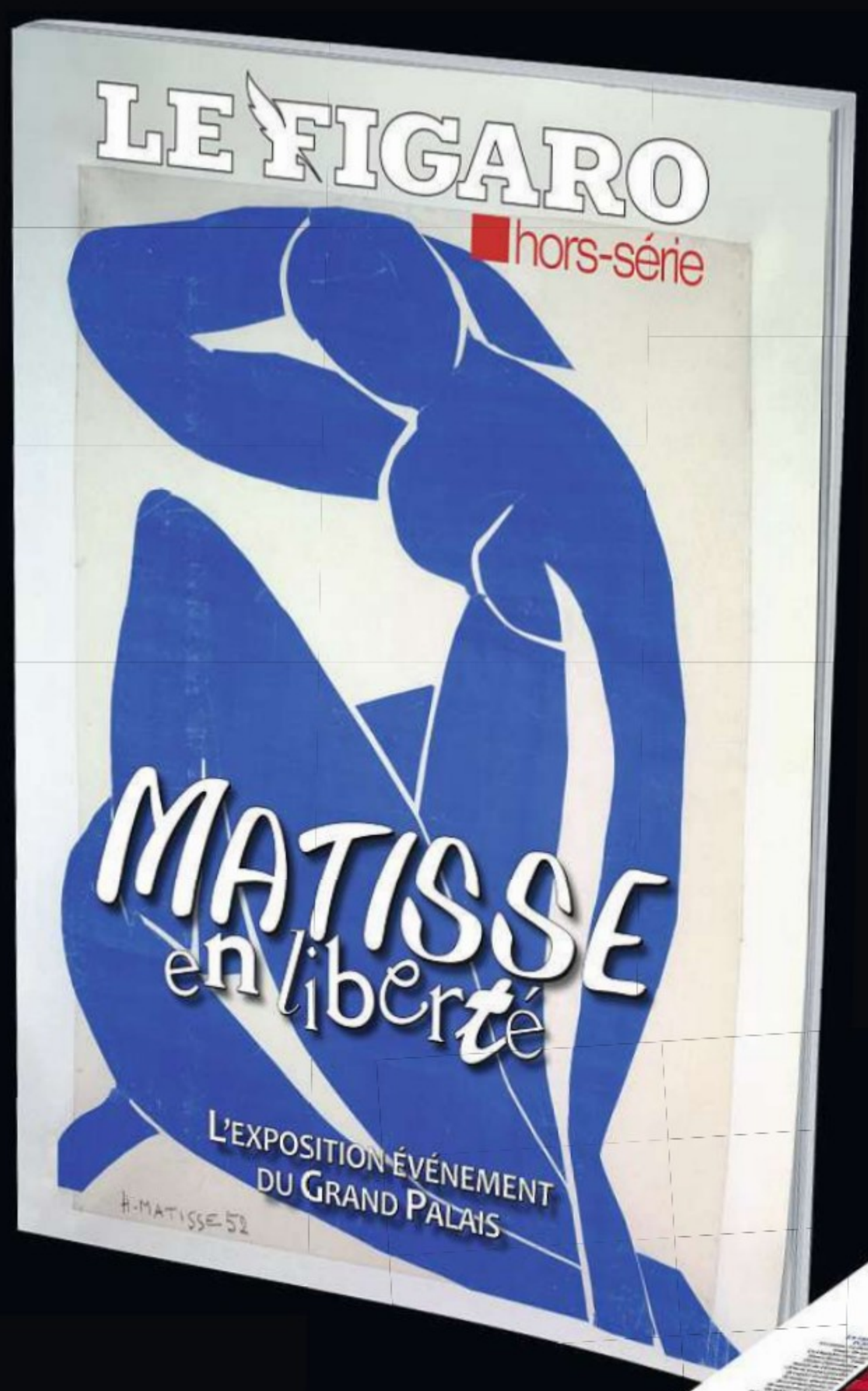
À LIRE ET À ÉCOUTER





Combat toujours perdant
Michel Houellebecq
Flammarion, 72 pages, 12 €.
Souvenez-vous de l'homme
Michel Houellebecq et Frédéric Lo
Water Music, 14,50 €.

LE FIGARO hors-série



MATISSE, LA CONQUÊTE DE LA LIBERTÉ

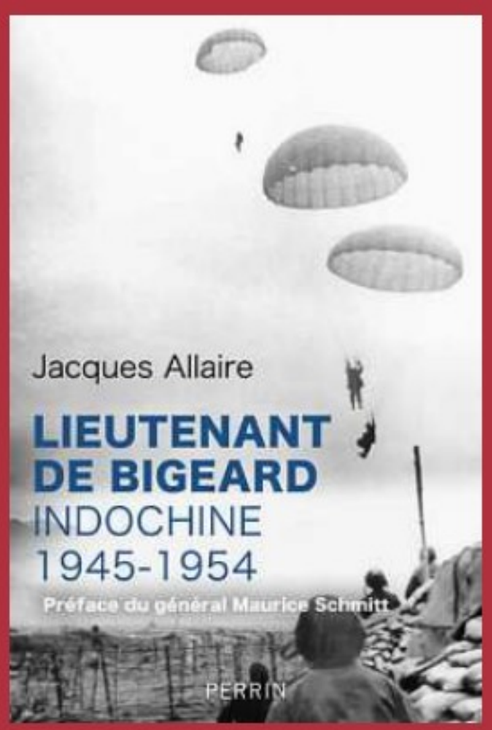
À l'occasion de la splendide exposition « Matisse, 1941–1954 », au Grand Palais, *Le Figaro Hors-Série* rend hommage à l'un des peintres les plus audacieux du XX^e^ siècle, qui a fait de son itinéraire artistique un voyage initiatique. C'est la couleur qu'Henri Matisse a cherché à comprendre tout au long de sa vie, à en reproduire la lumière et l'intensité, les contrastes et les formes. Découvrez ses maîtres, ses rivaux, ses modèles et ses inspirations : de l'atelier de Gustave Moreau, son maître, aux innovations des fauves auxquels il fut rattaché malgré lui, en passant par son amitié avec Picasso et son admiration pour Cézanne. Comment l'homme venu du Nord a-t-il été ébloui par la lumière du Sud ? Impressionniste, fauve, orientaliste... tant de qualificatifs pour un peintre qui fut aussi un dessinateur et un sculpteur, à la fois critiqué et adulé, revendiquant son appartenance au classicisme sans jamais cesser d'innover. Un nouveau numéro magnifiquement illustré pour comprendre ce peintre révolutionnaire, qui aspira pourtant toute sa vie à la simplicité.



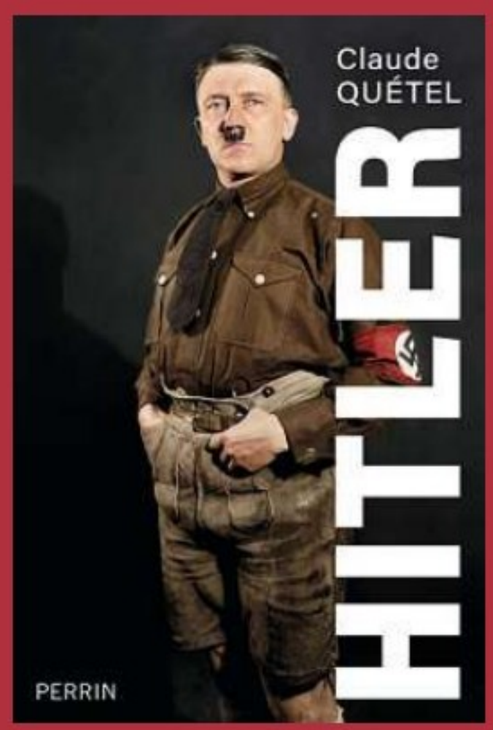
14 €,90 164 pages, en vente actuellement
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie

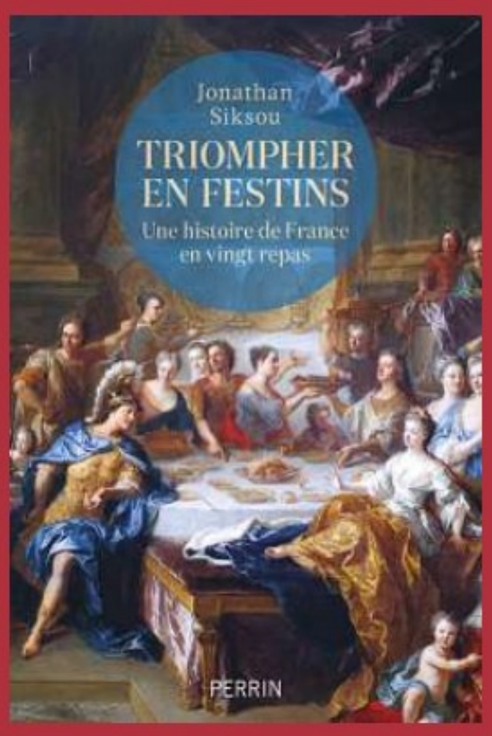
Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur X et Facebook

PERRIN

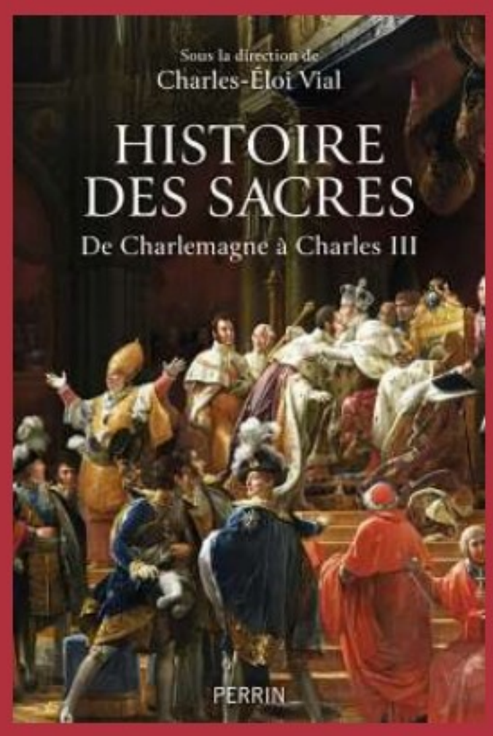


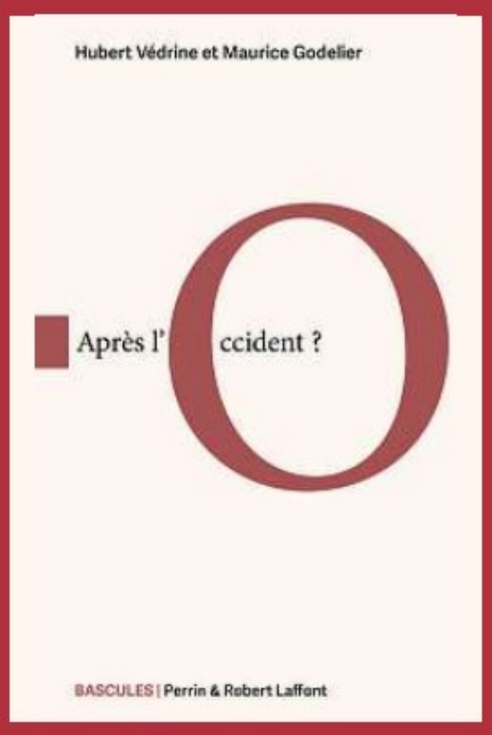


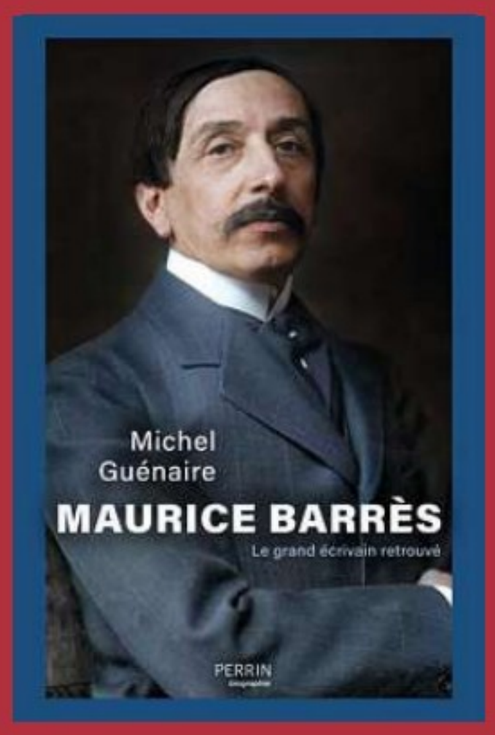


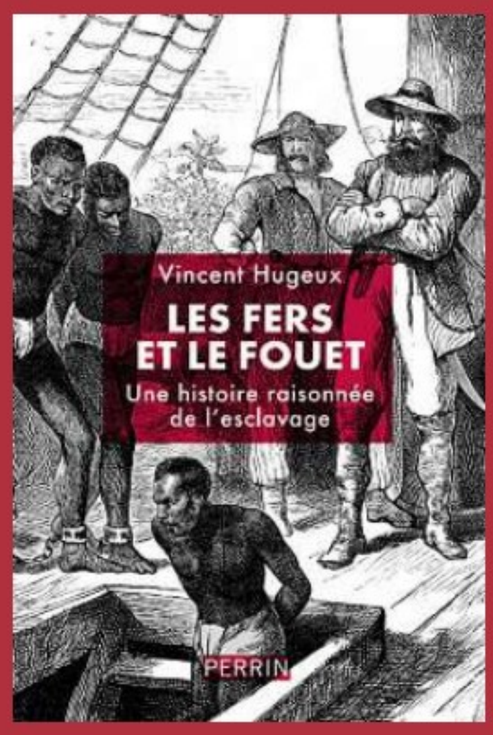














LE MEILLEUR
DE L'HISTOIRE